

N°	Signature <i>Signatur</i>	Genre <i>Typ</i>	Affaire <i>Geschäft</i>	Traitement <i>Behandlung</i>	Personnes <i>Personen</i>	Remarques <i>Bemerkungen</i>	Cat. <i>Kat.</i>
1.	2013-GC-4	Divers <i>Verschiedenes</i>	Communications <i>Mitteilungen</i>				
2.	2017-DIAF-15	Décret <i>Dekret</i>	Naturalisations 2017 - Décret 5 <i>Einbürgerungen 2017 - Dekret 5</i>	Entrée en matière et lecture <i>Eintreten und Lesung</i>	Andréa Wassmer Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i>  Marie Garnier Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I
3.	2017-DIAF-24	Décret <i>Dekret</i>	Naturalisations 2017 - Décret 6 <i>Einbürgerungen 2017 - Dekret 6</i>	Entrée en matière et lecture <i>Eintreten und Lesung</i>	Andréa Wassmer Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i>  Marie Garnier Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
4.	2015-DICS-37	Loi <i>Gesetz</i>	Pédagogie spécialisée <i>Sonderpädagogik</i>	1re lecture (suite) <i>1. Lesung (Forts.)</i>	Katharina Thalmann-Bolz Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i>  Jean-Pierre Siggen Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I

N°	Signature <i>Signatur</i>	Genre <i>Typ</i>	Affaire <i>Geschäft</i>	Traitement <i>Behandlung</i>	Personnes <i>Personen</i>	Remarques <i>Bemerkungen</i>	Cat. <i>Kat.</i>
5.	2017-GC-18	Motion <i>Motion</i>	Modification totale de la loi sur le personnel de l'Etat de Fribourg (LPers) <i>Totalrevision des Freiburger Staatspersonalgesetzes (StPG)</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Nicolas Kolly Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>  Romain Collaud Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>  Georges Godel Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
6.	2017-GC-38	Postulat <i>Postulat</i>	Concept Sports-Arts-Formation <i>Konzept «Sport?Kunst?Ausbildung»</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Gabrielle Bourguet Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>  Romain Collaud Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>  Jean-Pierre Siggen Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
7.	2017-GC-51	Postulat <i>Postulat</i>	Concept Sports-Arts-Formation <i>Konzept «Sport?Kunst?Ausbildung»</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Philippe Savoy Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>  Laurent Dietrich Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>  Jean-Pierre Siggen Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		



## Message 2015-DICS-37

28 novembre 2016

### du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi sur la pédagogie spécialisée (LPS)

Nous avons l'honneur de vous soumettre le projet de loi sur la pédagogie spécialisée. Après une introduction qui présente de façon circonstanciée le cadre dans lequel s'inscrit ce projet de loi, ainsi que le processus de son élaboration, les articles particuliers sont commentés.

Toutes les fonctions citées dans le présent message s'entendent au féminin comme au masculin.

<b>1. Introduction</b>	<b>2</b>
1.1. Le cadre juridique et conceptuel de la pédagogie spécialisée	2
1.2. Les grandes lignes du dispositif cantonal	4
1.3. L'organisation de la pédagogie spécialisée	6
<b>2. Commentaires des articles</b>	<b>7</b>
<b>3. Incidences financières et en personnel</b>	<b>19</b>
3.1. Education précoce spécialisée EPS	20
3.2. Mesures pédo-géno-thérapeutiques de logopédie et de psychomotricité	20
3.3. Période scolaire	20
3.3.1. Mesures d'aide de pédagogie spécialisée	20
3.3.2. Auxiliaires de vie scolaire	21
3.3.3. Soutien en matière de troubles des apprentissages (DYS)	21
3.3.4. Mesures pédo-géno-thérapeutiques (logopédie, psychomotricité et psychologie scolaire)	21
3.4. Période post-scolaire	21
3.4.1. Mesures d'aide de pédagogie spécialisée pour le secondaire post-obligatoire	21
3.4.2. Mesures pédo-géno-thérapeutiques de logopédie et de psychomotricité	21
3.4.3. Transition école – orientation professionnelle	21
3.5. Incidences financières et en personnel	21
3.5.1. Résumé et planification des nouveaux postes	21
3.5.2. Cantonalisation des services d'intégration	22
3.5.3. Autres coûts planifiés	22
3.6. Répartition des coûts entre le canton et les communes	23
3.6.1. Nouveaux postes	23
3.6.2. Effets de la cantonalisation des services d'intégration SI	24
3.6.3. Autres coûts planifiés liés à l'introduction du projet de loi	25
3.6.4. Récapitulation générale	25
<b>4. Les effets sur le développement durable</b>	<b>25</b>
<b>5. La constitutionnalité, la conformité au droit fédéral et l'euro compatibilité du projet</b>	<b>26</b>
<b>6. Soumission aux référendums législatif et financier</b>	<b>26</b>
<b>7. Suite définitive à des interventions parlementaires</b>	<b>26</b>

## 1. Introduction

### 1.1. Le cadre juridique et conceptuel de la pédagogie spécialisée

La pédagogie spécialisée fait partie du mandat public de formation. Elle s'inscrit dans un ensemble de normes de niveau international, national, intercantonal et cantonal.

Ainsi, la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, entrée en vigueur pour la Suisse le 15 mai 2014, consacre à son article 24 le droit à l'éducation: *«les Etats Parties font en sorte que le système éducatif pourvoie à l'insertion scolaire à tous les niveaux»* et à la lettre e: *«les Etats Parties veillent à ce que des mesures d'accompagnement individualisé efficaces soient prises dans des environnements qui optimisent le progrès scolaire et la socialisation, conformément à l'objectif de pleine intégration»*.

La Convention relative aux droits de l'enfant prévoit que les enfants handicapés devraient être intégrés à la société à tous les niveaux, comprenant l'accès à l'éducation (art. 23) et sans discrimination (art. 2) *«eu égard aux besoins particuliers des enfants handicapés, l'aide fournie [...] est gratuite chaque fois qu'il est possible, compte tenu des ressources financières de leurs parents ou de ceux à qui l'enfant est confié, et elle est conçue de telle sorte que les enfants handicapés aient effectivement accès à l'éducation, à la formation, [...] à la préparation à l'emploi et aux activités récréatives, et bénéficient de ces services de façon propre à assurer une intégration sociale aussi complète que possible et leur épanouissement personnel, y compris dans le domaine culturel et spirituel»*.

Au niveau national, en plus des droits définis dans la Constitution à son article 8 sur la non-discrimination, la loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (LHand) stipule à son article 20 alinéa 2 que les cantons *«encouragent l'intégration des enfants et adolescents handicapés dans l'école régulière par des formes de scolarisation adéquates pour autant que cela soit possible et serve le bien de l'enfant ou de l'adolescent handicapé»*.

Suite à la Réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT), l'entière responsabilité de la formation scolaire spéciale et des subventions aux institutions pour personnes handicapées a été transférée de la Confédération aux cantons. Alors qu'ils assumaient déjà une part de l'offre en matière de pédagogie spécialisée, les cantons ont ainsi repris de l'assurance-invalidité (AI) la totalité de la responsabilité formelle, juridique et financière de cet important domaine. Depuis 2008, l'ensemble du domaine de la pédagogie spécialisée est donc entièrement de la compétence du canton.

Une disposition transitoire de la Constitution fédérale (art. 197 ch. 2) garantit le maintien des prestations de l'assurance-invalidité par les cantons pendant trois ans au mini-

um, mais en tous les cas jusqu'à ce que ces derniers disposent de leur propre stratégie.

Pour coordonner et assurer ce transfert de tâches aux cantons, la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) a adopté le 25 octobre 2007 un accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée. Cet accord a pour but d'assurer une harmonisation minimale entre les cantons quant à l'accès à des prestations de base sur l'ensemble du territoire suisse. Il prévoit également une terminologie uniforme, des standards de qualité pour la reconnaissance des prestataires et une procédure d'évaluation standardisée pour la détermination des besoins individuels les plus lourds. Le Grand Conseil a ratifié l'accord intercantonal, sans opposition, le 16 décembre 2009. Cet accord est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011, après avoir été ratifié par dix cantons. A ce jour, l'accord intercantonal a été ratifié par seize cantons, dont tous les cantons romands.

Les cantons sont tenus de mettre en œuvre dans leur législation le droit à la formation et à la formation spéciale, tel qu'il ressort de la Constitution et des lois fédérales, ainsi que le principe de l'intégration – visant à favoriser les formes de scolarisation dans l'école régulière – tel qu'il ressort de la loi fédérale sur l'égalité pour les handicapés (LHand). Ces bases légales supérieures sont, par ailleurs, fondées sur les conventions internationales précitées, textes qui sont la traduction d'une tendance forte du projet de société des démocraties modernes, visant la prise en compte des minorités, notamment des personnes en situation de handicap, le respect du droit de la personne humaine et la reconnaissance de ses besoins, ainsi que la levée des obstacles et la participation garantie à toutes les dimensions de la vie sociale.

Il y a lieu également de souligner préliminairement que ce projet de loi, qui se veut avant tout un projet de loi scolaire, c'est-à-dire organisant l'enseignement spécialisé dans notre canton et décrivant les prestations de nature pédagogique, s'inscrit certes dans la législation scolaire au sens large mais aussi s'insère de manière coordonnée dans la politique de la personne en situation de handicap, qui a fait l'objet de lignes directrices et d'un plan de mesures 2016–2020 adoptés par la Direction de la santé et des affaires sociales, et sur laquelle reposent deux avant-projets de lois importantes, portant sur la personne en situation de handicap (AP-LPSH) et sur les institutions spécialisées et les familles d'accueil professionnelles pour mineur-e (AP-LIFAP), qui ont été soumis à consultation en 2015.

Afin de définir et de préciser le cadre général, le canton s'est doté d'un concept cantonal de pédagogie spécialisée. Le concept repose sur l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée du 25 octobre 2007 et s'inscrit dans le cadre de la politique menée au niveau national et international dans le domaine du handicap. Il s'inspire également des réflexions menées dès 2008 dans les quatorze

sous-groupes de travail cantonaux ainsi que dans le groupe faitier institués par la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport. Il décrit les lignes principales de l'organisation, des responsabilités, des offres et des procédures en matière de pédagogie spécialisée pour le canton de Fribourg. Dans sa séance du 16 mars 2015, le Conseil d'Etat a approuvé le concept ainsi que ses modalités de mise en œuvre. Le projet de loi est, en quelque sorte, la transposition juridique du concept cantonal, lequel a fait l'objet d'un large consensus parmi les partenaires du domaine de la pédagogie spécialisée.

Du 25 juin au 15 octobre 2015, un avant-projet de loi sur la pédagogie spécialisée, issu des travaux de l'un des sous-groupes de travail, a été mis en consultation. Bien accueilli, l'avant-projet de loi a suscité des remarques et des propositions de modification visant à le rendre encore plus compréhensible, notamment en reprenant des définitions figurant dans l'accord intercantonal. Il a été proposé très largement que la répartition financière Etat/communes soit modifiée, pour la rendre similaire à celle prévalant dans la loi scolaire. Enfin, la consultation a révélé une inquiétude sur la question de savoir si les moyens financiers mis à disposition seraient suffisants pour financer l'ensemble du dispositif, qui n'a pas fait l'objet de critiques quant à son amplitude et à sa structure, l'offre étant jugée très majoritairement comme suffisante.

Le présent projet de loi repose notamment sur les principes énoncés dans l'accord intercantonal. A son article 2, l'accord précise que *les solutions intégratives sont préférées aux solutions séparatives, ceci dans le respect du bien-être et des possibilités de développement de l'enfant ou du jeune concerné et en tenant compte de l'environnement et de l'organisation scolaire.* Pour sa part, le canton de Fribourg dispose d'un concept d'intégration depuis 1999 déjà. Il est dès lors légitime de vérifier si des recherches destinées à établir une évaluation objective des expériences réalisées ont été conduites dans le canton ou plus largement au niveau national. Considérant l'engagement financier pour réaliser une recherche scientifique sur la durée, de tels travaux n'ont pas pu être conduits uniquement au niveau du canton. En revanche, sous l'égide de l'Institut de Pédagogie Curative de l'Université de Fribourg, les professeurs R. Sermier Dessemontet, V. Benoit et G. Bless ont réalisé un travail de recherche financé par le Fond National Suisse de recherche (FNS) sur la thématique de l'intégration d'élèves avec une déficience intellectuelle. Des élèves fribourgeois ont été concernés par ces travaux. Les questions de recherche concernaient:

1. l'efficacité concernant le développement des performances scolaires et du comportement adaptatif;
2. l'effet de l'intégration sur les développements des performances scolaires des élèves sans handicap;
3. l'attitude des enseignants face à l'intégration.

Dans leurs conclusions, ces trois chercheurs indiquent que les résultats de leurs travaux viennent soutenir les tendances

actuelles en faveur de l'intégration scolaire des élèves ayant une déficience intellectuelle. L'intégration scolaire à plein temps dans les classes primaires avec du soutien pédagogique spécialisé semble être une alternative pertinente à leur scolarisation en école spécialisée puisqu'elle leur permet dans l'ensemble de faire tout autant, voire plus de progrès. De plus, elle ne freine pas les autres élèves de la classe dans leurs apprentissages, quel que soit leur niveau. L'étude a également montré que le sentiment de compétence perçu à enseigner aux élèves ayant des besoins éducatifs particuliers est le facteur qui influence le plus fortement les attitudes des enseignants envers l'intégration scolaire. Par conséquent, il existe un réel intérêt à développer ou à renforcer le sentiment de compétence des enseignants en formation initiale et continue.

Plusieurs recherches internationales publiées dans la littérature scientifique ont également été conduites sur ces thématiques liées à l'intégration. Laws et al (2000) ont notamment étudié les effets de l'intégration sur la réussite scolaire d'enfants et adolescents atteints de trisomie 21. Laws et al ont trouvé que les enfants concernés et intégrés dans des classes d'enseignement général ont obtenu des scores significativement plus élevés et ont fait davantage de progrès académiques que leurs pairs scolarisés dans des écoles spécialisées. Turner et al (2008) signalent pour leur part dans leurs travaux qu'en comparant des groupes d'enfants intégrés avec des groupes d'enfants en écoles spécialisées, il y avait plus d'élèves qui avaient développé des compétences de lecture chez les sujets en intégration que parmi les élèves fréquentant des écoles spécialisées.

Enfin, une dernière recherche conduite par I. Noël (Haute école pédagogique de Fribourg) durant l'année scolaire 2006/07 sur la question «A qui profite l'intégration? Intégration scolaire d'enfants en situation de handicap: perception par les enseignantes et les enseignants titulaires des apports pour les autres enfants de la classe» arrive aux conclusions suivantes. Il apparaît clairement que les mesures d'aide fournies à l'enfant intégré peuvent bénéficier à d'autres enfants si elles sont exploitées à bon escient et que la situation d'intégration bénéficie également largement au maître titulaire.

Pour clore ce passage consacré à la recherche, depuis l'entrée en vigueur du concept d'intégration dans le canton de Fribourg en 1999, le service d'intégration francophone a suivi environ 680 élèves tandis que le service d'intégration germanophone indique une fourchette d'élèves entre 250 et 300 ayant bénéficié de mesures intégratives. Il n'existe par contre aucune étude longitudinale comparant les mesures d'aide qui ont été mises en place en regard du parcours scolaire des élèves qui en ont bénéficié et leur avenir au terme de la scolarité obligatoire.

Ainsi, la loi sur la pédagogie spécialisée est-elle à appréhender comme une loi spéciale, loi d'application de principes supérieurs, découlant pour l'essentiel de choix antérieurs, mais

complétant la loi sur la scolarité obligatoire adoptée en 2014 et s'insérant dans une politique cantonale de la personne en situation de handicap. Elle est la réponse pédagogique dans le cadre plus large d'une politique cantonale qui se veut au service de la personne en situation de handicap et de son intégration dans la société.

## 1.2. Les grandes lignes du dispositif cantonal

L'offre cantonale en matière de pédagogie spécialisée recouvre les domaines du préscolaire, de la scolarité obligatoire (11 années Harmos) et de la post-scolarité. Durant la scolarité obligatoire, elle concerne l'école ordinaire et l'école spécialisée. Le pilotage financier et la surveillance de qualité sont assurés par la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS). La pédagogie spécialisée regroupe:

- > des mesures d'aide en éducation précoce spécialisée (EPS) sous la forme de mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée (MAO) ou de mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR). Elles sont proposées de la naissance au début de l'entrée de l'enfant à l'école obligatoire. Elles peuvent être exceptionnellement prolongées au maximum pour une durée de 2 ans après l'entrée à l'école obligatoire;
- > des mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée (MAO) pour les élèves qui présentent un risque d'échec et/ou des difficultés qui compromettent leur développement et/ou des troubles d'apprentissage. Ces mesures sont proposées de l'entrée à la fin de l'école obligatoire;
- > des mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) pour les élèves qui sont en situation de handicap. Ces mesures peuvent être proposées sous forme de scolarisation intégrative de l'entrée à la fin de l'école obligatoire. Elles peuvent être également octroyées en écoles spécialisées de l'entrée à l'école obligatoire jusqu'à 18 ans (exceptionnellement 20 ans);
- > des mesures de prise en charge à caractère résidentiel en écoles spécialisées octroyées de l'entrée à l'école obligatoire jusqu'à 18 ans (exceptionnellement 20 ans);
- > des mesures pédago-thérapeutiques de logopédie et de psychomotricité sont proposées de la naissance de l'enfant à 20 ans; des mesures pédago-thérapeutiques de psychologie sont proposées exclusivement durant la scolarité obligatoire;
- > des mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) fournies par des centres de compétences. Ces mesures sont proposées aux enfants et élèves en situation de handicap visuel ou auditif. Ces mesures sont proposées de la naissance à la fin de l'école obligatoire.

A ces mesures, s'ajoutent des aides aux élèves en difficultés de comportement sous forme de soutiens à l'établissement scolaire (mesures SED). Ces mesures sont proposées durant l'école obligatoire et ne font pas partie des mesures de péda-

gogie spécialisée. Elles relèvent directement des services de l'enseignement obligatoire et de la loi scolaire.

Lorsqu'aucune école spécialisée ne correspond aux besoins de l'élève, l'école fribourgeoise permet à celui-ci d'être orienté vers une école spécialisée d'un autre canton.

Il y a lieu de relever que selon la loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (Loi sur l'égalité pour les handicapés, LHand) du 13 décembre 2002, des mesures destinées à atténuer les désavantages liés à un handicap peuvent être attribuées à des enfants et des jeunes. Elles font l'objet du projet cantonal de «Compensation des désavantages» qui fixe le cadre réglementaire à l'école obligatoire et au secondaire 2. Elles ne font pas partie de l'offre de la pédagogie spécialisée.

Quelle est la différence entre les mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) et les mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée (MAO)? Les MAR se distinguent des MAO par les critères suivants (selon l'accord intercantonal):

- > une longue durée;
- > une intensité soutenue;
- > un niveau élevé de spécialisation des intervenants;
- > des conséquences marquantes sur la vie quotidienne, sur l'environnement social ou sur le parcours de vie de l'enfant ou du jeune.

Les MAR et les MAO sont attribuées par des autorités et selon des procédures différentes, qui sont schématisées dans le tableau ci-après:

# DISTINCTION ENTRE MAO ET MAR

Qui demande ?

Demande des parents sur  
les conseils des  
professionnels intervenant  
auprès de l'enfant

Pour qui ?

Enfant/Elève qui présente  
un risque d'échec et/ou  
des difficultés qui  
compromettent son  
développement et/ou  
des troubles  
d'apprentissage

Enfant/Elève en situation de  
handicap

Que demander ?

**MESURES D'AIDE  
ORDINAIRES DE  
PEDAGOGIE SPECIALISEE  
(MAO)**

EPS  
MCDI  
Classes de soutien

Compensation des  
désavantages  
ou / et  
Mesures SED  
ou / et  
Mesures pédagogo-  
thérapeutiques:  
Logopédie  
Psychomotricité  
Psychologie scolaire

**MESURES D'AIDE  
RENFORCEES DE  
PEDAGOGIE SPECIALISEE  
(MAR)**

EPS / Soutien pédagogique  
intégratif spécialisé  
Soutien pédagogique spécialisé  
pour handicap visuel et auditif  
Accompagnement par un  
auxiliaire de vie  
Scolarisation en école spécialisée  
(avec ou sans internat)  
*Longue durée; intensité soutenue; niveau  
élevé de spécialisation des intervenants;  
conséquences marquantes*

Demander à  
qui ?

RE / Direction CO /  
Direction SEI

DICS / SESAM  
(cellule d'évaluation)

Evaluation de la demande par une  
évaluation pédagogique au sein de  
l'établissement scolaire ou en famille par  
le Service éducatif itinérant

Evaluation de la demande par une analyse  
des besoins de l'enfant selon une  
Procédure d'Évaluation Standardisée  
(PES) qui se réfère aux : Diagnostic /  
facteurs environnementaux / facteurs  
personnels / comportement et préavis

Qui décide ?

RE / Direction CO /  
Direction SEI.  
Décision du type de  
MAO selon dotation

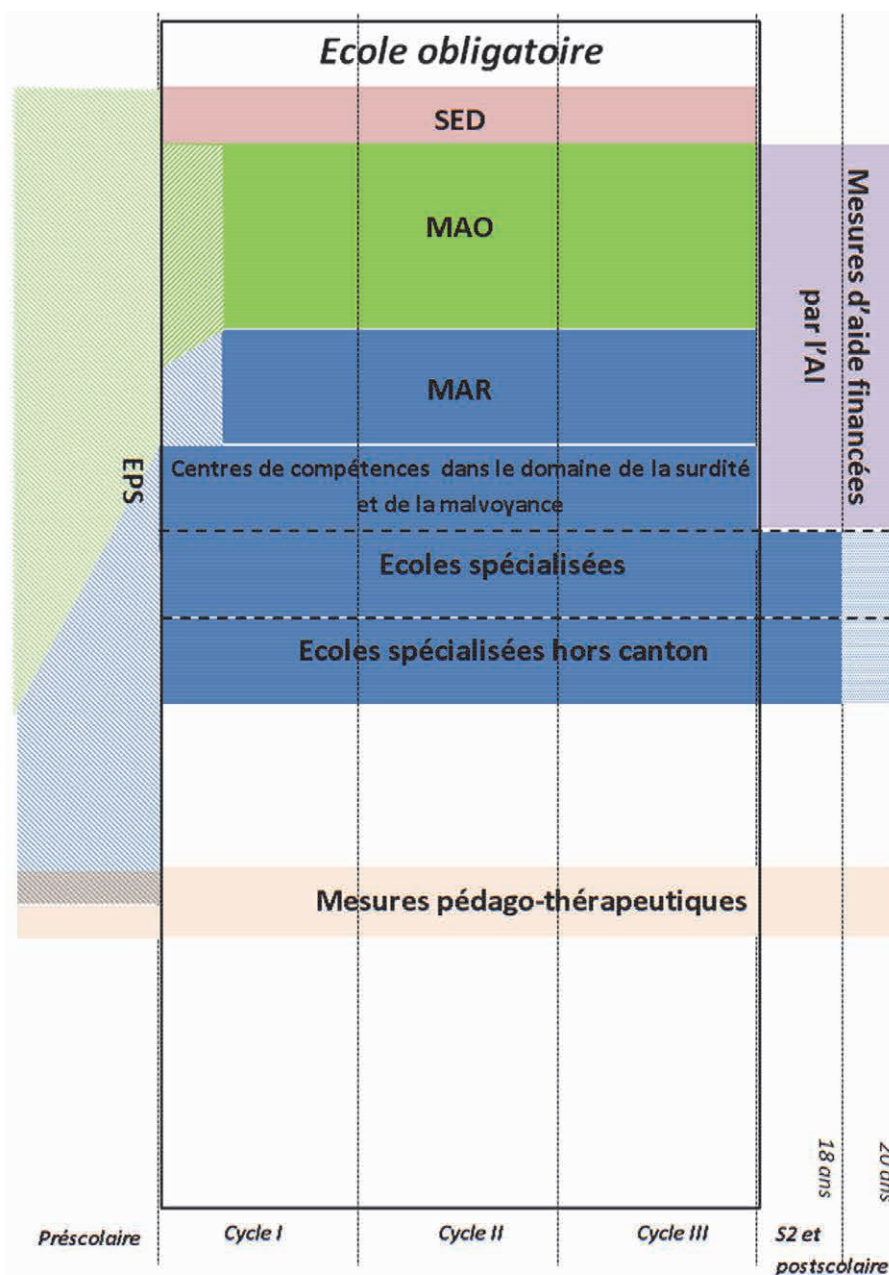
Autorité compétente  
de la DICS.  
Décision du type de  
MAR, de la durée, de  
l'intensité selon  
préavis de la cellule et  
budget

Evaluation régulière

Evaluation régulière

### 1.3. L'organisation de la pédagogie spécialisée

Le schéma suivant résume l'organisation de l'école fribourgeoise:



SED : Soutien aux établissements scolaires dans la prise en charge des difficultés comportementales ; MAO : mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée ; MAR : mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée ; EPS : éducation précoce spécialisée ; Cycle I : 1<sup>re</sup> à 4<sup>ème</sup> ; Cycle II : 5<sup>ème</sup> à 8<sup>ème</sup> ; Cycle III : 9<sup>ème</sup> à 11<sup>ème</sup> ; AI : assurance invalidité ; S2 : secondaire 2.

■ : MAR ■ : MAO ■ : Mesures pédago-thérapeutiques ■ : Mesures SED ■ : Assurance invalidité

Le projet de loi sur la pédagogie spécialisée (LPS) s'appuie sur un dispositif cantonal existant pour la scolarisation des enfants et des élèves à besoins éducatifs particuliers (selon la définition de l'accord), atteints d'un trouble ou d'une déficience. A grands traits, sur la base des données de l'automne 2015, ce dispositif se résume de la manière suivante:

> avant l'école, environ 400 enfants bénéficient d'éducation précoce spécialisée;

- > un réseau de classes spéciales d'institutions de pédagogie spécialisée privées ou d'institutions de pédagogie spécialisée communales subventionnées accueille quelque 900 élèves;
- > environ 600 élèves en situation de handicap sont scolarisés dans les établissements de la scolarité obligatoire;
- > près de 7800 enfants ou élèves ont accès aux mesures pédago-thérapeutiques (logopédie, psychologie et psychomotricité en milieu scolaire). Certains apparaissent



plusieurs fois dans les statistiques en cas de mesures combinées (exemple: logopédie et psychologie scolaire). Selon les recherches et les statistiques connues, 20% des élèves ont des difficultés.

Le projet de loi vise à généraliser les bonnes pratiques identifiées par une analyse des forces et limites du dispositif existant: il s'inscrit donc dans la continuité et ne modifie pas fondamentalement une organisation satisfaisante.

Le projet matérialise, par ailleurs, le concept fribourgeois de pédagogie spécialisée requis par la Constitution fédérale et l'accord intercantonal.

Il oriente la compréhension du handicap comme résultante entre des troubles et/ou déficiences individuels et l'environnement dans lequel évolue l'enfant ou l'élève. Il introduit ainsi des mesures permettant de lever les obstacles environnementaux et de favoriser sa participation, tout en veillant à ce que chacun progresse selon ses possibilités.

Une des caractéristiques de ce nouveau contexte légal intercantonal est le passage de la logique d'assurance sociale à celle de mandat public de formation. Cela signifie notamment que l'octroi de prestations se définit non seulement en relation avec les besoins du bénéficiaire potentiel, mais également par l'apport de compétences spécialisées au système de formation.

Au travers de l'élaboration de l'accord intercantonal, les cantons ont voulu établir des objectifs communs, dont les trois principaux sont les suivants:

- > définition de l'offre de base en matière de pédagogie spécialisée,
- > promotion de solutions intégratives,
- > détermination et utilisation d'instruments communs (terminologie commune, standards de qualité, procédure d'évaluation standardisée pour la détermination des besoins individuels).

Si l'accord se centre prioritairement sur la procédure d'accès aux mesures dites renforcées, à savoir destinées aux enfants et aux élèves dont l'activité ou la participation sont limitées durablement dans leur environnement, au point de compromettre leur avenir en raison d'une déficience, d'un polyhandicap ou d'un trouble invalidant, le présent projet de loi veille à mettre en cohérence ce dispositif avec les procédures d'accès aux mesures dites ordinaires. Les mesures ordinaires sont sous la responsabilité de l'école ordinaire (prévues dans la loi scolaire) mais elles sont signalées dans l'accord intercantonal comme dans le concept.

Le projet assure un continuum avec les dispositions de la loi scolaire, afin d'aboutir à une meilleure coordination en matière de décisions d'orientation et de certification. La loi sur la pédagogie spécialisée (LPS) est une loi spéciale,

connexe et complémentaire à la loi sur la scolarité obligatoire (LS). Alors que la LS régit l'enseignement et son organisation dans une approche collective, la LPS est centrée sur la réponse individualisée aux besoins des bénéficiaires, ainsi que l'organisation qui doit se mettre en œuvre autour d'eux. Ces derniers ne sont pas seulement des enfants ou élèves en situation de handicap, mais plus largement des personnes ayant des besoins particuliers: appuis spécialisés, mesures pédo-thérapeutiques ou autres.

## 2. Commentaires des articles

### Chapitre I: Dispositions générales

#### *Art. 1: Objets et principes de base*

L'objet du présent projet de loi est de fixer un cadre général à la pédagogie spécialisée, soit notamment la détermination de l'offre et des modalités de sa mise en œuvre. Il fait expressément référence au concept cantonal pour la pédagogie spécialisée, qui fixe les grandes lignes et les choix du canton de Fribourg en cette matière. Le second alinéa mentionne sans les citer exhaustivement les autres lois fédérales, intercantionales et cantonales. Il s'agit, pour l'essentiel, des textes suivants: l'accord intercantonal du 25 octobre 2007 sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée, la loi du 9 septembre 2014 sur la scolarité obligatoire (loi scolaire, LS; RSF 411.0.1), la loi du 19 juin 2008 concernant le financement des mesures de nature pédo-thérapeutique dispensées par des prestataires indépendants agréés, ainsi que la loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (loi sur le personnel, LPers; RSF 122.70.1). Il convient aussi de relever que les futures lois cantonales sur la personne en situation de handicap (LPSH) et sur les institutions spécialisées et les familles d'accueil professionnelles pour mineur-e (LIFAP) constitueront également un cadre général à la thématique de la personne en situation de handicap.

Concernant l'action des communes dans le domaine de l'offre de pédagogie spécialisée précisée par l'accord intercantonal, ces dernières sont chargées d'assurer un service en matière de psychologie, de logopédie et de psychomotricité (art. 63 al. 1 LS). Elles peuvent cependant charger des centres régionaux d'assumer ces tâches (art. 63 al. 2 LS).

#### *Art. 2: Buts de la pédagogie spécialisée*

La pédagogie spécialisée poursuit aussi l'atteinte de certains buts. Elle vise principalement (al. 1) à favoriser l'autonomie, l'acquisition de connaissances, le développement de la personnalité et l'ouverture à autrui des enfants et des élèves présentant des besoins éducatifs particuliers, en vue de leur meilleure participation sociale possible. Ce sont là des buts également poursuivis par l'école en général et l'on peut rapprocher cet article de l'article 3 de la loi scolaire, qui précise

que l'école amène les élèves à développer au mieux leurs potentialités.

Le contexte de prise en charge et de scolarisation doit être adapté le mieux possible à la réalité (al. 2): c'est aussi une contribution importante de la pédagogie spécialisée.

Enfin, la pédagogie spécialisée a aussi pour but (al. 3) de contribuer à valoriser et à développer les compétences, professionnelles et sociales, de tous les professionnels du système public de formation, qui sont appelés à œuvrer dans l'école fribourgeoise.

### *Art. 3: Principes de base*

Les principes généraux définis dans cet article s'inspirent largement de ceux fixés dans l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée (ci-après l'accord).

Le premier principe (mandat public de formation; lettre a) consacre le changement radical que constitue, du fait de la RPT, le passage d'un système d'assurance au système de formation. Ainsi, l'enfant ou le jeune est-il désormais un élève – ou un élève en devenir – avec des besoins particuliers et non plus un assuré relevant des assurances sociales fédérales. Ce principe implique que les pouvoirs publics mettent en place les dispositifs nécessaires et adéquats pour remplir leur mandat public de formation, envers des enfants en âge préscolaire ou des élèves dont il est avéré que leur avenir serait hypothéqué, sans mesures complémentaires à celles que se doit de prendre l'école dite «régulière» ou «ordinaire».

L'inscription des mesures de pédagogie spécialisée dans le cadre large de la formation implique par ailleurs que les conséquences des troubles ne sont prises en compte que dans la mesure où elles entravent ou hypothèquent le développement de l'enfant et la possibilité pour un enfant ou un élève d'atteindre les standards de formation. Cela vaut également pour les mesures de psychologie, psychomotricité et logopédie.

Le principe de l'intégration (lettre b) est non seulement fixé dans l'accord intercantonal, mais aussi dans de nombreux textes au niveau international, national et cantonal. Il constitue un changement de paradigme majeur justifiant les principaux changements au niveau des prestations prévues par le projet de loi.

Cet article consacre aussi un principe méthodologique, à savoir l'importance de mobiliser les ressources non seulement de l'enfant en âge préscolaire ou de l'élève, mais aussi des personnes qui l'encadrent. Ce principe est ainsi le fondement des mesures indirectes prévues par le projet de loi, mesures qui s'adressent aux parents et aux professionnels qui encadrent les enfants en âge préscolaire ou les élèves. Il implique aussi, conformément aux principes de subsidiarité

et de responsabilité individuelle inscrits dans la Constitution fédérale (art. 5a, 6 et 41), que tout ce qui est utile, nécessaire et possible pour limiter le recours à des prestations doit être mis en place.

La lettre c consacre le principe de gratuité. L'article 62 alinéa 2 de la Constitution fédérale garantit la gratuité de l'enseignement de base dans les écoles publiques. Il en va ainsi de même dans le domaine de la pédagogie spécialisée. Le principe de gratuité est applicable uniquement à la scolarité au sens strict. Les parents participent dès lors aux frais liés aux fournitures scolaires, à certaines activités scolaires (cf. art. 10 al. 3 de la loi scolaire et art. 9 de son règlement) et parascolaires et versent les contributions fixées dans l'arrêté du Conseil d'Etat du 19 décembre 2000 fixant la contribution aux frais des personnes prises en charge dans les institutions de pédagogie spécialisée.

La lettre d a trait à la place des parents et de l'élève dans le cadre des différentes procédures. Les dispositions concernant l'accès aux mesures définissent clairement leur intervention aux différentes étapes des procédures. Cette obligation repose sur l'article 12 de la Convention internationale des droits de l'enfant de l'ONU ainsi que sur l'article 2 de l'accord intercantonal. Ils ont, dans tous les cas, expressément le droit d'être entendus dans le cadre des processus de décisions. Il ne s'agit pas seulement de convoquer les parents pour les informer des décisions prises mais bien de les associer, lors des séances préalables à la décision, qui rassemblent les réflexions des membres du réseau, au processus menant à la décision. Cependant, s'ils peuvent être entendus et sont associés aux procédures ou processus sans qu'il leur soit concédé un droit de codécision, ils n'ont ainsi pas le droit de choisir le prestataire de la mesure pédagogique ou pédagogique, y compris dans le cas de figure où la mesure est prodiguée par un prestataire privé/indépendant agréé – une telle décision revêtant un caractère organisationnel. Cette restriction au libre choix du prestataire, expressément prévue par l'accord, a pour but de permettre aux cantons d'assurer une surveillance adéquate des prestataires auxquels ils ont délégué l'exécution de prestations, au travers des critères qualitatifs de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP). Il s'agit d'une conséquence naturelle du changement de paradigme évoqué ci-dessus: le canton n'est plus un assureur qui rembourse les prestations. Le fait que la pédagogie spécialisée fasse partie intégrante du système de formation implique que le canton doive pourvoir à une formation spéciale suffisante, dans le respect du principe de la proportionnalité, et en assumer la responsabilité, soit en la dispensant de manière directe, soit en déléguant cette tâche à des prestataires privés. Lorsqu'il délègue l'exécution de prestations, le canton a la responsabilité d'exercer ses compétences de surveillance afin de garantir la qualité des prestations prodiguées.

Il découle de ce qui précède que seules les prestations dispensées par des prestataires désignés par l'autorité compétente sont prises en charge dans le cadre du projet de loi. Il n'y a ainsi aucun droit au remboursement d'une prestation équivalente dispensée par un prestataire tiers.

#### *Art. 4: Définitions*

Au-delà des définitions techniques qui sont intégrées dans les différentes dispositions du projet de loi, une attention particulière doit être portée à la notion d'élève «qui est au centre du projet de loi. La définition de l'élève inclut tant le mineur que le jeune adulte majeur qui suit un apprentissage. Dans la mesure où le champ de la pédagogie spécialisée couvre les 0–20, ans avec un changement légal de statut dès leur majorité à 18 ans, le projet de loi mentionnera le terme «enfant» pour la période préscolaire et «élève» pour les bénéficiaires majeurs âgés de 18 à 20 ans révolus. La définition des parents est celle inscrite dans la loi sur la scolarité obligatoire.

## **Chapitre 2: Offre de pédagogie spécialisée et transports scolaires**

#### *Art. 5: Période préscolaire*

Les mesures de pédagogie spécialisée s'adressent à des enfants de la naissance jusqu'à l'entrée à l'école obligatoire, ce qu'il est convenu d'appeler la période préscolaire. Les mesures d'éducation précoce spécialisée (EPS) peuvent se poursuivre, dans des cas exceptionnels, encore deux ans après l'entrée à l'école obligatoire. Les mesures pédo-therapeutiques de logopédie et de psychomotricité peuvent se poursuivre jusqu'à la fin de la 1<sup>re</sup>.

Les prestations EPS sont dispensées par des pédagogues en éducation précoce spécialisée et s'adressent aux enfants avant le début de la scolarité, en vue d'établir si leur développement est limité ou compromis au point de ne pas pouvoir, selon toute vraisemblance, suivre l'enseignement de l'école régulière sans soutien spécifique. Ces prestations individuelles sont demandées par les parents, en principe conseillés par les médecins pédiatres.

L'offre en éducation précoce spécialisée (EPS) comprend des mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée (MAO) et des mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR).

- > La gestion des MAO est de la compétence de la direction du service prestataire. La mise en œuvre de ces mesures se fait de manière flexible pour répondre aux besoins.
- > Les MAR octroyées à l'enfant sont dispensées par le service prestataire ou par les centres de compétences dans le domaine de la malvoyance ou de la surdité après évaluation par la cellule d'évaluation.

Les MAO en éducation précoce spécialisée (EPS) s'adressent à des enfants qui présentent un développement à risque.

Les MAR en éducation précoce spécialisée (EPS) s'adressent à des enfants en situation de handicap et/ou en danger (négligence avérée, maltraitance, abus) et dont les besoins ont été évalués selon la procédure d'évaluation standardisée (PES).

L'accord intercantonal concerne les enfants ayant des besoins éducatifs particuliers. Pour les situations des enfants avec un développement à risques et/ou en danger, une étroite collaboration avec le Service de l'enfance et de la jeunesse (SEJ), selon une procédure précise et harmonisée, est prévue.

L'offre couvre aussi les prestations de logopédie et de psychomotricité (lettres b et c): ces prestations pédo-therapeutiques ont pour objectif d'accompagner les processus de développement et/ou d'apprentissage des enfants en âge préscolaire. Elles sont destinées aux enfants en âge préscolaire (voire jusqu'à la fin de la 1<sup>re</sup>) chez lesquels l'acquisition de compétences sociales, les développements moteur, affectif, langagiers et communicationnels, nécessitent une aide thérapeutique spécifique pour tendre à rallier la norme développementale attendue pour un âge donné, voire, secondairement, les objectifs attendus de l'école. Ces prestations sont demandées par les parents et font l'objet d'une palette d'interventions possibles (thérapies individuelles ou de groupe, séances de coaching, guidance parentale, etc.). Elles sont dispensées par des prestataires indépendants agréés.

Les relations entre les prestataires concernés et le canton sont régies par conventions: par une convention-cadre pluriannuelle et un contrat annuel de prestations pour les institutions de pédagogie spécialisée sises dans le canton et par la convention intercantonale relative aux institutions sociales (CIIS) pour les institutions de pédagogie spécialisée hors canton. Les relations avec les prestataires agréés sont également réglées par conventions. Les prestataires sont actuellement les suivants:

- > Service éducatif itinérant (SEI) de la Fondation Les Buissonnets (éducation précoce spécialisée (EPS) et psychomotricité);
- > Centre pédagogique pour élèves handicapés de la vue CPHV, Lausanne;
- > Institut St-Joseph, section surdité;
- > Zentrum für Hören und Sprache Münchenbuchsee;
- > Stiftung für sehbehinderte und blinde Kinder und Jugendliche Zollikofen;
- > Prestataires agréés (logopédie).

#### *Art. 6: Période scolaire*

Les élèves avec des besoins éducatifs particuliers sont en principe scolarisés à l'école ordinaire. C'est la concrétisation du principe d'intégration, indiqué à l'article 3 du projet de

loi. Exceptionnellement, lorsqu'existe une entrave aux possibilités de développement de l'élève concerné ou que l'environnement et l'organisation scolaires ne permettent pas une scolarisation à l'école ordinaire sans engager des ressources disproportionnées pour répondre aux besoins de l'élève, celui-ci est scolarisé dans une école spécialisée. L'enseignement doit être profitable pour l'élève lui-même tout en tenant compte des incidences sur l'environnement direct de la classe. Dans les situations où l'intégration n'est pas ou plus profitable, des orientations en écoles spécialisées sont alors proposées dans le respect de la procédure décrite aux articles 27 et suivants du projet de loi. Le principe de proportionnalité doit être respecté dans l'accompagnement des élèves à besoins éducatifs particuliers.

Il y a lieu de rappeler que les MAO, la loi scolaire les traitant, se distinguent notamment des appuis scolaires par le fait qu'elles impliquent l'existence d'un trouble ou d'une déficience, qu'elles sont dispensées par du personnel spécialisé et qu'elles sont octroyées de manière complémentaire ou subsidiaire à ce que l'école régulière se doit d'entreprendre, au terme d'une évaluation pédagogique ou pédago-thérapeutique permettant de décider si les conditions d'octroi sont réunies.

Chaque établissement scolaire de l'école ordinaire dispose d'une offre de base en matière de MAO déterminée par un facteur qui tient compte du nombre d'élèves ainsi que par une clé de répartition déterminée par les services de l'enseignement. Les ressources totales à disposition pour les MAO seront maintenues à l'entrée en vigueur du projet de loi. Ces MAO, qui sont couvertes par la loi scolaire, sont attribuées par le responsable d'établissement primaire/directeur du cycle d'orientation sur préavis des professionnels intervenant auprès de l'élève.

Les MAO s'adressent à des élèves qui présentent un risque d'échec et/ou des difficultés qui compromettent leur développement et/ou des troubles d'apprentissage. Ces mesures sont proposées de l'entrée à la fin de l'école obligatoire. Elles font l'objet d'une évaluation selon une procédure prédéfinie. Elles sont régulièrement analysées.

Les MAR s'adressent à des élèves en situation de handicap et dont les besoins ont été évalués selon une procédure d'évaluation standardisée (PES). Elles sont octroyées à l'élève par l'inspectorat spécialisé sur le préavis de la cellule d'évaluation. Elles se font prioritairement de manière intégrative. Les MAR sont octroyées pour une première durée définie et évaluées régulièrement par la cellule d'évaluation.

La DICS collabore avec les centres de compétences dans le domaine de la malvoyance et de la surdité. Ces centres offrent un soutien à l'école ordinaire ou à l'école spécialisée. Ce soutien peut se réaliser soit sous forme de guidance et conseils, soit sous forme de soutien auprès de l'élève. L'octroi

de ces aides se réalise après l'analyse des besoins de l'élève dans son environnement par la cellule d'évaluation selon la procédure d'évaluation standardisée (PES). La collaboration avec ces centres de compétences est réglée par un contrat de prestation établi par la DICS.

Les MAR en école spécialisée recouvrent l'enseignement, dans certains cas la prise en charge à caractère résidentiel ainsi que les mesures pédago-thérapeutiques (logopédie, psychomotricité et psychologie). Elles s'adressent à des élèves en situation de handicap et dont les besoins ont été évalués selon la procédure d'évaluation standardisée (PES). En fonction des besoins spécifiques de certains élèves, certaines écoles spécialisées peuvent s'adjoindre les services de professionnels du domaine médical. Les MAR sont octroyées pour une première durée définie et évaluées régulièrement par la cellule d'évaluation.

Les mesures de logopédie s'adressent à des élèves qui présentent des difficultés de langage et de communication évaluées selon les critères déterminés par la DICS. Les mesures de psychomotricité s'adressent aux enfants qui présentent des troubles psychomoteurs graves. Les mesures de psychologie scolaire font partie de l'offre pour la période scolaire. Les psychologues scolaires peuvent intervenir pour des bilans 6 mois avant l'entrée de l'enfant à l'école obligatoire. Dans la règle, ces mesures sont dispensées par les thérapeutes des services auxiliaires scolaires (SAS) lorsqu'elles sont offertes au sein des établissements scolaires de l'école ordinaire et par les thérapeutes rattachés aux écoles spécialisées pour les élèves qui y sont scolarisés.

Le personnel des SAS demeure sous la responsabilité des directeurs/responsables des services auxiliaires scolaires. Une coordination est assurée entre le directeur/responsable des SAS et le responsable d'établissement primaire/directeur du cycle d'orientation dans le but de gérer la participation du personnel des SAS à la vie de l'établissement scolaire dans le cadre de sa mission thérapeutique. En tous les cas, les thérapeutes travaillent en étroite collaboration avec les parents et les enseignants sous forme de thérapies individuelles ou en groupe ou encore de guidance aux parents ou aux enseignants.

Les relations entre les prestataires et le canton sont régies par conventions: par une convention-cadre pluriannuelle et un contrat annuel de prestations pour les institutions de pédagogie spécialisée sises dans le canton et par la convention intercantonale relative aux institutions sociales (CIIS) pour les institutions de pédagogie spécialisée hors canton. Les communes continuent à déterminer leurs rapports avec les services auxiliaires scolaires. Elles peuvent, si elles le souhaitent, appliquer ce dispositif juridique mis en place par le canton pour ses relations avec les institutions de pédagogie spécialisée.

Les prestataires sont actuellement les suivants:

- > Centre Educatif et Pédagogique (CEP)  
à Estavayer-le-Lac;
- > Centre d'Enseignement Spécialisé et de Logopédie/Glâne (CESL/G) à Romont;
- > Centre Scolaire et Educatif Clos Fleuri (CSER) à Riaz;
- > Centre Scolaire de Villars-Vert (CSVV)  
à Villars-sur-Glâne;
- > Classes d'Enseignement Spécialisé de la Gruyère (CENSG) à Bulle;
- > Flos Carmeli – classes de langage à Fribourg;
- > Schulheim – Les Buissonnets à Fribourg;
- > Home-Ecole Romand (HER) – Les Buissonnets  
à Fribourg;
- > Institut Les Peupliers au Moutet;
- > Institut St-Joseph à Villars-sur-Glâne;

A cette liste, il convient d'ajouter les institutions de pédagogie spécialisée hors canton concernées ainsi que les services de logopédie, de psychologie et de psychomotricité des communes.

Enfin, la lettre d) de l'alinéa 2 prévoit l'accompagnement d'un élève par un auxiliaire de vie dans les actes non pédagogiques.

#### *Art. 7: Période postscolaire*

Les voies de formation du degré secondaire 2 et de formation professionnelle initiale sont ouvertes aux élèves présentant des besoins éducatifs particuliers s'ils en remplissent les conditions ordinaires d'accès. Toutefois, on tiendra compte des mesures de compensation des désavantages dont certains seront bénéficiaires (alinéa 1).

Les offres de pédagogie spécialisée pour la période postscolaire concernent des élèves dès la fin de leur scolarité obligatoire à l'âge de 18 ans (exceptionnellement 20 ans) ayant été évalués par un bilan professionnel de l'assurance invalidité (AI).

Par besoin éducatif particulier, on entend le besoin de l'une des prestations décrites dans le projet de loi. Cette terminologie, qui est reprise de l'accord intercantonal, est formulée, dans la version allemande, par les termes «besonderer Bildungsbedarf» (besoin de formation particulier). Le terme «éducatif», figurant dans la version française, doit être ainsi compris dans son acception large, recouvrant non seulement des besoins «pédagogiques» mais également des besoins «pédago-thérapeutiques» requérant des prestations de logopédie et de psychomotricité. Cette acception recouvre, en outre, des besoins en lien avec la formation, tels que ceux nécessitant l'intervention de personnes assumant une fonction d'aide à la formation relevant de l'AI.

Ces offres s'appuient sur le droit, spécifié dans l'accord intercantonal, de tout élève rencontrant des entraves à son déve-

loppement d'obtenir une formation initiale avec des mesures de pédagogie spécialisée adaptées à ses besoins.

Le passage de la scolarité obligatoire à la période postscolaire fait l'objet d'une attention soutenue et interdisciplinaire pour tous les élèves qui ont une mesure d'aide renforcée de pédagogie spécialisée.

A la fin de la scolarité obligatoire, plusieurs orientations sont possibles en fonction des besoins de l'élève (alinéa 2):

- > prolongation de la scolarité en école spécialisée;
- > passage en centre de formation professionnelle spécialisée;
- > passage en formation duale (AFP ou CFC) ou poursuite des études dans une école du secondaire post-obligatoire.

La Confédération via l'assurance invalidité (AI) continue à financer la formation professionnelle initiale qu'elle soit en système dual, à plein temps ou en école. La formation secondaire II se situe en dehors du périmètre de la RPT et de l'accord intercantonal. Il revient à l'assurance invalidité (AI) de financer les frais de formation supplémentaires engendrés par un handicap. Les demandes pour de telles offres sont à adresser par les parents à l'assurance invalidité (AI).

Les collaborateurs pédagogiques, les spécialistes pédago-thérapeutiques et les psychologues de la DICS liés à la pédagogie spécialisée apportent guidance, soutien et conseils aux recteurs/directeurs, aux enseignants titulaires ainsi qu'à l'ensemble des personnes intervenant auprès de l'élève à besoins éducatifs particuliers.

L'ensemble de ces mesures visent une autonomie maximale de l'élève ainsi que son intégration future dans le monde du travail que celui-ci soit en milieu protégé, en économie libre ou en formation tertiaire (hautes écoles et universités).

Outre les conditions liées à l'âge et au domicile, le champ d'application du projet de loi pose l'exigence d'un besoin éducatif particulier, autrement dit que les conditions d'accès aux mesures de pédagogie spécialisée soient remplies, et que ce besoin soit engendré par un trouble ou une déficience.

#### *Art. 8: Conditions-cadre en matière de prestations de transports scolaires*

La question des transports scolaires est réglée par la loi scolaire (art. 17), pour les élèves au bénéfice d'une mesure de scolarisation intégrative.

Seuls les frais de transports nécessaires à la fréquentation de l'école spécialisée sont pris en charge. Les frais de transports en lien avec les mesures pédago-thérapeutiques ne sont pas pris en charge.

### Chapitre 3: Autorités

#### Art. 9: Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat exerce la haute surveillance sur cet enseignement comme sur l'enseignement ordinaire. Il adopte notamment le concept cantonal.

#### Art. 10: Directions et Services

Deux Directions du Conseil d'Etat sont en charge de la pédagogie spécialisée: la DICS pour l'éducation précoce spécialisée, pour l'enseignement obligatoire et du deuxième degré, et la DEE pour la formation professionnelle initiale.

La DICS assume le pilotage financier et la surveillance de qualité du système.

#### Art. 11: Inspectorat

A ce jour, le canton compte deux inspectrices de l'enseignement spécialisé, réparties par région linguistique.

Cet article détermine les attributions premières des inspecteurs spécialisés. Leurs tâches et responsabilités ainsi que leur statut seront définis plus précisément dans le règlement d'exécution et le descriptif de fonction (cahier des charges) approuvé par le Conseil d'Etat. En effet, selon la LOCEA, il revient aux Directions de fixer l'organisation des unités qui leur sont subordonnées, conformément aux règles générales adoptées par le Conseil d'Etat. L'inspectorat prend une part importante à la qualité du fonctionnement des écoles spécialisées et de la formation qui y est dispensée, ainsi qu'au développement de l'école en général, sous l'impulsion de la DICS et des Services. Il conseille les écoles ordinaires dans ses aspects pédagogiques, didactiques et éducatifs spécialisés. Il sera particulièrement attentif au contrôle de la qualité des prestations des enseignants spécialisés intervenant à l'école ordinaire auprès d'élèves bénéficiaires de mesures d'aide renforcée de pédagogie spécialisée, ceci en étroite collaboration avec les responsables d'établissement primaire/directeurs de cycle d'orientation.

#### Art. 12: Directions des écoles spécialisées

Il convient que les directions des écoles spécialisées soient considérées comme des autorités scolaires (responsables d'établissement, directeurs), de façon à ce qu'elles puissent exercer leurs compétences à l'égard des élèves qui fréquentent les classes spécialisées placées sous leur responsabilité.

### Chapitre 4: Personnel de la pédagogie spécialisée

#### Art. 13: Formation initiale

Cette disposition est reprise de l'accord intercantonal (art. 9), mais spécifie en plus les compétences de la DICS pour les professions qui n'ont pas de titres officiellement reconnus sur un plan intercantonal ou fédéral.

#### Art. 14: Engagement

Le personnel enseignant de soutien pédagogique intégratif spécialisé, qui interviendra en classe ordinaire, ainsi que les auxiliaires de vie, sont engagés par la DICS. Ils sont soumis à la législation sur le personnel de l'Etat et accomplissent leur mission conformément aux principes de la future loi sur la pédagogie spécialisée et de la loi sur la scolarité obligatoire.

L'alinéa 3 précise que les frais liés à l'engagement de ces personnels (traitements) sont répartis conformément aux articles 66 et suivants de la loi sur la scolarité obligatoire, soit que les communes supportent, sous déduction de la part de l'Etat fixé à l'article 67 LS, tous les frais afférents à la création et au fonctionnement de l'école primaire (art. 66 LS), et sous déduction de la part de l'Etat fixée à l'article 72, tous les frais afférents à la création et au fonctionnement de leur école du cycle d'orientation (art. 71 LS).

Les enseignants et le personnel de la pédagogie spécialisée œuvrant au sein des institutions de pédagogie spécialisée (al. 4) sont engagés par ces dernières. Les institutions de pédagogie spécialisée ont le choix de soumettre leur personnel à une convention collective de travail ou à la loi sur le personnel de l'Etat et ses prescriptions particulières et complémentaires (règlement sur le personnel enseignant RPens, par exemple).

#### Art. 15: Autorisation d'enseigner

Le diplôme d'enseignement ou encore l'engagement d'un enseignant inclut implicitement l'octroi d'une habilitation à enseigner dans tel degré scolaire. L'alinéa 1 formalise de manière explicite l'autorisation d'enseigner. Désigner le contrat d'engagement comme l'expression de cette autorisation évite de devoir éditer un document supplémentaire, source de bureaucratie inutile.

L'autorisation d'enseigner prend naturellement fin à l'expiration du contrat comme l'indique l'alinéa 2. Le retrait de l'autorisation d'enseigner constitue par contre une mesure administrative définie à l'article 16 valable sur le territoire cantonal même si c'est un autre canton qui l'a prononcée.

### *Art. 16: Retrait de l'autorisation d'enseigner*

La résiliation du contrat d'un enseignant spécialisé par licenciement met un terme à ses rapports de service dans un cercle scolaire déterminé ou dans une institution de pédagogie spécialisée déterminée. L'enseignant a cependant toujours la possibilité de postuler dans un autre cercle scolaire du canton, dans un autre canton ou dans une école privée. Il existe parfois des motifs de licenciement si graves que la DICS se doit de prendre une mesure plus conséquente, à savoir le retrait provisoire ou définitif de l'autorisation d'enseigner sur tout le territoire cantonal. Ces motifs concernent par exemple des infractions pénales impliquant des élèves et des infractions ou des comportements totalement incompatibles avec la fonction et les qualités attendues d'un enseignant ou susceptibles de porter gravement atteinte à la sécurité ou à la considération de l'école. Il peut également s'agir de problèmes avérés de dépendances ou de troubles de la santé mentale rendant impossible la continuation de la profession en dépit des mesures d'aide pouvant être proposées à la personne concernée. Cette mesure de retrait répond à un intérêt public majeur résidant dans la protection des enfants et de l'école en tant qu'institution de pédagogie spécialisée.

Le retrait de l'autorisation d'enseigner ne doit pas être assimilé au retrait du diplôme d'enseignement, car ce dernier, reconnu à l'échelon national, ne peut être retiré que par le canton qui l'a octroyé. Or, les enseignants n'ont pas tous un diplôme délivré par la DICS. Par ailleurs, le retrait du diplôme empêche son titulaire de faire valoir ses compétences dans la recherche d'un nouvel emploi en dehors de l'enseignement. L'autorisation d'enseigner quant à elle peut être retirée aussi bien auprès des titulaires de diplômes délivrés par la DICS qu'auprès de titulaires de diplômes délivrés par d'autres organes, et elle n'a aucune incidence sur la possession de ces titres.

Enfin, seule la DICS peut prononcer une telle mesure, y compris à l'encontre des enseignants des institutions de pédagogie spécialisée.

Le retrait prononcé par un autre canton à l'encontre d'un enseignant rend l'engagement de cet enseignant impossible dans notre canton. De même, si un enseignant est actif dans deux cantons, le retrait prononcé par l'autre canton s'applique également dans notre canton.

L'alinéa 2 précise que l'autorisation d'enseigner ne peut être retirée qu'au terme d'une procédure administrative conforme à la législation sur le personnel de l'Etat, impliquant notamment le droit d'être entendu. Le retrait peut également avoir lieu lorsque l'enseignant démissionne en raison de l'un des motifs mentionnés à l'alinéa 1.

Aux alinéas 3 et 4, afin de permettre aux autres cantons et aux écoles privées de s'en informer, il est prévu que le retrait de l'autorisation d'enseigner soit automatiquement communiqué à la CDIP en vue d'une inscription sur la liste intercant-

nale des enseignants auxquels a été retiré le droit d'enseigner, conformément à l'accord intercantonal du 18 février 1993 sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études (RSF 410.4), art. 12<sup>bis</sup>. Pour des raisons liées à la sécurité juridique et à la protection de la personnalité des enseignants concernés, la mesure n'est communiquée que lorsqu'elle est devenue exécutoire, à savoir lorsqu'elle ne peut plus être contestée par un recours. Cette inscription s'effectue en outre dans le respect des principes de la loi sur la protection des données.

## **Chapitre 5: Protection des données et du domaine privé**

### *Art. 17: Données collectées*

Ces dispositions, conformes à la loi sur la protection des données (LPrD), doivent permettre le traitement des données personnelles des bénéficiaires de prestations de pédagogie spécialisée selon le principe de la proportionnalité, à savoir que ne sont traitées que les données nécessaires et pertinentes à l'application du projet de loi.

### *Art. 18: Protection du domaine privé*

Cet article traite de l'interdiction qui est faite de communiquer des informations à des tiers sur des faits relevant du domaine privé des élèves ou de leurs proches.

### *Art. 19: Accès aux données*

De façon à assurer le meilleur traitement des données, leur accès sera réglementé, conformément aux dispositions et directives en la matière de l'Autorité cantonale.

### *Art. 20: Transmission des données*

La transmission des données sensibles collectées dans le cadre de l'application du projet de loi ne peut se faire, conformément aux principes de la protection des données, que pour les données absolument nécessaires au bénéficiaire de la transmission et dans l'unique intérêt de l'enfant ou de l'élève qui a besoin d'aide. La loi scolaire et le présent projet de loi donnent mission aux directions d'établissement (responsables d'établissement primaire et directeurs ou directrices d'école du cycle d'orientation) et aux directions des écoles spécialisées de veiller à la mise en œuvre et au suivi des mesures de soutien. Il ne leur serait pas possible d'accomplir cette tâche s'ils ne pouvaient obtenir des informations sur les besoins spécifiques de l'enfant à suivre. Il en est de même pour le corps enseignant à qui l'on confie les enfants au bénéfice d'une mesure et à qui l'on demande d'adapter l'enseignement et l'encadrement aux besoins particuliers de ces enfants. Outre les personnes précitées, les médecins et les thérapeutes tombent également sous la notion des «professionnel-le-s intervenant auprès de l'enfant ou de l'élève».

Il est important de préciser que les dispositions spécifiques sur le secret professionnel et le secret de fonction, à l'égard de tout tiers non autorisé par la loi ou les parents eux-mêmes, prévues notamment par la loi fédérale sur les professions de la psychologie et la loi sur le personnel de l'Etat sont applicables.

L'alinéa 3 réserve la législation sur la protection de l'enfant qui exige de l'école d'aviser les autorités de protection (Justices de paix) lorsqu'un enfant semble avoir besoin d'aide.

## **Titre II: Organisation de l'offre en matière de pédagogie spécialisée**

### **Chapitre 1: Prestataires de services**

#### *Art. 21: Organisation de l'offre*

Suite à la RPT, le canton est seul responsable des questions liées au concept pédagogique, à la planification ainsi qu'aux modes de financement et d'organisation des prestations liées à la formation scolaire spéciale.

S'agissant des prestations de formation scolaire spéciale, le canton est tenu de répondre aux besoins des enfants dans le cadre du mandat public de formation de l'article 62 alinéas 2 et 3 de la Constitution fédérale.

La présente disposition tend à ancrer dans la loi le principe de la planification des besoins du point de vue quantitatif et qualitatif. Lors de l'analyse périodique des besoins, les principes et buts énoncés dans le projet de loi doivent orienter le processus. Ainsi, la priorité est donnée à l'intégration, aux mesures indirectes, à l'adaptation de l'environnement dans le but de favoriser l'intégration. Elle se fonde sur une répartition équitable de l'offre – par un système d'allocations de ressources – qui tient compte des besoins des élèves et des infrastructures existantes, sans qu'il soit nécessaire de susciter de nouvelles infrastructures. Elle tend à répondre aux besoins des ressortissants fribourgeois tout en tenant compte des possibilités de collaborations intercantionales.

Ce processus permettra de maintenir, d'ajuster et/ou réorienter l'offre existante, voire le développement d'une nouvelle offre. En particulier, il permettra de définir et de quantifier la nécessité de recourir à des prestataires privés. Le cas échéant, il permettra de justifier de besoins liés à l'évolution démographique, toutefois sans automatisme, puisque l'octroi des moyens budgétaires y relatifs relève de la compétence du Conseil d'Etat, respectivement du Grand Conseil.

#### *Art. 22: Collaborations intercantionales*

Cette disposition tend principalement, grâce à cette collaboration, à rationaliser l'offre institutionnelle entre cantons.

Elle rappelle par ailleurs l'importance de la collaboration intercantonale, spécifiquement dans des domaines de prise en charge qui ne concernent que très peu d'enfants en âge préscolaire ou d'élèves.

#### *Art. 23: Prestataires*

Les prestations de pédagogie spécialisée sont exclusivement dispensées par l'Etat, par les communes et par des institutions de pédagogie spécialisée reconnues par la DICS.

Le canton peut aussi agréer des prestataires privés, principalement en période préscolaire et postscolaire.

Concernant l'action des communes dans le domaine de l'offre de pédagogie spécialisée précisée par l'accord intercantonal, ces dernières sont chargées d'assurer un service en matière de psychologie, de logopédie et de psychomotricité (art. 63 al. 1 LS). Elles peuvent cependant charger des centres régionaux d'assumer ces tâches (art. 63 al. 2 LS).

### **Chapitre 2: Institutions de pédagogie spécialisée et contrats de prestations**

Le canton de Fribourg bénéficie depuis de nombreuses années d'un réseau important et de qualité d'institutions de pédagogie spécialisée qui offrent des écoles spécialisées. Ces institutions de pédagogie spécialisée sont appelées à accueillir les élèves qui ne peuvent fréquenter l'école ordinaire ou régulière, pour les raisons indiquées à l'article 6 du projet de loi.

#### *Art. 24: Institutions de pédagogie spécialisée*

Les relations entre les prestataires concernés et le canton sont régies par conventions (une convention-cadre pluriannuelle et un contrat annuel de prestations) pour les institutions de pédagogie spécialisée sises dans le canton et par la convention intercantonale relative aux institutions sociales (CIIS) pour les institutions de pédagogie spécialisée hors canton.

Concernant les établissements privés ou parapublics, l'alinéa 2 mentionne de façon exhaustive les conditions à remplir pour obtenir la reconnaissance formelle en tant qu'établissement de pédagogie spécialisée et définit un certain nombre de modalités de fonctionnement.

Seuls peuvent être reconnus les établissements privés qui remplissent les conditions pour obtenir une autorisation d'exploiter au sens de l'article 15 de l'ordonnance sur le placement d'enfants (OPE).

La CDIP a adopté le 25 octobre 2007 des standards de qualité uniformes sur la base desquels les cantons reconnaissent les prestataires dont les prestations sont financées ou subventionnées par les pouvoirs publics, auxquels il est ici fait référence.



Selon ces critères, peuvent être reconnus les prestataires qui:

- > octroient des prestations en fonction du type et de l'étendue des besoins éducatifs particuliers et des handicaps du groupe cible;
- > assurent pour tous les enfants en âge préscolaire ou les élèves un projet éducatif individualisé, fondé sur un diagnostic, conduit de manière continue et faisant l'objet d'une vérification régulière en regard de son efficacité;
- > respectent les droits de l'enfant en âge préscolaire et de l'élève;
- > garantissent l'implication des titulaires de l'autorité parentale;
- > assurent la collaboration avec d'autres professionnels impliqués;
- > disposent des qualifications requises ou respectivement d'un personnel dont les qualifications correspondent aux prestations à fournir;
- > assurent et développent systématiquement la qualité des prestations;
- > disposent d'une infrastructure adaptée aux mesures offertes et répondant aux besoins des enfants en âge préscolaire et des élèves.

Pour le surplus, les établissements qui offrent des prestations d'internat sont encore soumis aux conditions de reconnaissance de la loi fédérale sur les institutions destinées à promouvoir l'intégration des personnes invalides (LIPPI).

Les prestataires institutionnels actuels pour la période préscolaire sont:

- > le Service éducatif itinérant (SEI) de la Fondation Les Buissonnets (éducation précoce spécialisée (EPS) et psychomotricité);
- > le Centre pédagogique pour élèves handicapés de la vue CPHV, Lausanne;
- > l'Institut St-Joseph, section surdité;
- > le Zentrum für Hören und Sprache Münchenbuchsee;
- > la Stiftung für sehbehinderte und blinde Kinder und Jugendliche Zollikofen,

et pour la période scolaire:

- > le Centre Educatif et Pédagogique (CEP) à Estavayer-le-Lac;
- > le Centre d'Enseignement Spécialisé et de Logopédie/ Glâne (CESL/G) à Romont;
- > le Centre Scolaire et Educatif Clos Fleuri (CSER) à Riaz;
- > le Centre Scolaire de Villars-Vert (CSVV) à Villars-sur-Glâne;
- > les Classes d'Enseignement Spécialisé de la Gruyère (CENSG) à Bulle;
- > Flos Carmeli – classes de langage à Fribourg;
- > le Schulheim – Les Buissonnets à Fribourg;
- > le Home-Ecole Romand (HER) – Les Buissonnets à Fribourg;

- > l'Institut Les Peupliers au Moutet;
- > l'Institut St-Joseph à Villars-sur-Glâne;
- > les institutions de pédagogie spécialisée hors canton concernées.

Les dispositions de la loi scolaire concernant les dispositions générales, le fonctionnement général de l'école, les parents, les élèves, sont applicables par analogie dans les classes spéciales des institutions de pédagogie spécialisée. Cette application est analogique, c'est-à-dire que certaines dispositions doivent être adaptées à la situation propre à la pédagogie spécialisée et aux besoins des élèves concernés. De plus, une exception, concernant l'application particulière du calendrier scolaire pour un secteur du HER Les Buissonnets, doit être admise. En effet, en raison du rythme journalier particulier des élèves lourdement handicapés scolarisés au secteur A, des besoins de continuité des thérapies données sur place en étroite collaboration avec le secteur scolaire et les groupes de l'internat, du rythme annuel à adapter aux besoins spécifiques de ce secteur, les élèves du secteur A disposent d'un calendrier scolaire adapté, plus long que celui des autres élèves du canton.

#### *Art. 25: Convention-cadre pluriannuelle*

La convention-cadre pluriannuelle définit les principes généraux régissant les rapports entre la DICS et l'institution de pédagogie spécialisée concernée relatifs aux prestations de pédagogie spécialisée ou d'hébergement pour les élèves présentant des besoins éducatifs particuliers.

En particulier, elle s'inscrit dans le dispositif visant à promouvoir l'autonomie des élèves en situation de handicap, à favoriser leur accès à la formation et leur participation à la vie sociale, économique et professionnelle, ainsi qu'à leur garantir des prestations qui correspondent de manière adéquate à leur besoin.

#### *Art. 26: Contrat annuel de prestations*

Le contrat annuel de prestations précise en particulier l'objet et le but de la subvention, les prestations effectivement attendues, le montant de la subvention, les bases et modalités de calcul, les charges et conditions imposées au bénéficiaire et les conséquences du non-respect des obligations, conformément à la législation cantonale en matière de subventions.

En particulier, le contrat annuel indique notamment les ressources allouées en tenant compte des ressources propres de l'institution de pédagogie spécialisée et, le cas échéant, des autres subventions, publiques ou privées, qu'elle perçoit, à l'exception de dons à affectation spécifique et conforme à la volonté du donateur.

### **Titre III: Accès à l'offre en matière de pédagogie spécialisée**

#### *Art. 27: Période préscolaire*

La demande d'accès aux mesures pouvant être offertes en période préscolaire se fait par les parents. Pour l'éducation précoce spécialisée ordinaire et la psychomotricité, la demande doit être déposée auprès du service prestataire, à savoir le Service éducatif itinérant (SEI) qui décide. Pour l'éducation précoce spécialisée renforcée, la demande doit être déposée auprès de la cellule d'évaluation qui émet un préavis à l'intention de l'inspectorat spécialisé qui décide. Enfin pour la logopédie, les parents s'adressent au préalable à un logopédiste agréé et déposent avec lui une demande auprès du spécialiste en logopédie du service. Ce dernier établit une évaluation clinique à l'intention de l'inspectorat spécialisé qui décide.

#### *Art. 28: Période scolaire a) Mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée*

Les mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée pour les élèves sont dispensées à l'école ordinaire que fréquentent ceux-ci. La loi scolaire est applicable.

#### *Art. 29: b) Mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée*

Les mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée pour les élèves qui sont en situation de handicap peuvent être proposées sous forme de scolarisation intégrative de l'entrée à la fin de l'école obligatoire. Elles peuvent être également octroyées en écoles spécialisées de l'entrée à l'école obligatoire jusqu'à 18 ans (exceptionnellement 20 ans).

#### *Art. 30: c) Accès aux mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée*

L'accès aux mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée est demandé par les parents auprès de la cellule d'évaluation. Cette demande est attestée par la signature des parents. Elle est formulée par le corps enseignant en concertation avec les parents et les thérapeutes selon une procédure prédéfinie par la DICS. Elle peut également émaner d'instances médicales. Elle est traitée par le biais d'une cellule d'évaluation indépendante de l'établissement scolaire (ordinaire et spécialisé) qui a l'avantage d'avoir un regard externe. Ce regard externe est d'ailleurs exigé par l'accord intercantonal, afin d'éviter que le prestataire soit le décideur.

A titre exceptionnel, la demande peut également émaner des professionnel-le-s intervenant auprès de l'élève (y compris les instances médicales), sans le concours des parents. Il s'agit d'une compétence subsidiaire exceptionnelle qui ne doit s'appliquer que comme ultime moyen, lorsque les besoins

éducatifs particuliers sont clairement avérés, mais les parents bloquent toute démarche en vue de l'octroi d'une mesure d'aide de pédagogie spécialisée.

Lorsque la cellule d'évaluation reçoit une telle demande, elle la transmet à l'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e qui peut ordonner, le cas échéant, les bilans et les diagnostics nécessaires, également contre la volonté des parents. Dans ce cas, les frais d'examen sont à la charge de l'Etat.

#### *Art. 31: d) Cellule d'évaluation*

La cellule d'évaluation est une instance pluridisciplinaire. Elle se compose de personnes qui représentent d'une part le domaine scolaire et d'autre part le domaine pédo-pédagogique. En fonction des situations à analyser, elle peut s'adjoindre des experts ou expertes. Ainsi, elle peut solliciter le concours d'un médecin, d'un thérapeute, d'un autre spécialiste de la santé, ou de la protection de l'enfance.

C'est la même cellule qui analyse toutes les demandes de mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) qu'elles concernent la période préscolaire, scolaire ou post-scolaire.

Selon l'accord intercantonal, les membres de la cellule d'évaluation analysent les demandes de mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée selon une procédure d'évaluation standardisée (PES). Cette procédure permet d'évaluer les besoins de l'enfant ou de l'élève. La procédure d'évaluation standardisée prend en considération les compétences et difficultés de l'enfant ou de l'élève mais aussi les caractéristiques environnementales (familiales et scolaires) dans lesquelles il vit. De ce point de vue, la procédure d'évaluation standardisée s'appuie sur l'approche du handicap défendue par l'Organisation Mondiale de la Santé OMS. L'application de cette procédure garantit une égalité de traitement pour toutes les demandes. Elle propose le type de mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (mesures de scolarisation intégratives ou en école spécialisée) qui correspond le mieux aux besoins de l'enfant ou de l'élève. Elle désigne également les prestataires susceptibles de réaliser ces mesures et, pour les mesures de scolarisation intégratives, précise le nombre d'unités de soutien.

#### *Art. 32: e) Décision, attribution et réévaluation des mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée*

La cellule d'évaluation donne son préavis à l'inspectorat spécialisé qui le porte à la connaissance des parents avant de prendre sa décision. La décision est ensuite transmise aux parents et aux personnes qui en ont fait la demande.

Les mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée sont octroyées pour une première durée définie et réévaluées par la cellule d'évaluation en principe tous les deux ans selon une

procédure qui peut être simplifiée (al. 2). La réévaluation de la mesure peut conduire à son maintien, à sa modification ou à sa cessation. Par mesures auxiliaires de pédagogie spécialisée, on entend par exemple l'engagement d'un auxiliaire de vie scolaire.

#### *Art. 33: f) Projet pédagogique individualisé*

Il s'agit de fixer dans cet article le principe d'un «projet individualisé de pédagogie spécialisée» pour tous les élèves bénéficiant de mesures renforcées, ceci afin de conserver dans tous les cas l'ambition de les faire progresser et de permettre un suivi individualisé et pluridisciplinaire des bénéficiaires de pédagogie spécialisée tout au long de leur scolarité. Ce projet individualisé comprend autant les éléments liés à l'enseignement et aux adaptations nécessaires du programme scolaire que les indications péda-go-thérapeutiques ou les mesures éducatives.

#### *Art. 34: g) Plan individuel de transition*

Pour tout élève au bénéfice de mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée, il est élaboré un plan individuel de transition deux ans avant la fin de la scolarité obligatoire afin d'ajuster au mieux ses compétences aux exigences du monde du travail ouvert ou protégé ou au degré scolaire subséquent. Ce plan individuel de transition est élaboré sous la responsabilité de l'assurance invalidité (AI). Lorsque l'assurance invalidité (AI) n'intervient pas, ce plan individuel est réalisé sous la responsabilité de la «cellule d'orientation professionnelle spécifique». L'Etat se préoccupe de mettre en place des mesures d'insertion professionnelles pour ces élèves. Les conseillers en orientation, dépendants du SOPFA, interviennent lorsque les élèves en situation de handicap sont intégrés dans l'école ordinaire. Lorsqu'ils fréquentent les institutions de pédagogie spécialisée, cette tâche est en principe assumée par les conseillers de l'office cantonal AI.

Les élèves au bénéfice d'une mesure de «compensation des désavantages» doivent également faire l'objet d'un plan de transition lors du passage de l'école obligatoire au postscolaire.

#### *Art. 35: h) Mise en place et suivi des mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée*

Dans le cadre de mesures de scolarisation intégratives, les mesures d'aide sont sous la responsabilité du responsable d'établissement/directeur du cycle d'orientation et coordonnées par ceux-ci avec l'enseignant spécialisé. La mise en œuvre se réalise par l'équipe pédagogique. Une étroite collaboration est indispensable entre le corps enseignant et les personnes qui dispensent les mesures d'aide ainsi qu'avec l'inspecteur de l'enseignement spécialisé. L'objectif du responsable d'établissement/directeur du cycle d'orientation et de l'équipe pédagogique consiste à améliorer les capaci-

tés intégratives de la classe et de l'établissement à l'aide de l'ensemble des mesures d'aide. Conformément à l'article 51 de la loi scolaire, le responsable d'établissement/directeur du cycle d'orientation est responsable de la conduite du personnel. En conséquence, les enseignants spécialisés intervenant à l'école ordinaire et faisant partie du personnel de l'Etat, sont également placés sous la responsabilité hiérarchique du responsable d'établissement/directeur du cycle d'orientation.

Dans le cadre de sa mission, l'enseignant ordinaire est responsable de la gestion de la classe dont fait partie l'élève avec besoins éducatifs particuliers et de la prise en compte des besoins de cet enfant pour que celui-ci fasse partie intégrante de la classe et de l'établissement dans tous les apprentissages et les événements de la vie scolaire.

L'enseignant spécialisé est responsable du projet pédagogique de l'élève à besoins éducatifs particuliers. Il met en place les adaptations nécessaires pour atteindre les objectifs de ce projet. Dans le cadre d'une mesure d'aide renforcée de pédagogie spécialisée, le projet pédagogique individualisé s'inscrit dans le plan d'intervention dont l'enseignant spécialisé assure le suivi. Il est chargé du soutien et du conseil aux enseignants ordinaires.

Le responsable d'établissement/directeur du cycle d'orientation veille à favoriser une atmosphère respectueuse de l'hétérogénéité des élèves et à mettre en place les adaptations nécessaires pour que l'élève à besoins éducatifs particuliers fasse partie intégrante de l'établissement.

Enfin, il y a lieu de rappeler que les collaborateurs pédagogiques, les spécialistes péda-go-thérapeutiques et les psychologues de la DICS liés à la pédagogie spécialisée apportent aide, guidance, soutien et conseils aux inspecteurs, aux responsables d'établissement, aux directeurs de CO, aux enseignants titulaires, aux enseignants spécialisés, aux thérapeutes ainsi qu'à l'ensemble des intervenants liés à l'élève à besoins éducatifs particuliers. Ils interviennent pour que les besoins de celui-ci et des différents partenaires soient pris en compte. Ces soutiens concernent également les directions et le personnel des écoles spécialisées.

#### *Art. 36: Période postscolaire*

Le chapitre 6 du concept cantonal précise les modalités de l'organisation et des offres pour la période postscolaire. Le concept précise que le passage de la scolarité obligatoire à la période postscolaire doit faire l'objet d'une attention soutenue et interdisciplinaire pour tous les élèves qui ont une mesure d'aide renforcée de pédagogie spécialisée et qui remplissent les critères pour poursuivre leur formation dans un établissement du secondaire supérieur. Sur le plan purement financier, le canton n'assume plus les coûts liés aux aides dont les élèves ont besoin. Le financement des prestations d'aide à la formation post-obligatoire est supporté par l'assurance-invalidité (AI) à l'exception des élèves qui prolongent leur

scolarité en institution de pédagogie spécialisée comme le précise l'article 38 al. 4 du projet de loi. En effet, la formation au secondaire supérieur se situe en dehors du périmètre de la RPT et de l'accord intercantonal. Les demandes de prestations d'aides à la formation sont à adresser par les parents à l'assurance invalidité. Toutefois, le concept cantonal précise encore que les collaborateurs pédagogiques, les spécialistes pédago-thérapeutiques et les psychologues de la DICS liés à la pédagogie spécialisée apportent guidance, soutien et conseils aux recteurs/directeurs, aux enseignants titulaires ainsi qu'à l'ensemble des personnes intervenant auprès de l'élève à besoins éducatifs particuliers, afin d'assurer un passage harmonieux de la scolarité obligatoire à la période postscolaire.

La demande d'accès aux prestations pouvant être offertes en période postscolaire se fait par les parents. Pour la logopédie et la psychomotricité, les parents s'adressent au préalable à un logopédiste agréé ou un psychomotricien agréé et déposent avec lui une demande auprès du spécialiste en logopédie ou en psychomotricité du service. Ce dernier émet un préavis à l'intention de l'inspectorat spécialisé qui décide.

Pour une prolongation de scolarisation en institution de pédagogie spécialisée, la demande doit être déposée auprès de la cellule d'évaluation qui établit une évaluation clinique à l'intention de l'inspectorat spécialisé qui décide.

#### **Titre IV: Financement de l'offre en matière de pédagogie spécialisée**

##### *Art. 37: Institutions de pédagogie spécialisée reconnues*

L'Etat et les communes prennent en charge le déficit d'exploitation des institutions de pédagogie spécialisée reconnues admis par l'Etat. Ils participent au financement des investissements par la prise en considération, dans le compte d'exploitation, des charges d'intérêt et d'amortissement. Le financement est supporté à raison de 45% par l'Etat et 55% par les communes.

A noter que le domaine des personnes en situation de handicap et des institutions de pédagogie spécialisée a fait l'objet d'une analyse dans le cadre des travaux de désenchevêtrement des tâches entre l'Etat et les communes (DETTEC). La pédagogie spécialisée fait actuellement l'objet d'un financement partagé entre le canton et les communes. Au même titre que pour l'ensemble de la scolarité obligatoire, la répartition proposée par le présent projet pourrait donc éventuellement être amenée à évoluer à terme dans le cadre de la mise en œuvre du DETTEC.

##### *Art. 38: Autres prestations*

Les mesures d'éducation précoce spécialisées sont supportées financièrement à raison de 45% par l'Etat et 55% par les communes.

Les mesures pédago-thérapeutiques de logopédie pour la période préscolaire et postscolaire, le cas échéant la période scolaire, dispensées par des prestataires indépendants agréés sont supportées financièrement à raison de 45% par l'Etat et 55% par les communes.

Les mesures pédago-thérapeutiques de psychomotricité dispensées par des prestataires indépendants pour la période préscolaire et postscolaire sont supportées financièrement à raison de 45% par l'Etat et 55% par les communes.

Lorsqu'elles sont dispensées par les services auxiliaires scolaires (SAS), les mesures pédago-thérapeutiques concernant les élèves de l'école ordinaire sont financées par le canton et les communes selon les dispositions de la loi scolaire.

##### *Art. 39: Prestataires d'autres cantons*

Les prestations fournies par d'autres cantons sont financées selon les modalités prévues conventionnellement entre les cantons, soit selon les modalités prévues par la convention intercantonale sur les institutions sociales du 13 décembre 2002 (CIIS), son règlement et ses directives.

Le financement de ces prestations est supporté à raison de 45% par l'Etat et 55% par les communes.

##### *Art. 40: Répartition intercommunale*

La part mise à la charge de l'ensemble des communes (55%) est répartie entre elles en proportion du chiffre de leur population dite légale, selon le système actuellement pratiqué.

##### *Art. 41: Paiement*

C'est l'Etat qui paie tous les frais scolaires, c'est-à-dire qui fait l'avance. Il récupère périodiquement les montants dus par chaque commune.

##### *Art. 42: Participation financières des parents ou de l'élève majeur*

Cette disposition donne une base légale permettant de solliciter une participation financière des parents ou de l'élève majeur, le cas échéant de son curateur, pour des prestations sortant du cadre scolaire au sens strict.

Ainsi, d'une part, l'article 10 al. 3 LS s'applique directement dans les cas où les élèves restent intégrés dans l'école ordinaire et, d'autre part, par renvoi, pour les élèves dans des institutions de pédagogie spécialisée. Lorsque les élèves sont en internat, une participation financière peut également être demandée pour les frais de pension. Une participation financière des parents peut également être demandée pour couvrir les frais de prise en charge dans une unité d'accueil temporaire.

Le règlement déterminera les prestations qu'il est possible de solliciter, en s'inspirant de l'arrêté du Conseil d'Etat du 19 décembre 2000 fixant la contribution aux frais des personnes prises en charge dans les institutions de pédagogie spécialisée (RSF 834.1.26).

## **Titre V: Voie de droit**

### *Art. 43: Décision du corps enseignant ou de l'institution de pédagogie spécialisée, réclamation*

Lorsqu'une décision touche un élève sans affecter son statut (par exemple le refus d'un congé ou une mesure éducative), la réclamation est exclue. Seule la voie de la plainte est ouverte dans la mesure où les conditions de cette disposition (art. 47) sont réalisées. Il est important que les réclamations soient rapidement traitées de façon à ce que les parents sachent sans retard à quoi s'en tenir.

### *Art. 44: Décision de l'inspecteur ou de l'inspectrice spécialisé-e, recours*

Les décisions des inspecteurs spécialisés sont celles qu'ils prennent à la suite d'une réclamation ou celles qu'ils prennent de par la législation scolaire. Lorsqu'une décision n'affecte pas le statut de l'élève, le recours est exclu, par exemple lorsque l'inspection ordonne des bilans ou des diagnostics sur la base de l'article 30 al. 4. Seule la voie de la plainte est ouverte dans la mesure où les conditions de cette disposition (art. 47) sont réalisées.

Il est à relever que conformément à la jurisprudence fédérale en matière scolaire, un éventuel recours n'aura pas d'effet suspensif. Cela signifie que la décision contestée s'applique nonobstant le dépôt d'un recours, sous réserve d'une décision contraire de la DICS.

### *Art. 45: Décisions communales*

Il est fait référence ici aux articles 131 et 153 et suivants de la loi sur les communes. Les décisions d'un conseil communal ou d'un comité d'association sont susceptibles de recours auprès du préfet (art. 153 al. 1 LCo), à moins qu'un règlement ne prévoie au préalable la voie de la réclamation auprès du conseil communal ou du comité d'association (art. 153 al. 3 LCo).

### *Art. 46: Différends administratifs*

Il est fait référence ici (al. 1) à l'article 157 de la loi sur les communes.

A l'alinéa 2, afin de recouvrir tous les cas de différends possibles, il est prévu une voie de droit spéciale à la DICS pour les différends éventuels entre autorités communales et un

inspecteur spécialisé ou entre institutions de pédagogie spécialisée et un inspecteur spécialisé.

### *Art. 47: Plainte des parents*

Ce premier alinéa permet aux parents de se plaindre des manquements d'un enseignant, de l'organe directeur d'une institution de pédagogie spécialisée, d'un inspecteur spécialisé lorsque la voie de la réclamation ou du recours n'est pas ouverte. La plainte n'est toutefois possible que lorsqu'un acte ou une omission atteint personnellement et gravement les parents ou leur enfant et viole la loi ou les règlements.

La plainte ne peut être déposée qu'après avoir utilisé les éventuelles voies de droit internes des institutions de pédagogie spécialisée.

La plainte peut (al. 3), cas échéant, amener l'autorité à prendre des mesures à l'égard des personnes visées. L'autorité n'est cependant pas tenue d'informer le plaignant sur les mesures prises. Elle doit par contre lui communiquer si sa plainte est fondée ou non.

Des frais tels que les dépenses occasionnées pour l'instruction de la plainte peuvent être mis à la charge de l'auteur d'une plainte téméraire ou abusive (al. 4).

L'alinéa 5 prévoit que la décision imputant des frais ainsi que la décision déclarant la plainte irrecevable ou mal fondée peuvent faire l'objet d'un recours du plaignant.

Il appartient enfin (al. 6) au Conseil d'Etat de régler plus en détail la voie de la plainte.

## **Titre VI: Dispositions transitoires et finales**

Pas de commentaire.

### **3. Incidences financières et en personnel**

La mise en œuvre du projet de loi est prévue en coordination avec la mise en œuvre de la nouvelle loi scolaire et de son règlement d'application. Le déploiement du projet de loi est planifié sur la période de 2017 à 2019 en fonction des possibilités financières de l'Etat. Ce chapitre décrit tout d'abord les principes généraux en matière de financement et ensuite, domaine par domaine, les effets du projet de loi en matière financière et en EPT.

Les principes suivants sont appliqués en matière financière:

- > Les ressources affectées à la pédagogie spécialisée sont déterminées sur la base du budget annuel octroyé aux services de l'enseignement.
- > Des priorités devront être posées dans l'attribution des ressources entre les enfants et les élèves en fonction de

- l'urgence et de l'importance de leurs besoins tels qu'ils sont déterminés par la cellule d'évaluation.
- > Le montant global de ces ressources devrait rester stable d'une année à l'autre et suivre l'augmentation de la population scolaire.
  - > Le principe des vases communicants sera appliqué dans la mesure des possibilités: toute diminution de l'offre dans les écoles spécialisées (qui se concrétiserait par un transfert d'élèves à l'école ordinaire) devrait se traduire par une augmentation identique de l'offre de pédagogie spécialisée dans l'école ordinaire. Vice-versa, toute diminution de l'offre de pédagogie spécialisée dans l'école ordinaire (qui se concrétiserait par un transfert d'élèves vers les écoles spécialisées) devrait se traduire par une augmentation de l'offre dans les écoles spécialisées. L'application de ce principe est liée à une analyse des besoins de l'entité qui va accueillir les élèves. Ce principe ne sera pas automatiquement appliqué. Les ressources qui seraient ainsi dégagées pourront être redéployées en fonction des besoins.
  - > Les relations entre les prestataires concernés et le canton sont régies par conventions. Celles-ci comprennent une convention-cadre pluriannuelle et un contrat annuel de prestations. Les communes continuent à déterminer leurs rapports avec leurs prestataires. Elles peuvent, si elles le souhaitent, appliquer ce dispositif juridique.
  - > Les relations avec les écoles spécialisées sont également régies par conventions. Le montant versé à chaque école sera défini au moment de l'élaboration des contrats annuels de prestations individuels sur la base d'une dotation de principe prenant en compte, d'une part, la typologie des élèves accueillis ainsi que d'éventuels troubles associés et, d'autre part, les différentes prestations dispensées.

### 3.1. Education précoce spécialisée EPS

Le budget actuellement alloué au Service éducatif itinérant est inchangé. Aucun budget supplémentaire n'est prévu pour l'EPS. Il n'y a pas d'incidence financière. La répartition du budget entre les mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée et les mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée est définie par la DICS dans le cadre du contrat de prestations qui sera établi avec le Service éducatif itinérant.

### 3.2. Mesures pédago-thérapeutiques de logopédie et de psychomotricité

Le budget total actuellement alloué pour les prestataires indépendants est inchangé. Il n'y a donc aucune incidence financière. Pour les activités de prévention notamment, il est envisagé de répartir le budget annuel réservé à la logopédie préscolaire par convention établie avec des logopédistes agréés.

Le Service éducatif itinérant se verra confier les interventions en psychomotricité préscolaire. Ceci se concrétisera par l'engagement d'un psychomotricien pour 0.2 EPT.

## 3.3. Période scolaire

### 3.3.1. Mesures d'aide de pédagogie spécialisée

L'offre de base en matière de mesures d'aide ordinaires spécialisées est couverte par les MCD/MCDI qui représentent 99.44 EPT au 1<sup>er</sup> janvier 2014. Ne sont pas compris dans cette dotation: tous les appuis ordinaires autorisés par les directions d'établissement (appuis de branche, appuis de langue, mesures pour élèves à haut potentiel intellectuel, mesures SED, etc...).

Les mesures d'aide renforcées seront dispensées par les enseignants spécialisés des actuels services d'intégration (Fondation glânoise CESL/G-SI Romont et SI Schulheim Les Buissonnets) ainsi que par les enseignants engagés par le canton sous les actuels «appuis SESAM<sup>1</sup>». Il faut au total 80.22 EPT pour couvrir les besoins en MAR, dont 67.59 EPT sont déjà présents au budget 2014. Il faut donc créer 12.63 EPT<sup>2</sup> d'enseignement spécialisé (le plan financier de l'Etat 2015-2018 intègre déjà 4.21 EPT en 2016 et 4.21 EPT en 2017).

Le transfert au canton des enseignants spécialisés engagés par les services d'intégration de la Fondation glânoise CESL/G-SI Romont et du SI Schulheim Les Buissonnets (57.22 EPT au total au 1<sup>er</sup> janvier 2014) aura pour conséquence une diminution de la subvention cantonale aux écoles spécialisées puisque ces deux services seront cantonalisés. Cette diminution est estimée à CHF 8 400 540 (base budget 2014). Ne sont pas compris dans cette dotation: les centres de compétences dans les domaines de la malvoyance et de la surdité.

### 3.3.2. Auxiliaires de vie scolaire

Le concept prévoit l'engagement d'auxiliaires de vie scolaire pour 12 EPT d'assistants sociaux éducatifs.

### 3.3.3. Soutien en matière de troubles des apprentissages (DYS)

Le dispositif du concept est complété par l'engagement de 0.35 EPT pour renforcer le soutien de l'école ordinaire en matière de troubles des apprentissages (DYS).

<sup>1</sup> Concernant les «appuis SESAM», la dotation correspond en réalité à des appuis pour l'enseignement spécialisé déjà à disposition du SESAM pour un total d'unités d'enseignement équivalent à 23 EPT (budget en francs). Déduction faite de la dotation réellement inscrite au budget 2014 de 10.37 EPT, un rattrapage de 12.63 EPT est nécessaire. Cette dotation de 12.63 EPT correspond donc à la création de la dotation prévue en enseignement spécialisé.

<sup>2</sup> Voir note de bas de page n°1.

### 3.3.4. Mesures pédaogo-thérapeutiques (logopédie, psychomotricité et psychologie scolaire)

Le montant alloué par l'Etat aux communes pour les services auxiliaires scolaires fait l'objet d'une forfaitisation. En l'état actuel, les dotations suivantes ont été fixées: 1 EPT de logopédie pour 660 élèves, 1 EPT de psychologie pour 1100 élèves et 1 EPT de psychomotricité pour 3300 élèves.

Le système de subventionnement des services auxiliaires sera revu. Il sera basé sur un forfait calculé en fonction du coût horaire par type de prestations, du nombre d'heures total admis par type de prestations, pondéré par le nombre d'élèves par degré scolaire.

La dotation des services auxiliaires scolaires sera augmentée de 0.40 EPT pour renforcer les responsables pédaogo-thérapeutiques des services auxiliaires scolaires.

## 3.4. Période post-scolaire

### 3.4.1. Mesures d'aide de pédagogie spécialisée pour le secondaire post-obligatoire

Une enveloppe globale annuelle de CHF 50 000 est prévue pour les établissements du secondaire post-obligatoire

(S2, général et professionnel) qui accueilleront des élèves à besoins particuliers pour garantir les frais scolaires non couverts par l'AI et pour d'éventuelles décharges.

### 3.4.2. Mesures pédaogo-thérapeutiques de logopédie et de psychomotricité

Le budget total actuellement alloué pour les prestataires indépendants est inchangé. Il est envisagé d'établir des conventions avec les prestataires agréés.

### 3.4.3. Transition école – orientation professionnelle

Un EPT est prévu pour l'engagement d'un conseiller en orientation par le SOPFA pour renforcer le conseil en orientation pour les élèves intégrés ne bénéficiant pas des prestations de l'AI.

## 3.5. Incidences financières et en personnel

L'ensemble des incidences financières est présenté dans les tableaux ci-après (tirés du concept) sur la base d'une entrée en vigueur de la loi qui avait été estimée au 1<sup>er</sup> août 2016. L'entrée en vigueur ultérieure de la loi reporte de fait les dates prévues dans les tableaux.

### 3.5.1. Résumé et planification des nouveaux postes

La mise en œuvre du projet de loi nécessite la création des postes de travail suivants:

Planification EPT - Concept ES Enseignement Spécialisé							TOTAL	CONCEPT	CONCEPT
	EPT TOTAUX	EPT 2016	EPT 2017	EPT 2018	EPT 2019	EPT 2020	CONTRÔLE	(NV POSTES)	(TRANSFERTS)
								CONTRÔLE	CONTRÔLE
<b>Nbre EPT - Personnel administratif</b>									
Adjoint administratif	1.00	1.00					1.00	1.00	
Collaborateur administratif	1.00	1.00					1.00	1.00	
Logopédiste DYS (augmentation postes existants)	0.35	0.35					0.35	0.35	
<b>Totaux</b>	<b>2.35</b>	<b>2.35</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>2.35</b>	<b>2.35</b>	<b>0.00</b>
<i>Collaborateurs auxiliaires</i>		-2.00	0.00	0.00	0.00	0.00			
<b>Nbre EPT - Inspectorats</b>									
Néant	0.00						0.00	0.00	
<b>Totaux</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>
<b>Nbre EPT - Traitement enseignement</b>									
Enseignants spécialisés - rattrapage EPT "appuis SESAM"	12.63	4.21	4.21	4.21			12.63	12.63	
Assistant socio-éducatif (auxiliaire de vie scolaire)	12.00	4.00	4.00	2.00	2.00		12.00	12.00	
Enseignants spécialisés - Services d'appuis, "appuis SESAM" (reprise EPT)	10.37	10.37					10.37		10.37
Enseignants spécialisés - Services d'intégration (reprise EPT)	57.22	57.22					57.22		57.22
Enseignants spécialisés - MCD/MCDI (reprise EPT)	99.44	99.44					99.44		99.44
<b>Totaux</b>	<b>191.66</b>	<b>175.24</b>	<b>8.21</b>	<b>6.21</b>	<b>2.00</b>	<b>0.00</b>	<b>191.66</b>	<b>24.63</b>	<b>167.03</b>
<b>Nbre EPT - Concept - Autres postes</b>									
Psychomotricien préscolaire	0.20	0.20					0.20	0.20	
Responsable pédaogo-thérapeutique SAS	0.40	0.40					0.40	0.40	
Conseiller en orientation SOPFA	1.00		1.00				1.00	1.00	
<b>Totaux</b>	<b>1.60</b>	<b>0.60</b>	<b>1.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>1.60</b>	<b>1.60</b>	<b>0.00</b>
<b>Totaux</b>	<b>195.61</b>	<b>178.19</b>	<b>9.21</b>	<b>6.21</b>	<b>2.00</b>	<b>0.00</b>	<b>195.61</b>	<b>28.58</b>	<b>167.03</b>

### 3.5.2. Cantonalisation des services d'intégration

Le transfert des 57.22 EPT d'enseignement des services d'intégration (enseignants spécialisés et responsables pédago-

giques) provoque une diminution de la subvention cantonale annuelle allouée aux écoles concernées selon tableau ci-après (base budget 2014).

	SI Romont	SI Schulheim	Total
EPT enseignement	44.42	12.80	57.22
Salaires	5 043 491.05	1 477 273.86	6 520 764.91
Charges sociales	1 021 081.05	318 061.55	1 339 142.60
<b>Total</b>	<b>6 064 572.10</b>	<b>1 795 335.41</b>	<b>7 859 907.51</b>
Frais de formation*	17 000.00	5 205.20	22 205.20
Frais de déplacement	110 000.00	59 311.15	169 311.15
Frais divers	4 673.75	56 471.52	61 145.27
Frais administration et direction	189 594.10	98 376.10	287 970.20
<b>Total</b>	<b>321 267.85</b>	<b>219 363.97</b>	<b>540 631.82</b>
<b>Total général</b>	<b>6 385 839.95</b>	<b>2 014 699.38</b>	<b>8 400 539.33</b>

\*Les frais de formation sont intégrés en tant que «autres coûts planifiés» selon tableau ci-après puisqu'ils ont été déduits de la subvention.

Les frais de déplacement n'ont pas été reportés. Le concept prévoyant l'attribution d'enseignant spécialisé par école/cercle scolaire, le déplacement des enseignants spécialisés sera réduit. Les moyens actuellement attribués aux déplacements des maîtres de classe de développement itinérants devraient suffire pour couvrir les frais résiduels.

Les autres frais divers, d'administration et de direction ne sont pas reportés.

Dans le calcul des effets de la cantonalisation des services d'intégration, il est tenu compte dans la projection de l'estimation des coûts relatifs aux paliers salariaux annuels et de l'indexation salariale (2016: 0,70%, 2017: 1,60%, 2018: 1,00%, 2019: 1,00%).

Le transfert des assurés de caisses de pension privées à celle de l'Etat de Fribourg a fait l'objet d'une analyse. Le personnel enseignant du SI Romont est déjà assuré auprès de la caisse de pension de l'Etat contrairement au personnel enseignant du SI Schulheim qui sera transféré à la caisse de pension de l'Etat suite à la cantonalisation. Compte tenu des projections et des analyses menées par la fondation Les Buissonnets, aucune incidence financière n'est attendue pour ce transfert, mis à part les frais administratifs pour réaliser cette opération (calculs des transferts, nouveaux certificats, nouveaux calculs pour les assurés et bénéficiaires restants, séances extraordinaires du conseil de fondation, etc.). Ces frais administratifs sont estimés à CHF 20 000 et sont compris dans les «autres coûts planifiés» du concept (prévu sur la rubrique «Mandats divers liés à la mise en œuvre du concept»).

### 3.5.3. Autres coûts planifiés

	Année 2016	Année 2017	Année 2018	Année 2019	Coûts totaux
Reprise des frais de formation des services d'intégration	22 200	22 200	22 200	22 200	88 800
Frais de formation	25 000	25 000	25 000	25 000	100 000
Frais d'informations sur le concept ES	20 000	8 000	8 000	0	36 000
Mandat pour évaluation externe	5 000	5 000	5 000	5 000	20 000
Mandats divers liés à la mise en œuvre du concept et de la loi	20 000	10 000	10 000	10 000	50 000
Enveloppes pour le Secondaire 2	50 000	50 000	50 000	50 000	200 000
<b>Total</b>	<b>142 200</b>	<b>120 200</b>	<b>120 200</b>	<b>112 200</b>	<b>494 800</b>



### 3.6. Répartition des coûts entre le canton et les communes

Les différents calculs de répartition tiennent compte de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi scolaire le 1<sup>er</sup> août 2015.

Le calcul des coûts salariaux est basé sur la classification des postes en fonction de leur nature et avec le palier 10.

Les charges sociales sont incluses dans les coûts salariaux et calculées sur la base de 21% tout comme un forfait de 10% (frais généraux pour nouveaux postes EPT, calculés sur les coûts salariaux y compris charges sociales).

Les montants sont cumulés dès la création du poste, les salaires sont indexés à raison de:

- > 2016: 0,70%
- > 2017: 1,60%
- > 2018: 1,00%
- > 2019: 1,00%.

#### 3.6.1. Nouveaux postes

Le coût total des nouveaux postes cumulés sur 4 ans, charges sociales et frais généraux compris, s'élève à **CHF 9,961 mios**.

Ce montant se compose de la façon suivante:

#### Coût des nouveaux postes liés à l'enseignement: CHF 9,082 mios<sup>1</sup>

- > Canton: CHF 4,954 mios
- > Communes: CHF 4,128 mios

Répartition	Coûts 2016		Coûts 2017		Coûts 2018		Coûts 2019		Total	
	Communes	Canton	Communes	Canton	Communes	Canton	Communes	Canton	Communes	Canton
Cycle 1 et cycle 2	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%		
	457'449	457'449	929'536	929'536	1'319'146	1'319'146	1'422'329	1'422'329	4'128'460	4'128'460
	914'898		1'859'072		2'638'292		2'844'659		8'256'921	
CO	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%		
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0		0		0		0		0	
Frais généraux		91'490		185'907		263'829		284'466		825'692
<b>Totaux</b>	<b>457'449</b>	<b>548'939</b>	<b>929'536</b>	<b>1'115'443</b>	<b>1'319'146</b>	<b>1'582'975</b>	<b>1'422'329</b>	<b>1'706'795</b>	<b>4'128'460</b>	<b>4'954'152</b>
	<b>1'006'387</b>		<b>2'044'979</b>		<b>2'902'121</b>		<b>3'129'125</b>		<b>9'082'613</b>	

<sup>1</sup> Les coûts liés à la dotation prévue pour le rattrapage des 12.63 EPT pour les appuis «SESAM» ont été introduits dans le calcul global du concept afin de permettre la création formelle de ces postes. Dans les faits, les coûts liés à ces postes apparaissent déjà dans les comptes de l'Etat et sont déjà imputés aux communes par le biais du «pot commun». En ce sens, ils ne représentent pas de coûts supplémentaires tant pour le canton que pour les communes.

## Coût des nouveaux postes hors enseignement: CHF 0,879 mio

- > Canton: CHF 0,687 mio
- > Communes: CHF 0,192 mio

		Coûts 2016		Coûts 2017		Coûts 2018		Coûts 2019		Total	
Répartition		Communes	Canton	Communes	Canton	Communes	Canton	Communes	Canton	Communes	Canton
Nouveaux postes administratifs		0%	100%	0%	100%	0%	100%	0%	100%		
		0	51'905	0	52'735	0	53'262	0	53'795	0	211'697
		51'905		52'735		53'262		53'795		211'697	
Autres EPT	Répartition	55%	45%	55%	45%	55%	45%	55%	45%		
	Psychomotricien préscolaire	15'134	12'382	15'376	12'580	15'530	12'706	15'685	12'833	61'725	50'502
	27'516		27'957		28'236		28'518		112'227		
Autres EPT	Répartition	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%		
	Responsable pédagogique SAS	31'963	31'963	32'474	32'474	32'799	32'799	33'127	33'127	130'363	130'363
	63'926		64'949		65'598		66'254		260'726		
Autres EPT	Répartition	0%	100%	0%	100%	0%	100%	0%	100%		
	Conseiller en orientation SOPFA	0	0	0	97'040	0	98'011	0	98'991	0	294'042
	0		97'040		98'011		98'991		294'042		
<b>Total Autres EPT</b>		47'097	44'345	47'850	142'095	48'329	143'516	48'812	144'951	192'088	474'908
		91'442		189'945		191'845		193'763		666'996	
<b>Totaux Postes hors enseignement</b>		47'097	96'250	47'850	194'830	48'329	196'779	48'812	198'746	192'088	686'605
		143'347		242'681		245'107		247'558		878'693	

### 3.6.2. Effets de la cantonalisation des services d'intégration SI

La cantonalisation des services d'intégration SI représente un transfert de 57.22 EPT d'enseignement des écoles spécialisées vers le canton. En contrepartie, une diminution annuelle

de la subvention cantonale allouée aux deux écoles concernées est attendue. Les effets de cette cantonalisation péjorent la situation du canton de **CHF 0,641 mio** et améliorent la situation des communes de **CHF -2,803 mios**.

Reprise des services d'intégration (SI)	Année 2016		Année 2017		Année 2018		Année 2019		Total	
Salaires enseignants, yc charges sociales	7'914'927		8'041'566		8'121'981		8'203'201		32'281'675	
Autres frais	540'632		540'632		540'632		540'632		2'162'527	
<b>Total</b>	<b>8'455'559</b>		<b>8'582'198</b>		<b>8'662'613</b>		<b>8'743'833</b>		<b>34'444'202</b>	
<b>Répartition frais des écoles spécialisées</b>	<b>Communes</b>	<b>Canton</b>	<b>Communes</b>	<b>Canton</b>	<b>Communes</b>	<b>Canton</b>	<b>Communes</b>	<b>Canton</b>	<b>Communes</b>	<b>Canton</b>
Clé de répartition	55%	45%	55%	45%	55%	45%	55%	45%	55%	45%
Salaires enseignants, yc charges sociales	4'353'210	3'561'717	4'422'861	3'618'705	4'467'090	3'654'892	4'511'761	3'691'441	17'754'921	14'526'754
Autres frais	297'348	243'284	297'348	243'284	297'348	243'284	297'348	243'284	1'189'390	973'137
Total communes/canton	4'650'557	3'805'001	4'720'209	3'861'989	4'764'437	3'898'176	4'809'108	3'934'725	18'944'311	15'499'891
<b>Total</b>	<b>8'455'559</b>		<b>8'582'198</b>		<b>8'662'613</b>		<b>8'743'833</b>		<b>34'444'202</b>	
<b>Réduction de subventions ES</b>	<b>Communes</b>	<b>Canton</b>	<b>Communes</b>	<b>Canton</b>	<b>Communes</b>	<b>Canton</b>	<b>Communes</b>	<b>Canton</b>	<b>Communes</b>	<b>Canton</b>
Salaires enseignants, yc charges sociales	-4'353'210	-3'561'717	-4'422'861	-3'618'705	-4'467'090	-3'654'892	-4'511'761	-3'691'441	-17'754'921	-14'526'754
Autres frais	-297'348	-243'284	-297'348	-243'284	-297'348	-243'284	-297'348	-243'284	-1'189'390	-973'137
<b>Total</b>	<b>-4'650'557</b>		<b>-3'805'001</b>		<b>-4'720'209</b>		<b>-3'898'176</b>		<b>-18'944'311</b>	
<b>Réaffectation des EPT dans EE/EP</b>	<b>Communes</b>	<b>Canton</b>	<b>Communes</b>	<b>Canton</b>	<b>Communes</b>	<b>Canton</b>	<b>Communes</b>	<b>Canton</b>	<b>Communes</b>	<b>Canton</b>
Clé de répartition	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%
Salaires enseignants, yc charges sociales	3'957'463	3'957'463	4'020'783	4'020'783	4'060'991	4'060'991	4'101'601	4'101'601	16'140'838	16'140'838
Autres frais	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total communes/canton	3'957'463	3'957'463	4'020'783	4'020'783	4'060'991	4'060'991	4'101'601	4'101'601	16'140'838	16'140'838
<b>Total</b>	<b>7'914'927</b>		<b>8'041'566</b>		<b>8'121'981</b>		<b>8'203'201</b>		<b>32'281'675</b>	
<b>Coûts de la réaffectation des EPT</b>	<b>Communes</b>	<b>Canton</b>	<b>Communes</b>	<b>Canton</b>	<b>Communes</b>	<b>Canton</b>	<b>Communes</b>	<b>Canton</b>	<b>Communes</b>	<b>Canton</b>
Salaires enseignants, yc charges sociales	3'957'463	3'957'463	4'020'783	4'020'783	4'060'991	4'060'991	4'101'601	4'101'601	16'140'838	16'140'838
Autres frais	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Frais de formation (calculés dans autres coûts planifiés)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>3'957'463</b>		<b>3'957'463</b>		<b>4'020'783</b>		<b>4'060'991</b>		<b>16'140'838</b>	
<b>Reprise des services d'intégration - Récapitulation</b>	<b>Année 2016</b>		<b>Année 2017</b>		<b>Année 2018</b>		<b>Année 2019</b>		<b>Total</b>	
	<b>Communes</b>	<b>Canton</b>	<b>Communes</b>	<b>Canton</b>	<b>Communes</b>	<b>Canton</b>	<b>Communes</b>	<b>Canton</b>	<b>Communes</b>	<b>Canton</b>
Réduction subvention cantonale - Salaires enseignants, yc ch. soc.	-4'353'210	-3'561'717	-4'422'861	-3'618'705	-4'467'090	-3'654'892	-4'511'761	-3'691'441	-17'754'921	-14'526'754
Réduction subvention cantonale - Autres frais	-297'348	-243'284	-297'348	-243'284	-297'348	-243'284	-297'348	-243'284	-1'189'390	-973'137
Coûts réaffectation EPT - Salaires et ch. soc.	3'957'463	3'957'463	4'020'783	4'020'783	4'060'991	4'060'991	4'101'601	4'101'601	16'140'838	16'140'838
Coûts réaffectation EPT - Autres frais	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Coûts réaffectation EPT - Frais formation SI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Totaux</b>	<b>-693'094</b>	<b>152'462</b>	<b>-699'426</b>	<b>158'794</b>	<b>-703'447</b>	<b>162'815</b>	<b>-707'508</b>	<b>166'876</b>	<b>-2'803'474</b>	<b>640'946</b>
	<b>-540'632</b>		<b>-540'632</b>		<b>-540'632</b>		<b>-540'632</b>		<b>-2'162'527</b>	

### 3.6.3. Autres coûts planifiés liés à l'introduction du projet de loi

D'autres coûts sont également planifiés pour un total de **CHF 0,495 mio**. Ces coûts sont repris à 100% par le canton. Ils consistent en:

Autres coûts	Canton
Reprise des frais de formation des services d'intégration	88 800
Frais de formation	100 000
Frais d'informations sur le concept ES	36 000
Mandat pour évaluation externe	20 000
Mandats divers liés à la mise en œuvre du concept et de la loi	50 000
Enveloppes pour le Secondaire 2	200 000
<b>Total des coûts à la charge du canton</b>	<b>494 800</b>

La reprise des frais de formation des services d'intégration (CHF 0,089 mio) est calculée dans la partie «cantonalisation des services d'intégration». Les enseignants spécialisés étant intégrés dans les écoles/cercles scolaires, il n'y a pas lieu de

prévoir l'aménagement de places de travail supplémentaires. D'autres coûts liés notamment à la mise à disposition de locaux pour les services d'intégration et les transformations de bâtiments scolaires non adaptés à l'accueil d'élèves avec des besoins éducatifs particuliers sont difficilement estimables, tout comme l'effet d'une éventuelle adaptation des effectifs lors de l'intégration d'élèves.

### 3.6.4. Récapitulation générale

Effets financiers totaux pour le canton et les communes à la suite de l'introduction du projet de loi. Mise en œuvre prévue de 2016 à 2019, calcul sur 4 ans.

Récapitulation	Canton	Communes
Coûts des nouveaux postes d'enseignement	4,954	4,128
Coûts des nouveaux postes hors enseignement	0,687	0,192
Effets de la cantonalisation des services d'intégration	0,641	-2,803
Autres coûts planifiés liés à l'introduction concept et loi	0,495	0,000
<b>Total (en mios)</b>	<b>6,777</b>	<b>1,517</b>

Résumé des EPT et des effets financiers totaux pour le canton et les communes — Récapitulatif par année:

Total EPT	EPT	2016	2017	2018	2019	TOTAL
Personnel enseignement	24.63	8.21	8.21	6.21	2.00	24.63
Personnel administratif	2.35	2.35	0.00	0.00	0.00	2.35
Autres postes	1.60	0.60	1.00	0.00	0.00	1.60
Cantonalisation des SI	57.22	57.22	0.00	0.00	0.00	57.22
Reprise appuis SESAM	10.37	10.37	0.00	0.00	0.00	10.37
Reprise MCD/MCDI	99.44	99.44	0.00	0.00	0.00	99.44
Total EPT	195.61	178.19	9.21	6.21	2.00	195.61

Total des coûts du concept	2016		2017		2018		2019		TOTAL		TOTAL
	Canton	Communes	Canton	Communes	Canton	Communes	Canton	Communes	Canton	Communes	
Coûts des nouveaux postes d'enseignement	548'939	457'449	1'115'443	929'536	1'582'975	1'319'146	1'706'795	1'422'329	4'954'152	4'128'460	9'082'612
Coûts des nouveaux postes hors enseignement	96'250	47'097	194'830	47'850	196'779	48'329	198'746	48'812	686'605	192'088	878'693
Effets de la cantonalisation des services d'intégration SI	152'462	-693'094	158'794	-699'426	162'815	-703'447	166'876	-707'508	640'947	-2'803'475	-2'162'528
Autres coûts planifiés liés à l'introduction du concept	142'200	0	120'200	0	120'200	0	112'200	0	494'800	0	494'800
Total par année	939'851	-188'548	1'589'267	277'960	2'062'769	664'028	2'184'617	763'633	6'776'504	1'517'073	8'293'577
Total par année (canton + communes)	751'303		1'867'227		2'726'797		2'948'250		8'293'577		8'293'577

## 4. Les effets sur le développement durable

Les effets sur le développement durable (art. 197 LCG) ont été évalués à l'aide de la Boussole 21, conformément à ce que prévoit la stratégie cantonale Développement durable. Cette évaluation est fondée sur la comparaison entre la situation actuelle et les nouveautés qu'apporte la révision légale. Les effets de cette révision se déploient principalement sur le domaine sociétal et légèrement sur les domaines économique et environnemental.

Ils se concentrent essentiellement sur les aspects suivants liés notamment à la cohésion sociale et à l'égalité des chances:

- > principe d'intégration;
- > passage d'un système d'assurance à un système de formation;
- > scolarisation dans l'établissement spécialisé le mieux adapté aux besoins de l'élève; soit en classe ordinaire, soit en classe spéciale auprès d'institutions de pédagogie spécialisée subventionnées par l'Etat;
- > le projet de loi assure une cohérence de 0 à 20 ans durant les périodes préscolaire, scolaire et postscolaire.

## **5. La constitutionnalité, la conformité au droit fédéral et l'euro compatibilité du projet**

La présente loi est conforme au droit fédéral et ne présente pas d'incompatibilité avec le droit européen.

## **6. Soumission aux référendums législatif et financier**

La présente loi est soumise au référendum législatif.

Le montant cumulé des charges financières sur 5 ans étant inférieur au seuil du référendum financier obligatoire, qui est de 35 390 557 francs (ordonnance du 13 juin 2016, ROF 2016\_079), mais en revanche supérieur au seuil du référendum financier facultatif, qui est de 8 847 639 francs, la présente loi est soumise au référendum financier facultatif.

## **7. Suite définitive à des interventions parlementaires**

La présente loi et son message donnent une suite définitive au postulat Françoise Morel/André Masset no 322.06 relatif aux services auxiliaires scolaires.

---



## Botschaft 2015-DICS-37

28. November 2016

### des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf über die Sonderpädagogik (SPG)

Hiermit unterbreiten wir Ihnen den Gesetzesentwurf über die Sonderpädagogik. Nach einer Einleitung mit eingehender Darstellung der Hintergründe dieses Gesetzesentwurfs und seiner Entstehung folgt ein Kommentar zu den einzelnen Artikeln.

<b>1. Einführung</b>	<b>28</b>
1.1. Der rechtliche und konzeptuelle Rahmen der Sonderpädagogik	28
1.2. Die Leitplanken des kantonalen Konzepts	30
1.3. Die Organisation der Sonderpädagogik	32
<hr/>	
<b>2. Kommentar zu den einzelnen Bestimmungen</b>	<b>33</b>
<hr/>	
<b>3. Finanzielle und personelle Auswirkungen</b>	<b>47</b>
3.1. Heilpädagogische Früherziehung (HFE)	47
3.2. Pädagogisch-therapeutische Massnahmen der Logopädie und der Psychomotorik	47
3.3. Obligatorische Schulzeit	48
3.3.1. Sonderpädagogische Massnahmen	48
3.3.2. Assistenzpersonen	48
3.3.3. Unterstützung bei Lernstörungen (Lese- und Rechtschreibschwäche)	48
3.3.4. Pädagogisch-therapeutisches Angebot (Logopädie, Psychomotorik und Schulpsychologie)	48
3.4. Nachschulbereich	48
3.4.1. Sonderpädagogische Massnahmen an den Mittelschulen	48
3.4.2. Pädagogisch-therapeutische Massnahmen der Logopädie und Psychomotorik	48
3.4.3. Schulischer Übergang – Berufsberatung	48
3.5. Finanzielle und personelle Auswirkungen	49
3.5.1. Übersicht und Planung neuer Stellen	49
3.5.2. Kantonalisierung der Integrationsdienste	49
3.5.3. Weitere geplante Kosten	50
3.6. Kostenverteilung Kanton – Gemeinde	50
3.6.1. Neue Stellen	50
3.6.2. Auswirkungen der Kantonalisierung der Integrationsdienste	51
3.6.3. Weitere Kosten im Zusammenhang mit der Einführung der Gesetzesvorlage	52
3.6.4. Gesamtübersicht	52
<hr/>	
<b>4. Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung</b>	<b>53</b>
<hr/>	
<b>5. Übereinstimmung mit dem übergeordneten Recht</b>	<b>53</b>
<hr/>	
<b>6. Unterstellung unter das Gesetzes- und Finanzreferendum</b>	<b>53</b>
<hr/>	
<b>7. Abschliessende Beantwortung parlamentarischer Vorstösse</b>	<b>53</b>

## 1. Einführung

### 1.1. Der rechtliche und konzeptuelle Rahmen der Sonderpädagogik

Die Sonderpädagogik ist Teil des öffentlichen Bildungsauftrags. Sie ist eingebettet in einen Rahmen von internationalen, nationalen, interkantonalen und kantonalen Bestimmungen.

Im Übereinkommen der Vereinten Nationen über die Rechte von Menschen mit Behinderungen, das am 15. Mai 2014 für die Schweiz in Kraft getreten ist, wird in Artikel 24 das Recht auf Bildung verankert: So sollen «*die Vertragsstaaten ein integratives Bildungssystem auf allen Ebenen*» gewährleisten, und sicherstellen, dass «*in Übereinstimmung mit dem Ziel der vollständigen Integration wirksame individuell angepasste Unterstützungsmassnahmen in einem Umfeld, das die bestmögliche schulische und soziale Entwicklung gestattet, angeboten werden*» (Buchstabe e).

Das Übereinkommen über die Rechte des Kindes sieht vor, Kinder mit Behinderungen auf allen Ebenen in die Gesellschaft zu integrieren. Dazu gehört auch der Zugang zur Bildung (Art. 23) ohne jede Diskriminierung (Art. 2) «*In Anerkennung der besonderen Bedürfnisse eines behinderten Kindes ist die [...] gewährte Unterstützung soweit irgend möglich und unter Berücksichtigung der finanziellen Mittel der Eltern oder anderer Personen, die das Kind betreuen, unentgeltlich zu leisten und so zu gestalten, dass sichergestellt ist, dass Erziehung, Ausbildung, [...] Vorbereitung auf das Berufsleben und Erholungsmöglichkeiten dem behinderten Kind tatsächlich in einer Weise zugänglich sind, die der möglichst vollständigen sozialen Integration und individuellen Entfaltung des Kindes einschliesslich seiner kulturellen und geistigen Entwicklung förderlich ist*».

Auf nationaler Ebene wird in Artikel 8 der Bundesverfassung die Rechtsgleichheit («*Niemand darf diskriminiert werden*») verankert. Zusätzlich sollen die Kantone gemäss Artikel 20 Abs. 2 des Bundesgesetzes über die Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen (BehiG) die Integration fördern: «*Sie fördern, soweit dies möglich ist und dem Wohl des behinderten Kindes oder Jugendlichen dient, mit entsprechenden Schulungsformen die Integration behinderter Kinder und Jugendlicher in die Regelschule*».

Im Zuge der Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA) wurde die gesamte Verantwortung für den Sonderschulunterricht und die Beiträge an Institutionen für Menschen mit Behinderungen vom Bund an die Kantone übertragen. Die Kantone, die schon vorher einen Teil des sonderpädagogischen Angebots erbracht haben, übernahmen somit von der Invalidenversicherung die volle fachliche, rechtliche und finanzielle Verantwortung für diesen wichtigen Bereich. Seit 2008 liegt folglich der gesamte Bereich der Sonderpädagogik vollständig in der Zuständigkeit der Kantone.

Eine Übergangsbestimmung in der Bundesverfassung (Art. 197 Ziff. 2) verpflichtet die Kantone, die bisherigen Leistungen der IV mindestens drei Jahre lang weiterhin zu gewähren, aber auf jeden Fall bis sie über ihre eigenen Sonderpädagogikkonzepte verfügen.

Die Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) hat am 25. Oktober 2007 eine *Interkantonale Vereinbarung über die Zusammenarbeit im Bereich der Sonderpädagogik* verabschiedet, um diesen Aufgabentransfer im Bereich der Sonderpädagogik zu koordinieren und zu begleiten. Dieses Sonderpädagogik-Konkordat soll eine Mindestharmonisierung für den Zugang zum sonderpädagogischen Grundangebot in der gesamten Schweiz gewährleisten. Es sieht zudem eine einheitliche Terminologie, gemeinsame Qualitätsstandards und ein standardisiertes Abklärungsverfahren zur Ermittlung des dringendsten individuellen Bedarfs vor. Der Grosse Rat genehmigte das Sonderpädagogik-Konkordat am 16. Dezember 2009 einstimmig. Nachdem zehn Kantone dem Konkordat beigetreten sind, ist dieses am 1. Januar 2011 in Kraft getreten. Bisher zählt das Konkordat 16 Mitgliedskantone, darunter sämtliche Westschweizer Kantone.

Die Kantone sind verpflichtet, in ihrer Gesetzgebung das sich aus der Verfassung und der Bundesgesetzgebung ergebende Recht auf Bildung und auf Sonderschulung umzusetzen und dabei den Grundsatz der Integration zu verwirklichen. Gemäss diesem im Bundesgesetz über die Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen (BehiG) verankerten Grundsatz soll die Integration von Kindern und Jugendlichen mit Behinderung in die Regelschule mit entsprechenden Unterrichtsformen gefördert werden. Diese übergeordneten gesetzliche Grundlagen beruhen auf den oben erwähnten internationalen Übereinkommen, die diesen Bereich betreffen: Sie setzen den Rahmen für eine moderne demokratische Gesellschaft, welche Rücksicht nimmt auf Minderheiten, besonders auf Menschen mit Behinderungen, und die Menschenrechte achtet, auf die Bedürfnisse der Menschen eingeht, Barrieren beseitigt und die gesellschaftliche Teilhabe gewährleistet.

Auch ist darauf hinzuweisen, dass dieser Gesetzesvorentwurf in die Schulgesetzgebung im weitesten Sinn eingebettet ist, da er den Sonderschulunterricht im Kanton regelt und pädagogische Leistungen beschreibt. Gleichzeitig ist er aber auch Teil der Politik zugunsten von Menschen mit Behinderungen und wird mit dieser koordiniert. Für diesen kantonalen Politikbereich hat die Direktion für Gesundheit und Soziales Leitlinien und einen Massnahmenplan 2016–2020 sowie zwei wichtige Gesetzesvorlagen erarbeitet: den Vorentwurf für das Gesetz über Menschen mit Behinderung (BehG) und den Vorentwurf für das Gesetz über die Sondereinrichtungen und die professionellen Pflegefamilien für Minderjährige (SPPG). Dazu wurde im 2015 eine Vernehmlassung durchgeführt.

Der allgemeine Rahmen der Aufgaben im Bereich der Sonderpädagogik wird in einem vom Kanton erarbeiteten

Konzept festlegt und erläutert. Dieses kantonale Konzept orientiert sich an der Interkantonalen Vereinbarung vom 25. Oktober 2007 über die Zusammenarbeit im Bereich der Sonderpädagogik (Sonderpädagogik-Konkordat) und ordnet sich in die nationale wie auch internationale Behindertenpolitik ein. Es stützt sich ebenfalls auf die Arbeiten und Überlegungen der 14 kantonalen Untergruppen und der von der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport eingesetzten Steuergruppe, die sich seit 2008 mit diesem Thema befasst haben. Das Konzept beschreibt für den Kanton Freiburg die Grundsätze für die Organisation und Verantwortlichkeit, das Angebot und die Abläufe im Bereich der Sonderpädagogik. Der Staatsrat hat das Konzept sowie die Modalitäten für dessen Umsetzung in seiner Sitzung vom 16. März 2015 genehmigt. Die Gesetzesvorlage ist gewissermassen die rechtliche Umsetzung des kantonalen Konzepts, das bei den Partnern im Bereich der Sonderpädagogik breite Zustimmung fand.

Ein Gesetzesvorentwurf über die Sonderpädagogik, der aus den Arbeiten einer der Untergruppen hervorging, wurde vom 25. Juni bis 15. Oktober 2015 in die Vernehmlassung gegeben. Zu diesem Gesetzesvorentwurf, der insgesamt gut aufgenommen wurde, wurden Anmerkungen und Änderungsvorschläge vorgebracht, um die Verständlichkeit zu verbessern. Zudem wurden auch die Definitionen aus dem Sonderpädagogik-Konkordat übernommen. Sehr oft wurde vorgeschlagen, die finanzielle Aufteilung von Staat und Gemeinden zu ändern und an die im Schulgesetz geltende Regelung anzugleichen. Auch zeigte sich bei der Vernehmlassung, dass eine gewisse Besorgnis herrscht, ob die bereitgestellten Mittel für die Finanzierung des gesamten Angebots ausreichen. Dessen Umfang und Struktur wurde jedoch nicht beanstandet, das Angebot wurde von der grossen Mehrheit als genügend erachtet.

Der vorliegende Gesetzesentwurf beruht im Wesentlichen auf den Grundsätzen des Sonderpädagogik-Konkordats. In Artikel 2 dieser Vereinbarung wird erklärt, dass *unter Beachtung des Wohles und der Entwicklungsmöglichkeiten der betreffenden Schülerinnen und Schüler sowie unter Berücksichtigung des schulischen Umfelds und der Schulorganisation integrative Lösungen separierenden Lösungen vorgezogen werden*. Der Kanton Freiburg verfügt bereits seit 1999 über ein Integrationskonzept. Zunächst wurde daher geprüft, ob im Kanton oder auf nationaler Ebene Untersuchungen durchgeführt worden sind, um die gesammelten Erfahrungen objektiv zu begutachten. Da eine langfristige wissenschaftliche Studie mit einem erheblichen finanziellen Aufwand verbunden ist, war es nicht möglich, solche Arbeiten allein auf kantonaler Ebene zu realisieren. Hingegen haben die Professoren Sermier Dessemontet, V. Benoit und G. Bless unter der Leitung des Heilpädagogischen Institut der Universität Freiburg eine vom Schweizerischen Nationalfonds (SNF) finanzierte Studie zum Thema der schulischen Integration von Kindern mit einer geistigen Behinderung durchgeführt. Dabei wurden

auch Freiburger Schülerinnen und Schüler untersucht. Die Forschungsfragen bezogen sich auf:

1. die Wirksamkeit in Bezug auf die Entwicklung der Schulleistungen und der adaptiven Fähigkeiten;
2. die Wirkung der Integration auf die Entwicklung der Schulleistungen der Mitschülerinnen und Mitschüler ohne Behinderung;
3. die Einstellung der Lehrpersonen zur Integration

In ihren Schlussfolgerungen gaben die drei Forscher an, dass die Ergebnisse ihrer Arbeiten den gegenwärtigen Trend zur schulischen Integration von Schülerinnen und Schülern mit einer geistigen Behinderung stützen. Die vollzeitliche schulische Integration in die Primarklassen mit sonderpädagogischer Unterstützung scheint eine sinnvolle Alternative zum Unterricht in einer Sonderschule zu sein, denn dies ermöglicht den betroffenen Schülerinnen und Schülern insgesamt gleich gute oder sogar bessere Fortschritte. Zudem werden dadurch Mitschülerinnen und Mitschüler ohne Behinderung in ihrer Lernentwicklung nicht gehemmt, egal welches Niveau sie haben. Die Studie hat auch gezeigt, dass die Einstellung der Lehrpersonen zur schulischen Integration am stärksten davon beeinflusst wird, ob sie sich selbst als kompetent in Bezug auf den Unterricht von Schülerinnen und Schüler mit besonderem Bildungsbedarf wahrnehmen. Daher sollte ihre Kompetenzwahrnehmung durch Aus- und Weiterbildung gefördert werden.

Daneben wurden noch mehrere internationale Studien zu Themen in Zusammenhang mit der Integration durchgeführt, die in der Fachliteratur veröffentlicht sind. Eine Studie von Laws et al. (2000) befasste sich unter anderem mit den Auswirkungen der Integration auf den schulischen Erfolg von Kindern und Jugendlichen mit Down-Syndrom (Trisomie 21). Dabei wurde festgestellt, dass die in Regelklassen integrierten Kinder signifikant bessere Ergebnisse und bessere Lernfortschritte erzielten als gleichbetroffene Kinder in Sonderschulen. In den Arbeiten von Turner et al. (2008) stellte sich bei einem Vergleich heraus, dass bei der Gruppe von integrierter Kindern mehr Schülerinnen und Schüler Lesekompetenzen entwickelten als bei der Gruppe von Kindern in einer Sonderschule.

Und schliesslich ist noch eine letzte Studie von I. Noël (Pädagogische Hochschule Freiburg, Schweiz) zu nennen, die im Schuljahr 2006/07 durchgeführt wurde. Diese Studie<sup>1</sup> befasst sich mit der Frage, wer von der Integration profitiert und wie die Lehrpersonen deren Auswirkungen auf die übrigen Kinder der Klasse wahrnehmen. Sie ist zu folgendem Schluss gelangt: Es zeigt sich klar, dass die Unterstützungsleistungen für integrierte Kinder auch den anderen Kinder zugutekommen können, wenn sie ganz bewusst genutzt und eingesetzt

<sup>1</sup> I. Noël: «A qui profite l'intégration? Intégration scolaire d'enfants en situation de handicap: perception par les enseignantes et les enseignants titulaires des apports pour les autres enfants de la classe».

werden, und dass auch die Klassenlehrperson weitgehend von der Integration profitieren kann.

Zum Abschluss dieses Abschnitts über die Forschung noch einige Zahlen: Seit das Integrationskonzept im Kanton Freiburg 1999 in Kraft getreten ist, hat der französischsprachige Integrationsdienst rund 680 Schülerinnen und Schüler betreut; nach Angaben des deutschsprachigen Integrationsdienstes haben zwischen 250 und 300 Schülerinnen und Schüler von integrativen Massnahmen profitiert. Es existiert jedoch noch keine Langzeitstudie, bei der untersucht wird, wie sich die eingeführten Unterstützungsmassnahmen auf die Schullaufbahn der Schülerinnen und Schüler, die davon profitiert haben, und ihre Zukunft nach Abschluss der obligatorischen Schule auswirken.

Das Gesetz über die Sonderpädagogik ist somit als Spezialgesetz zu verstehen, als Ausführungsgesetz übergeordneter Grundsätze, die sich im Wesentlichen aus früheren Entscheidungen ergeben. Es ergänzt das 2014 genehmigte Gesetz über die obligatorische Schule und ist Teil einer kantonalen Politik zugunsten von Menschen mit Behinderungen. So gesehen ist es eine pädagogische Lösung, die in den weiteren Rahmen einer kantonalen Politik zum Wohle von Menschen mit einer Behinderung und deren Eingliederung in die Gesellschaft eingebettet ist.

## 1.2. Die Leitplanken des kantonalen Konzepts

Das kantonale Angebot gilt für den Vorschulbereich, die obligatorische Schule (11 HarmoS-Schuljahre) und den Nachschulbereich. Während der obligatorischen Schule deckt das Angebot die Regelschule und die Sonderschule ab. Die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport (EKSD) ist zuständig für die finanzielle Steuerung und die Qualitätssicherung. Das sonderpädagogische Angebot umfasst:

- > Heilpädagogische Früherziehung (HFE) in Form von niederschweligen (NM) oder verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen (VM). Diese werden ab Geburt bis zum Eintritt des Kindes in die obligatorische Schule (Einschulung) angeboten. In Ausnahmefällen können sie verlängert werden, aber höchstens bis zwei Jahre nach Schuleintritt.
- > Niederschwellige Massnahmen (NM) für Schülerinnen und Schüler, bei denen die Gefahr eines Schulversagens droht und/oder die in ihrer Entwicklung gefährdet sind und/oder bei denen Lernbehinderungen auftreten. Diese Massnahmen werden ab Schuleintritt bis zum Ende der obligatorischen Schule angeboten.
- > Verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM) für Schülerinnen und Schüler mit einer Behinderung. Diese Massnahmen können in integrativer Form ab Schuleintritt bis zum Ende der obligatorischen Schulzeit eingesetzt werden. Sie können auch in Form einer Sonderschulung bewilligt werden, und zwar ab Schuleintritt bis zum Alter von 18 Jahren, in Ausnahmefällen bis 20 Jahren.

- > Interne Unterbringung in sonderpädagogischen Einrichtungen ab Einschulung bis zum 18. Altersjahr (ausnahmsweise bis zum 20. Altersjahr).
- > Pädagogisch-therapeutische Massnahmen der Logopädie und der Psychomotorik werden ab Geburt des Kindes bis zum 20. Altersjahr angeboten. Pädagogisch-therapeutische Massnahmen der Psychologie werden ausschliesslich während der obligatorischen Schulzeit angeboten.
- > Verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM), die von Förderzentren erbracht werden. Diese Massnahmen sind für Kinder sowie Schülerinnen und Schüler mit einer Seh- oder Hörbehinderung bestimmt und werden ab Geburt bis zum Ende der obligatorischen Schule angeboten.

Zusätzlich zu diesen Massnahmen erhalten Schülerinnen und Schüler mit Verhaltensauffälligkeiten auch Hilfe in Form einer Unterstützung der Schule vor Ort. Diese sogenannten SED-Massnahmen (SED = *Soutien aux établissements scolaires dans la prise en charge des difficultés comportementales*) werden während der obligatorischen Schulzeit angeboten und sind nicht Bestandteil der sonderpädagogischen Massnahmen. Sie fallen direkt in die Zuständigkeit der Ämter für obligatorischen Unterricht und der Schulgesetzgebung.

Wenn im Kanton keine Institution den besonderen Bedürfnissen der Schülerin oder des Schülers gerecht zu werden vermag, können diese eine ausserkantonale Sonderschule besuchen.

Gemäss dem Bundesgesetz über die Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen (Behindertengleichstellungsgesetz, BehiG) vom 13. Dezember 2002 können Kindern und Jugendlichen Massnahmen gewährt werden, um behinderungsbedingte Nachteile auszugleichen (sogenannte Nachteilsausgleichsmassnahmen). Sie sind Gegenstand des kantonalen Projekts «Nachteilsausgleich», das den grundsätzlichen Rahmen von der obligatorischen Schule und bis zur Sekundarstufe 2 vorgibt. Diese Massnahmen gehören nicht zum sonderpädagogischen Angebot.

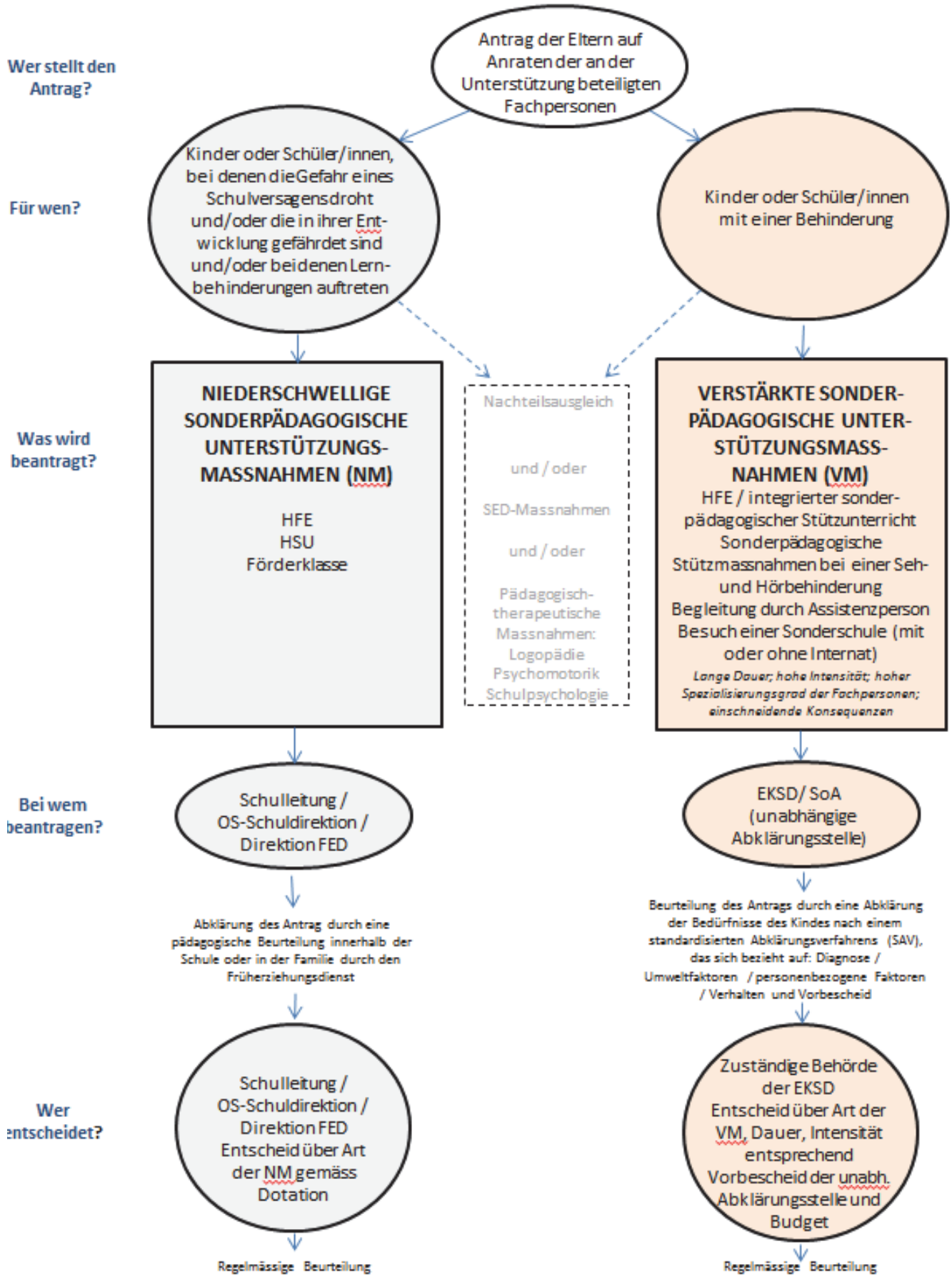
Was ist der Unterschied zwischen verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen (VM) und niederschweligen sonderpädagogischen Massnahmen (NM)? VM unterscheiden sich von den NM durch folgende Merkmale (gemäss Sonderpädagogik-Konkordat):

- > lange Dauer,
- > hohe Intensität,
- > hoher Spezialisierungsgrad der Fachpersonen sowie
- > einschneidende Konsequenzen auf den Alltag, das soziale Umfeld oder den Lebenslauf des Kindes oder des Jugendlichen.

Die VM und die NM werden von den Behörden nach einem unterschiedlichen Verfahren gewährt. Diese Verfahren lassen sich schematisch wie folgt darstellen:

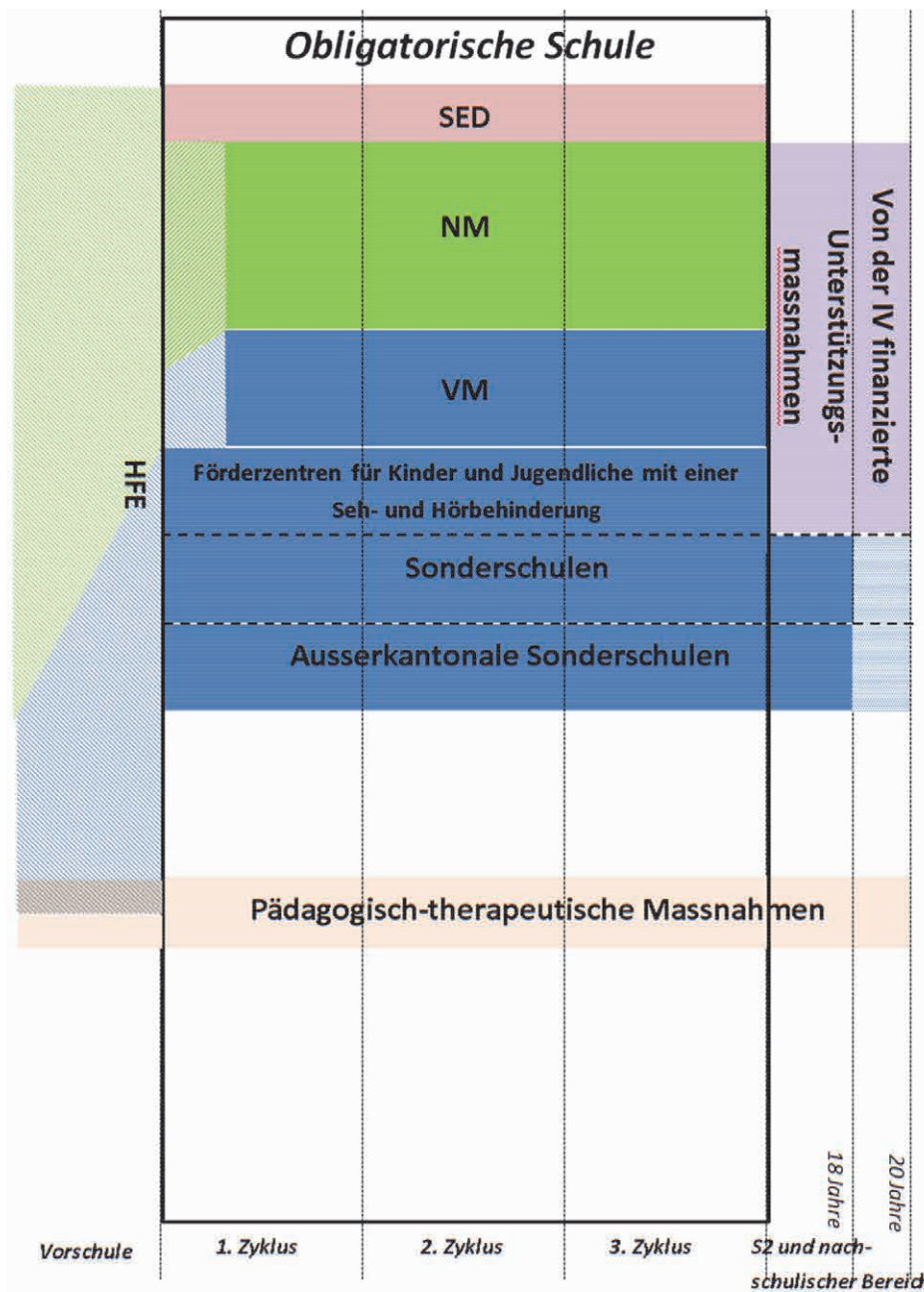


# Unterscheidung von NM und VM



### 1.3. Die Organisation der Sonderpädagogik

Nachfolgend eine schematische Darstellung der Organisation der Freiburger Schule:



SED: Unterstützung für Schulen in der Betreuung verhaltensauffälliger Schülerinnen und Schüler; NM: niederschwellige sonderpädagogische Massnahmen; VM: verstärkte sonderpädagogische Massnahmen; HFE: Heilpädagogische Früherziehung; 1. Zyklus: 1<sup>H</sup>–4<sup>H</sup>; 2. Zyklus: 5<sup>H</sup>–8<sup>H</sup>; 3. Zyklus: 9<sup>H</sup>–11<sup>H</sup>; IV: Invalidenversicherung; S2: Sekundarstufe 2.

■ : VM   ■ : NM   ■ : Pädagogisch-therapeutische Massnahmen   ■ : SED-Massnahmen   ■ : Invalidenversicherung

Der Gesetzesentwurf über die Sonderpädagogik (SPG) stützt sich auf ein bestehendes, leistungsfähiges Angebot zur Schulung von Kindern sowie Schülerinnen und Schülern mit besonderem Bildungsbedarf (gemäss der Definition des Sonderpädagogik-Konkordats), die eine Störung oder eine Behinderung aufweisen. Dieses Angebot lässt sich anhand der neuesten Daten (Herbst 2015) wie folgt zusammenfassen:

- > Vor der Schule erhalten rund 400 Kinder heilpädagogische Früherziehung.
- > Ein Netz von Sonderklassen in subventionierten privaten oder kommunalen sonderpädagogischen Einrichtungen betreut rund 900 Schülerinnen und Schüler.
- > Etwa 600 Schülerinnen und Schüler mit Behinderungen werden in Klassen der obligatorischen Regelschule unterrichtet.

- > Fast 7800 Kinder bzw. Schülerinnen und Schüler erhalten pädagogisch-therapeutische Massnahmen (Logopädie, Psychologie und Psychomotorik an Schulen). Gewisse Schülerinnen und Schüler tauchen in der Statistik mehrmals auf, da sie kombinierte Massnahmen erhalten (z. B. Logopädie und Schulpsychologie). Gemäss den bisher vorliegenden Studien und Statistiken weisen 20% der Schülerinnen und Schüler Unterstützungsbedarf auf.

Der Gesetzesentwurf will bewährte Praktiken, die mit einer Analyse der Stärken und Schwächen des bestehenden Systems ermittelt wurden, allgemein einführen. Er knüpft somit an Bestehendes an und verändert die bewährte Organisation nicht grundlegend.

Der Gesetzesentwurf setzt zudem das Freiburger Sonderpädagogik-Konzept um, wie dies in der Bundesverfassung und der interkantonalen Vereinbarung verlangt wird.

Darin wird Behinderung verstanden als Folge von Störungen und/oder persönlichen Beeinträchtigungen sowie dem Umfeld, in dem sich die Kinder sowie Schülerinnen und Schüler entwickeln. Das Gesetz führt Massnahmen ein, mit denen sich die umweltbedingten Barrieren beseitigen und die Partizipation der Kinder und Jugendlichen fördern lassen, wobei darauf geachtet wird, dass alle ihre Entwicklungsmöglichkeiten ausschöpfen können.

Eine der Besonderheiten dieses neuen interkantonalen Rechtsrahmens für die Sonderpädagogik ist der Paradigmenwechsel von einer Sozialversicherung zu einem öffentlichen Bildungsauftrag. Diese bedeutet namentlich, dass die Vergabe von Leistungen nicht nur anhand der Bedürfnisse der potentiellen Leistungsbezüger bemessen wird, sondern dass dabei auch der Beitrag von spezifischen Kompetenzen des Bildungssystems einbezogen wird.

Mit der Erarbeitung des Sonderpädagogik-Konkordats wollten die Kantone sich gemeinsame Ziele setzen; die drei wichtigsten davon sind:

- > Festlegung des sonderpädagogischen Grundangebots,
- > Förderung integrativer Lösungen,
- > Bestimmung und Anwendung gemeinsamer Instrumente (einheitliche Terminologie, gemeinsame Qualitätsstandards und ein standardisiertes Abklärungsverfahren zur Ermittlung des individuellen Bedarfs).

Das Sonderpädagogik-Konkordat konzentriert sich in erster Linie auf das Zulassungsverfahren zu den sogenannten verstärkten Massnahmen, also die Massnahmen für Kinder sowie Schülerinnen und Schüler, deren Betätigung oder Partizipation in ihrem Umfeld dauerhaft eingeschränkt ist. Dies führt dazu, dass ihre künftige Entwicklung aufgrund einer Beeinträchtigung, einer Mehrfachbehinderung oder einer zur Invalidität führenden Störung gefährdet ist. Der vor-

liegende Gesetzesvorentwurf trägt dafür Sorge, dass dieses Angebot mit den Zulassungsverfahren zu den sogenannten niederschweligen Massnahmen abgestimmt wird. Die niederschweligen Massnahmen fallen in die Zuständigkeit der Regelschule (wie dies im Schulgesetz vorgesehen ist), werden aber sowohl im Sonderpädagogik-Konkordat wie auch im Konzept erwähnt.

Der Vorentwurf knüpft an die Bestimmungen des Schulgesetzes an, um eine bessere Koordination der Beurteilungen und der Schullaufbahnentscheide zu erreichen. Das Gesetz über die Sonderpädagogik (SPG) ist ein Spezialgesetz, das mit dem Gesetz über die obligatorische Schule (SchG) verbunden ist und dieses ergänzt. Während das Schulgesetz den Unterricht und dessen Organisation gesamthaft regelt, ist das SPG auf die individuelle Deckung der Bedürfnisse der Begünstigten sowie auf die Organisation des damit verbundenen Angebots ausgerichtet. Zu den Begünstigten gehören dabei nicht nur Kinder sowie Schülerinnen und Schüler mit einer Behinderung, sondern auch ganz allgemein Personen mit besonderen Bedürfnissen nach sonderpädagogischen Stütz- und Fördermassnahmen, pädagogisch-therapeutischen Massnahmen oder anderen Massnahmen.

## 2. Kommentar zu den einzelnen Bestimmungen

### 1. Kapitel: Allgemeine Bestimmungen

#### *Art. 1: Gegenstand und Grundsätze*

Dieser Gesetzesentwurf soll den allgemeinen Rahmen der Sonderpädagogik festlegen, so insbesondere das Angebot und die Modalitäten für die Umsetzung des Konzepts. Er bezieht sich ausdrücklich auf das kantonale Sonderpädagogik-Konzept, das die Grundsätze und das Grundangebot des Kantons Freiburg in diesem Bereich festlegt. Im zweiten Absatz wird auf die übrigen Bundes-, interkantonale und kantonale Gesetzgebung verwiesen, ohne diese jedoch ausführlich zu nennen. Es handelt sich im Wesentlichen um folgende Rechtstexte: Die interkantonale Vereinbarung vom 25. Oktober 2007 über die Zusammenarbeit im Bereich der Sonderpädagogik, das Gesetz vom 9. September 2014 über die obligatorische Schule (Schulgesetz, SchG; SGF 411.0.1), das Gesetz vom 19. Juni 2008 über die Finanzierung der von zugelassenen privaten Anbietern ausgeführten pädagogisch-therapeutischen Massnahmen sowie das Gesetz vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal (StPG). Zudem werden auch die künftigen kantonalen Gesetze über Menschen mit Behinderung (BehG) und über die Sondereinrichtungen und die professionellen Pflegefamilien für Minderjährige (SPPG) einen übergeordneter Rahmen für den Themenbereich Menschen mit Behinderung bilden.

Im Bereich des sonderpädagogischen Angebots, wie es im Sonderpädagogik-Konkordat festgelegt ist, haben die Gemeinden die Aufgabe, einen psychologischen, logopädischen und psychomotorischen Dienst anzubieten (Art. 63 Abs. 1 SchG). Sie können jedoch die Erfüllung dieser Aufgabe regionalen Zentren übertragen (Art. 63 Abs. 2 SchG).

### *Art. 2: Ziele der Sonderpädagogik*

Die Sonderpädagogik strebt folgende Ziele an: Sie will die Selbstständigkeit, den Erwerb von Kenntnissen, die Persönlichkeitsentwicklung und die Offenheit gegenüber den Mitmenschen fördern, damit die Kinder sowie Schülerinnen und Schüler mit besonderem Bildungsbedarf bestmöglich am gesellschaftlichen Leben teilhaben können. Diese Ziele verfolgt auch die Schule im Allgemeinen, daher ist dieser Artikel vergleichbar mit Artikel 3 des Schulgesetzes, wonach die Schule den Schülerinnen und Schülern helfen soll, ihre Begabungen und Fähigkeiten bestmöglich zu entfalten.

Eine weitere wichtige Aufgabe der Sonderpädagogik ist, die Rahmenbedingungen für die Betreuung und die schulische Ausbildung möglichst optimal an die realen Gegebenheiten anzupassen (Abs. 2).

Darüber hinaus soll die Sonderpädagogik auch (Abs. 3) zur Aufwertung und Förderung der Kompetenzen sämtlicher Fachpersonen des öffentlichen Bildungssystems, die in der Freiburger Schule tätig sind, beitragen.

### *Art. 3: Grundsätze*

Die in diesem Artikel festgelegten Grundsätze beruhen weitgehend auf jenen des Sonderpädagogik-Konkordats.

Der erste Grundsatz (öffentlicher Bildungsauftrag) bekräftigt den radikalen Wechsel vom Versicherungsmodell zum Bildungssystem, wie dies die Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA) vorsieht. So wird das Kind oder die bzw. der Jugendliche nunmehr als Schülerin oder Schüler (gegenwärtig oder künftig) mit besonderem Bildungsbedarf angesehen und nicht mehr als versicherte Person im Sinne der bundesrechtlich geregelten Sozialversicherungen. Dieser Grundsatz setzt voraus, dass die öffentliche Hand geeignete Strukturen schafft, die nötig sind zur Erfüllung des öffentlichen Bildungsauftrags bei Kindern im Vorschulalter oder bei Schülerinnen und Schülern, die in ihrer Entwicklung nachweislich beeinträchtigt sind, wenn keine zusätzlichen Massnahmen zu den an der sogenannten «Regelschule» oder «normale Schule» vorgesehenen ergriffen werden.

Die Aufnahme der sonderpädagogischen Massnahmen in das weite Feld der Bildung bringt es mit sich, dass die Folgen der Störungen nur noch dann berücksichtigt werden, wenn und soweit sie die Entwicklung des Kindes und seine Mög-

lichkeiten, die Bildungsstandards zu erreichen, beeinträchtigen oder erschweren. Dies gilt ebenso für die logopädischen, psychologischen und psychomotorischen Massnahmen.

Der Grundsatz der Integration (Bst. b) ist nicht nur im Sonderpädagogik-Konkordat verankert, sondern ebenso in vielen internationalen, nationalen und kantonalen Rechtsgrundlagen. Er beinhaltet einen grossen Paradigmenwechsel, auf den die hauptsächlichlichen Änderungen bei den im Gesetzesentwurf vorgesehenen Leistungen zurückzuführen sind.

Dieser Artikel führt zudem einen methodischen Ansatz ein: Es ist wichtig, nicht nur die Ressourcen der Kinder im Vorschulalter oder der Schülerinnen und Schüler zu mobilisieren, sondern auch die der Menschen in ihrem Umfeld. Dieser Grundsatz liegt somit den im Gesetzesvorentwurf vorgesehenen indirekten Massnahmen zugrunde, die an die Eltern und die Fachpersonen, die die Kinder im Vorschulalter oder die Schülerinnen und Schüler betreuen, gerichtet sind. Er setzt auch voraus, dass entsprechend den in der Bundesverfassung verankerten Grundsätzen der Subsidiarität und der Eigenverantwortung (Art. 5a, 6 und 41) alles unternommen wird, was sinnvoll, notwendig und möglich ist, um die Inanspruchnahme der Leistungen zu begrenzen.

In Buchstabe c wird der Grundsatz der Unentgeltlichkeit verankert. Artikel 62 Absatz 2 der Bundesverfassung sieht einen unentgeltlichen Grundschulunterricht in den öffentlichen Schulen vor. Dies gilt auch für den Bereich der Sonderpädagogik. Dieser Grundsatz findet aber nur auf die Schule im eigentlichen Sinn Anwendung. Daher beteiligen sich die Eltern an den Kosten des Schulmaterials und gewisser schulischer (vgl. Art. 10 Abs. 3 des Schulgesetzes und Art. 9 des Schulreglements) und ausserschulischer Aktivitäten und bezahlen die im Beschluss des Staatsrats vom 19. Dezember 2000 über die Kostenbeteiligung der in sonderpädagogischen Einrichtungen untergebrachten Personen festgelegten Beträge.

Der Buchstabe d befasst sich mit der Rolle der Eltern und der Schülerin oder des Schülers in den verschiedenen Verfahren. In den Bestimmungen, welche die Anspruchsvoraussetzungen für die Massnahmen betreffen, wird klar festgelegt, wie sie in die verschiedenen Etappen des Verfahrens einbezogen werden. Diese Verpflichtung ergibt sich aus Artikel 12 des UNO-Übereinkommens über die Rechte des Kindes sowie aus Artikel 2 des Sonderpädagogik-Konkordats. Sie haben in jedem Fall ausdrücklich das Recht, in den verschiedenen Entscheidungsprozessen angehört zu werden. Es geht also nicht nur darum, die Eltern vorzuladen, um sie über die getroffenen Entscheide zu informieren, sondern vielmehr sie in die vor dem Entscheid stattfindenden Sitzungen einzubinden, an denen die Mitglieder des Netzwerks sich während des Entscheidungsfindungsverfahrens gemeinsam mit dem Fall auseinandersetzen. Sie können zwar in den verschiedenen Verfahren oder Entscheidungsprozessen angehört und

einbezogen zu werden, haben jedoch kein Mitentscheidungsrecht. Somit haben sie kein Recht, den Leistungsanbieter von pädagogischen oder pädagogisch-therapeutischen Massnahmen frei zu wählen, auch wenn die Massnahme von einem anerkannten privaten oder freischaffenden Leistungserbringer durchgeführt wird. Denn hier geht es um einen organisatorischen Entscheid. Diese im Konkordat ausdrücklich vorgesehene Einschränkung der freien Wahl des Leistungserbringers soll es den Kantonen ermöglichen, die Leistungsanbieter, die sie mit der Durchführung der Leistung betraut haben, angemessen zu beaufsichtigen und nach den Qualitätskriterien der Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) zu beurteilen. Dies ist eine natürliche Folge des oben erwähnten Paradigmenwechsels: Der Kanton ist nicht mehr ein Versicherer, der die Leistungen vergütet. Die Sonderpädagogik ist nun Bestandteil des Bildungssystems und so muss der Kanton für eine ausreichende Sonderschulung sorgen, dabei den Grundsatz der Verhältnismässigkeit wahren und Verantwortung übernehmen, indem er diese Aufgabe entweder selber erfüllt oder sie privaten Leistungserbringern überträgt. Delegiert der Staat die Leistungserbringung, so ist er verpflichtet, seine Aufsichtskompetenzen auszuüben, um die Qualität der erbrachten Leistungen zu gewährleisten.

Demnach werden in diesem Gesetzesentwurf nur Leistungen von Leistungserbringern übernommen, die von der zuständigen Behörde dazu ermächtigt worden sind. Es besteht somit keinerlei Anspruch auf Vergütung einer entsprechenden Leistung, die von einem Drittanbieter erbracht worden ist.

#### *Art. 4: Begriffsbestimmungen*

Neben den technischen Begriffsbestimmungen hinaus, die in den Bestimmungen des Gesetzesentwurfs enthalten sind, liegt das Augenmerk vor allem auf dem Begriff «Schülerin/Schüler», der darin im Vordergrund steht. Dieser Begriff umfasst sowohl minderjährige Kinder und Jugendliche wie auch volljährige Schülerinnen und Schüler, die sich in Ausbildung befinden. Da die Sonderpädagogik die Altersgruppe von 0 bis 20 Jahren abdeckt und dem Erreichen der Volljährigkeit mit 18 Jahren ein rechtlicher Statuswechsel eintritt, werden im Gesetzesentwurf die Begünstigten im Vorschulbereich als Kinder und die volljährigen Begünstigten im Alter von 18 bis 20 Jahren als Schülerinnen und Schüler bezeichnet. Die Definition der Eltern entspricht derjenigen im Gesetz über die obligatorische Schule.

## **2. Kapitel: Sonderpädagogisches Angebot und Schülertransporte**

#### *Art. 5: Vorschulbereich*

Das sonderpädagogische Angebot richtet sich an Kinder ab Geburt bis zum Eintritt in die obligatorische Schule, was im

Allgemeinen als Vorschule bezeichnet wird. Heilpädagogische Früherziehungsmassnahmen können in Ausnahmefällen bis zwei Jahre nach Schuleintritt weitergeführt werden. Pädagogisch-therapeutische Massnahmen der Logopädie und Psychomotorik können bis zum Ende des 1. Schuljahres (1<sup>H</sup>) gewährt werden.

Die HFE-Leistungen werden von Fachpersonen der heilpädagogischen Früherziehung erbracht und richten sich an Kinder vor dem Schuleintritt. Mit diesen Massnahmen soll abgeklärt werden, ob bei den Kindern eine Behinderung, eine Entwicklungsverzögerung oder eine gefährdete Entwicklung zu erkennen ist, so dass sie mit hoher Wahrscheinlichkeit dem Unterricht in der Regelschule ohne gezielte Unterstützung nicht folgen können. Diese Einzelleistungen werden von den Eltern beantragt, die in der Regel von Kinderärztinnen und Kinderärzten beraten werden.

Das Angebot der heilpädagogischen Früherziehung unterteilt sich in niederschwellige (NM) und verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM).

- > Für die Gewährung und Umsetzung niederschwelliger Massnahmen ist die Leitung des Leistungsanbieters zuständig. Sie werden flexibel und bedürfnisorientiert eingesetzt.
- > Die für Kinder angeordneten verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen können, nach der Prüfung durch die unabhängige Abklärungsstelle, vom Leistungsanbieter oder von den Förderzentren für Kinder und Jugendliche mit einer Seh- und Hörbehinderung erbracht werden.

Niederschwellige Massnahmen (NM) der heilpädagogischen Früherziehung richten sich an Kinder, deren Entwicklung gefährdet ist und/oder welche Schwierigkeiten haben, die ihre Entwicklung beeinträchtigen.

Verstärkte Massnahmen (VM) der heilpädagogischen Früherziehung richten sich an Kinder, die eine Behinderung haben und/oder die gefährdet sind (nachgewiesene Vernachlässigung, Misshandlung, Missbrauch) und deren Bedürfnisse anhand des standardisierten Abklärungsverfahrens (SAV) nachgewiesen sind.

Das Sonderpädagogik-Konkordat betrifft Kinder mit besonderem Bildungsbedarf. Für Kinder mit einer beeinträchtigten und/oder gefährdeten Entwicklung ist eine enge Zusammenarbeit mit dem Jugendamt (JA) nach einem genau festgelegten und einheitlichen Verfahren vorgesehen.

Das Angebot umfasst auch logopädische und psychomotorische Leistungen (Buchstabe b und c): Diese pädagogisch-therapeutischen Leistungen sollen die Kinder im Vorschulalter in ihrem Entwicklungs- und Lernprozess begleiten. Sie richten sich an Kinder im Vorschulalter (bzw. für die logopädischen Massnahmen bis zum Ende der 1<sup>H</sup>), die für den

Erwerb von Sozialkompetenzen sowie für ihre motorische, emotionale, sprachliche Entwicklung und Kommunikationsfähigkeit eine spezifische therapeutische Unterstützung benötigen, damit sie den ihrem Alter entsprechenden Entwicklungsstand bzw. die schulischen Ziele erreichen können. Diese Leistungen werden von den Eltern beantragt und umfassen eine breite Palette von möglichen Interventionen (Einzel- und Gruppentherapien, Coaching, Beratung von Eltern usw.). Sie werden von anerkannten freischaffenden Leistungsanbietern erbracht.

Die Kompetenzen und Pflichten der betreffenden Leistungsanbieter sowie des Kantons werden in Vereinbarungen geregelt. Für die sonderpädagogische Einrichtungen, die sich auf dem Gebiet des Kantons befinden, beinhalten diese eine mehrjährige Rahmenvereinbarung und einen jährlichen Leistungsvertrag; für ausserkantonale sonderpädagogische Einrichtungen gilt die Interkantonale Vereinbarung für soziale Einrichtungen (IVSE). Die Zusammenarbeit mit den anerkannten Leistungsanbietern wird ebenfalls in Vereinbarungen geregelt. Derzeit handelt es sich um folgende Leistungsanbieter:

- > Früherziehungsdienst (FED) der Stiftung Les Buissonnets (Heilpädagogische Früherziehung HFE und Psychomotorik)
- > Centre pédagogique pour élèves handicapés de la vue CPHV, Lausanne
- > Institut St. Joseph, Sprachheilschule;
- > Zentrum für Hören und Sprache Münchenbuchsee
- > Stiftung für sehbehinderte und blinde Kinder und Jugendliche Zollikofen
- > Anerkannte Leistungsanbieter (Logopädie)

#### *Art. 6: Obligatorische Schulzeit*

Schülerinnen und Schüler mit besonderem Bildungsbedarf besuchen grundsätzlich die Regelschule. Damit wird der im 3. Artikel des Gesetzesentwurfs verankerte Grundsatz der Integration konkret umgesetzt. Ausnahmsweise werden Schülerinnen und Schüler in eine Sonderklasse aufgenommen, wenn die Entwicklungsmöglichkeiten des betreffenden Kindes oder der betreffenden Schülerin oder der betreffenden Schülers in der Regelklasse beeinträchtigt sind oder wenn das schulische Umfeld und die Schulorganisation nicht ohne unverhältnismässigen Aufwand an die jeweiligen Bedürfnisse angepasst werden können, um den Besuch der Regelschule zu ermöglichen. Der Unterricht soll der betroffenen Schülerin oder dem betroffenen Schüler zugutekommen, wobei auch die Auswirkungen auf das unmittelbare Umfeld der Klasse berücksichtigt werden müssen. Ist eine integrative Schulung nicht oder nicht mehr sinnvoll, wird eine Lösung in einer Sonderschule angeboten, und zwar gemäss dem in Artikel 27 ff. dieses Gesetzesentwurfs beschriebenen Verfahren. Bei der Betreuung von Schülerinnen und Schülern ist

dem Grundsatz der Verhältnismässigkeit Rechnung zu tragen.

Die niederschweligen sonderpädagogischen Massnahmen, die im Schulgesetz behandelt werden, unterscheiden sich von den schulischen Stützmassnahmen vor allem dadurch, dass die betroffenen Schülerinnen und Schüler eine Störung oder eine Beeinträchtigung erkennen lassen und dass die Massnahmen von Fachpersonen erbracht werden und zwar ergänzend oder subsidiär zu den Massnahmen, die an der Regelschule angeboten werden. Ferner muss vorab eine pädagogische oder pädagogisch-therapeutische Abklärung erfolgen, anhand der entschieden werden kann, ob die Voraussetzungen für die Gewährung der Massnahmen erfüllt sind.

Jede Regelschule verfügt über ein Grundangebot an niederschweligen sonderpädagogischen Massnahmen. Dessen Umfang wird bestimmt durch die Anzahl Schülerinnen und Schüler sowie durch einen Verteilschlüssel, der von den Ämtern für Unterricht festgelegt wird. Die Schulen behalten die Ressourcen, die ihnen zum Zeitpunkt des Inkrafttretens dieser Gesetzesvorlage für die NM zur Verfügung stehen. Diese im Schulgesetz vorgesehenen niederschweligen Massnahmen werden von der Primarschulleitung oder der OS-Schuldirektion auf Antrag der Fachpersonen, die mit der Schülerin oder dem Schüler zu tun haben, zugesprochen.

Niederschwellige Massnahmen richten sich an Schülerinnen und Schüler, bei denen die Gefahr eines Schulversagens droht und/oder die in ihrer Entwicklung gefährdet sind und/oder bei denen Lernbehinderungen auftreten. Diese Massnahmen werden ab Schuleintritt bis zum Ende der obligatorischen Schule angeboten. Sie werden nach einem festgelegten Verfahren abgeklärt und regelmässig überprüft.

Verstärkte Massnahmen richten sich an Schülerinnen und Schülern mit einer Behinderung, deren Bedürfnisse anhand des standardisierten Abklärungsverfahrens (SAV) ermittelt worden sind. Sie werden auf Antrag der unabhängigen Abklärungsstelle vom Sonderschulinspektorat gewährt. Dabei haben integrative Lösungen Vorrang. Die verstärkten Massnahmen werden für einen bestimmten Zeitraum bewilligt und durch die unabhängige Abklärungsstelle regelmässig neu beurteilt.

Die EKSD arbeitet mit spezialisierten Förderzentren für Kinder und Jugendliche mit einer Seh- und Hörbehinderung zusammen. Die Förderzentren bieten Regelschulen wie auch Sonderschulen Unterstützung an. Diese kann entweder in Form von Coaching und Beratung oder aber in Form einer direkten Begleitung einer Schülerin oder eines Schülers erfolgen. Vor der Gewährung dieser Massnahmen ermittelt die unabhängige Abklärungsstelle anhand des standardisierten Abklärungsverfahrens (SAV) die Bedürfnisse der betreffenden Schülerinnen und Schüler in ihrem Umfeld. Die Zusam-

menarbeit der Schule mit den Zentren wird in einem von der EKSD erstellten Leistungsvertrag geregelt.

Verstärkte sonderpädagogische Massnahmen in Sonderschulen umfassen den Unterricht, in bestimmten Fällen die interne Unterbringung sowie pädagogisch-therapeutische Massnahmen (Logopädie, Psychomotorik und Psychologie). Sie richten sich an Schülerinnen und Schülern mit einer Behinderung, deren Bedürfnisse mit dem standardisierten Abklärungsverfahren (SAV) erfasst worden sind. Sonderschulen können medizinische Fachleute beiziehen, wenn die besonderen Bedürfnisse einzelner Schülerinnen und Schüler dies erforderlich macht. Die verstärkten Massnahmen werden für einen bestimmten Zeitraum bewilligt und durch die unabhängige Abklärungsstelle regelmässig neu beurteilt.

Logopädische Massnahmen richten sich an Kinder mit Sprach- und Kommunikationsschwierigkeiten gemäss den von der EKSD bestimmten Kriterien. Psychomotorische Massnahmen werden für Schülerinnen und Schülern mit schweren psychomotorischen Störungen angeboten. Die schulpsychologischen Massnahmen sind Bestandteil des pädagogisch-therapeutischen Angebots der obligatorischen Schule. Die Schulpsychologinnen und Schulpsychologen können Abklärungen übernehmen, die sechs Monate vor dem Eintritt in die obligatorische Schule erfolgen. In der Regel führen die Therapeutinnen und Therapeuten der Schuldienste diese Massnahmen durch, wenn sie an den Schulen der Regelschule angeboten werden; Schülerinnen und Schüler, die eine Sonderschule besuchen, werden durch die Therapeutinnen und Therapeuten der Sonderschulen betreut.

Das Personal der Schuldienste bleibt weiterhin den Leitungen der Schuldienste unterstellt. Die Leitung der Schuldienste und die Primarschulleitung oder die OS-Schuldirektion sorgen für eine koordinierte Regelung der Kompetenzen und Pflichten des Personals der Schuldienste in der Erfüllung der therapeutischen Aufgaben. In jedem Fall arbeiten die Therapeutinnen und Therapeuten eng mit den Eltern sowie den Lehrpersonen zusammen. Sie bieten Einzeltherapie, Gruppentherapie oder Coaching von Schülerinnen und Schülern an und beraten Eltern und Lehrpersonen.

Die Zusammenarbeit der betreffenden Leistungsanbieter mit dem Kanton wird in Vereinbarungen geregelt. Für die sonderpädagogische Einrichtungen, die sich auf dem Gebiet des Kantons befinden, beinhalten diese eine mehrjährige Rahmenvereinbarung und einen jährlichen Leistungsvertrag; für ausserkantonale sonderpädagogische Einrichtungen gilt die Interkantonale Vereinbarung für soziale Einrichtungen (IVSE). Die Gemeinden regeln weiterhin ihre Zusammenarbeit mit den Schuldiensten. Sie können, wenn sie dies wünschen, den juristischen Rahmen anwenden, den der Kanton für seine Zusammenarbeit mit den sonderpädagogischen Einrichtungen eingerichtet hat.

Derzeit handelt es sich um folgende Leistungsanbieter:

- > Centre éducatif et pédagogique (CEP) in Estavayer-le-Lac
- > Centre d'Enseignement Spécialisé et de Logopédie/Glâne (CESL/G) in Romont
- > Centre Scolaire et Educatif Clos Fleuri (CSER) in Riaz
- > Centre Scolaire de Villars-Vert (CSVV) in Villars-sur-Glâne
- > Classes d'Enseignement Spécialisé de la Gruyère (CENSG) in Bulle
- > Flos Carmeli – Sprachklassen in Freiburg
- > Schulheim – Les Buissonnets in Freiburg
- > Home-Ecole Romand (HER) – Les Buissonnets in Freiburg
- > Institut Les Peupliers in Le Mouret
- > Institut St. Joseph in Villars-sur-Glâne

Hinzu kommen noch die betreffenden ausserkantonalen sonderpädagogischen Einrichtungen sowie die logopädischen, psychologischen und psychomotorischen Dienste der Gemeinden.

In Absatz 2 Buchstabe d ist ferner eine Begleitung der Schülerin oder des Schülers durch eine Assistenzperson bei nicht-pädagogischen Aktivitäten vorgesehen.

#### *Art. 7: Verfahren im Nachschulbereich*

Den Schülerinnen und Schülern mit besonderem Bildungsbedarf stehen alle Bildungswege der Sekundarstufe 2 und der beruflichen Grundbildung offen, sofern sie die regulären Zulassungsvoraussetzungen erfüllen. Dabei werden jedoch allfällige Nachteilsausgleichsmassnahmen berücksichtigt, die einige von ihnen erhalten werden (Absatz 1).

Das sonderpädagogische Angebot für den Nachschulbereich gilt für Schülerinnen und Schüler ab Ende der obligatorischen Schule bis zum Alter von 18 Jahren (in Ausnahmefällen bis 20 Jahren). Vorab erfolgt eine berufliche Standortbestimmung durch die Invalidenversicherung (IV).

Unter besonderem Bildungsbedarf versteht man den Bedarf nach einer der im Gesetzesentwurf beschriebenen Leistungen. Diese Terminologie wird aus dem Sonderpädagogik-Konkordat entnommen, wo in der deutschen Fassung der Begriff «besonderer Bildungsbedarf» verwendet wird. Der in der französischen Fassung des Sonderpädagogik-Konkordats verwendete Begriff «éducatif» (Erziehungsbedarf) ist somit im weiteren Sinn zu verstehen; er umfasst nicht nur die «pädagogischen» Bedürfnisse, sondern auch die «pädagogisch-therapeutischen» Bedürfnisse, die logopädische, psychomotorische sowie schulpsychologische Leistungen erfordern. Diese Bedeutung des Begriffs schliesst zudem die mit der Bildung verbundenen Bedürfnisse mit ein; etwa sol-

che, welche die Intervention von Personen erfordern, die als Integrationshilfe fungieren (im Rahmen der IV).

Dieses Angebot stützt sich auf den insbesondere im Sonderpädagogik-Konkordat festgelegten Grundsatz, wonach alle Schülerinnen und Schüler, die in ihrer Entwicklung beeinträchtigt sind, das Recht haben auf eine Grundausbildung mit sonderpädagogischen Massnahmen, die ihren Bedürfnissen angepasst sind.

Der Übergang von der obligatorischen in die nachobligatorische Schulzeit wird bei allen Schülerinnen und Schülern, die verstärkte sonderpädagogische Massnahmen erhalten, intensiv und interdisziplinär begleitet.

Am Ende der obligatorischen Schule stehen den Schülerinnen und Schülern entsprechend ihrer individuellen Bedürfnisse mehrere Bildungswege offen (Absatz 2):

- > Schulverlängerung in der Sonderschule
- > Eintritt in eine spezialisierte Berufsbildungsstätte
- > Übertritt in die duale Ausbildung (EBA oder EFZ) oder Weiterführung der schulischen Ausbildung in einer weiterführenden Schule.

Der Bund finanziert über die Invalidenversicherung weiterhin die berufliche Grundbildung, sei es im dualen Bildungssystem, in einer Vollzeitausbildung oder an einer Schule. Die Sekundarstufe 2 liegt ausserhalb des Geltungsbereichs der NFA und des Sonderpädagogik-Konkordats. Es obliegt der IV, behinderungsbedingte Mehrkosten bei der beruflichen Erstausbildung zu übernehmen. Solche Angebote müssen die Eltern bei der Invalidenversicherung beantragen

Die im Bereich der Sonderpädagogik tätigen pädagogischen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, pädagogisch-therapeutischen Fachpersonen sowie Psychologinnen und Psychologen der EKSD bieten Schulinspektoraten, Primarschulleitungen und OS-Schuldirektionen, Klassenlehrpersonen sowie sämtlichen Personen, die mit Schülerinnen und Schülern mit besonderem Bildungsbedarf zu tun haben, Hilfe, Unterstützung und Beratung an.

Sämtliche dieser Massnahmen sind darauf angelegt, dass Schülerinnen und Schüler eine grösstmögliche Selbstständigkeit erreichen und sich künftig in die Arbeitswelt eingliedern können, sei es in den ersten Arbeitsmarkt, an einem geschützten Arbeitsplatz oder in die höhere Bildung (Hochschulen und Universitäten).

Neben den Auflagen, die an das Alter und den Wohnort geknüpft sind, wird im Gesetzesentwurf ferner das Vorhandensein eines besonderen Bildungsbedarfs vorausgesetzt; so müssen die Anspruchsvoraussetzungen für die sonderpädagogischen Massnahmen erfüllt sein und dieser Bildungsbedarf muss sich aus einer Störung oder Behinderung ergeben.

### *Art. 8: Rahmenbedingungen für die Schülertransporte*

Die Schülertransporte sind in Artikel 17 des Schulgesetzes geregelt, auch für die integrativ geschulten Schülerinnen und Schüler.

Es werden nur Schülertransporte übernommen, die für den Besuch der Sonderschule notwendig sind. Die durch die pädagogisch-therapeutischen Massnahmen verursachten Transportkosten werden nicht übernommen.

## **3. Kapitel: Behörden**

### *Art. 9: Staatsrat*

Der Staatsrat übt die Oberaufsicht über die Sonderschulung wie auch über den Unterricht an den Regelschulen aus. Er erlässt namentlich das kantonale Konzept.

### *Art. 10: Direktionen und Ämter*

Für den Bereich der Sonderpädagogik sind zwei Direktionen des Staatsrats zuständig: Die EKSD für die heilpädagogische Früherziehung, die obligatorische Schule und den Unterricht auf der Sekundarstufe 2 sowie die VWD für die berufliche Grundausbildung.

Die EKSD ist zuständig für die finanzielle Steuerung und die Qualitätssicherung.

### *Art. 11: Inspektorat*

Im Kanton ist jeweils eine Sonderschulinspektorin/ein Sonderschulinspektor für eine Sprachregion zuständig.

Dieser Artikel legt die wesentlichen Befugnisse der Sonderschulinspektorinnen und Sonderschulinspektoren fest. Ihre Aufgaben und Zuständigkeiten sowie ihr Dienstverhältnis werden im Ausführungsreglement und in der vom Staatsrat genehmigten Funktionsbeschreibung (Pflichtenheft) genauer umschrieben. Denn gemäss dem Gesetz über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG) sind die Direktionen für die Organisation der ihnen unterstellten Verwaltungseinheiten zuständig, wobei sie sich an die vom Staatsrat genehmigten allgemeinen Regeln zu halten haben. Die Sonderschulinspektorinnen und Sonderschulinspektoren spielen eine wichtige Rolle für den Betrieb der Sonderschulen und die Qualität des dort erteilten Unterrichts sowie für die schulische Entwicklung im Allgemeinen, dies unter der Führung der EKSD und der Ämter. Sie beraten die Regelschulen in pädagogischen, didaktischen und sonderpädagogischen Belangen. Sie achten besonders auf die Qualitätssicherung der Leistungen, die von schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen an der Regelschule bei Schülerinnen und Schülern erbracht werden, denen verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM) gewährt



werden, dies in enger Zusammenarbeit mit den Primarschulleitungen und OS-Schuldirektionen.

#### *Art. 12: Leitungen der Sonderschulen*

Die Leitungen der Sonderschulen sollten als Schulbehörden (Schulleiterinnen und Schulleiter, Schuldirektorinnen und Schuldirektoren) erachtet werden, damit sie für die Schülerinnen und Schüler, welche die ihnen unterstellten Sonderschulen besuchen, ihre Befugnisse ausüben können.

### **4. Kapitel: Sonderpädagogisches Fachpersonal**

#### *Art. 13: Grundausbildung*

Diese Bestimmung ist dem Konkordat (Art. 9) entnommen, erläutert jedoch zusätzlich die Kompetenzen der EKSD für Berufe, für die auf interkantonaler oder nationaler Ebene keine offiziell anerkannte Bezeichnung besteht.

#### *Art. 14: Anstellung*

Die schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen für den integrierten heilpädagogischen Stützunterricht sowie die Assistenzpersonen werden von der EKSD angestellt. Sie unterstehen der Gesetzgebung über das Staatspersonal und erfüllen ihre Aufgaben entsprechend den Grundsätzen des künftigen Gesetzes über die Sonderpädagogik und des Schulgesetzes (SchG).

In Absatz 3 wird erläutert, dass die Kosten für die Anstellung dieser Personen (Lohnkosten) gemäss Artikel 66 ff. des Schulgesetzes verteilt werden. Demnach tragen die Gemeinden, nach Abzug des Anteils des Staates nach Artikel 67, sämtliche Kosten, die mit der Einrichtung und dem Betrieb einer Primarschule verbunden sind (Art. 66 SchG). Ebenso tragen sie, nach Abzug des Anteils des Staates nach Artikel 72, sämtliche Kosten, die mit der Einrichtung und dem Betrieb ihrer Orientierungsschule verbunden sind (Art. 71 SchG).

Die an den sonderpädagogischen Einrichtungen tätigen Lehrpersonen und sonderpädagogischen Fachpersonen werden von den betreffenden Institutionen angestellt (Abs. 4). Die sonderpädagogischen Einrichtungen können ihr Personal einem Gesamtarbeitsvertrag oder dem Gesetz über das Staatspersonal und seinen besonderen und ergänzenden Bestimmungen (z.B. Reglement für das Lehrpersonal, das der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport untersteht, (LPR) unterstellen.

#### *Art. 15: Unterrichtsberechtigung*

Das Lehrdiplom oder die Anstellung einer Lehrerin oder eines Lehrers schliesst stillschweigend die Gewährung einer

Berechtigung ein, auf einer bestimmten Stufe zu unterrichten. Absatz 1 formalisiert die Unterrichtsberechtigung explizit. Da der Anstellungsvertrag zugleich als Unterrichtsberechtigung gilt, kann ein zusätzliches Dokument und damit überflüssige Bürokratie vermieden werden.

Die Unterrichtsberechtigung endet selbstverständlich mit dem Ablauf der Vertragsdauer (Absatz 2). Der Entzug der Unterrichtsberechtigung stellt hingegen eine administrative Massnahme dar, die in der in Artikel 16 festgelegten Form für den gesamten Kanton gilt, auch wenn ein anderer Kanton sie ausgesprochen hat.

#### *Art. 16: Entzug der Unterrichtsberechtigung*

Die Auflösung des Vertrags einer Lehrperson durch Entlassung beendet deren Dienstverhältnis in einem bestimmten Schulkreis oder in einer bestimmten sonderpädagogischen Einrichtung. Die Lehrperson hat jedoch noch die Möglichkeit, sich in einem anderen Schulkreis des Kantons, in einem anderen Kanton oder bei einer Privatschule zu bewerben. In manchen Fällen gibt es aber Entlassungsgründe, die so schwerwiegend sind, dass die EKSD eine konsequentere Massnahme treffen muss, nämlich den vorübergehenden oder endgültigen Entzug der Unterrichtsberechtigung für das gesamte Kantonsgebiet. Diese Gründe betreffen zum Beispiel Straftaten an Schülerinnen oder Schülern und Strafvergehen oder Verhaltensweisen, die in keiner Art und Weise mit der Funktion und den erwarteten Eigenschaften einer Lehrperson vereinbar sind oder welche der Sicherheit oder dem Ansehen der Schule schwerwiegend schaden können. Es kann sich auch um erwiesene Suchtprobleme oder gravierende psychische Störungen handeln, die eine weitere Ausübung des Berufs verunmöglichen, dies trotz der Unterstützungsmassnahmen, die der betroffenen Person angeboten werden können. Diese Massnahme entspricht einem wichtigen öffentlichen Interesse am Schutz der Kinder sowie der Schule als sonderpädagogische Einrichtung.

Der Entzug der Unterrichtsberechtigung darf nicht mit dem Entzug des Diploms gleichgesetzt werden, denn ein gesamtschweizerisch anerkanntes Diplom kann nur vom Kanton entzogen werden, der es ausgestellt hat. Es verfügen jedoch nicht alle Lehrpersonen über ein von der EKSD ausgestelltes Diplom. Im Übrigen würde ein Entzug des Diploms verhindern, dass dessen Inhaberin oder Inhaber bei der Suche nach einer neuen Stelle ausserhalb des Schulwesens die eigenen Kenntnisse und Fähigkeiten geltend machen kann. Die Unterrichtsberechtigung hingegen kann sowohl den Inhabenden und Inhabenden von Diplomen, welche die EKSD ausgestellt hat, als auch den Inhabenden und Inhabenden von Diplomen, die von anderen Stellen ausgestellt wurden, entzogen werden und hat keinen Einfluss auf den Besitz dieser Ausweise.

Einzig die EKSD kann eine solche Massnahme aussprechen, auch gegenüber den Lehrpersonen der sonderpädagogischen Einrichtungen.

Wird einer im Kanton Freiburg tätigen Lehrperson von einem anderen Kanton die Unterrichtsberechtigung entzogen, so gilt diese Massnahme auch in unserem Kanton. Das gleiche gilt für Lehrpersonen, die in zwei Kantonen tätig sind.

Gemäss Absatz 2 kann die Unterrichtsberechtigung erst nach dem Abschluss eines administrativen Verfahrens, das der Gesetzgebung über das Staatspersonal entspricht und damit auch das Recht auf Anhörung einschliesst, entzogen werden. Der Entzug kann auch dann erfolgen, wenn die Lehrerin oder der Lehrer aus einem der in Absatz 1 aufgeführten Gründe kündigt.

Absätze 3 und 4: Damit die anderen Kantone und die Privatschulen diesbezügliche Auskünfte einholen können, wird der Entzug der Unterrichtsberechtigung der EDK mitgeteilt, welche die betreffenden Personen in die interkantonale Liste der Lehrerinnen und Lehrer ohne Unterrichtsberechtigung einträgt. Aus Gründen der Rechtssicherheit und des Persönlichkeitsschutzes der betroffenen Lehrpersonen ist es zwingend notwendig, dass nur diejenigen Personen in die Liste eingetragen werden können, denen die Unterrichtsberechtigung im Rahmen eines Verwaltungsverfahrens rechtskräftig entzogen wurde und diese Massnahme somit nicht mehr anfechtbar ist. Dieser Eintrag erfolgt ausserdem unter Einhaltung der Grundsätze des Datenschutzgesetzes.

## **5. Kapitel: Datenschutz und Schutz der Privatsphäre**

### *Art. 17: Datenerhebung*

Diese Bestimmungen, die im Einklang mit dem Bundesgesetz über den Datenschutz (DSG) stehen, sollen das Bearbeiten von Personendaten der Bezügerinnen und Bezüger von sonderpädagogischen Leistungen ermöglichen, wobei der Grundsatz der Verhältnismässigkeit zu berücksichtigen gilt, d.h. es werden nur Daten bearbeitet, die für die Anwendung des Gesetzes nötig und zweckmässig sind.

### *Art. 18: Schutz der Privatsphäre*

Dieser Artikel behandelt das Verbot, Informationen aus dem Privatbereich der Schülerinnen und Schüler oder ihrer Angehörigen an unberechtigte Dritte weiterzugeben.

### *Art. 19: Datenzugriff*

Um eine gesetzeskonforme Datenbearbeitung zu gewährleisten, wird der Zugriff auf diese Daten entsprechend den einschlägigen Bestimmungen und Richtlinien der kantonalen Behörde geregelt.

### *Art. 20: Datenweitergabe*

Besonders schützenswerte Daten, die im Rahmen der im Gesetzesentwurf vorgesehenen Regelung erhoben werden, dürfen entsprechend den Grundsätzen des Datenschutzgesetzes nur bekanntgegeben werden, insoweit sie für Dritte, die solche Daten erhalten, unbedingt nötig sind. Zudem ist die Datenweitergabe nur möglich, wenn dies einzig zum Wohle des unterstützungsbedürftigen Kindes oder der Schülerin oder des Schülers geschieht. Das Schulgesetz und diese Gesetzesvorlage verpflichten die Schulleitungen (Schulleiter/innen und Schuldirektor/innen der OS) sowie die Leitungen von Sonderschulen, für die Umsetzung und die Kontrolle der Unterstützungsmassnahmen zu sorgen. Diese Aufgabe könnten sie nicht erfüllen, wenn sie keine spezifischen Auskünfte über die Bedürfnisse des zu betreuenden Kindes erhalten würden. Das Gleiche gilt für die Lehrpersonen, denen man Kinder anvertraut, die eine Massnahme erhalten, und die den Unterricht und die Betreuung an den besonderen Bedarf des Kindes anpassen sollen. Neben den oben erwähnten Personen gehören auch die Ärztinnen und Ärzte sowie Therapeutinnen und Therapeuten zu den «an der Betreuung beteiligten Fachpersonen».

In diesem Zusammenhang ist anzumerken, dass die besonderen Bestimmungen zum Berufsgeheimnis und Amtsgeheimnis gegenüber unberechtigten Dritten, wie sie namentlich das Bundesgesetz über die Psychologieberufe und das Gesetz über das Staatspersonal vorsieht, anwendbar sind.

In Absatz 3 werden die Bestimmungen der Kinderschutzgesetzgebung vorbehalten, die verlangen, dass die Schule den Kinderschutzbehörden (Friedensgericht) meldet, wenn ein Kind Hilfe zu benötigen scheint.

## **Zweiter Titel: Organisation des Sonderpädagogischen Angebots**

### **1. Kapitel: Leistungsanbieter**

#### *Art. 21: Organisation des Angebots*

Die NFA hat dazu geführt, dass der Kanton nunmehr die alleinige Verantwortung für alle Fragen im Zusammenhang mit dem Sonderpädagogik-Konzept sowie für die Finanzierungs- und Organisationsmodalitäten der mit der Sonderschulung verbundenen Leistungen trägt.

Was die sonderpädagogischen Leistungen betrifft, ist der Kanton daher verpflichtet, im Rahmen des öffentlichen Bildungsauftrags gemäss Artikel 62 Absätze 2 und 3 der Bundesverfassung den Bedürfnissen der Kinder Rechnung zu tragen.

Diese Bestimmung soll die Bedarfsplanung in quantitativer und qualitativer Hinsicht im Gesetz verankern. Das Verfahren für periodische Bedarfsanalysen soll sich nach dem

im Gesetz festgelegten Grundsätzen und Zielen richten. So haben integrative, indirekte Massnahmen sowie die Anpassung des Umfelds zur Förderung der Integration Vorrang. Diese Bestimmung beruht auf einer ausgewogenen Verteilung des Angebots durch eine entsprechende Zuweisung der verfügbaren Ressourcen. Dabei wird den Bedürfnissen sämtlicher Regionen des Kantons wie auch den bestehenden Einrichtungen Rechnung getragen. Auf diese Weise soll der Bedarf der Freiburger Bevölkerung gedeckt und gleichzeitig die Möglichkeiten der interkantonalen Zusammenarbeit genutzt werden.

Dieses Verfahren wird es erlauben, das bestehende Angebot zu erhalten, anzupassen, neu auszurichten oder auch neue Angebote zu entwickeln. Insbesondere bietet dieses Instrument eine Handhabe, um zu bestimmen, ob und inwieweit es nötig ist, private Leistungsanbieter beizuziehen. Gegebenenfalls kann damit auch der durch die Bevölkerungsentwicklung bedingte Bedarf nachgewiesen werden, ohne jedoch einen Automatismus einzuführen, da der Staatsrat bzw. der Grosse Rat für die Gewährung der diesbezüglichen Finanzmittel zuständig ist.

#### *Art. 22: Interkantonale Zusammenarbeit*

Diese Bestimmung dient hauptsächlich dazu, das institutionelle sonderpädagogische Angebot der verschiedenen Kantone dank dieser Zusammenarbeit rationell zu nutzen.

Sie verweist zudem auf die wichtige Bedeutung der interkantonalen Zusammenarbeit, besonders in denjenigen Betreuungsbereichen, die nur eine geringe Zahl von Kindern im Vorschulalter oder von Schülerinnen und Schülern betreffen.

#### *Art. 23: Leistungsanbieter*

Die sonderpädagogischen Leistungen werden durch den Staat, die Gemeinden und die von der EKSD anerkannten sonderpädagogischen Einrichtungen erbracht.

Der Kanton kann auch private Leistungsanbieter zulassen, hauptsächlich im Vorschul- und im Nachschulbereich.

Im Bereich des sonderpädagogischen Angebots, wie es im Sonderpädagogik-Konkordat festgelegt ist, haben die Gemeinden die Aufgabe, einen psychologischen, logopädischen und psychomotorischen Dienst anzubieten (Art. 63 Abs. 1 SchG). Sie können jedoch die Erfüllung dieser Aufgabe regionalen Zentren übertragen (Art. 63 Abs. 2 SchG).

## **2. Kapitel: Sonderpädagogische Einrichtungen und Leistungsverträge**

Der Kanton Freiburg verfügt bereits seit vielen Jahren über ein gut ausgebautes, qualifiziertes Netzwerk von sonderpädagogischen Einrichtungen, die Sonderschulen betreiben.

Diese sonderpädagogischen Einrichtungen sollen Schülerinnen und Schüler aufnehmen, die aus den in Art. 6 dieses Gesetzesentwurfs genannten Gründen die Regelschule nicht besuchen können.

#### *Art. 24: Sonderpädagogische Einrichtungen*

Die Zusammenarbeit der betreffenden Leistungsanbieter mit dem Kanton ist für die sonderpädagogischen Einrichtungen, die sich auf Kantonsgebiet befinden, in Vereinbarungen (eine mehrjährige Rahmenvereinbarung und ein jährlicher Leistungsvertrag) geregelt; für ausserkantonale sonderpädagogische Einrichtungen gilt die Interkantonale Vereinbarung für soziale Einrichtungen (IVSE).

Für die privaten oder halböffentlichen Einrichtungen werden in Absatz 2 sämtliche Bedingungen aufgezählt, die diese erfüllen müssen, um als sonderpädagogischen Institution anerkannt zu werden. Zudem nennt dieser Artikel einige betriebliche Modalitäten.

Es dürfen nur private Einrichtungen anerkannt werden, die die Voraussetzungen für eine Bewilligung gemäss Artikel 15 der Pflegekinderverordnung (PAVO) des Bundes erfüllen.

Die EDK hat am 25. Oktober 2007 einheitliche Qualitätsstandards zur Anerkennung von Leistungsanbietern im Bereich der Sonderpädagogik verabschiedet, auf deren Grundlage die Kantone die Leistungsanbieter anerkennen, deren Leistungen von der öffentlichen Hand finanziert oder subventioniert werden; diese Bestimmung bezieht sich auf diese Qualitätsstandards.

Gemäss diesen Kriterien werden Leistungsanbieter anerkannt, die:

- > über ein Angebot verfügen, das in der Art und im Umfang dem besonderen Bildungsbedarf und den Behinderungen der definierten Zielgruppe entspricht;
- > für alle Kinder im Vorschulalter sowie Schülerinnen und Schüler eine diagnostisch begründete, kontinuierlich geführte und regelmässig auf ihre Wirksamkeit überprüfte individuelle Förderplanung gewährleisten;
- > die Persönlichkeitsrechte der Kinder im Vorschulalter sowie Schülerinnen und Schüler wahren;
- > den Einbezug der Erziehungsberechtigten sicherstellen;
- > die Zusammenarbeit mit anderen beteiligten Fachpersonen sichern;
- > dem Angebot entsprechend über die nötigen Qualifikationen beziehungsweise über qualifiziertes Personal verfügen;
- > die Qualität der Leistungserbringung systematisch sichern und entwickeln;
- > über eine Infrastruktur verfügen, die den Bedürfnissen der Kinder im Vorschulalter sowie der Schülerinnen und

Schüler entspricht sowie den angebotenen Massnahmen angepasst ist.

Darüber hinaus sind Einrichtungen, die die Unterbringung in einem Internat anbieten, den Anerkennungs Voraussetzungen des Bundesgesetzes über die Institutionen zur Förderung der Eingliederung von invaliden Personen (IFEG) unterstellt.

Leistungsanbieter im Vorschulbereich sind derzeit:

- > Früherziehungsdienst (FBD) der Stiftung Les Buissonnets (Heilpädagogische Früherziehung HFE und Psychomotorik);
- > Centre pédagogique pour élèves handicapés de la vue CPHV, Lausanne
- > Institut St. Joseph, Sprachheilschule;
- > Zentrum für Hören und Sprache Münchenbuchsee;
- > Stiftung für sehbehinderte und blinde Kinder und Jugendliche Zollikofen,

und für die obligatorische Schulzeit:

- > Centre éducatif et pédagogique (CEP) in Estavayer-le-Lac
- > Centre d'Enseignement spécialisé et de Logopédie/Glâne (CESL/G) in Romont
- > Centre Scolaire et Educatif Clos Fleuri (CSER) in Riaz
- > Centre scolaire de Villars-Vert (CSVV) in Villars-sur-Glâne
- > Classes d'Enseignement Spécialisé de la Gruyère (CENSG) in Bulle
- > Flos Carmeli – Sprachklassen in Freiburg
- > Schulheim – Les Buissonnets in Freiburg
- > Home-Ecole Romand (HER) – Les Buissonnets in Freiburg
- > Institut Les Peupliers in Le Mouret
- > Institut St. Joseph in Villars-sur-Glâne
- > ausserkantonale sonderpädagogische Einrichtungen

Die Artikel des Schulgesetzes zu den allgemeinen Bestimmungen, zum allgemeinen Schulbetrieb, zu den Eltern sowie zu den Schülerinnen und Schülern gelten sinngemäss für die Sonderklassen der sonderpädagogischen Einrichtungen. Diese Anwendung erfolgt sinngemäss, d. h. dass einige Bestimmungen an die besonderen Gegebenheiten der Sonderpädagogik und an die Bedürfnisse der betroffenen Schülerinnen und Schüler angepasst werden müssen. Zudem muss eine Ausnahmeregelung hinsichtlich der besonderen Anwendung des Schulkalenders für das *Home-Ecole Romand* der Stiftung *Les Buissonnets* möglich gemacht werden. Denn die in der Abteilung A betreuten schwerbehinderten Schülerinnen und Schüler haben eine besondere Tagesstruktur, da sie auf kontinuierliche Therapien angewiesen sind, die vor Ort in enger Zusammenarbeit mit dem schulischen Bereich und den Wohngruppen durchgeführt werden. Daher muss die Organisation des Schuljahres an die Besonderheiten dieser Abteilung angepasst werden und der Schulkalender ist für

die Schülerinnen und Schüler der Abteilung A länger als bei den übrigen Schülerinnen und Schülern des Kantons.

#### *Art. 25: Mehrjährige Rahmenvereinbarung*

Die mehrjährige Vereinbarung bestimmt den allgemeinen Rahmen für die Zusammenarbeit der EKSD und der betreffenden sonderpädagogischen Institution hinsichtlich der sonderpädagogischen und stationären Leistungen für Schülerinnen und Schülern mit besonderem Bildungsbedarf.

Diese Rahmenvereinbarung ist Bestandteil des Massnahmenpakets, das die Autonomie von Schülerinnen und Schülern mit einer Behinderung fördern, ihnen den Zugang zur Ausbildung und die Eingliederung in das soziale, wirtschaftliche und berufliche Leben erleichtern und ihnen Leistungen gewährleisten soll, die ihren Bedürfnissen gerecht werden.

#### *Art. 26: Jährlicher Leistungsvertrag*

Der jährliche Leistungsvertrag erläutert insbesondere das Ziel und den Zweck des Kantonsbeitrags, die effektiv erwarteten Leistungen, die Höhe des Kantonsbeitrags, die Berechnungsgrundlagen und -modalitäten, die an die Leistungserbringer gestellten Bedingungen und Auflagen sowie die Konsequenzen bei deren Nichteinhaltung, dies gemäss der kantonalen Subventionsgesetzgebung.

Im Jahresvertrag werden namentlich die zugesprochenen Mittel angegeben, wobei die Eigenmittel der sonderpädagogischen Einrichtung sowie allfällige andere öffentliche oder private Subventionen, welche sie erhält, berücksichtigt werden, mit Ausnahme von zweckbestimmten Spenden, die entsprechend dem Willen der Spenderin oder des Spenders verwendet werden.

### **Drittel Titel: Zugang zum Sonderpädagogischen Angebot**

#### *Art. 27: Vorschulbereich*

Das Gesuch um Massnahmen, die im Vorschulbereich angeboten werden, wird von den Eltern gestellt. Für die niederschweligen Massnahmen der heilpädagogischen Früherziehung und der Psychomotorik muss das Gesuch beim Leistungsanbieter eingereicht werden, also beim Früherziehungsdienst (FED), der darüber entscheidet. Für die verstärkten Massnahmen der heilpädagogischen Früherziehung muss das Gesuch bei der unabhängigen Abklärungsstelle eingereicht werden. Diese gibt dem Sonderschulinspektorat ihre Empfehlung ab, das dann über das Gesuch entscheidet. Für die Logopädie wenden sich die Eltern vorgängig an eine anerkannte freischaffende Logopädin oder einen anerkannten freischaffenden Logopäden und reichen dann gemeinsam ein Gesuch bei der für die Logopädie zuständigen Fachper-

son des Amtes ein. Diese erstellt eine klinische Abklärung und leitet diese an das Sonderschulinspektorat weiter, das über das Gesuch entscheidet.

#### *Art. 28: Obligatorische Schule a) Niederschwellige sonderpädagogische Massnahmen*

Die niederschweligen sonderpädagogischen Massnahmen (NM) werden an der Regelschule erbracht, welche die betreffenden Schülerinnen und Schüler besuchen. Es gilt das Schulgesetz.

#### *Art. 29: b) Verstärkte sonderpädagogische Massnahmen*

Die verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen (VM) für Kinder sowie Schülerinnen und Schüler mit einer Behinderung können in Form einer integrierten Schulung ab Schuleintritt bis zum Ende der obligatorischen Schule angeboten werden. Sie können auch in Form einer Sonderschulung bewilligt werden, und zwar ab Schuleintritt bis zum Alter von 18 Jahren, in Ausnahmefällen bis 20 Jahren.

#### *Art. 30: Art. c) Zugang zu verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen*

Die Eltern ersuchen die unabhängige Abklärungsstelle um verstärkte sonderpädagogische Massnahmen. Dieser Antrag wird durch die Unterschrift der Eltern bestätigt. Die Lehrpersonen reichen die Anträge für verstärkte Massnahmen in Absprache mit den Eltern und den Therapiefachleuten nach einem von der EKSD festgelegten Verfahren ein. Die Anträge für verstärkte Massnahmen werden durch eine von der Schule (Regel- und Sonderschule) unabhängige Abklärungsstelle bearbeitet. Dadurch ist das Vier-Augen-Prinzip gewährleistet. Dies wird zudem vom Sonderpädagogik-Konkordat verlangt, um zu vermeiden, dass der Leistungserbringer gleichzeitig Entscheidungsträger ist.

Ausnahmsweise können auch die Fachpersonen, welche die Schülerin oder den Schüler betreuen (einschliesslich der medizinischen Instanzen), ohne Einbezug der Eltern den Antrag stellen. Es handelt sich hier um eine subsidiäre Zuständigkeit für Ausnahmefälle, zu der nur als letztes Mittel gegriffen werden soll, wenn der besondere Bildungsbedarf der Schülerin oder des Schülers klar erwiesen ist, die Eltern jedoch jegliche Schritte zur Gewährung einer sonderpädagogischen Unterstützungsmassnahme verweigern.

Erhält die unabhängige Abklärungsstelle einen solchen Antrag, leitet sie diesen an das Sonderschulinspektorat weiter, das gegebenenfalls die für die Beurteilung durch die unabhängige benötigten Bilanzberichte und Diagnosen anordnen kann, auch gegen den Willen der Eltern. In diesem Fall gehen die Kosten für diese Abklärungen zulasten des Staates.

#### *Art. 31: d) Unabhängige Abklärungsstelle*

Die unabhängige Abklärungsstelle ist eine interdisziplinäre Instanz. Sie besteht aus Personen, die den schulischen Bereich und den pädagogisch-therapeutischen Bereich vertreten. Je nach Fall, den sie zu begutachten hat, kann sie Sachverständige (Ärztinnen/Ärzte, Therapiefachleute, andere Fachpersonen des Gesundheitswesens oder des Kinderschutzes) beiziehen.

Ein und dieselbe unabhängige Abklärungsstelle begutachtet sämtliche Anträge für verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM) im Vorschul- und Nachschulbereich sowie während der obligatorischen Schulzeit.

Gemäss dem Sonderpädagogik-Konkordat prüfen die Mitglieder der unabhängigen Abklärungsstelle die Anträge für verstärkte Massnahmen (VM) auf der Grundlage eines standardisierten Abklärungsverfahrens (SAV). Dieses Verfahren erlaubt es, die Bedürfnisse des Kindes bzw. der Schülerin oder des Schülers zu erfassen. Das standardisierte Abklärungsverfahren (SAV) bezieht dabei die Stärken und Schwächen des Kindes bzw. der Schülerin oder des Schülers mit ein, berücksichtigt aber ebenso die jeweilige Lebenssituation (familiäres und schulisches Umfeld). In dieser Hinsicht orientiert sich das SAV am Behinderungsbegriff der Weltgesundheitsorganisation WHO. Die Anwendung dieses Verfahrens gewährleistet eine Gleichbehandlung sämtlicher Anträge. Daraus ergeben sich Empfehlungen, welche Art von verstärkten Massnahmen (integrativ oder separativ) den Bedürfnissen des Kindes bzw. der Schülerin oder des Schülers am besten entsprechen. Ebenso folgt aus der Abklärung, welcher Leistungsanbieter am geeignetsten ist und, im Fall von integrativen Massnahmen, in welchem Umfang die Massnahme angezeigt ist.

#### *Art. 32: e) Entscheid, Verfügung und Neubeurteilung von verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen*

Die unabhängige Abklärungsstelle gibt dem Sonderschulinspektorat ihre Empfehlung ab. Dieses setzt die Eltern darüber in Kenntnis, bevor es seinen Entscheid trifft. Der Entscheid wird anschliessend den Eltern sowie den Personen, die das Gesuch gestellt haben, mitgeteilt.

Die verstärkten Massnahmen werden zunächst für einen bestimmten Zeitraum bewilligt und durch die unabhängige Abklärungsstelle in der Regel alle zwei Jahre mit einem vereinfachten Verfahren neu beurteilt (Abs. 2). Die Neubeurteilung der Massnahme kann zur Weiterführung, Anpassung oder Einstellung der Massnahme führen. Unter sonderpädagogischen Stützmassnahmen ist zum Beispiel die Anstellung einer Assistenzperson zu verstehen.

### *Art. 33: f) Förderplan*

In diesem Artikel wird der Grundsatz der Erstellung eines «individuellen Förderplans» für alle Schülerinnen und Schüler, denen verstärkte Massnahmen gewährt werden, verankert. Damit soll auf alle Fälle sichergestellt werden, dass ihre weitere Entwicklung gefördert wird und sie während ihrer gesamten Schulzeit individuell und interdisziplinär begleitet werden. Dieser individuelle Förderplan umfasst sowohl unterrichtsbezogene Aspekte und die notwendigen Anpassungen des Unterrichtsprogramms wie auch pädagogisch-therapeutische Angaben und erzieherische Massnahmen.

### *Art. 34: g) Individueller Übergangsplan*

Für alle Schülerinnen und Schüler, die verstärkte sonderpädagogische Massnahmen erhalten, wird ein individueller Übergangsplan erarbeitet. Dies geschieht zwei Jahre vor Ende der obligatorischen Schulzeit und hat zum Ziel, ihre Fähigkeiten und Stärken bestmöglich auf die Erwartungen und Anforderungen des offenen oder geschützten Arbeitsmarktes oder der nachfolgenden Schulstufe auszurichten. Für die Erarbeitung dieses individuellen Übergangsplans ist die Invalidenversicherung zuständig. In Fällen, auf welche die IV nicht eintritt, übernimmt die Fachstelle Berufsberatung («Cellule d'orientation professionnelle spécifique») die Federführung. Der Staat richtet für die betroffenen Schülerinnen und Schüler Angebote zur beruflichen Eingliederung ein. Sind die Schülerinnen und Schüler mit Behinderung in die Regelschule integriert, werden sie von den Berufsberaterinnen und Berufsberatern des Amtes für Berufsberatung und Erwachsenenbildung (BEA) betreut. Besuchen sie hingegen eine sonderpädagogische Einrichtung, so übernehmen in der Regel die Beraterinnen und Berater der kantonalen IV-Stelle diese Aufgabe.

Für Schülerinnen und Schüler, denen ein Nachteilsausgleich gewährt wird, muss ebenfalls ein Übergangsplan für den Übertritt von der obligatorischen Schule in den Nachschulbereich erstellt werden.

### *Art. 35: Art. h) Umsetzung und Begleitung von verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen*

Die Umsetzung integrativer sonderpädagogischer Massnahmen fällt in den Zuständigkeitsbereich der Schulleitung der Primarschule oder der Schuldirektion der Orientierungsschule und wird von diesen mit der schulischen Heilpädagogin bzw. dem schulischen Heilpädagogen koordiniert. Die Anwendung geschieht durch das pädagogische Team an der Schule. Eine enge Zusammenarbeit zwischen den Lehrpersonen und den Fachpersonen, die solche Unterstützungsmassnahmen leisten, sowie mit dem Sonderschulinspektorat ist unerlässlich. Die Primarschulleitungen, die Schuldirektionen der OS und die pädagogischen Teams sind bestrebt, die Tragfähigkeit der Klasse und der Schule mit sämtlichen

verfügbaren Unterstützungsmassnahmen zu erhöhen. Nach Artikel 51 des Schulgesetzes sind die Schulleiterinnen und Schulleiter der Primarschule und die Schuldirektorinnen und Schuldirektoren der Orientierungsschule verantwortlich für die Personalführung. Daher unterstehen die an der Regelschule tätigen schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen, die dem Staatspersonal angehören, ebenfalls der Primarschulleitung bzw. der Schuldirektion der OS.

Die Klassenlehrperson ist im Rahmen ihres Unterrichtsauftrags verantwortlich für die Führung der Klasse, der die Schülerin oder der Schüler mit besonderem Bildungsbedarf angehört. Dabei trägt sie den Bedürfnissen der Schülerin oder des Schülers Rechnung, damit dieses in der Klasse und in der Schule bei allen Lernprozessen und schulischen Anlässen einbezogen wird.

Die schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen sind zuständig für die Förderplanung der Schülerin oder des Schülers mit besonderem Bildungsbedarf. Sie sorgen für die nötigen Anpassungen, damit die Ziele dieses Plans erreicht werden. Bei einer verstärkten sonderpädagogischen Massnahme (VM) ist der individuelle Förderplan Teil der Gesamtförderung. Ausserdem sind sie verantwortlich für die Unterstützung und Beratung der Lehrpersonen der Regelschule.

Die Primarschulleitungen oder Schuldirektionen der OS setzen sich dafür ein, dass allen Schülerinnen und Schülern mit Respekt und Wertschätzung begegnet und der Wert der Heterogenität geschätzt wird. Sie sorgen zudem für die notwendigen Anpassungen, damit die Schülerinnen und Schüler mit besonderem Bildungsbedarf in der Schule teilhaben können.

Die im Bereich der Sonderpädagogik tätigen pädagogischen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, die pädagogisch-therapeutischen Fachpersonen sowie die Psychologinnen und Psychologen der EKSD bieten Schulinspektoraten, Primarschulleitungen und Schuldirektionen der OS, Klassenlehrpersonen, schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen, Therapeutinnen und Therapeuten sowie sämtlichen Personen, die mit Schülerinnen und Schülern mit besonderem Bildungsbedarf zu tun haben, Hilfe, Unterstützung und Beratung an. Sie tragen dafür Sorge, dass den besonderen Bedürfnissen der betroffenen Schülerinnen und Schüler sowie jenen der verschiedenen Partner Rechnung getragen wird. Diese Unterstützungsmassnahmen beziehen auch die Direktionen und das Personal der Sonderschulen mit ein.

### *Art. 36: Nachschulbereich*

Im 6. Kapitel des Sonderpädagogik-Konzepts werden die Modalitäten der Organisation und des Angebots im Nachschulbereich beschrieben. Der Übergang von der obligatorischen in die nachobligatorische Schulzeit wird bei allen Schülerinnen und Schülern, die verstärkte sonderpäda-

gogische Massnahmen erhalten und die Kriterien für die Weiterführung ihrer Ausbildung in der höheren Sekundarstufe erfüllen, intensiv und interdisziplinär begleitet. In rein finanzieller Hinsicht übernimmt der Kanton nicht mehr die Kosten der Unterstützungsmassnahmen, welche die Schülerinnen und Schüler benötigen. Die Finanzierung der Unterstützungsmassnahmen für die nachobligatorische Ausbildung wird von der Invalidenversicherung (IV) übernommen, ausser für die Schülerinnen und Schüler, die ihre schulische Ausbildung gemäss Artikel 38 Abs. 4 dieses Gesetzesentwurfs in einer sonderpädagogischen Einrichtung verlängern. Denn die Mittelschulen liegen ausserhalb des Geltungsbereichs der NFA und des Sonderpädagogik-Konkordats. Unterstützungsleistungen für die Ausbildung müssen die Eltern daher bei der Invalidenversicherung beantragen. Im Sonderpädagogik-Konzept ist jedoch vorgesehen, dass die im Bereich der Sonderpädagogik tätigen pädagogischen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, pädagogisch-therapeutischen Fachpersonen sowie Psychologinnen und Psychologen der EKSD Schulinspektoraten, Primarschulleitungen und OS-Schuldirektionen, Klassenlehrpersonen sowie sämtlichen Personen, die mit Schülerinnen und Schülern mit besonderem Bildungsbedarf zu tun haben, Hilfe, Unterstützung und Beratung anbieten, um einen guten Übergang von der obligatorischen in die nachobligatorische Ausbildung zu gewährleisten.

Die Massnahmen, die im Nachschulbereich angeboten werden können, werden von den Eltern beantragt. Für die Logopädie und die Psychomotorik wenden sich die Eltern vorab an eine für den jeweiligen Bereich anerkannte Fachperson und reichen dann gemeinsam mit dieser ein Gesuch bei der für die Logopädie bzw. die Psychomotorik zuständigen Fachperson des Amtes ein. Diese gibt eine Empfehlung zuhanden des Sonderschulinspektorats ab, das über das Gesuch entscheidet.

Für eine Verlängerung der Schulzeit in einer sonderpädagogischen Einrichtung muss das Gesuch bei der unabhängigen Abklärungsstelle eingereicht werden. Diese erstellt eine klinische Abklärung und leitet diese an das Sonderschulinspektorat weiter, das dann über das Gesuch entscheidet.

#### **Vierter Titel: Finanzierung des sonderpädagogischen Angebots**

##### *Art. 37: Anerkannte sonderpädagogische Einrichtungen*

Der Staat und die Gemeinden übernehmen das vom Staat zugelassene Betriebsdefizit der von ihm anerkannten sonderpädagogischen Einrichtungen. Sie beteiligen sich an der Finanzierung der Investitionskosten, indem sie den Zinsaufwand und die Abschreibungen in der Betriebsrechnung der Einrichtungen berücksichtigen. Der Anteil der öffentlichen Hand beträgt 45% zulasten des Kantons und 55% zulasten der Gemeinden.

Es sei darauf hingewiesen, dass der Bereich «Menschen mit Behinderung und sonderpädagogische Institutionen» im Rahmen der Arbeiten zur Aufgabenentflechtung zwischen Staat und Gemeinden (DETTEC) analysiert wurde. Gegenwärtig teilen sich der Staat und die Gemeinden die Finanzierung der Sonderpädagogik. Die in diesem Entwurf vorgeschlagene Aufteilung der Finanzierung könnte sich daher eventuell mit der Zeit im Rahmen der Umsetzung der DETTEC gleich entwickeln, wie die Finanzierung der gesamten obligatorischen Schule.

##### *Art. 38: Weitere Leistungen*

Die Kosten der Massnahmen der heilpädagogischen Frühziehung gehen zu 45% zulasten des Staates und zu 55% zulasten der Gemeinden.

Die Kosten der von anerkannten freischaffenden Leistungsanbietern erbrachten pädagogisch-therapeutischen Massnahmen der Logopädie im Vorschul- und Nachschulbereich sowie gegebenenfalls während der obligatorischen Schulzeit werden zu 45% vom Staat und zu 55% von den Gemeinden getragen.

Die Kosten der von freischaffenden Leistungsanbietern erbrachten pädagogisch-therapeutischen Massnahmen der Psychomotorik im Vorschul- und Nachschulbereich werden zu 45% vom Staat und zu 55% von den Gemeinden getragen.

Werden die pädagogisch-therapeutischen Massnahmen für Schülerinnen und Schüler der Regelschule von den Schuldiensten erbracht, so werden sie gemäss den Bestimmungen des Schulgesetzes vom Kanton und den Gemeinden finanziert.

##### *Art. 39: Ausserkantonale Leistungsanbieter*

Die von anderen Kantonen erbrachten Leistungen werden nach den in den Vereinbarungen unter den Kantonen festgelegten Modalitäten, also nach den Bestimmungen der Interkantonalen Vereinbarung vom 13. Dezember 2002 für soziale Einrichtungen, dem dazugehörigen Reglement und den diesbezüglichen Richtlinien finanziert.

Die Kosten dieser Leistungen werden zu 45% vom Staat und zu 55% von den Gemeinden getragen.

##### *Art. 40: Aufteilung auf die Gemeinden*

Die Aufteilung des Anteils (55%), der zulasten sämtlicher Gemeinden geht, erfolgt entsprechend ihrer zivilrechtlichen Bevölkerung, so wie es gegenwärtig gehandhabt wird.

#### *Art. 41: Zahlung*

Der Staat zahlt sämtliche Schulkosten, d.h. er erbringt Vorschussleistungen. Er zieht regelmässig die von jeder Gemeinde geschuldeten Beträge ein.

#### *Art. 42: Finanzielle Beteiligung der Eltern oder der volljährigen Schülerinnen und Schülern*

Diese Bestimmung schafft eine gesetzliche Grundlage, die es erlaubt, für Leistungen, die ausserhalb des schulischen Rahmens im eigentlichen Sinn erbracht werden, von den Eltern oder den volljährigen Schülerinnen und Schülern oder gegebenenfalls von ihrem Vormund eine finanzielle Beteiligung zu verlangen.

Somit findet Artikel 10 Absatz 3 SchG zum einen direkt Anwendung in Fällen, wo die Schülerinnen und Schüler in der Regelschule integriert bleiben, und zum anderen, mit Verweis, für die in sonderpädagogischen Einrichtungen betreuten Schülerinnen und Schüler. Sind die Schülerinnen und Schüler im Internat untergebracht, kann auch eine finanzielle Beteiligung an den Unterkunftskosten verlangt werden. Eine finanzielle Beteiligung der Eltern kann zudem ebenfalls verlangt werden für die Kosten der Betreuung in einer Tagesschuleinrichtung.

Die betreffenden Leistungen werden im Reglement festgelegt, ebenso der Anteil an den Kosten der Leistungen, der verrechnet werden kann; dies in Anlehnung an den Beschluss des Staatsrats vom 19. Dezember 2000 über die Kostenbeteiligung der in Sonderheimen untergebrachten Personen (SGF 834.1.26).

### **Fünfter Titel: Rechtsmittel**

#### *Art. 43: Einsprache gegen einen Entscheid der Lehrpersonen oder der sonderpädagogischen Einrichtung*

Betrifft ein Entscheid eine Schülerin oder ein Schüler, ohne deren oder dessen Stellung zu beeinträchtigen (zum Beispiel die Verweigerung eines Urlaubs oder die Verhängung einer erzieherischen Massnahme), so ist keine Einsprache möglich. In diesem Fall kann der Entscheid einzig nach Artikel 47 angefochten werden, sofern die Bedingungen dieser Bestimmung erfüllt sind. Wichtig ist, dass Beschwerden raschmöglichst behandelt werden, damit die Eltern unverzüglich wissen, woran sie sich zu halten haben.

#### *Art. 44: Beschwerde gegen einen Entscheid der Sonderschulinspektorin oder des Sonderschulinspektors*

Als Entscheide der Sonderschulinspektorinnen und Sonderschulinspektoren gelten Verfügungen auf Einsprache oder Entscheidungen, die sie gemäss der Schulgesetzgebung tref-

fen. Betrifft ein Entscheid eine Schülerin oder ein Schüler, ohne deren oder dessen Stellung zu beeinträchtigen, besteht keine Einsprachemöglichkeit, so etwa gegen die Anordnung von Bilanzberichten und Diagnosen durch das Schulinspektorat aufgrund von Artikel 30 Abs. 4. In diesem Fall können sich Eltern einzig nach Artikel 47 beschweren, sofern die Bedingungen dieser Bestimmung erfüllt sind.

Dabei ist zu beachten, dass eine allfällige Beschwerde gemäss Rechtsprechung des Bundesgerichts im Bereich der Schule in der Regel keine aufschiebende Wirkung hat. Das bedeutet, dass der angefochtene Entscheid ungeachtet dem Einreichen einer Beschwerde Wirkung entfaltet, sofern die EKSD nichts anderes beschliesst.

#### *Art. 45: Entscheide der Gemeinde*

Diese Bestimmung bezieht sich auf Artikel 131 und 153 ff. des Gesetzes über die Gemeinden. So kann gegen die Entscheide eines Gemeinderates oder des Vorstands eines Gemeindeverbands beim Oberamtmann Einsprache erhoben werden (Art. 153 Abs. 1 GG), sofern ein Reglement nicht vorgängig den Einspracheweg beim Gemeinderat oder beim Vorstand des Gemeindeverbands vorsieht (Art. 153 Abs. 3 GG).

#### *Art. 46: Verwaltungsstreitigkeiten*

Diese Bestimmung (Abs. 1) bezieht sich auf Artikel 157 des Gesetzes über die Gemeinden.

Um alle möglichen Streitfälle zu berücksichtigen, sieht Absatz 2 bei Streitigkeiten zwischen Gemeindebehörden und Sonderschulinspektorinnen bzw. Sonderschulinspektoren oder zwischen einer sonderpädagogischen Einrichtung und einer Sonderschulinspektorin bzw. einem Sonderschulinspektor ein besonderes Rechtsmittel an die EKSD vor.

#### *Art. 47: Aufsichtsbeschwerde der Eltern*

Der erste Absatz ermöglicht es den Eltern, Aufsichtsbeschwerde gegen Versäumnisse von Lehrpersonen, des leitenden Organs einer sonderpädagogischen Institution oder einer Sonderschulinspektorin bzw. eines Sonderschulinspektors zu erheben, wenn Einsprache und Beschwerde nicht möglich sind. Der Beschwerdeweg steht jedoch nur gegen Handlungen oder Unterlassungen offen, welche die Eltern oder ihr Kind persönlich und schwerwiegend beeinträchtigen und gegen das Gesetz oder die Reglemente verstossen.

Eine Aufsichtsbeschwerde kann nur eingereicht werden, wenn allfällige interne Rechtsmittel der sonderpädagogischen Einrichtungen wie die Einsprache oder Beschwerde ausgeschöpft worden sind.

Mit einer Aufsichtsbeschwerde (Abs. 3) kann die Schulbehörde gegebenenfalls veranlasst werden, Massnahmen gegen



bestimmte Personen zu treffen. Die Behörde muss jedoch die beschwerdeführende Partei nicht über allenfalls getroffene Massnahmen informieren. Sie muss ihr aber mitteilen, ob ihre Aufsichtsbeschwerde gerechtfertigt ist.

Kosten, wie diejenigen für Auslagen im Zusammenhang mit der Instruktion der Aufsichtsbeschwerde, können dem Urheber einer leichtfertig oder missbräuchlich erhobenen Aufsichtsbeschwerde auferlegt werden (Abs. 4).

Die beschwerdeführende Partei kann gegen einen Entscheid über die Auferlegung der Auslagen sowie einen Entscheid über die Unzulässigkeit oder Nichtigkeit der Aufsichtsbeschwerde Beschwerde erheben (gemäss Abs. 5).

Es obliegt dem Staatsrat, die Einzelheiten der Aufsichtsbeschwerde zu regeln (Abs. 6).

## **Sechster Titel: Übergangs- und Schlussbestimmungen**

Keine Kommentare

### **3. Finanzielle und personelle Auswirkungen**

Die Gesetzesvorlage über die Sonderpädagogik soll in Abstimmung mit dem neuen Schulgesetz und dem dazugehörigen Ausführungsreglement eingeführt werden. Die Umsetzung der Gesetzesvorlage ist im Zeitraum 2017 bis 2019 geplant und wird von den finanziellen Möglichkeiten des Staates abhängen. In diesem Abschnitt werden zunächst die allgemeinen Grundsätze für die Finanzierung erläutert und anschliessend die finanziellen und personellen Auswirkungen der Gesetzesvorlage für die einzelnen Bereiche dargelegt.

Für die Finanzierung werden folgende Grundsätze festgelegt:

- > Die der Sonderpädagogik zugewiesenen Mittel werden auf der Grundlage des Jahresbudgets für die Ämter für Unterricht bestimmt.
- > Bei der Aufteilung der Mittel zwischen Kindern sowie Schülerinnen und Schülern werden je nach Dringlichkeit und Wichtigkeit ihrer Bedürfnisse, wie sie von der unabhängigen Abklärungsstelle festgestellt wurden, Prioritäten gesetzt.
- > Der Gesamtbetrag dieser Mittel soll von Jahr zu Jahr stabil bleiben und der Entwicklung der Gesamtschülerzahl folgen.
- > Nach Möglichkeit wird ein ausgewogenes Verhältnis angestrebt: Jede Verringerung des Angebots in den Sonderschulen (dies erfolgt in der Praxis durch den Übertritt von Schülerinnen und Schülern in die Regelschule) hat eine entsprechende Erhöhung des sonderpädagogischen Angebots an der Regelschule zur Folge. Umgekehrt sollte jede Verringerung des sonderpädagogischen Angebots an der Regelschule (dies erfolgt in

der Praxis durch den Übertritt von Schülerinnen und Schülern in eine Sonderschule) eine entsprechende Erhöhung des Angebots in den Sonderschulen nach sich ziehen. Die Anwendung dieses Grundsatzes bedingt eine Bedarfsanalyse der Einrichtung, welche die Schülerinnen und Schüler aufnimmt. Dieser Grundsatz wird demnach nicht automatisch angewendet. Die dadurch frei werdenden Ressourcen können je nach Bedarf umverteilt werden.

- > Die Zusammenarbeit der betreffenden Leistungsanbieter und des Kantons wird in Vereinbarungen geregelt. Diese beinhalten eine mehrjährige Rahmenvereinbarung und einen jährlichen Leistungsvertrag. Die Gemeinden regeln weiterhin ihre Zusammenarbeit mit den Leistungsanbietern. Es steht ihnen frei, diesen juristischen Rahmen anzuwenden.
- > Die Zusammenarbeit mit den Sonderschulen wird ebenfalls in Vereinbarungen geregelt. Der Betrag, der jeder Schule gewährt wird, wird beim Abschluss der individuellen Leistungsverträge gestützt auf eine grundsätzliche Mittelausstattung festgelegt, die sich zum einen nach der Typologie der aufgenommenen Schülerinnen und Schüler sowie allfälliger Begleitstörungen und zum anderen nach den erbrachten Leistungen richtet.

#### **3.1. Heilpädagogische Früherziehung (HFE)**

Das dem Früherziehungsdienst gegenwärtig gewährte Budget bleibt unverändert. Für die HFE sind keine zusätzlichen Budgetmittel vorgesehen. Es gibt somit keine finanziellen Auswirkungen. Die EKSD legt die Aufteilung des Budgets auf niederschwellige und verstärkte sonderpädagogische Massnahmen im Leistungsvertrag mit dem Früherziehungsdienst fest.

#### **3.2. Pädagogisch-therapeutische Massnahmen der Logopädie und der Psychomotorik**

Das gegenwärtig bereitgestellte Budget für die freischaffenden Leistungsanbieter bleibt unverändert. Es gibt somit keine finanziellen Auswirkungen. Das namentlich für Präventionsmassnahmen der Logopädie im Vorschulbereich vorgesehene Jahresbudget soll mittels Leistungsvertrag mit anerkannten freischaffenden Logopädinnen und Logopäden verwendet werden.

Der Früherziehungsdienst wird künftig im Vorschulbereich auch psychomotorische Behandlungen übernehmen. Daher soll eine Psychomotoriktherapeutin oder ein Psychomotoriktherapeut zu 0,2 VZÄ angestellt werden.

### 3.3. Obligatorische Schulzeit

#### 3.3.1. Sonderpädagogische Massnahmen

Das Grundangebot an niederschweligen sonderpädagogischen Massnahmen wird von schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen erbracht (mit einer Stellendotation von 99,44 VZÄ am 1. Januar 2014). Nicht enthalten in dieser Dotation sind: Sämtliche pädagogischen Stützmassnahmen, die von Schulleitungen und Schuldirektionen genehmigt werden (sprachlicher und fachlicher Stützunterricht, Gruppierung von Schülerinnen und Schülern mit besonderen Begabungen, Massnahmen für verhaltensauffällige Schülerinnen und Schüler usw.).

Die verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen werden von den schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen der heutigen Integrationsdienste (Fondation Glânoise CESL/G-SI Romont und ID Schulheim Les Buissonnets) sowie den vom Kanton angestellten Lehrpersonen für den integrierten heilpädagogischen Stützunterricht (derzeit unter «integrierter heilpädagogischer Stützunterricht [i-HSU] SoA<sup>1</sup>») erbracht. Für die Deckung des Bedarfs an VM braucht es insgesamt 80,22 VZÄ, wovon 67,59 VZÄ bereits im Budget 2014 eingetragen sind. Es müssen somit 12,63 VZÄ<sup>2</sup> für die Sonderpädagogik geschaffen werden (im Finanzplan des Staates 2015–2018 sind bereits 4,21 VZÄ für 2016 und 4,21 VZÄ für 2017 vorgesehen).

Der Wechsel der bei den Integrationsdiensten der *Fondation glânoise* CESL/G-SI Romont und des Schulheims *Les Buissonnets* beschäftigten schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen zum Kanton (insgesamt 57,22 VZÄ) wird eine Verringerung des jährlichen Kantonsbeitrags an die Sonderschulen zur Folge, da die beiden Dienste kantonalisiert werden. Diese Verringerung wird auf 8 400 540 CHF veranschlagt (Basis Voranschlag 2014). Nicht enthalten in dieser Dotation sind: die Förderzentren in den Bereichen Seh- und Hörbehinderung

#### 3.3.2. Assistenzpersonen

Das Konzept sieht die Anstellung von Assistenzpersonen vor, und zwar dotiert mit 12 VZÄ Fachangestellte Betreuung.

#### 3.3.3. Unterstützung bei Lernstörungen (Lese- und Rechtschreibschwäche)

Ergänzt wird das Massnahmenpaket des Konzepts durch eine Stellenaufstockung um 0,35 VZÄ zur Verstärkung der Unterstützung der Regelschule bei Lernstörungen (Lese- und Rechtschreibschwäche).

#### 3.3.4. Pädagogisch-therapeutisches Angebot (Logopädie, Psychomotorik und Schulpsychologie)

Der Betrag, den der Staat den Gemeinden für die Schuldienste gewährt, wird pauschal berechnet. Gegenwärtig wurden folgende Dotationen festgelegt: 1 VZÄ in Logopädie für 660 Schülerinnen und Schüler, 1 VZÄ in Psychologie für 1100 und 1 VZÄ in Psychomotorik für 3300.

Das Finanzierungssystem der Schuldienste soll überarbeitet werden. Dieses soll künftig auf einem Pauschalbetrag basieren, der entsprechend der Kosten pro Stunde nach Leistungsart und der insgesamt zulässigen Anzahl Stunden pro Leistungsart bemessen wird, gewichtet mit der Anzahl Schüler/innen pro Schulstufe.

Die Personaldotation der Schuldienste wird um 0,4 VZÄ erhöht, um die pädagogische Leitung in den Schuldiensten zu verstärken.

### 3.4. Nachschulbereich

#### 3.4.1. Sonderpädagogische Massnahmen an den Mittelschulen

Für die weiterführenden Schulen (allgemein- und berufsbildende Sekundarstufe 2) ist ein jährlicher Finanzrahmen von CHF 50 000 vorgesehen. Dieser dient zur Deckung der von der IV nicht gedeckten Kosten, die durch die Aufnahme von Schülerinnen und Schüler mit besonderem Bildungsbedarf entstehen, sowie der Kosten allfälliger Pensenenentlastungen.

#### 3.4.2. Pädagogisch-therapeutische Massnahmen der Logopädie und Psychomotorik

Das gegenwärtig bereitgestellte Budget für die freischaffenden Leistungsanbieter bleibt unverändert. Es sollen Leistungsverträge mit den anerkannten Leistungsanbietern abgeschlossen werden.

#### 3.4.3. Schulischer Übergang – Berufsberatung

Zur Verstärkung der Berufsberatung von integrierten Schülerinnen und Schülern, die keine IV-Leistungen erhalten, wird beim BEA eine Berufsberaterin bzw. ein Berufsberater zu 1,00 VZÄ angestellt.

<sup>1</sup> Bei diesen Stellen für den Stützunterricht («Stützunterricht SoA») entspricht die Personaldotation in Wirklichkeit bereits derjenigen, die dem SoA für sonderpädagogische Unterstützungsmassnahmen zur Verfügung stehen, und zwar für Unterrichtseinheiten, die insgesamt 23 VZÄ entsprechen (Budget in Franken). Zieht man davon die effektiv im Voranschlag 2014 eingetragenen 10,37 VZÄ ab, so müssen die Stellen um 12,63 VZÄ erhöht werden. Diese Dotation von 12,63 VZÄ entspricht somit der Schaffung der für die Sonderpädagogik vorgesehenen Stellendotation.

<sup>2</sup> Siehe Fussnote Nr. 2.

### 3.5. Finanzielle und personelle Auswirkungen

Die gesamten finanziellen und personellen Auswirkungen werden in den nachfolgenden Übersichtstabellen (aus dem

Konzept) dargestellt, ausgehend von der Annahme, dass das Gesetz am 1. August 2016 in Kraft treten werde. Da das Gesetz nun später in Kraft treten wird, verschieben sich die in den Tabellen angegebenen Daten entsprechend.

#### 3.5.1. Übersicht und Planung neuer Stellen

Die Umsetzung der Gesetzesvorlage bedingt die Schaffung folgender Arbeitsstellen:

Planification EPT - Concept ES Enseignement Spécialisé							TOTAL	CONCEPT	CONCEPT
							(NV POSTES)	(TRANSFERTS)	
Nbre EPT - Personnel administratif	EPT TOTAUX	EPT 2016	EPT 2017	EPT 2018	EPT 2019	EPT 2020	CONTRÔLE	CONTRÔLE	CONTRÔLE
Adjoint administratif	1.00	1.00					1.00	1.00	
Collaborateur administratif	1.00	1.00					1.00	1.00	
Logopédiste DYS (augmentation postes existants)	0.35	0.35					0.35	0.35	
<b>Totaux</b>	<b>2.35</b>	<b>2.35</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>2.35</b>	<b>2.35</b>	<b>0.00</b>
<i>Collaborateurs auxiliaires</i>		-2.00	0.00	0.00	0.00	0.00			
Nbre EPT - Inspectorats	EPT TOTAUX	EPT 2016	EPT 2017	EPT 2018	EPT 2019	EPT 2020	CONTRÔLE	CONTRÔLE	CONTRÔLE
Néant	0.00						0.00	0.00	
<b>Totaux</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>
Nbre EPT - Traitement enseignement	EPT TOTAUX	EPT 2016	EPT 2017	EPT 2018	EPT 2019	EPT 2020	CONTRÔLE	CONTRÔLE	CONTRÔLE
Enseignants spécialisés - rattrapage EPT "appuis SESAM"	12.63	4.21	4.21	4.21			12.63	12.63	
Assistant socio-éducatif (auxiliaire de vie scolaire)	12.00	4.00	4.00	2.00	2.00		12.00	12.00	
Enseignants spécialisés - Services d'appuis, "appuis SESAM" (reprise EPT)	10.37	10.37					10.37		10.37
Enseignants spécialisés - Services d'intégration (reprise EPT)	57.22	57.22					57.22		57.22
Enseignants spécialisés - MCD/MCDI (reprise EPT)	99.44	99.44					99.44		99.44
<b>Totaux</b>	<b>191.66</b>	<b>175.24</b>	<b>8.21</b>	<b>6.21</b>	<b>2.00</b>	<b>0.00</b>	<b>191.66</b>	<b>24.63</b>	<b>167.03</b>
Nbre EPT - Concept - Autres postes	EPT TOTAUX	EPT 2016	EPT 2017	EPT 2018	EPT 2019	EPT 2020	CONTRÔLE	CONTRÔLE	CONTRÔLE
Psychomotricien préscolaire	0.20	0.20					0.20	0.20	
Responsable pédago-thérapeutique SAS	0.40	0.40					0.40	0.40	
Conseiller en orientation SOPFA	1.00		1.00				1.00	1.00	
<b>Totaux</b>	<b>1.60</b>	<b>0.60</b>	<b>1.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>1.60</b>	<b>1.60</b>	<b>0.00</b>
<b>Totaux</b>	<b>195.61</b>	<b>178.19</b>	<b>9.21</b>	<b>6.21</b>	<b>2.00</b>	<b>0.00</b>	<b>195.61</b>	<b>28.58</b>	<b>167.03</b>

#### 3.5.2. Kantonalisierung der Integrationsdienste

Die Übertragung der 57,22 VZÄ aus den Integrationsdiensten (schulische Heilpädagogen/innen und pädagogische Lei-

ter/innen) hat eine Kürzung der jährlich gewährten Kantonsbeiträge an die betreffenden Schulen zur Folge, entsprechend der nachfolgenden Tabelle (Grundlage Voranschlag 2014).

	ID Romont	ID Schulheim	TOTAL
VZÄ Unterricht	44,42	12,80	57,22
Gehälter	5 043 491.05	1 477 273.86	6 520 764.91
Sozialabgaben	1 021 081.05	318 061.55	1 339 142.60
<b>Total</b>	<b>6 064 572.10</b>	<b>1 795 335.41</b>	<b>7 859 907.51</b>
Ausbildungskosten*	17 000.00	5205.20	22 205.20
Reisespesen	110 000.00	59 311.15	169 311.15
Verschiedene Kosten	4 673.75	56 471.52	61 145.27
Kosten für Verwaltung + Leitung	189 594.10	98 376.10	287 970.20
<b>Total</b>	<b>321 267.85</b>	<b>219 363.97</b>	<b>540 631.82</b>
<b>Gesamttotal</b>	<b>6 385 839.95</b>	<b>2 014 699.38</b>	<b>8 400 539.33</b>

\* Die Ausbildungskosten werden als «weitere geplante Kosten» nach der untenstehenden Tabelle ab 2016 angerechnet, da sie vom Subventionsbeitrag abgezogen wurden.

Die Reisespesen wurden nicht übertragen. Da gemäss dem Konzept jeder Schule bzw. jedem Schulkreis eine schulische Heilpädagogin oder ein schulischer Heilpädagoge zugeteilt werden soll, werden sich die Fahrkosten für deren Einsätze verringern. Die derzeit für die Fahrkosten der Klein- und Förderklassenlehrpersonen bestimmten Mittel sollten ausreichen, um die restlichen Kosten zu decken.

Die übrigen Kosten sowie die Kosten für die Verwaltung und Leitung werden nicht übertragen.

Zur Berechnung der Auswirkungen einer Kantonalisierung der Integrationsdienste werden (bei der Hochrechnung) die geschätzten Kosten zur Anpassung der jährlichen Gehaltsstufen sowie des Teuerungsausgleichs berücksichtigt (2016: 0,70%, 2017: 1,60%, 2018: 1,00%, 2019: 1,00%).

Der Wechsel der bei einer privaten Pensionskasse versicherten Personen zur Pensionskasse des Staates Freiburg wurde

geprüft. Das Lehrpersonal des Integrationsdienstes von Romont ist bereits bei der Pensionskasse des Staates versichert, im Gegensatz zum Lehrpersonal des Integrationsdienstes des Schulheims, das nach der Kantonalisierung zur Pensionskasse des Staatspersonals wechseln wird. Gemäss den Prognosen und Analysen der Stiftung *Les Buissonnets* sind bei diesem Wechsel keine finanziellen Auswirkungen zu erwarten, abgesehen von den mit dem Wechsel verbundenen Verwaltungskosten (Berechnungen der Wechsel, neue Versicherungsausweise, Neuberechnungen für die verbleibenden Versicherten und Rentenbezüger, ausserordentliche Sitzungen des Stiftungsrates usw.). Diese Verwaltungskosten dürften sich auf 20 000 Franken belaufen; sie sind in den «weiteren geplanten Kosten» des Konzepts enthalten (und zwar unter dem Posten «Weitere Kosten in Verbindung mit der Einführung des Konzepts»).

### 3.5.3. Weitere geplante Kosten

	Jahr 2016	Jahr 2017	Jahr 2018	Jahr 2019	Gesamtkosten
Übernahme der Ausbildungskosten der Integrationsdienste	22 200	22 200	22 200	22 200	88 800
Ausbildungskosten	25 000	25 000	25 000	25 000	100 000
Kosten für die Informationsarbeit zum Sonderpädagogik-Konzept	20 000	8 000	8 000	0	36 000
externer Evaluationsauftrag	5 000	5 000	5 000	5 000	20 000
Verschiedene Aufträge in Zusammenhang mit der Umsetzung des Konzepts.	20 000	10 000	10 000	10 000	50 000
Budget für die Mittelschulen	50 000	50 000	50 000	50 000	200 000
<b>Total</b>	<b>142 200</b>	<b>120 200</b>	<b>120 200</b>	<b>112 200</b>	<b>494 800</b>

### 3.6. Kostenverteilung Kanton–Gemeinde

Die verschiedenen Berechnungen tragen dem am 1. August 2015 in Kraft getretenen neuen Schulgesetz bereits Rechnung.

Die Berechnung der Lohnkosten beruht auf der ordentlichen Funktionseinreihung sowie auf der Gehaltstufe 10.

Die Sozialabgaben sind in den Lohnkosten enthalten und machen 21% davon aus; hinzu kommt eine Pauschale von 10% (allgemeine Kosten für neue Vollzeitstellen, berechnet auf der Grundlage der Lohnkosten inklusive Sozialabgaben).

Sobald die Stellen geschaffen sind, werden die Beträge kumuliert; die Gehälter werden wie folgt angepasst:

- > 2016: 0,70%
- > 2017: 1,60%
- > 2018: 1,00%
- > 2019: 1,00%.

#### 3.6.1. Neue Stellen

Die Gesamtkosten der neuen Stellen, aufgerechnet auf 4 Jahre, einschliesslich Sozialabgaben und allgemeine Kosten, belaufen sich auf **9,961 Mio. Franken**.

Dieser Betrag setzt sich zusammen aus:

### Kosten der neuen Unterrichtsstellen: 9,082 Mio. Franken

- > Kanton: 4,954 Mio. Franken
- > Gemeinden: 4,128 Mio. Franken

Verteilung	Kosten 2016		Kosten 2017		Kosten 2018		Kosten 2019		Total	
	Gemeinden	Kanton	Gemeinden	Kanton	Gemeinden	Kanton	Gemeinden	Kanton	Gemeinden	Kanton
1. + 2. Zyklus	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%		
	457'449	457'449	929'536	929'536	1'319'146	1'319'146	1'422'329	1'422'329	4'128'460	4'128'460
	914'898		1'859'072		2'638'292		2'844'659		8'256'921	
OS	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%		
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0		0		0		0		0	
Allgemeine Kosten		91'490		185'907		263'829		284'466		825'692
Total	457'449	548'939	929'536	1'115'443	1'319'146	1'582'975	1'422'329	1'706'795	4'128'460	4'954'152
	1'006'387		2'044'979		2'902'121		3'129'125		9'082'613	

### Kosten der neuen Stellen ausserhalb des Unterrichts: 0,879 Mio. Franken

- > Kanton: 0,687 Mio. Franken
- > Gemeinden: 0,192 Mio. Franken

Verteilung	Kosten 2016		Kosten 2017		Kosten 2018		Kosten 2019		Total		
	Gemeinden	Kanton	Gemeinden	Kanton	Gemeinden	Kanton	Gemeinden	Kanton	Gemeinden	Kanton	
Neue Verwaltungsstellen	0%	100%	0%	100%	0%	100%	0%	100%			
	0	51'905	0	52'735	0	53'262	0	53'795	0	211'697	
	51'905		52'735		53'262		53'795		211'697		
Andere VZÄ	Verteilung	55%	45%	55%	45%	55%	45%	55%	45%		
	Psychomotorik- Therapeut/in Vorschule	15'134	12'382	15'376	12'580	15'530	12'706	15'685	12'833	61'725	50'502
		27'516		27'957		28'236		28'518		112'227	
Andere VZÄ	Verteilung	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%		
	Päd. Leiter/in Schuldienste	31'963	31'963	32'474	32'474	32'799	32'799	33'127	33'127	130'363	130'363
		63'926		64'949		65'598		66'254		260'726	
Andere VZÄ	Verteilung	0%	100%	0%	100%	0%	100%	0%	100%		
	Berufsberater/in BEA	0	0	0	97'040	0	98'011	0	98'991	0	294'042
		0		97'040		98'011		98'991		294'042	
Total Andere VZÄ		47'097	44'345	47'850	142'095	48'329	143'516	48'812	144'951	192'088	474'908
		91'442		189'945		191'845		193'763		666'996	
Total Stellen ausserhalb des Unterrichts		47'097	96'250	47'850	194'830	48'329	196'779	48'812	198'746	192'088	686'605
		143'347		242'681		245'107		247'558		878'693	

### 3.6.2. Auswirkungen der Kantonalisierung der Integrationsdienste

Im Zuge der Kantonalisierung der Integrationsdienste werden 57,22 VZÄ (Unterrichtsstellen) von den Sonderschulen an den Kanton übertragen. Im Gegenzug ist eine entsprechende Kürzung des Kantonsbeitrags an die beiden betroffenen Sonderschulen zu erwarten. Diese Kantonalisierung hat für den Kanton Mehrkosten von **0,641 Mio. Franken** zur Folge, wohingegen die Gemeinden um **2,803 Mio. Franken** entlastet werden.

Übernahme Integrationsdienste (ID)	Jahr 2016		Jahr 2017		Jahr 2018		Jahr 2019		Total	
Löhne Lehrpersonen, inkl. Sozialabgaben	7'914'927		8'041'566		8'121'981		8'203'201		32'281'675	
Andere Kosten	540'632		540'632		540'632		540'632		2'162'527	
<b>Total</b>	<b>8'455'559</b>		<b>8'582'198</b>		<b>8'662'613</b>		<b>8'743'833</b>		<b>34'444'202</b>	
<b>Verteilung Kosten der Sonderschulen</b>	<b>Gemeinden</b>	<b>Kanton</b>	<b>Gemeinden</b>	<b>Kanton</b>	<b>Gemeinden</b>	<b>Kanton</b>	<b>Gemeinden</b>	<b>Kanton</b>	<b>Gemeinden</b>	<b>Kanton</b>
Verteilschlüssel	55%	45%	55%	45%	55%	45%	55%	45%	55%	45%
Löhne Lehrpersonen, inkl. Sozialabgaben	4'353'210	3'561'717	4'422'861	3'618'705	4'467'090	3'654'892	4'511'761	3'691'441	17'754'921	14'526'754
Andere Kosten	297'348	243'284	297'348	243'284	297'348	243'284	297'348	243'284	1'189'390	973'137
Total Gemeinden/Kanton	4'650'557	3'805'001	4'720'209	3'861'989	4'764'437	3'898'176	4'809'108	3'934'725	18'944'311	15'499'891
<b>Total</b>	<b>8'455'559</b>		<b>8'582'198</b>		<b>8'662'613</b>		<b>8'743'833</b>		<b>34'444'202</b>	
<b>Kürzung der Beiträge an Sonderschulen</b>	<b>Gemeinden</b>	<b>Kanton</b>	<b>Gemeinden</b>	<b>Kanton</b>	<b>Gemeinden</b>	<b>Kanton</b>	<b>Gemeinden</b>	<b>Kanton</b>	<b>Gemeinden</b>	<b>Kanton</b>
Löhne Lehrpersonen, inkl. Sozialabgaben	-4'353'210	-3'561'717	-4'422'861	-3'618'705	-4'467'090	-3'654'892	-4'511'761	-3'691'441	-17'754'921	-14'526'754
Andere Kosten	-297'348	-243'284	-297'348	-243'284	-297'348	-243'284	-297'348	-243'284	-1'189'390	-973'137
<b>Total</b>	<b>-4'650'557</b>		<b>-4'720'209</b>		<b>-4'764'437</b>		<b>-4'809'108</b>		<b>-18'944'311</b>	
<b>Umzuteilung von VZÄ im 1.-2. Zyklus</b>	<b>Gemeinden</b>	<b>Kanton</b>	<b>Gemeinden</b>	<b>Kanton</b>	<b>Gemeinden</b>	<b>Kanton</b>	<b>Gemeinden</b>	<b>Kanton</b>	<b>Gemeinden</b>	<b>Kanton</b>
Verteilschlüssel	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%
Löhne Lehrpersonen, inkl. Sozialabgaben	3'957'463	3'957'463	4'020'783	4'020'783	4'060'991	4'060'991	4'101'601	4'101'601	16'140'838	16'140'838
Andere Kosten	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Gemeinden/Kanton	3'957'463	3'957'463	4'020'783	4'020'783	4'060'991	4'060'991	4'101'601	4'101'601	16'140'838	16'140'838
<b>Total</b>	<b>7'914'927</b>		<b>8'041'566</b>		<b>8'121'981</b>		<b>8'203'201</b>		<b>32'281'675</b>	
<b>Kosten der Umzuteilung von VZÄ</b>	<b>Gemeinden</b>	<b>Kanton</b>	<b>Gemeinden</b>	<b>Kanton</b>	<b>Gemeinden</b>	<b>Kanton</b>	<b>Gemeinden</b>	<b>Kanton</b>	<b>Gemeinden</b>	<b>Kanton</b>
Löhne Lehrpersonen, inkl. Sozialabgaben	3'957'463	3'957'463	4'020'783	4'020'783	4'060'991	4'060'991	4'101'601	4'101'601	16'140'838	16'140'838
Andere Kosten	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ausbildungskosten (einberechnet in den weiteren geplanten Kosten)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>3'957'463</b>		<b>4'020'783</b>		<b>4'060'991</b>		<b>4'101'601</b>		<b>16'140'838</b>	
<b>Übernahme der Integrationsdienste - Übersicht</b>	<b>Jahr 2016</b>		<b>Jahr 2017</b>		<b>Jahr 2018</b>		<b>Jahr 2019</b>		<b>Total</b>	
Kürzung Kantonsbeitrag - Löhne Lehrpersonen, inkl. Sozialabgaben	-4'353'210	-3'561'717	-4'422'861	-3'618'705	-4'467'090	-3'654'892	-4'511'761	-3'691'441	-17'754'921	-14'526'754
Kürzung Kantonsbeitrag - Andere Kosten	-297'348	-243'284	-297'348	-243'284	-297'348	-243'284	-297'348	-243'284	-1'189'390	-973'137
Kosten Umzuteilung VZÄ - Löhne und Sozialabgaben	3'957'463	3'957'463	4'020'783	4'020'783	4'060'991	4'060'991	4'101'601	4'101'601	16'140'838	16'140'838
Kosten Umzuteilung VZÄ - Andere Kosten	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kosten Umzuteilung VZÄ - Ausbildungskosten ID	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>-693'094</b>		<b>-699'426</b>		<b>-703'447</b>		<b>-707'508</b>		<b>-2'803'474</b>	
	<b>-540'632</b>		<b>-540'632</b>		<b>-540'632</b>		<b>-540'632</b>		<b>-2'162'527</b>	

### 3.6.3. Weitere Kosten im Zusammenhang mit der Einführung der Gesetzesvorlage

Es sind noch weitere Kosten in Höhe von insgesamt **0,495 Mio. Franken** vorgesehen. Diese werden zu 100% vom Kanton übernommen. Sie setzen sich wie folgt zusammen:

Weitere Kosten	Kanton
Übernahme der Ausbildungskosten der Integrationsdienste	88 800
Ausbildungskosten	100 000
Kosten für die Informationsarbeit zum Sonderpädagogik-Konzept	36 000
externer Evaluationsauftrag	20 000
Verschiedene Aufträge in Zusammenhang mit der Umsetzung des Konzepts und des Gesetzes	50 000
Budget für die Sekundarstufe 2	200 000
<b>Gesamtkosten zulasten des Kantons</b>	<b>494 800</b>

Die Übernahme der Ausbildungskosten der Integrationsdienste (0,089 Mio. CHF) wird im Abschnitt «Kantonalisierung der Integrationsdienste» berechnet. Da die schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen in den Schulen bzw. Schulkreisen integriert sind, erübrigt sich die Einrichtung

zusätzlicher Arbeitsplätze. Weitere Kosten, etwa in Zusammenhang mit der Bereitstellung von Räumen für die Integrationsdienste und für den Umbau von Schulgebäuden, die über keine behindertengerechte Einrichtungen verfügen, lassen sich schwer abschätzen, ebenso die Auswirkung einer allfälligen Anpassung der Klassenbestände bei der Integration von Schülern.

### 3.6.4. Gesamtübersicht

Finanzielle Gesamtauswirkungen der Einführung der Gesetzesvorlage für den Kanton und die Gemeinden Geplante Umsetzung im Zeitraum 2016 bis 2019, Berechnung über 4 Jahre.

Zusammenfassung	Kanton	Gemeinden
Kosten der neuen Unterrichtsstellen	4,954	4,128
Kosten der neuen Stellen ausserhalb des Unterrichts	0,687	0,192
Auswirkungen der Kantonalisierung der Integrationsdienste	0,641	-2,803
Weitere geplante Kosten in Zusammenhang mit der Einführung des Konzepts und des Gesetzes	0,495	0,000
<b>Insgesamt (in Mio.)</b>	<b>6,777</b>	<b>1,517</b>

## Zusammenfassung: VZÄ und finanzielle Gesamtauswirkungen für den Kanton und die Gemeinden – Übersicht nach Jahr:

Total VZÄ	EPT	2016	2017	2018	2019	TOTAL
Lehrpersonal	24.63	8.21	8.21	6.21	2.00	24.63
Verwaltungspersonal	2.35	2.35	0.00	0.00	0.00	2.35
Andere Stellen	1.60	0.60	1.00	0.00	0.00	1.60
Kantonalisierung der ID	57.22	57.22	0.00	0.00	0.00	57.22
Übernahme SoA-Stützmassnahmen	10.37	10.37	0.00	0.00	0.00	10.37
Übernahme HSU/i-HSU	99.44	99.44	0.00	0.00	0.00	99.44
Total VZÄ	195.61	178.19	9.21	6.21	2.00	195.61

Total der Kosten des Konzepts	2016		2017		2018		2019		TOTAL	
	Kanton	Gemeinden	Kanton	Gemeinden	Kanton	Gemeinden	Kanton	Gemeinden	Kanton	Gemeinden
Kosten der neuen Unterrichtsstellen	548'939	457'449	1'115'443	929'536	1'582'975	1'319'146	1'706'795	1'422'329	4'954'152	4'128'460
Kosten neuer Stellen ausserhalb des Unterrichts	96'250	47'097	194'830	47'850	196'779	48'329	198'746	48'812	686'605	192'088
Auswirkungen der Kantonalisierung der Integrationsdienste	152'462	-693'094	158'794	-699'426	162'815	-703'447	166'876	-707'508	640'947	-2'803'475
Weitere geplante Kosten in Zusammenhang mit der Einführung des Konzepts	142'200	0	120'200	0	120'200	0	112'200	0	494'800	0
Total pro Jahr	939'851	-188'548	1'589'267	277'960	2'062'769	664'028	2'184'617	763'633	6'776'504	1'517'073
Total pro Jahr (Kanton + Gemeinden)	751'303		1'867'227		2'726'797		2'948'250		8'293'577	

### 4. Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung

Die Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung (Art. 1v97 GRG) wurden gemäss der kantonalen Strategie «Nachhaltige Entwicklung» mit dem Instrument Kompass 21 analysiert. Diese Beurteilung basiert auf einer Gegenüberstellung der heutigen Situation und der Neuerungen, die das neue Gesetz bringt. Die Auswirkungen dieser Gesetzesrevision betreffen hauptsächlich den gesellschaftlichen Bereich und nur leicht die Bereiche Wirtschaft und die Umwelt.

Sie konzentrierten sich vorwiegend auf folgende Aspekte, die insbesondere mit dem sozialen Zusammenhalt und der Chancengleichheit zusammenhängen:

- > Grundsatz der Integration;
- > Umstieg von einem Versicherungssystem auf ein Bildungssystem;
- > Unterricht in der sonderpädagogischen Institution, die den Bedürfnissen der Schülerin oder des Schülers am besten angepasst ist;
- > Der Gesetzesentwurf gewährleistet ein kohärentes Konzept für die Altersgruppe von 0 bis 20 Jahren im Vorschulbereich, während der obligatorischen Schulzeit und im Nachschulbereich.

### 5. Übereinstimmung mit dem übergeordneten Recht

Die Gesetzesvorlage steht in Einklang mit dem Bundesrecht und mit dem europäischen Recht.

### 6. Unterstellung unter das Gesetzes- und Finanzreferendum

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum.

Der über 5 Jahre angehäuften Betrag der Lasten liegt unter dem Schwellenwert für das obligatorische Finanzreferendum, der auf 35 390 557 Franken festgelegt ist (Verordnung vom 13. Juni 2016, ASF 2016\_079), jedoch über dem Schwellenwert

für das fakultative Finanzreferendum, der 8 847 639 Franken beträgt; dieses Gesetz untersteht somit dem fakultativen Finanzreferendum.

### 7. Abschliessende Beantwortung parlamentarischer Vorstösse

Mit diesem Gesetzesentwurf und der dazugehörigen Botschaft, die den Bericht des Staatsrats bilden, wird dem Postulat Françoise Morel/André Masset Nr. 322.06 zu den Schuldiensten abschliessend entsprochen.

## Loi

du

### sur la pédagogie spécialisée (LPS)

---

#### *Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu l'accord intercantonal du 25 octobre 2007 sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée;

Vu l'article 64 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu la loi du 9 septembre 2014 sur la scolarité obligatoire (loi scolaire, LS);

Vu le message 2015-DICS-37 du Conseil d'Etat du 28 novembre 2016;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

#### **TITRE PREMIER**

##### **Dispositions générales**

#### **CHAPITRE PREMIER**

##### **Objets et principes de base**

###### **Art. 1** Objets

<sup>1</sup> La présente loi définit l'offre en matière de pédagogie spécialisée et détermine les modalités de sa mise en œuvre, qui reposent sur le concept cantonal pour la pédagogie spécialisée.

<sup>2</sup> Elle règle, en complément de la législation fédérale, intercantonale et cantonale existante, l'action de l'Etat et des communes en la matière.

## Gesetz

vom

### über die Sonderpädagogik (SPG)

---

#### *Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf die Interkantonale Vereinbarung vom 25. Oktober 2007 über die Zusammenarbeit im Bereich der Sonderpädagogik;

gestützt auf Artikel 64 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

gestützt auf das Gesetz vom 9. September 2014 über die obligatorische Schule (Schulgesetz, SchG);

nach Einsicht in die Botschaft 2015-DICS-37 des Staatsrats vom 28. November 2016;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

#### **1. TITEL**

##### **Allgemeine Bestimmungen**

#### **1. KAPITEL**

##### **Gegenstand und Grundsätze**

###### **Art. 1** Gegenstand

<sup>1</sup> In diesem Gesetz werden das sonderpädagogische Angebot definiert und dessen konkrete Ausgestaltung, die auf dem kantonalen Sonderpädagogik-Konzept beruht, bestimmt.

<sup>2</sup> In ihm wird in Ergänzung zur bestehenden nationalen, interkantonalen und kantonalen Gesetzgebung das staatliche und kommunale Handeln in diesem Bereich geregelt.



## **Art. 2** Buts de la pédagogie spécialisée

<sup>1</sup> La pédagogie spécialisée vise à favoriser l'autonomie, l'acquisition de connaissances, le développement de la personnalité et l'ouverture à autrui des enfants et des élèves présentant des besoins éducatifs particuliers, en vue de leur meilleure participation sociale possible.

<sup>2</sup> Elle concourt à la meilleure adaptation possible du contexte de prise en charge et de scolarisation.

<sup>3</sup> Elle contribue à la valorisation et au développement des compétences de l'ensemble des professionnel-le-s du système public de formation au service des enfants et des élèves.

## **Art. 3** Principes de base

Les principes de base de la présente loi sont les suivants:

- a) la pédagogie spécialisée fait partie du mandat public de formation au sens de l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée (ci-après: l'accord intercantonal), de la législation sur la scolarité obligatoire et de la législation sur l'enseignement secondaire supérieur; l'école ordinaire et les institutions de pédagogie spécialisée concourent à la réalisation de ce mandat;
- b) les solutions de scolarisation intégrative ainsi que la proximité des prestations avec le lieu de scolarisation sont privilégiées, cela dans le respect de l'intérêt supérieur, du bien-être et des possibilités de développement de l'élève concerné-e et compte tenu de l'environnement et de l'organisation scolaires ainsi que de la coordination avec l'ensemble des autres mesures;
- c) le principe de gratuité prévaut dans le domaine de la pédagogie spécialisée; cependant, une participation financière peut être exigée des parents conformément à l'article 42;
- d) les parents, ainsi que l'élève en fonction de son âge et de sa maturité, sont associés à la procédure relative à l'attribution de prestations de pédagogie spécialisée ainsi qu'à leur suivi. L'accord des parents est nécessaire pour une prise en charge à caractère résidentiel.

## **Art. 4** Définitions

<sup>1</sup> En période préscolaire, la présente loi utilise le terme «enfant» et en périodes scolaire et postscolaire, le terme «élève».

## **Art. 2** Ziele der Sonderpädagogik

<sup>1</sup> Ziel der Sonderpädagogik ist es, Kinder sowie Schülerinnen und Schüler mit besonderem Bildungsbedarf in ihrer Autonomie, beim Erwerb von Kenntnissen und Fertigkeiten, in der Persönlichkeitsentwicklung und Sozialkompetenz zu fördern, damit sie so weit wie möglich am gesellschaftlichen Leben teilhaben können.

<sup>2</sup> Sie trägt dazu bei, die Förderung und Schulung bestmöglich anzupassen.

<sup>3</sup> Sie setzt sich ein für die Nutzung und Förderung der Kompetenzen sämtlicher Fachpersonen des öffentlichen Bildungssystems zum Wohle der Kinder sowie der Schülerinnen und Schüler.

## **Art. 3** Grundsätze

Dieses Gesetz beruht auf folgenden Grundsätzen:

- a) Die Sonderpädagogik ist Bestandteil des öffentlichen Bildungsauftrags im Sinne der Interkantonalen Vereinbarung über die Zusammenarbeit im Bereich der Sonderpädagogik (das Sonderpädagogik-Konkordat), der Gesetzgebung über die obligatorische Schule und der Mittelschulgesetzgebung. Die Regelschule und die sonderpädagogischen Einrichtungen erfüllen diesen Auftrag gemeinsam.
- b) Integrative Lösungen sowie die Nähe des Angebots zum Schulort haben Vorrang, wobei das Kindeswohl, das Wohlbefinden und die Entwicklungsmöglichkeiten der betroffenen Schülerin oder des betroffenen Schülers, das schulische Umfeld sowie die Koordination mit sämtlichen anderen Massnahmen berücksichtigt werden.
- c) In der Sonderpädagogik gilt der Grundsatz der Unentgeltlichkeit; jedoch kann von den Eltern gemäss Artikel 42 eine finanzielle Beteiligung verlangt werden.
- d) Die Eltern werden in das Abklärungsverfahren zur Gewährung und Überprüfung sonderpädagogischer Massnahmen einbezogen, ebenso die betroffenen Schülerinnen und Schüler unter Berücksichtigung ihres Alters und ihrer Reife. Für eine stationäre Unterbringung in einer sonderpädagogischen Einrichtung ist das Einverständnis der Eltern erforderlich.

## **Art. 4** Begriffsbestimmungen

<sup>1</sup> In diesem Gesetz wird für den Vorschulbereich der Begriff «Kind» und für die obligatorische sowie die nachobligatorische Schulzeit der Begriff «Schülerin oder Schüler» verwendet.

<sup>2</sup> Sont considérées comme parents, au sens de la présente loi, les personnes ou la personne qui exercent, directement ou par représentation, l'autorité parentale à l'égard d'un ou d'une enfant, ou d'un ou d'une élève.

## CHAPITRE 2

### Offre de pédagogie spécialisée et transports scolaires

#### Art. 5 Période préscolaire

<sup>1</sup> L'ensemble des mesures s'adressent aux enfants en âge préscolaire, en principe de leur naissance à l'âge d'entrée effective dans la scolarité obligatoire.

<sup>2</sup> L'offre couvre les prestations suivantes:

- a) l'éducation précoce spécialisée, qui s'adresse aux enfants dont il est établi qu'ils sont en situation de handicap, présentent un retard du développement ou dont le développement est limité ou compromis par des facteurs de risque personnels ou environnementaux; elle consiste en l'évaluation des besoins spécifiques de l'enfant, le soutien préventif et éducatif et une stimulation adéquate dans le contexte familial de l'enfant ainsi que le soutien et le conseil aux parents et aux autres intervenants et intervenantes;
- b) la logopédie, qui s'adresse aux enfants qui présentent des difficultés de langage et de communication, consiste en la prévention et l'évaluation des troubles du langage et de la communication, la conduite de consultations et de thérapies individuelles ou en groupe et le conseil aux parents et aux autres intervenants et intervenantes;
- c) la psychomotricité, qui s'adresse aux enfants qui présentent des troubles graves de l'interaction entre les domaines de développement de la perception, de la pensée et du comportement, ainsi que de leur expression sur le plan corporel, consiste en l'évaluation de ces troubles, la conduite de thérapies individuelles ou en groupe et le conseil aux parents et aux autres intervenants et intervenantes.

<sup>3</sup> Les mesures de l'éducation précoce spécialisée sont dispensées sous forme de mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée (MAO) ou de mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR). Ces mesures peuvent exceptionnellement être prolongées au maximum deux ans dès l'entrée effective dans la scolarité obligatoire.

<sup>4</sup> Les mesures de logopédie et de psychomotricité, dispensées sous forme de mesures pédo-thérapeutiques, s'adressent aux enfants de leur naissance jusqu'au terme de la première année de l'école primaire (1<sup>H</sup>).

<sup>2</sup> Eltern im Sinne dieses Gesetzes sind die Personen, welche die elterliche Sorge für ein Kind oder eine Schülerin oder einen Schüler unmittelbar oder stellvertretend ausüben.

## 2. KAPITEL

### Sonderpädagogisches Angebot und Schülertransporte

#### Art. 5 Vorschulbereich

<sup>1</sup> Sämtliche Massnahmen sind grundsätzlich für Kinder im Vorschulalter ab der Geburt bis zum Eintritt in die obligatorische Schule bestimmt.

<sup>2</sup> Das Angebot umfasst folgende Leistungen:

- a) Die heilpädagogische Früherziehung richtet sich an Kinder, die nachweislich von einer Behinderung oder einer Entwicklungsverzögerung betroffen sind oder deren Entwicklung aufgrund von personalen oder Umweltfaktoren eingeschränkt oder gefährdet ist. Sie umfasst die Abklärung der spezifischen Bedürfnisse des Kindes, die präventive und erzieherische Unterstützung, die angemessene Förderung im familiären Kontext sowie die Unterstützung und Beratung der Eltern und die Beratung der beteiligten Fachpersonen.
- b) Die Logopädie richtet sich an Kinder mit Sprach- und Kommunikationsschwierigkeiten. Die logopädischen Massnahmen umfassen die Prävention und die Abklärung von Sprach- und Kommunikationsproblemen, die Durchführung von Einzel- und Gruppentherapien sowie die Beratung von Eltern und beteiligten Fachpersonen.
- c) Die Psychomotorik ist für Kinder mit schweren Störungen in der Wechselwirkung der Entwicklungsebenen Wahrnehmung, Denken und Verhalten sowie in ihrem körperlichen Ausdruck bestimmt. Sie umfasst die Abklärung dieser Störungen, die Durchführung von Einzel- und Gruppentherapien und die Beratung der Eltern und beteiligten Fachpersonen.

<sup>3</sup> Heilpädagogische Früherziehung (HFE) erfolgt in Form von niederschweligen sonderpädagogischen (NM) oder verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen (VM). In besonderen Fällen können diese Massnahmen um maximal zwei Jahre nach Eintritt in die obligatorische Schule verlängert werden.

<sup>4</sup> Die in Form von pädagogisch-therapeutischen Massnahmen erbrachten logopädischen und psychomotorischen Massnahmen richten sich an Kinder ab der Geburt bis zum Ende des ersten Schuljahres (1<sup>H</sup>).

<sup>5</sup> Exceptionnellement, les mesures de logopédie dispensées par des prestataires indépendants agréés peuvent être prolongées au-delà de la 1<sup>H</sup>.

<sup>6</sup> Le Conseil d'Etat édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

#### **Art. 6** Période scolaire

<sup>1</sup> Les élèves avec des besoins éducatifs particuliers sont en principe scolarisés à l'école ordinaire. Lorsque existe une entrave aux possibilités de développement de l'élève concerné-e ou que l'environnement et l'organisation scolaires ne permettent pas une scolarisation à l'école ordinaire sans l'engagement de ressources disproportionnées pour répondre aux besoins de l'élève, celui-ci ou celle-ci est scolarisé-e dans une école spécialisée la mieux adaptée à ses besoins.

<sup>2</sup> L'école ordinaire offre les mesures suivantes:

- a) l'offre de base, qui inclut les mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée (MAO) et les mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR);
- b) les mesures de logopédie, de psychologie et de psychomotricité, appelées mesures pédago-thérapeutiques;
- c) les soutiens spécialisés dispensés par des centres de ressources pour les handicaps visuels ou auditifs (MAR);
- d) l'accompagnement d'un ou d'une élève par un ou une auxiliaire de vie dans le soutien non pédagogique (MAR).

<sup>3</sup> L'école spécialisée offre les mesures suivantes:

- a) les mesures de pédagogie spécialisée (MAR);
- b) les mesures de logopédie, de psychologie et de psychomotricité, appelées mesures pédago-thérapeutiques;
- c) l'offre de prise en charge à caractère résidentiel ou en structure de jour.

<sup>4</sup> Les mesures de logopédie, de psychologie et de psychomotricité dispensées sous forme de mesures pédago-thérapeutiques ne relèvent pas de mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée (MAO) ni de mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR).

<sup>5</sup> Le Conseil d'Etat édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

<sup>5</sup> In besonderen Fällen können die von anerkannten freischaffenden Leistungsanbietern erbrachten logopädischen Massnahmen über das erste Schuljahr (1<sup>H</sup>) hinaus verlängert werden.

<sup>6</sup> Der Staatsrat erlässt dazu die notwendigen Ausführungsbestimmungen.

#### **Art. 6** Obligatorische Schulzeit

<sup>1</sup> Schülerinnen und Schüler mit besonderem Bildungsbedarf besuchen grundsätzlich die Regelschule. Ausnahmsweise werden sie in einer besser an ihre Bedürfnisse angepassten Sonderschule unterrichtet, wenn in der Regelschule die Entwicklungsmöglichkeiten der betreffenden Schülerin oder des betreffenden Schülers gefährdet sind oder das schulische Umfeld und die Schulorganisation nur mit unverhältnismässigem Aufwand an deren oder dessen Bedürfnisse angepasst werden können.

<sup>2</sup> Die Regelschule bietet folgende Massnahmen an:

- a) das Grundangebot, das die niederschweligen sonderpädagogischen Massnahmen (NM) und die verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen (VM) umfasst;
- b) die Massnahmen in den Bereichen der Logopädie, der Psychologie und der Psychomotorik, die sogenannten pädagogisch-therapeutischen Massnahmen;
- c) spezialisierte Unterstützungsmassnahmen, die von Fördereinrichtungen für Schülerinnen und Schüler mit einer Seh- oder Hörbehinderung erbracht werden (VM);
- d) die Begleitung einer Schülerin oder eines Schülers durch eine Assistenzperson bei nichtpädagogischen Hilfestellungen (VM).

<sup>3</sup> Die Sonderschule bietet folgende Massnahmen an:

- a) verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM);
- b) Massnahmen in den Bereichen der Logopädie, der Psychologie und der Psychomotorik, die sogenannten pädagogisch-therapeutischen Massnahmen;
- c) Betreuung in einer Tagesstruktur oder interne Unterbringung.

<sup>4</sup> Die in Form von pädagogisch-therapeutischen Massnahmen erbrachten logopädischen, psychologischen und psychomotorischen Massnahmen gelten nicht als niederschwellige sonderpädagogische (NM) oder verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM).

<sup>5</sup> Der Staatsrat erlässt die notwendigen Ausführungsbestimmungen.

#### **Art. 7** Période postscolaire

<sup>1</sup> Les voies de formation du degré secondaire 2 et de formation professionnelle initiale sont ouvertes aux élèves présentant des besoins éducatifs particuliers s'ils en remplissent les conditions ordinaires d'accès.

<sup>2</sup> Les mesures offertes en période postscolaire visent à une autonomie maximale de l'élève ainsi qu'à son intégration future dans le monde du travail. Elles peuvent consister notamment en conseils en orientation professionnelle, en prolongation de scolarisation en école spécialisée (MAR) ou en mesures pédaogo-thérapeutiques de logopédie et de psychomotricité.

<sup>3</sup> Le Conseil d'Etat édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

#### **Art. 8** Conditions-cadre en matière de prestations de transports scolaires

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat fixe les conditions-cadre d'organisation et de remboursement des prestations de transports nécessaires à la fréquentation d'une école spécialisée.

<sup>2</sup> Les frais de transports nécessaires à la fréquentation des écoles spécialisées sont pris en charge par l'Etat à raison de 45% et par les communes à raison de 55%.

### **CHAPITRE 3**

#### **Autorités**

#### **Art. 9** Conseil d'Etat

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat exerce la haute surveillance en matière de pédagogie spécialisée.

<sup>2</sup> Il exerce les compétences que lui confère la législation sur la pédagogie spécialisée.

<sup>3</sup> Il édicte les dispositions d'exécution nécessaires. Il peut déléguer cette compétence à la Direction en charge de la pédagogie spécialisée dans des domaines particuliers.

<sup>4</sup> Il prend les mesures utiles pour favoriser la collaboration et la coordination intercantionales.

#### **Art. 7** Nachschulbereich

<sup>1</sup> Grundsätzlich stehen den Schülerinnen und Schülern mit besonderem Bildungsbedarf alle Bildungswege der Mittelschulen und der beruflichen Grundausbildung offen, sofern sie die regulären Aufnahmebedingungen erfüllen.

<sup>2</sup> Die im Nachschulbereich angebotenen Massnahmen sind darauf angelegt, dass die Schülerinnen und Schüler eine grösstmögliche Selbstständigkeit erreichen und sich später in die Arbeitswelt eingliedern können. Das Angebot besteht unter anderem aus Berufsberatung, Schulverlängerung in der Sonderschule (VM) sowie aus pädagogisch-therapeutischen Massnahmen der Logopädie und Psychomotorik.

<sup>3</sup> Der Staatsrat erlässt die notwendigen Ausführungsbestimmungen.

#### **Art. 8** Rahmenbedingungen für die Schülertransporte

<sup>1</sup> Der Staatsrat regelt die Rahmenbedingungen für die Organisation und die Vergütung der Schülertransporte, die für den Besuch einer Sonderschule notwendig sind.

<sup>2</sup> Die Kosten der Schülertransporte, die für den Besuch von Sonderschulen notwendig sind, gehen zu 45% zulasten des Staates und zu 55% zulasten der Gemeinden.

### **3. KAPITEL**

#### **Behörden**

#### **Art. 9** Staatsrat

<sup>1</sup> Der Staatsrat hat die Oberaufsicht über die Sonderpädagogik.

<sup>2</sup> Er übt die Befugnisse aus, die ihm von der Gesetzgebung über die Sonderpädagogik übertragen werden.

<sup>3</sup> Er erlässt die notwendigen Ausführungsbestimmungen. Er kann diese Zuständigkeit in besonderen Bereichen der für die Sonderpädagogik zuständigen Direktion übertragen.

<sup>4</sup> Er trifft geeignete Massnahmen zur Förderung der interkantonalen Zusammenarbeit und Koordination.

#### **Art. 10** Directions et services

<sup>1</sup> La Direction en charge de l'éducation précoce spécialisée, de l'enseignement obligatoire et du secondaire du deuxième degré (ci-après: la Direction) est l'autorité compétente en matière de pédagogie spécialisée.

<sup>2</sup> Toutefois, pour la formation professionnelle initiale, la Direction en charge de la formation professionnelle est l'autorité compétente en matière de pédagogie spécialisée.

<sup>3</sup> Pour exécuter leurs tâches, les Directions disposent de services.

<sup>4</sup> La Direction assume la fonction de bureau cantonal de liaison pour toutes les questions relatives au domaine de la pédagogie spécialisée au sens de l'article 10 de l'accord intercantonal.

#### **Art. 11** Inspectorat

<sup>1</sup> Le canton est divisé en arrondissements fixés par le Conseil d'Etat pour l'inspection des écoles spécialisées.

<sup>2</sup> L'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e est responsable, dans son arrondissement et dans le cadre des orientations décidées par les autorités cantonales, de la qualité du fonctionnement des écoles spécialisées et de la formation qui y est dispensée ainsi que du conseil à l'école ordinaire dans ses aspects pédagogique, didactique et éducatif spécialisé.

<sup>3</sup> L'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e est soumis-e à la législation sur le personnel de l'Etat dans la mesure où la présente loi ou des dispositions d'exécution ne fixent pas de prescriptions particulières ou complémentaires.

<sup>4</sup> L'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e doit être titulaire d'un diplôme d'enseignement spécialisé reconnu par la CDIP et être au bénéfice de plusieurs années d'expérience de l'enseignement ainsi que d'une formation complémentaire adéquate.

<sup>5</sup> Il ou elle accomplit sa mission conformément aux principes énoncés dans la présente loi et au descriptif de fonction approuvé par le Conseil d'Etat. Il ou elle fait partie de la Conférence des inspecteurs et inspectrices scolaires.

#### **Art. 12** Directions des écoles spécialisées

Les directions des écoles spécialisées exercent les compétences des directions d'établissement pour les élèves qui les fréquentent.

#### **Art. 10** Direktionen und Ämter

<sup>1</sup> Die für die heilpädagogische Früherziehung, die obligatorische Schule und die Mittelschulen verantwortliche Direktion (die Direktion) ist für die Sonderpädagogik zuständig.

<sup>2</sup> In der beruflichen Grundbildung ist hingegen die für die Berufsbildung verantwortliche Direktion für die Sonderpädagogik zuständig.

<sup>3</sup> Zur Erfüllung ihrer Aufgaben verfügt die Direktion über Ämter.

<sup>4</sup> Die Direktion amtet als kantonale Kontaktstelle im Sinne von Artikel 10 des Sonderpädagogik-Konkordats für sämtliche Fragen der Sonderpädagogik.

#### **Art. 11** Inspektorat

<sup>1</sup> Der Kanton ist für die Inspektion der Sonderschulen in Inspektoratskreise eingeteilt, die der Staatsrat festlegt.

<sup>2</sup> Die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor ist in ihrem oder seinem Kreis und im Rahmen der von den kantonalen Behörden beschlossenen Vorgaben verantwortlich für die Qualität des Betriebs der Sonderschulen und des dort erteilten Unterrichts sowie für die sonderpädagogische Beratung der Regelschule in pädagogischen, didaktischen und erzieherischen Belangen.

<sup>3</sup> Die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor untersteht der Gesetzgebung über das Staatspersonal, soweit in diesem Gesetz oder in den Ausführungsbestimmungen keine besonderen oder ergänzenden Vorschriften festgelegt werden.

<sup>4</sup> Die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor muss über ein von der EDK anerkanntes Lehrdiplom im Bereich der Sonderpädagogik, über mehrere Jahre Unterrichtserfahrung und über eine angemessene Zusatzausbildung verfügen.

<sup>5</sup> Sie oder er erfüllt ihre oder seine Aufgaben nach den Grundsätzen dieses Gesetzes und dem vom Staatsrat genehmigten Funktionsbeschrieb. Sie oder er ist Mitglied der Konferenz der Schulinspektorinnen und Schulinspektoren.

#### **Art. 12** Leitungen der Sonderschulen

Die Leitungen der Sonderschulen üben für die Schülerinnen und Schüler, die ihre Sonderschulen besuchen, die Befugnisse der Schulleiterinnen und Schulleiter sowie der Schuldirektorinnen und Schuldirektoren aus.

## CHAPITRE 4

### Personnel de la pédagogie spécialisée

#### Art. 13 Formation initiale

La formation initiale du corps enseignant spécialisé et du personnel de la pédagogie spécialisée intervenant auprès des enfants et des élèves est définie dans le droit fédéral, les règlements de reconnaissance de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (ci-après: la CDIP) ou par la Direction.

#### Art. 14 Engagement

<sup>1</sup> Le personnel enseignant de soutien pédagogique intégratif spécialisé et les auxiliaires de vie sont soumis à la législation sur le personnel de l'Etat dans la mesure où la présente loi ou des dispositions d'exécution ne fixent pas de prescriptions particulières ou complémentaires.

<sup>2</sup> Ils accomplissent leur mission conformément aux principes énoncés dans la présente loi et dans la loi scolaire ainsi qu'aux descriptifs de fonction approuvés par le Conseil d'Etat.

<sup>3</sup> La répartition des frais liés à l'engagement du personnel enseignant de soutien pédagogique intégratif spécialisé ainsi que ceux qui sont liés à l'engagement des auxiliaires de vie est régie par les articles 66 et suivants de la loi scolaire.

<sup>4</sup> Le corps enseignant spécialisé et le personnel de la pédagogie spécialisée engagés par les institutions de pédagogie spécialisée sont soumis à une convention collective de travail existante ou, à défaut, à la législation sur le personnel de l'Etat dans la mesure où la présente loi ou des dispositions d'exécution ne fixent pas de prescriptions particulières ou complémentaires. Ils accomplissent leur mission conformément aux principes énoncés dans la présente loi.

#### Art. 15 Autorisation d'enseigner

<sup>1</sup> Lors de son engagement, l'enseignant ou l'enseignante spécialisé-e est mis-e au bénéfice d'une autorisation d'enseigner. Le contrat d'engagement vaut autorisation d'enseigner.

<sup>2</sup> L'autorisation d'enseigner prend fin à l'échéance du contrat ou en cas de retrait quelle que soit l'autorité qui a prononcé la mesure.

## 4. KAPITEL

### Sonderpädagogisches Fachpersonal

#### Art. 13 Grundausbildung

Die Grundausbildung des sonderpädagogischen Fachpersonals, das Kinder sowie Schülerinnen und Schüler unterrichtet, wird im Bundesrecht, in den Anerkennungsreglementen der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (die EDK) oder von der Direktion geregelt.

#### Art. 14 Anstellung

<sup>1</sup> Die schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen für den integrierten heilpädagogischen Stützunterricht sowie die Assistenzpersonen unterstehen der Gesetzgebung über das Staatspersonal, soweit in diesem Gesetz oder in den Ausführungsbestimmungen keine besonderen oder ergänzenden Vorschriften festgelegt werden.

<sup>2</sup> Sie erfüllen ihre Aufgaben gemäss den in diesem Gesetz und im Schulgesetz festgelegten Grundsätzen und den vom Staatsrat genehmigten Funktionsbeschreibungen.

<sup>3</sup> Die Verteilung der Kosten für die Anstellung des Lehrpersonals für den integrierten heilpädagogischen Stützunterricht und für die Anstellung der schulischen Assistenzpersonen wird in Artikel 66 ff. des Schulgesetzes geregelt.

<sup>4</sup> Die von den sonderpädagogischen Einrichtungen angestellten schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen sowie sonderpädagogischen Fachpersonen unterstehen einem bestehenden Gesamtarbeitsvertrag oder, wenn kein solcher besteht, der Gesetzgebung über das Staatspersonal, soweit in diesem Gesetz oder in den Ausführungsbestimmungen keine besonderen oder ergänzenden Vorschriften festgelegt werden. Sie erfüllen ihre Aufgaben gemäss den in diesem Gesetz festgelegten Grundsätzen.

#### Art. 15 Unterrichtsberechtigung

<sup>1</sup> Bei der Anstellung erhält die schulische Heilpädagogin oder der schulische Heilpädagoge eine Unterrichtsberechtigung. Der Anstellungsvertrag gilt als Unterrichtsberechtigung.

<sup>2</sup> Die Unterrichtsberechtigung endet mit dem Ablauf des Vertrags oder mit ihrem Entzug, unabhängig davon, welche Behörde die Massnahme ausgesprochen hat.

#### **Art. 16** Retrait de l'autorisation d'enseigner

<sup>1</sup> L'autorisation d'enseigner peut être retirée temporairement ou définitivement par la Direction lorsque l'enseignant ou l'enseignante spécialisé-e a commis des actes graves incompatibles avec la fonction ou susceptibles de porter gravement atteinte à la sécurité ou à la considération de l'école ou de l'institution de pédagogie spécialisée ou lorsqu'il ou elle n'est plus en mesure de remplir sa fonction en raison notamment de dépendances ou de troubles de la santé mentale.

<sup>2</sup> L'autorisation d'enseigner ne peut être retirée qu'à la suite d'une procédure administrative conforme à la législation sur le personnel de l'Etat ou d'une démission résultant d'un motif mentionné à l'alinéa 1.

<sup>3</sup> Le retrait de l'autorisation d'enseigner est communiqué à la CDIP, en vue d'une inscription sur la liste intercantonale des enseignants et enseignantes auxquels a été retiré le droit d'enseigner.

<sup>4</sup> La procédure d'inscription et de radiation, les voies de droit et l'accès à la liste sont réglés par l'accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études.

## **CHAPITRE 5**

### **Protection des données et du domaine privé**

#### **Art. 17** Données collectées

<sup>1</sup> La Direction et les services peuvent traiter des données personnelles, y compris sensibles, sur les enfants et les élèves au bénéfice de mesures de pédagogie spécialisée.

<sup>2</sup> Les données ne sont traitées, en particulier s'agissant de la collecte, que dans la mesure nécessaire aux décisions d'octroi des mesures de pédagogie spécialisée, à leur mise en œuvre et à leur suivi.

#### **Art. 18** Protection du domaine privé

Il est interdit au corps enseignant spécialisé, au personnel de la pédagogie spécialisée, au personnel des services de logopédie, psychologie et psychomotricité et aux autorités scolaires de divulguer à des tierces personnes non autorisées des informations qu'ils ont reçues dans l'exercice de leur fonction sur des faits relevant du domaine privé des élèves ou de leurs proches.

#### **Art. 16** Entzug der Unterrichtsberechtigung

<sup>1</sup> Die Direktion kann die Unterrichtsberechtigung in folgenden Fällen vorübergehend oder endgültig entziehen: Die schulische Heilpädagogin oder der schulische Heilpädagoge hat folgenschwere Handlungen begangen, die mit ihrer oder seiner Funktion unvereinbar sind oder welche die Sicherheit oder den Ruf der Schule oder der sonderpädagogischen Einrichtung erheblich gefährden können, oder die betreffende Person ist namentlich infolge von Suchtproblemen oder psychischen Störungen nicht mehr in der Lage, ihre Funktion auszuüben.

<sup>2</sup> Die Unterrichtsberechtigung kann nur im Anschluss an ein Verwaltungsverfahren der Gesetzgebung über das Staatspersonal oder nach einem Rücktritt aus einem Grund nach Absatz 1 entzogen werden.

<sup>3</sup> Der Entzug der Unterrichtsberechtigung wird der EDK zur Aufnahme in die interkantonale Liste von Lehrpersonen, denen die Unterrichtsberechtigung entzogen wurde, gemeldet.

<sup>4</sup> Das Eintragen und Löschen, die Rechtsmittel und der Zugang zur Liste werden in der interkantonalen Vereinbarung über die Anerkennung von Ausbildungsabschlüssen geregelt.

## **5. KAPITEL**

### **Datenschutz und Schutz der Privatsphäre**

#### **Art. 17** Datenerhebung

<sup>1</sup> Die Direktion und die Ämter können Personendaten, einschliesslich besonders schützenswerter Daten, über Kinder sowie Schülerinnen und Schüler, denen sonderpädagogische Massnahmen gewährt werden, bearbeiten.

<sup>2</sup> Die Daten, insbesondere was deren Erhebung betrifft, werden nur so weit bearbeitet, als dies für den Zweck der Verfügungen über die Gewährung von sonderpädagogischen Unterstützungsmassnahmen sowie deren Umsetzung und Überprüfung erforderlich ist.

#### **Art. 18** Schutz der Privatsphäre

Den schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen, dem sonderpädagogischen Fachpersonal, dem Personal der logopädischen, psychologischen und psychomotorischen Dienste und den Schulbehörden ist es untersagt, Informationen aus dem Privatbereich der Schülerinnen und Schüler oder ihrer Angehörigen, die sie in der Ausübung ihrer Tätigkeit erhalten haben, an unberechtigte Dritte weiterzugeben.

### **Art. 19** Accès aux données

<sup>1</sup> Les services gèrent un système d'information contenant les données prévues à l'article 17.

<sup>2</sup> Le Conseil d'Etat détermine les catégories de données que les services sont habilités à traiter dans le système d'information et fixe les règles et les limites d'accès.

<sup>3</sup> Un accès par procédure d'appel peut être octroyé à d'autres autorités par voie réglementaire, si un intérêt prépondérant le commande en vue de la mise en œuvre et du suivi des mesures de pédagogie spécialisée.

### **Art. 20** Transmission des données

<sup>1</sup> Lorsqu'une mesure est octroyée, les services, y compris la cellule d'évaluation, peuvent échanger, sans le consentement des parents ou de l'élève, des données personnelles, y compris sensibles, sur l'enfant ou l'élève, avec les professionnel-le-s intervenant auprès de l'enfant ou de l'élève, notamment les directions d'établissement et des écoles spécialisées ainsi que le corps enseignant ordinaire et spécialisé.

<sup>2</sup> Sont réservés les obligations particulières de garder le secret (art. 18) ainsi que les principes régissant le traitement de données personnelles selon la législation y relative.

<sup>3</sup> Les dispositions de la législation sur la protection de l'enfant sont également réservées.

## **TITRE II**

### **Organisation de l'offre en matière de pédagogie spécialisée**

#### **CHAPITRE PREMIER**

##### **Prestataires de services**

### **Art. 21** Organisation de l'offre

La Direction fixe la distribution de l'offre des mesures de pédagogie spécialisée.

### **Art. 19** Datenzugriff

<sup>1</sup> Die Ämter führen ein Datenbearbeitungssystem mit den gemäss Artikel 17 erhobenen Daten.

<sup>2</sup> Der Staatsrat legt die Datenkategorien, welche die Ämter im Datenbearbeitungssystem bearbeiten dürfen, sowie die Regeln und die Beschränkung der Zugriffsberechtigung fest.

<sup>3</sup> Weiteren Behörden kann mit einer Verordnung ein Zugang durch Abrufverfahren gewährt werden, falls dies aufgrund eines überwiegenden Interesses zur Durchführung und Überprüfung von sonderpädagogischen Massnahmen nötig ist.

### **Art. 20** Datenbekanntgabe

<sup>1</sup> Wird eine Massnahme gewährt, können die Ämter, einschliesslich der unabhängigen Abklärungsstelle, ohne Zustimmung der Eltern oder der Schülerin oder des Schülers Personendaten, auch besonders schützenswerte, zum Kind bzw. zur Schülerin oder zum Schüler mit den an der Betreuung beteiligten Fachpersonen austauschen. Dies gilt insbesondere für Schulleitungen und die Leitungen der Sonderschulen sowie für die Lehrpersonen der Regelschule und der Sonderschulen.

<sup>2</sup> Vorbehalten bleiben die besonderen Geheimhaltungspflichten (Art. 18) und die Regeln über das Bearbeiten von Personendaten gemäss der entsprechenden Gesetzgebung.

<sup>3</sup> Die Bestimmungen der Kinderschutzgesetzgebung bleiben ebenfalls vorbehalten.

## **II. TITEL**

### **Organisation des sonderpädagogischen Angebots**

#### **1. KAPITEL**

##### **Leistungsanbieter**

### **Art. 21** Organisation des Angebots

Die Direktion regelt die Verteilung des Angebots an sonderpädagogischen Massnahmen.



#### **Art. 22** Collaborations intercantionales

La Direction met sur pied l'offre de pédagogie spécialisée en coordination avec celle des autres cantons.

#### **Art. 23** Prestataires

<sup>1</sup> Les prestations de pédagogie spécialisée sont dispensées par l'Etat, par les communes et par des institutions de pédagogie spécialisée reconnues par la Direction.

<sup>2</sup> En périodes préscolaire et postscolaire seulement, sauf exception accordée par la cellule d'évaluation conformément à l'article 5 al. 5, les mesures de logopédie et de psychomotricité sont dispensées par des prestataires indépendants agréés par la Direction.

<sup>3</sup> En période préscolaire, des mandats, notamment de prévention primaire et secondaire, peuvent être attribués à des prestataires logopédistes indépendants agréés.

## **CHAPITRE 2**

### **Institutions de pédagogie spécialisée et contrats de prestations**

#### **Art. 24** Institutions de pédagogie spécialisée

<sup>1</sup> Dans le cadre du concept cantonal, la Direction reconnaît les institutions de pédagogie spécialisée qui répondent notamment aux exigences suivantes:

- a) offrir des prestations de pédagogie spécialisée au sens des articles 5, 6 et 7 de la présente loi;
- b) être au bénéfice d'une autorisation d'exploiter délivrée par l'autorité cantonale compétente;
- c) disposer d'une infrastructure adaptée aux mesures offertes et répondant aux besoins des élèves;
- d) respecter les standards de qualité pour les prestataires dans le domaine de la pédagogie spécialisée adoptés par la CDIP;
- e) respecter les dispositions d'une convention collective de travail existante ou, à défaut, la législation sur le personnel de l'Etat.

#### **Art. 22** Interkantonale Zusammenarbeit

Die Direktion baut das sonderpädagogische Angebot in Koordination mit den Angeboten anderer Kantone auf.

#### **Art. 23** Leistungsanbieter

<sup>1</sup> Die sonderpädagogischen Leistungen werden vom Staat, von den Gemeinden und den von der Direktion anerkannten sonderpädagogischen Einrichtungen erbracht.

<sup>2</sup> Nur im Vorschul- und im Nachschulbereich werden die logopädischen und psychomotorischen Massnahmen von freischaffenden Leistungsanbietern, die von der Direktion anerkannt werden, erbracht. Die Abklärungsstelle kann hiervon eine Ausnahme gemäss Artikel 5 Abs. 5 genehmigen.

<sup>3</sup> Im Vorschulbereich können Mandate, insbesondere zur Primär- und Sekundärprävention, an anerkannte freischaffende logopädische Leistungsanbieter vergeben werden.

## **2. KAPITEL**

### **Sonderpädagogische Einrichtungen und Leistungsverträge**

#### **Art. 24** Sonderpädagogische Einrichtungen

<sup>1</sup> Die Direktion anerkennt im Rahmen des kantonalen Konzepts sonderpädagogische Einrichtungen, die namentlich folgende Voraussetzungen erfüllen:

- a) Sie bieten sonderpädagogische Leistungen im Sinne der Artikel 5, 6 und 7 dieses Gesetzes an.
- b) Sie sind im Besitz einer Betriebsbewilligung der zuständigen Kantonsbehörde.
- c) Sie verfügen über eine Infrastruktur, die den angebotenen Massnahmen angepasst ist und den Bedürfnissen der Schülerinnen und Schüler gerecht wird.
- d) Sie halten die Qualitätsstandards der EDK für Leistungsanbieter im sonderpädagogischen Bereich ein.
- e) Sie erfüllen die Bestimmungen eines bestehenden allgemeinverbindlichen Gesamtarbeitsvertrags oder der Gesetzgebung über das Staatspersonal.

<sup>2</sup> La Direction peut reconnaître, au sein des institutions de pédagogie spécialisée, des écoles spécialisées et des structures de jour ou à caractère résidentiel. Les écoles spécialisées offrent des mesures renforcées de pédagogie spécialisée.

<sup>3</sup> Une convention-cadre pluriannuelle et des contrats annuels de prestations sont conclus entre la Direction et les institutions de pédagogie spécialisée reconnues.

<sup>4</sup> Les institutions de pédagogie spécialisée acceptent tout ou toute élève que leurs missions et leurs équipements permettent de prendre en charge et de scolariser conformément aux conditions d'accès fixées par la Direction.

<sup>5</sup> La reconnaissance est limitée dans le temps. Elle peut être renouvelée.

<sup>6</sup> Les dispositions générales de la loi scolaire (Chapitre premier) ainsi que ses dispositions relatives au fonctionnement général de l'école, aux parents et aux élèves sont applicables par analogie dans les classes spéciales des institutions de pédagogie spécialisée, demeurant réservées les règles spécifiques à la pédagogie spécialisée et aux besoins des élèves concernés.

#### **Art. 25** Convention-cadre pluriannuelle

<sup>1</sup> La convention-cadre pluriannuelle définit les principes généraux régissant les rapports entre la Direction et l'institution de pédagogie spécialisée concernée relatifs aux prestations de pédagogie spécialisée ou d'hébergement pour les élèves présentant des besoins éducatifs particuliers.

<sup>2</sup> En particulier, elle s'inscrit dans le dispositif visant à promouvoir l'autonomie des élèves à besoins éducatifs particuliers, à favoriser leur accès à la formation et leur participation à la vie sociale, économique et professionnelle ainsi qu'à leur garantir des prestations qui correspondent de manière adéquate à leur besoin.

#### **Art. 26** Contrat annuel de prestations

<sup>1</sup> Le contrat annuel de prestations précise en particulier l'objet et le but de la subvention, les prestations effectivement attendues, le montant de la subvention, les bases et modalités de calcul, les charges et conditions imposées au ou à la bénéficiaire et les conséquences du non-respect des obligations, conformément à la législation cantonale en matière de subventions.

<sup>2</sup> En particulier, le contrat annuel indique notamment les ressources allouées en tenant compte des ressources propres de l'institution de pédagogie spécialisée et, le cas échéant, des autres subventions, publiques ou privées, qu'elle perçoit, à l'exception des dons.

<sup>2</sup> Die Direktion kann unter diesen sonderpädagogischen Einrichtungen Sonderschulen und Einrichtungen mit Tagesstrukturen oder interner Unterbringung anerkennen. Die Sonderschulen bieten verstärkte sonderpädagogische Massnahmen an.

<sup>3</sup> Die Direktion und die anerkannten sonderpädagogischen Einrichtungen schliessen eine mehrjährige Rahmenvereinbarung und jährliche Leistungsverträge ab.

<sup>4</sup> Die sonderpädagogischen Einrichtungen nehmen alle Schülerinnen und Schüler auf, die sie im Rahmen ihrer Aufgaben und ihrer Ausstattung betreuen und gemäss den von der Direktion festgelegten Zulassungsbedingungen unterrichten können.

<sup>5</sup> Die Anerkennung ist befristet. Sie kann erneuert werden.

<sup>6</sup> Die allgemeinen Bestimmungen des Schulgesetzes (1. Kapitel) sowie dessen Bestimmungen über den allgemeinen Schulbetrieb, über die Eltern sowie über die Schülerinnen und Schüler gelten sinngemäss für die Sonderklassen der sonderpädagogischen Einrichtungen. Vorbehalten bleiben spezifische Regelungen der Sonderpädagogik sowie diejenigen über die Bedürfnisse der betroffenen Schülerinnen und Schüler.

#### **Art. 25** Mehrjährige Rahmenvereinbarung

<sup>1</sup> Die mehrjährige Vereinbarung regelt die allgemeinen Grundsätze der Zusammenarbeit der Direktion und der sonderpädagogischen Einrichtung bei den sonderpädagogischen oder stationären Leistungen für Schülerinnen und Schülern mit besonderem Bildungsbedarf.

<sup>2</sup> Im Besonderen stützt sie sich auf die Massnahmen, welche die Selbstständigkeit von Schülerinnen und Schülern mit besonderem Bildungsbedarf fördern, ihnen den Zugang zur Ausbildung und die Eingliederung in das soziale, wirtschaftliche und berufliche Leben erleichtern und ihnen bedürfnisgerechte Leistungen gewährleisten.

#### **Art. 26** Jährlicher Leistungsvertrag

<sup>1</sup> Der jährliche Leistungsvertrag bestimmt insbesondere den Gegenstand und den Zweck des Kantonsbeitrags, die tatsächliche erwarteten Leistungen, die Höhe des Kantonsbeitrags, die Berechnungsgrundlagen und -modalitäten, die Auflagen und Bedingungen an den Leistungsanbieter sowie die Folgen bei deren Nichteinhaltung gemäss der kantonalen Subventionsgesetzgebung.

<sup>2</sup> Im Jahresvertrag werden namentlich die zugesprochenen Mittel angegeben, wobei die Eigenmittel der sonderpädagogischen Einrichtung sowie allfällige andere öffentliche oder private Subventionen, welche sie erhält, berücksichtigt werden, mit Ausnahme von Spenden.

### TITRE III

#### Accès à l'offre en matière de pédagogie spécialisée

##### Art. 27 Période préscolaire

<sup>1</sup> L'accès aux mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée en éducation précoce spécialisée (MAO) et en psychomotricité est demandé par les parents auprès de la direction du service prestataire qui en décide.

<sup>2</sup> L'accès aux mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée en éducation précoce spécialisée (MAR) est demandé par les parents conformément aux articles 30 à 32.

<sup>3</sup> L'accès aux prestations en logopédie est demandé conjointement par les parents et le ou la prestataire agréé-e, préalablement consulté-e, auprès du ou de la spécialiste du service chargé de la pédagogie spécialisée. Sur la base de son évaluation clinique, l'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e décide de l'accès.

##### Art. 28 Période scolaire

a) Mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée (MAO) et mesures pédago-thérapeutiques

<sup>1</sup> L'élève au bénéfice de mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée (MAO) est scolarisé-e dans un établissement de l'école ordinaire.

<sup>2</sup> L'accès aux mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée (MAO), ainsi qu'aux mesures pédago-thérapeutiques, est défini dans la législation scolaire.

##### Art. 29 b) Mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR)

<sup>1</sup> L'élève au bénéfice de mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) est scolarisé-e soit dans un établissement de l'école ordinaire, soit dans une institution de pédagogie spécialisée.

<sup>2</sup> A titre exceptionnel, des mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) peuvent être octroyées à domicile ou en milieu hospitalier pour un temps limité.

<sup>3</sup> Lorsque l'élève suit sa scolarité dans une institution de pédagogie spécialisée, le suivi est assuré par celle-ci. Les parents en informent chaque année la commune dans laquelle l'élève réside.

### III. TITEL

#### Zugang zum sonderpädagogischen Angebot

##### Art. 27 Vorschulbereich

<sup>1</sup> Niederschwellige sonderpädagogische Massnahmen (NM) in der heilpädagogischen Früherziehung und der Psychomotorik werden von den Eltern bei der Leitung des betreffenden Leistungsanbieters beantragt, die darüber entscheidet.

<sup>2</sup> Verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM) in der heilpädagogischen Früherziehung werden von den Eltern gemäss den Artikeln 30–32 beantragt.

<sup>3</sup> Logopädische Massnahmen werden von den Eltern und dem vorgängig konsultierten anerkannten Leistungsanbieter bei der zuständigen Fachperson des für die Sonderpädagogik verantwortlichen Amtes gemeinsam beantragt. Gestützt auf den klinischen Bericht der Fachperson entscheidet die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor über die Massnahme.

##### Art. 28 Obligatorische Schulzeit

a) Niederschwellige sonderpädagogische Massnahmen (NM) und pädagogisch-therapeutische Massnahmen

<sup>1</sup> Schülerinnen und Schüler, die niederschwellige sonderpädagogische Massnahmen (NM) erhalten, werden in der Regelschule unterrichtet.

<sup>2</sup> Der Zugang zu niederschwelligen (NM) und zu pädagogisch-therapeutischen Massnahmen wird in der Schulgesetzgebung geregelt.

##### Art. 29 b) Verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM)

<sup>1</sup> Schülerinnen und Schüler, die verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM) erhalten, werden entweder in der Regelschule oder in einer sonderpädagogischen Einrichtung unterrichtet.

<sup>2</sup> Verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM) können ausnahmsweise und für befristete Zeit zuhause oder in einer Spitaleinrichtung erbracht werden.

<sup>3</sup> Wird die Schülerin oder der Schüler in einer sonderpädagogischen Einrichtung unterrichtet, so stellt diese die Massnahmen sicher. Die Eltern informieren jedes Jahr die Wohnsitzgemeinde der Schülerin oder des Schülers darüber.

**Art. 30** c) Accès aux mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR)

<sup>1</sup> L'accès aux mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) est demandé par les parents auprès de la cellule d'évaluation.

<sup>2</sup> Les parents bénéficient des conseils de professionnel-le-s intervenant auprès de l'élève pour formuler leur demande.

<sup>3</sup> Au préalable, les parents et l'enseignant ou l'enseignante établissent un bilan sur la base d'une procédure prédéfinie.

<sup>4</sup> A titre exceptionnel et lorsque les besoins éducatifs particuliers de l'élève sont clairement avérés, la demande au sens de l'alinéa 1 peut également émaner des professionnel-le-s intervenant auprès de l'élève, sans le concours des parents. Dans ce cas, l'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e peut ordonner les bilans et les diagnostics nécessaires à l'analyse par la cellule d'évaluation.

**Art. 31** d) Cellule d'évaluation

<sup>1</sup> La Direction institue une cellule d'évaluation et désigne ses membres.

<sup>2</sup> La cellule peut faire appel à des experts et expertes compétents dans le domaine concerné par la demande.

<sup>3</sup> Sur la base du dossier préparé par le réseau, la cellule évalue le besoin en matière de mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) et donne un préavis sur leur étendue, leur nature et le lieu de leur mise en œuvre. Ce préavis, établi à l'intention de l'inspecteur ou de l'inspectrice spécialisé-e et porté à la connaissance des parents, s'inscrit dans le cadre de la procédure d'évaluation telle qu'elle est prévue à l'article 7 de l'accord intercantonal.

<sup>4</sup> La cellule d'évaluation peut, le cas échéant, consulter les professionnel-le-s intervenant auprès de l'enfant ou de l'élève, y compris ceux du domaine médical.

**Art. 32** e) Décision, attribution et réévaluation des mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR)

<sup>1</sup> Sur la base du préavis de la cellule d'évaluation, l'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e décide de l'octroi de mesures renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) auprès d'un ou d'une prestataire agréé-e ainsi que, le cas échéant, de mesures auxiliaires de pédagogie spécialisée, notamment sous forme d'octroi d'un ou d'une auxiliaire de vie.

**Art. 30** c) Zugang zu verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen (VM)

<sup>1</sup> Verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM) werden von den Eltern bei der unabhängigen Abklärungsstelle beantragt.

<sup>2</sup> Die Eltern werden von den Fachpersonen, die ihr Kind betreuen, bei der Formulierung ihres Antrags beraten.

<sup>3</sup> Vorab müssen die Eltern und die Lehrperson eine Standortbestimmung nach einem vorgegebenen Verfahren erstellen.

<sup>4</sup> Ausnahmsweise können auch die Fachpersonen, welche die Schülerin oder den Schüler betreuen, ohne Einbezug der Eltern den Antrag gemäss Absatz 1 stellen, wenn der besondere Bildungsbedarf der Schülerin oder des Schülers klar erwiesen ist. In diesem Fall kann das Sonderschulinspektorat die Bilanzberichte und Diagnosen, die für die Beurteilung durch die unabhängige Abklärungsstelle benötigt werden, anordnen.

**Art. 31** d) Unabhängig Abklärungsstelle

<sup>1</sup> Die Direktion schafft eine unabhängige Abklärungsstelle und bestimmt ihre Mitglieder.

<sup>2</sup> Die Abklärungsstelle kann für den vom Antrag betroffenen Fachbereich kompetente Sachverständige beiziehen.

<sup>3</sup> Gestützt auf das vom interdisziplinären Netzwerk vorbereitete Dossier ermittelt die unabhängige Abklärungsstelle den Bedarf an verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen (VM) und gibt eine Stellungnahme zum Umfang, zur Art und zum Durchführungsort der Massnahmen ab. Diese Stellungnahme zuhanden der Sonderschulinspektorin oder des Sonderschulinspektors ist Teil des standardisierten Abklärungsverfahrens gemäss Artikel 7 des Sonderpädagogik-Konkordats und wird den Eltern zur Kenntnisnahme mitgeteilt.

<sup>4</sup> Die unabhängige Abklärungsstelle kann gegebenenfalls die das Kind oder die Schülerin bzw. den Schüler betreuenden Fachpersonen konsultieren, auch diejenigen aus dem medizinischen Bereich.

**Art. 32** e) Entscheid, Verfügung und Neubeurteilung verstärkter sonderpädagogischer Massnahmen (VM)

<sup>1</sup> Gestützt auf die Empfehlung der unabhängigen Abklärungsstelle verfügt die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM) durch einen anerkannten Leistungsanbieter und gegebenenfalls sonderpädagogische Unterstützungsmassnahmen, namentlich durch eine Assistenzperson.

<sup>2</sup> La mesure est réévaluée en principe tous les deux ans et peut faire l'objet d'une procédure simplifiée.

**Art. 33** f) Projet pédagogique individualisé

Un projet pédagogique individualisé est déterminé pour chaque bénéficiaire de mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) par l'enseignant ou l'enseignante spécialisé-e.

**Art. 34** g) Plan individuel de transition

Un plan individuel de transition est déterminé deux ans avant la fin de la scolarité obligatoire pour chaque bénéficiaire de mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) par les professionnel-le-s intervenant auprès de l'élève.

**Art. 35** h) Mise en place et suivi des mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR)

<sup>1</sup> La direction d'établissement ou de l'école spécialisée veille à la mise en place des mesures renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) et de leur suivi, en collaboration avec les professionnel-le-s intervenant auprès de l'élève.

<sup>2</sup> Avant la fin de la scolarité, la direction d'établissement ou de l'école spécialisée appuie les parents dans les démarches nécessaires en vue de la transition vers les formations postobligatoires, le cas échéant auprès de l'assurance-invalidité, en collaboration avec les professionnel-le-s intervenant auprès de l'élève, y compris ceux du domaine médical.

<sup>3</sup> Les représentants et représentantes du corps médical et de la protection de l'enfance intervenant auprès de l'élève sont associés selon les besoins aux réunions de réseaux.

**Art. 36** Période postscolaire

<sup>1</sup> La direction de l'établissement du secondaire supérieur veille à la mise en place des mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) et de leur suivi, en collaboration avec les professionnel-le-s intervenant auprès de l'élève.

<sup>2</sup> Les représentants et représentantes du corps médical et de la protection de l'enfance intervenant auprès de l'élève sont associés selon les besoins aux réunions de réseaux.

<sup>2</sup> In der Regel wird die Massnahme alle zwei Jahre überprüft; die Überprüfung kann in einem vereinfachten Verfahren erfolgen.

**Art. 33** f) Förderplan

Für jede Empfängerin und jeden Empfänger einer verstärkten sonderpädagogischen Massnahme (VM) erstellt die schulische Heilpädagogin oder der schulische Heilpädagoge einen Förderplan.

**Art. 34** g) Individueller Übergangsplan

Für alle Schülerinnen und Schüler, die verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM) erhalten, erarbeiten die beteiligten Fachpersonen zwei Jahre vor Ende der obligatorischen Schulzeit einen individuellen Übergangsplan.

**Art. 35** h) Umsetzung und Begleitung verstärkter sonderpädagogischer Massnahmen (VM)

<sup>1</sup> Die Leitung der Schule oder der Sonderschule sorgt in Zusammenarbeit mit den Fachpersonen, welche die Schülerin oder den Schüler betreuen, für die Umsetzung und Begleitung der verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen (VM).

<sup>2</sup> Vor dem Ende der obligatorischen Schulzeit trifft die Schulleitung oder die Leitung der Sonderschule mit den Eltern und in Zusammenarbeit mit den Fachpersonen, welche die Schülerin oder den Schüler betreuen, auch diejenigen aus dem medizinischen Bereich, die nötigen Vorkehrungen für den Übergang in die nachobligatorische Ausbildung, gegebenenfalls auch bei der Invalidenversicherung.

<sup>3</sup> Die Vertreterinnen und Vertreter der Ärzteschaft und der Kindesschutzbehörde, welche die Schülerin oder den Schüler betreuen, nehmen nach Bedarf ebenfalls an den Netzwerktreffen teil.

**Art. 36** Nachschulbereich

<sup>1</sup> Die Schuldirektion der Mittelschule sorgt in Zusammenarbeit mit den Fachpersonen, welche die Schülerin oder den Schüler betreuen, für die Umsetzung und Begleitung der verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen (VM).

<sup>2</sup> Die Vertreterinnen und Vertreter der Ärzteschaft und der Kindesschutzbehörde, welche die Schülerin oder den Schüler betreuen, nehmen nach Bedarf ebenfalls an den Netzwerktreffen teil.

<sup>3</sup> L'accès aux prestations en logopédie et en psychomotricité est demandé conjointement par les parents et le ou la prestataire agréé-e, préalablement consulté-e, auprès du ou de la spécialiste du service chargé de la pédagogie spécialisée. Sur la base de son évaluation clinique, l'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e décide de l'accès.

<sup>4</sup> La prolongation de scolarisation en école spécialisée est demandée par les parents conformément aux articles 30 à 32.

#### **TITRE IV**

##### **Financement de l'offre en matière de pédagogie spécialisée**

###### **Art. 37** Institutions de pédagogie spécialisée reconnues

<sup>1</sup> L'Etat et les communes prennent en charge le déficit d'exploitation des institutions de pédagogie spécialisée reconnues admis par l'Etat.

<sup>2</sup> Ils participent au financement des investissements par la prise en considération, dans le compte d'exploitation, des charges d'intérêts et d'amortissement.

<sup>3</sup> Le financement est supporté à raison de 45% par l'Etat et 55% par les communes.

<sup>4</sup> Les comptes des institutions de pédagogie spécialisée sont présentés sur la base d'un plan comptable admis par l'Etat.

<sup>5</sup> Le budget des institutions de pédagogie spécialisée est construit sur la base des directives en vigueur à l'Etat et du même plan comptable que celui qui est utilisé pour la présentation des comptes. Le Conseil d'Etat édicte des dispositions sur le mode de calcul.

###### **Art. 38** Autres prestations

<sup>1</sup> Les mesures d'éducation précoce spécialisées sont supportées financièrement à raison de 45% par l'Etat et 55% par les communes.

<sup>2</sup> Les mesures pédo-géno-thérapeutiques de logopédie pour les périodes préscolaire, scolaire en cas d'exception accordée par la cellule d'évaluation conformément à l'article 23 al. 2 et post-scolaire, dispensées par des prestataires indépendants, sont supportées financièrement à raison de 45% par l'Etat et 55% par les communes.

<sup>3</sup> Les mesures pédo-géno-thérapeutiques de psychomotricité pour les périodes préscolaire et post-scolaire, dispensées par des prestataires indépendants, sont supportées financièrement à raison de 45% par l'Etat et 55% par les communes.

<sup>3</sup> Logopädische und psychomotorische Massnahmen werden von den Eltern und dem vorgängig konsultierten anerkannten Leistungsanbieter bei der zuständigen Fachperson des für die Sonderpädagogik verantwortlichen Amtes gemeinsam beantragt. Gestützt auf den klinischen Bericht der Fachperson entscheidet die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor über die Massnahme.

<sup>4</sup> Die Verlängerung der Schulzeit in einer Sonderschule wird von den Eltern gemäss den Artikeln 30–32 beantragt.

#### **IV. TITEL**

##### **Finanzierung des sonderpädagogischen Angebots**

###### **Art. 37** Anerkannte sonderpädagogische Einrichtungen

<sup>1</sup> Der Staat und die Gemeinden übernehmen das vom Staat zugelassene Betriebsdefizit der anerkannten sonderpädagogischen Einrichtungen.

<sup>2</sup> Sie beteiligen sich an der Finanzierung der Investitionskosten, indem sie den Zinsaufwand und die Abschreibungen in der Betriebsrechnung der Einrichtungen berücksichtigen.

<sup>3</sup> Die Finanzierung wird zu 45% vom Kanton und zu 55% von den Gemeinden übernommen.

<sup>4</sup> Die Jahresrechnungen der sonderpädagogischen Einrichtungen sind auf der Grundlage eines vom Staat zugelassenen Kontenplans vorzulegen.

<sup>5</sup> Der Voranschlag der sonderpädagogischen Einrichtungen wird auf der Grundlage der geltenden Richtlinien des Staates und des gleichen Kontenplans wie für die Präsentation der Jahresrechnung erstellt. Der Staatsrat erlässt Bestimmungen über die Berechnungsmodalitäten.

###### **Art. 38** Weitere Leistungen

<sup>1</sup> Die Kosten der heilpädagogischen Früherziehung gehen zu 45% zulasten des Staates und zu 55% zulasten der Gemeinden.

<sup>2</sup> Die Kosten der von freischaffenden Leistungsanbietern erbrachten pädagogisch-therapeutischen Massnahmen der Logopädie im Vorschul- und im Nachschulbereich sowie während der obligatorischen Schulzeit, in der sie gemäss Artikel 23 Abs. 2 in Ausnahmefällen von der unabhängigen Abklärungsstelle gewährt werden, werden zu 45% vom Staat und zu 55% von den Gemeinden getragen.

<sup>3</sup> Die Kosten der von freischaffenden Leistungsanbietern erbrachten pädagogisch-therapeutischen Massnahmen der Psychomotorik im Vorschul- und im Nachschulbereich werden zu 45% vom Staat und zu 55% von den Gemeinden getragen.

<sup>4</sup> Les mesures de soutien d'ordre professionnel dans le cadre d'une formation postobligatoire sont supportées par l'assurance-invalidité (AI) selon la législation spécifique, sauf pour les élèves qui prolongent leur scolarité en institutions de pédagogie spécialisée.

<sup>5</sup> Les tarifs des mesures pédago-thérapeutiques sont fixés dans une convention passée entre les prestataires indépendants et la Direction.

#### **Art. 39** Prestataires d'autres cantons

<sup>1</sup> Les prestations fournies par d'autres cantons sont financées selon les modalités prévues conventionnellement entre les cantons.

<sup>2</sup> Le financement de ces prestations est supporté à raison de 45% par l'Etat et 55% par les communes.

#### **Art. 40** Répartition intercommunale

La part mise à la charge de l'ensemble des communes est répartie entre elles en proportion du chiffre de leur population dite légale.

#### **Art. 41** Paiement

<sup>1</sup> L'Etat paie tous les frais scolaires.

<sup>2</sup> Il récupère périodiquement les montants dus par chaque commune.

#### **Art. 42** Participation financière des parents ou de l'élève majeur-e

Une participation des parents ou de l'élève majeur-e peut être exigée pour les frais des fournitures scolaires et de certaines activités scolaires ou parascolaires ainsi que pour les frais des repas et/ou des nuitées dans les structures de jour ou à caractère résidentiel.

### **TITRE V**

#### **Voies de droit**

#### **Art. 43** Décision du corps enseignant ou de l'institution de pédagogie spécialisée, réclamation

<sup>1</sup> Toute décision du corps enseignant d'une institution de pédagogie spécialisée ou de son organe directeur qui affecte ou peut affecter le statut d'un ou d'une élève peut, dans les dix jours dès sa notification, faire l'objet d'une réclamation écrite des parents.

<sup>4</sup>Die beruflichen Massnahmen im Rahmen einer nachobligatorischen Ausbildung werden von der Invalidenversicherung (IV) nach Massgabe der entsprechenden Gesetzgebung übernommen, ausser für Schülerinnen und Schüler, die ihre schulische Ausbildung in einer sonderpädagogischen Einrichtung verlängern.

<sup>5</sup> Die Tarife der pädagogisch-therapeutischen Massnahmen werden in einer Vereinbarung festgelegt, die zwischen den freischaffenden Leistungsanbietern und der Direktion abgeschlossen wird.

#### **Art. 39** Ausserkantonale Leistungsanbieter

<sup>1</sup> Die von anderen Kantonen erbrachten Leistungen werden gemäss den Modalitäten der interkantonalen Vereinbarungen finanziert.

<sup>2</sup> Die Kosten dieser Leistungen werden zu 45% vom Staat und zu 55% von den Gemeinden getragen.

#### **Art. 40** Aufteilung auf die Gemeinden

Der Anteil, der zulasten sämtlicher Gemeinden geht, wird im Verhältnis ihrer zivilrechtlichen Bevölkerung aufgeteilt.

#### **Art. 41** Zahlung

<sup>1</sup> Der Staat bezahlt sämtliche Schulkosten.

<sup>2</sup> Er zieht periodisch die von jeder Gemeinde geschuldeten Beträge ein.

#### **Art. 42** Finanzielle Beteiligung der Eltern oder der volljährigen Schülerinnen und Schüler

Von den Eltern oder den volljährigen Schülerinnen und Schülern kann eine finanzielle Beteiligung an den Kosten des Schulmaterials und bestimmter schulischer oder ausserschulischer Aktivitäten sowie an den Kosten der Mahlzeiten und/oder der Übernachtungen in Tagesstrukturen oder Strukturen zur stationären Unterbringung verlangt werden.

### **V. TITEL**

#### **Rechtsmittel**

#### **Art. 43** Einsprache gegen einen Entscheid der Lehrpersonen oder der sonderpädagogischen Einrichtung

<sup>1</sup> Jeder Entscheid einer Lehrperson einer sonderpädagogischen Einrichtung oder ihres leitenden Organs, der die Stellung einer Schülerin oder eines Schülers beeinträchtigt oder zu beeinträchtigen vermag, kann von den Eltern innert zehn Tagen nach der Mitteilung mit Einsprache schriftlich angefochten werden.

<sup>2</sup> La réclamation est adressée à l'inspecteur ou à l'inspectrice spécialisé-e, qui statue à bref délai.

<sup>3</sup> Le Conseil d'Etat règle la procédure de réclamation.

**Art. 44** Décision de l'inspecteur ou de l'inspectrice spécialisé e, recours

<sup>1</sup> Toute décision d'un inspecteur ou d'une inspectrice spécialisé-e qui affecte ou peut affecter le statut d'un ou d'une élève peut, dans les dix jours dès sa notification, faire l'objet d'un recours des parents à la Direction.

<sup>2</sup> Sauf décision contraire de la Direction, le recours n'a pas d'effet suspensif.

**Art. 45** Décisions communales

Les décisions rendues par les organes d'une commune ou d'une association de communes peuvent être attaquées conformément à la législation sur les communes.

**Art. 46** Différends administratifs

<sup>1</sup> Les différends entre communes, entre associations de communes ou entre communes et associations de communes sont tranchés conformément à la législation sur les communes. Ils relèvent toutefois de la Direction lorsque les parties ne sont pas du même district.

<sup>2</sup> Les différends entre une commune et un inspecteur ou une inspectrice spécialisé-e ou entre une institution de pédagogie spécialisée et un inspecteur ou une inspectrice spécialisé-e sont tranchés par la Direction.

**Art. 47** Plainte des parents

<sup>1</sup> Lorsque la voie de la réclamation ou du recours n'est pas ouverte, les parents peuvent porter plainte contre les actes ou les omissions d'un enseignant ou d'une enseignante spécialisé-e, de l'organe directeur d'une institution de pédagogie spécialisée ou de l'inspecteur ou de l'inspectrice spécialisé-e, qui les atteignent personnellement et gravement, eux-mêmes ou leurs enfants, et qui violent des dispositions de la présente loi et des règlements.

<sup>2</sup> Toutefois, la plainte n'est ouverte qu'après épuisement des éventuelles voies de droit internes des institutions de pédagogie spécialisée.

<sup>2</sup> Die Einsprache ist an die Sonderschulinspektorin oder den Sonderschulinspektor zu richten, die oder der in kurzer Frist entscheidet.

<sup>3</sup> Der Staatsrat regelt das Einspracheverfahren.

**Art. 44** Beschwerde gegen einen Entscheid der Sonderschulinspektorin oder des Sonderschulinspektors

<sup>1</sup> Jeder Entscheid einer Sonderschulinspektorin oder eines Sonderschulinspektors, der die Stellung einer Schülerin oder eines Schülers beeinträchtigt oder zu beeinträchtigen vermag, kann von den Eltern innert zehn Tagen nach der Mitteilung mit Beschwerde an die Direktion angefochten werden.

<sup>2</sup> Ohne gegenteiligen Entscheid der Direktion hat die Beschwerde keine aufschiebende Wirkung.

**Art. 45** Entscheide der Gemeinde

Die Entscheide, die von den Organen einer Gemeinde oder eines Gemeindeverbands gefällt werden, können gemäss den Bestimmungen des Gesetzes über die Gemeinden angefochten werden.

**Art. 46** Verwaltungsstreitigkeiten

<sup>1</sup> Streitigkeiten zwischen Gemeinden, zwischen Gemeindeverbänden oder zwischen Gemeinden und Gemeindeverbänden werden nach der Gesetzgebung über die Gemeinden entschieden. Gehören die Parteien jedoch nicht demselben Bezirk an, so ist die Direktion zuständig.

<sup>2</sup> Über Streitigkeiten zwischen einer Gemeinde und einer Sonderschulinspektorin oder einem Sonderschulinspektor oder zwischen einer Sonderschule und einer Sonderschulinspektorin oder einem Sonderschulinspektor entscheidet die Direktion.

**Art. 47** Aufsichtsbeschwerde der Eltern

<sup>1</sup> Sind die Rechtsmittel der Einsprache oder der Beschwerde nicht gegeben, so können die Eltern Aufsichtsbeschwerde gegen Handlungen oder Unterlassungen einer Lehrperson, des leitenden Organs einer sonderpädagogischen Einrichtung oder der Sonderschulinspektorin bzw. des Sonderschulinspektors, die sie oder ihre Kinder persönlich und schwerwiegend treffen und die gegen Bestimmungen dieses Gesetzes und der Reglemente verstossen, einreichen.

<sup>2</sup> Die Aufsichtsbeschwerde kann nur nach Ausschöpfung allfälliger interner Rechtsmittel der sonderpädagogischen Einrichtungen eingereicht werden.



<sup>3</sup> L'autorité de plainte statue sur le bien-fondé de la plainte et en informe le plaignant ou la plaignante.

<sup>4</sup> Les frais de procédure peuvent être mis à la charge de l'auteur-e d'une plainte téméraire ou abusive.

<sup>5</sup> Le plaignant ou la plaignante peut, dans les dix jours, recourir à la Direction contre la décision qui déclare la plainte irrecevable ou mal fondée ou qui met des frais de procédure à sa charge.

<sup>6</sup> Le Conseil d'Etat désigne les autorités de plainte et règle la procédure.

## **TITRE VI**

### **Dispositions finales**

#### **Art. 48** Dispositions transitoires

<sup>1</sup> Les dispositions prévues aux articles 24 à 26 seront mises en œuvre par la Direction dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>2</sup> Les dispositions relatives aux articles 23 al. 2 et 3 et 38 al. 5 seront mises en œuvre par la Direction dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

#### **Art. 49** Abrogations

Sont abrogées:

- a) la loi du 19 juin 2008 concernant le financement des mesures de nature pédago-thérapeutique dispensées par des prestataires privés agréés (RSF 410.6);
- b) la loi du 22 septembre 1994 sur l'enseignement spécialisé (RSF 411.5.1).

#### **Art. 50** Entrée en vigueur et referendum

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>2</sup> La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle est également soumise au referendum financier facultatif.

<sup>3</sup> Die Beschwerdeinstanz beurteilt, ob die Aufsichtsbeschwerde begründet ist, und teilt dies der beschwerdeführenden Partei mit.

<sup>4</sup> Wird eine Aufsichtsbeschwerde leichtfertig oder missbräuchlich erhoben, so können die Verfahrenskosten der beschwerdeführenden Partei auferlegt werden.

<sup>5</sup> Die beschwerdeführende Partei kann innert zehn Tagen bei der Direktion gegen den Entscheid, mit dem die Klage für unzulässig oder unbegründet erklärt wird oder Verfahrenskosten auferlegt werden, Beschwerde führen.

<sup>6</sup> Der Staatsrat bezeichnet die Beschwerdebehörden und regelt das Verfahren.

## **VI. TITEL**

### **Schlussbestimmungen**

#### **Art. 48** Übergangsbestimmungen

<sup>1</sup> Die Bestimmungen der Artikel 24–26 werden von der Direktion innert einer Frist von drei Jahren nach Inkrafttreten dieses Gesetzes umgesetzt.

<sup>2</sup> Die Bestimmungen der Artikel 23 Abs. 2 und 3 sowie 38 Abs. 5 werden von der Direktion innert einer Frist von drei Jahren nach Inkrafttreten dieses Gesetzes umgesetzt.

#### **Art. 49** Aufhebung bisherigen Rechts

Aufgehoben werden:

- a) das Gesetz vom 19. Juni 2008 über die Finanzierung der von zugelassenen privaten Anbietern ausgeführten pädagogisch-therapeutischen Massnahmen (SGF 410.6);
- b) das Gesetz vom 22. September 1994 über den Sonderschulunterricht (SGF 411.5.1).

#### **Art. 50** Inkrafttreten und Referendum

<sup>1</sup> Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.

<sup>2</sup> Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht zudem dem fakultativen Finanzreferendum.



ETAT DE FRIBOURG  
STAAT FREIBURG

Direction de l'instruction publique, de la culture  
et du sport DICS  
Direktion für Erziehung, Kultur und Sport EKSD

Rue de l'Hôpital 1, 1701 Fribourg

T +41 26 305 12 06, F +41 26 305 12 14  
www.fr.ch/dics

*Fribourg, le 24 août 2017*

Projet de loi sur la pédagogie spécialisée (LPS)

**Propositions de modifications de la LPS (art. 14 et 23) du Conseil d'Etat, présentées par le Commissaire dans le cadre de la session du Grand Conseil de septembre 2017**

**Art. 14 al. 5 LPS :**

Le corps enseignant spécialisé, le personnel de la pédagogie spécialisée ainsi que les thérapeutes engagés par les institutions de pédagogie spécialisée doivent produire, lors de leur engagement, un extrait spécial de leur casier judiciaire, au sens de l'article 371a du code pénal suisse ou, pour les ressortissants et ressortissantes étrangers, un document équivalent. Durant une période transitoire expirant le 31 décembre 2026, le candidat ou la candidate retenu-e doit produire en sus un extrait ordinaire de son casier judiciaire.

**Art. 23 al. 4 LPS :**

Dans le cadre de leur demande d'agrément, les prestataires indépendants doivent produire un extrait spécial de leur casier judiciaire, au sens de l'article 371a du code pénal suisse ou, pour les ressortissants et ressortissantes étrangers, un document équivalent. Durant une période transitoire expirant le 31 décembre 2026, le candidat ou la candidate retenu-e doit produire en sus un extrait ordinaire de son casier judiciaire.

**Commentaire complétant le message accompagnant le projet de loi sur la pédagogie spécialisée (LPS) du 28 novembre 2016:**

Une modification de la loi sur le personnel de l'Etat (LPers), laquelle sera prochainement soumise au Grand Conseil, introduit l'obligation de consulter l'extrait spécial du casier judiciaire avant l'engagement de tout-e employé-e de l'Etat ayant une activité impliquant des contacts réguliers avec des mineur-e-s. Le Conseil d'Etat souhaite étendre la mesure aux nouveaux engagements au sein des institutions notamment de pédagogie spécialisée.

La DICS n'est pas l'employeur du personnel engagé par les institutions de pédagogie spécialisée, mais reconnaît ces institutions et exerce la haute surveillance sur ces dernières. A ce titre, il convient d'exiger, lors de l'engagement du corps enseignant spécialisé, du personnel de la pédagogie spécialisée ainsi que des thérapeutes par les institutions de pédagogie spécialisée, la présentation d'un extrait spécial du casier judiciaire.

La DICS est également chargée d'agréer les prestataires indépendants et est l'autorité de surveillance de ces derniers dans ce cadre. Pour cette raison et par cohérence avec l'obligation de présenter l'extrait spécial du casier judiciaire pour le personnel des services de logopédie, psychologie et psychomotricité du canton introduite dans la loi scolaire en relation avec la modification de la LPers, une telle exigence est à imposer dans le cadre de l'agrégation des prestataires indépendants par la DICS.

Les travaux en lien avec la modification de la LPers n'étant pas terminés au moment où la commission parlementaire chargée d'étudier le projet de loi sur la pédagogie spécialisée (LPS) clôturait ses séances, la DICS propose d'insérer ces éléments dans le cadre de la session du Grand Conseil consacré à la loi sur la pédagogie spécialisée (LPS).

*(Voir message du Conseil d'Etat au Grand Conseil du 16 août 2017 accompagnant le projet de loi modifiant la loi sur le personnel de l'Etat (LPers) et la loi sur les structures d'accueil extrafamilial de jour (LStE)).*



ETAT DE FRIBOURG  
STAAT FREIBURG

Direction de l'instruction publique, de la culture  
et du sport DICS  
Direktion für Erziehung, Kultur und Sport EKSD

Spitalgasse 1, 1701 Freiburg

T +41 26 305 12 06, F +41 26 305 12 14  
www.fr.ch/eksd

*Freiburg, 24. August 2017*

Gesetzesentwurf über die Sonderpädagogik (SPG)

**Vorschläge des Staatsrates zur Änderung des SPG (Art. 14 und 23), präsentiert vom  
Berichterstatter in der Septembersession 2017 des Grossen Rates**

**Art. 14 Abs. 5 SPG:**

Die schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen, das sonderpädagogische Fachpersonal sowie die von den sonderpädagogischen Einrichtungen angestellten Therapeutinnen und Therapeuten müssen bei ihrer Anstellung einen Sonderprivatauszug aus dem Strafregister gemäss Artikel 371a des Schweizerischen Strafgesetzbuchs oder bei ausländischer Staatsangehörigkeit ein gleichwertiges Dokument vorlegen. Während einer Übergangsperiode bis 31. Dezember 2026 müssen die erfolgreichen Bewerberinnen und Bewerber zusätzlich noch einen ordentlichen Strafregisterauszug vorlegen.

**Art. 23 Abs. 4 SPG:**

Die freischaffenden Leistungsanbieter müssen im Rahmen ihres Anerkennungsgesuchs einen Sonderprivatauszug aus dem Strafregister gemäss Artikel 371a des Schweizerischen Strafgesetzbuchs oder bei ausländischer Staatsangehörigkeit ein gleichwertiges Dokument vorlegen. Während einer Übergangsperiode bis 31. Dezember 2026 müssen die erfolgreichen Bewerberinnen und Bewerber zusätzlich noch einen ordentlichen Strafregisterauszug vorlegen.

**Ergänzender Kommentar zur Botschaft zum Vorentwurf des Gesetzes über die  
Sonderpädagogik (SPG) vom 28. November 2016:**

Eine Änderung des Gesetzes über das Staatspersonal (StPG), das demnächst dem Grossen Rat unterbreitet wird, führt die Pflicht ein, von sämtlichen Staatsmitarbeitenden, deren Tätigkeit einen regelmässigen Kontakt mit Minderjährigen beinhaltet, vor deren Anstellung einen Sonderprivatauszug aus dem Strafregister zu verlangen. Der Staatsrat möchte diese Massnahme auch auf die Neuanstellungen bei den sonderpädagogischen Einrichtungen ausweiten.

Die EKSD ist nicht die Arbeitgeberin des von den sonderpädagogischen Einrichtungen angestellten Personals, anerkennt jedoch diese Einrichtungen und übt die Aufsicht über sie aus. Daher sollte bei der Anstellung von schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen, sonderpädagogischem Fachpersonal sowie die von den sonderpädagogischen Einrichtungen angestellten Therapeutinnen und Therapeuten ebenfalls ein Sonderprivatauszug aus dem Strafregister verlangt werden.

Die EKSD hat auch die Aufgabe, die freischaffenden Leistungsanbieter anzuerkennen.. Aus diesem Grund und in Übereinstimmung mit der Pflicht zur Vorlage des Sonderprivatauszugs aus dem Strafregister für das Personal der logopädischen, psychologischen und psychomotorischen Dienste der Gemeinden, die in Zusammenhang mit der Änderung des StPG ins Schulgesetz eingefügt wurde, ist eine solche Anforderungen auch bei der Anerkennung freischaffender Leistungsanbieter durch die EKSD zu verlangen.

Da die Arbeiten in Zusammenhang mit der Änderung des StPG nach Abschluss der Beratungen der parlamentarischen Kommission noch nicht fertiggestellt waren, schlägt die EKSD vor, diese Bestimmungen in der Session des Grosses Rates, in der dieser das Gesetz über die Sonderpädagogik (SPG) beraten wird, zu behandeln.

*(Siehe den erläuternden Bericht des Staatsrats an den Grossen Rat vom 16. August 2017 zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über das Staatspersonal (StPG) und des Gesetzes über die familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtungen (FBG)).*

# Projet de loi sur la pédagogie spécialisée

## Résultat de l'évaluation

Outil mis à disposition par l'Unité de développement durable du Département des infrastructures de l'État de Vaud. <http://www.vd.ch/durable>

### Données concernant l'auteur de l'évaluation

Nom et prénom : Mottas Hervé  
Email : herve.mottas@fr.ch  
Institution : : Etat-FR  
Département : : DICS  
Service : : S2

### Co-auteurs

Nom et prénom : Passer Laurent  
Institution : : Etat-FR  
Département : : DICS  
Service : : SG-DICS

---

Nom et prénom : Wicht Herbert  
Institution : : Etat-FR  
Département : : DICS  
Service : : SESAM

---

### Informations sur le projet

Description : Projet de loi cantonale sur la pédagogie spécialisée  
Comparé au statu quo  
Limite spatiale: canton de Fribourg  
Limite temporelle: 15 ans  
Effet levier Moyen

Domaines concernés :

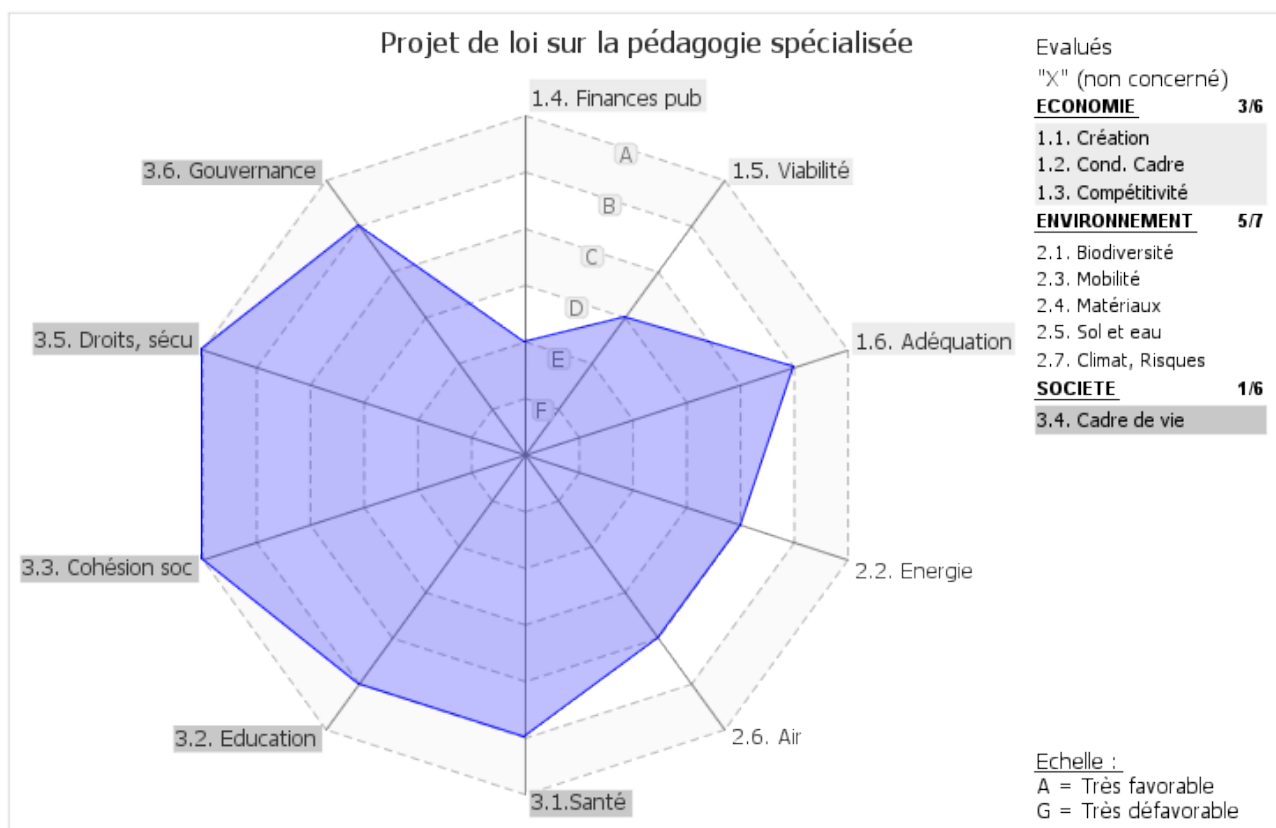
<b>Economie</b>	<b>Environnement</b>	<b>Société</b>
Légèrement	Légèrement	Significativement

### Commentaire général sur l'évaluation

Les effets sur le développement durable, selon l'art. 197 LCG, ont été évalués à l'aide de la Boussole 21, conformément à ce que prévoit la stratégie cantonale Développement durable. Cette évaluation est fondée sur la comparaison entre la situation actuelle et les nouveautés qu'apporte la révision légale. Les effets de cette révision se déploient principalement sur le domaine sociétal et légèrement sur les domaines économique et environnemental. Ils se concentrent essentiellement sur les aspects suivants liés notamment à la cohésion sociale et à l'égalité des chances:

- Principe d'intégration
- Passage d'un système d'assurance à un système de formation
- Scolarisation dans l'établissement spécialisé le mieux adapté aux besoins de l'élève; soit en classe ordinaire, soit en classe spéciale auprès d'institutions subventionnées par l'Etat
- Le projet de loi assure une cohérence de 0 à 20 ans durant les périodes pré-scolaire, scolaire et post-scolaire

## Évaluation de chaque critère



### Échelle de notation

<b>A</b>	Très favorable
<b>B</b>	Favorable
<b>C</b>	Favorable avec quelques réserves
<b>D</b>	Moyen
<b>E</b>	Défavorable avec quelques points favorables
<b>F</b>	Défavorable
<b>G</b>	Très défavorable
<b>X</b>	Pas concerné

### Récapitulatif des critères

Economie	Environnement	Société
1.1. Création et distribution de richesses	2.1. Diversité biologique et espace naturel	3.1. Santé et prévention
1.2. Conditions cadre pour l'économie	2.2. Energie	3.2. Formation, éducation, activités sportives et culturelles
1.3. Compétitivité de l'économie et innovation	2.3. Mobilité et territoire	3.3. Cohésion sociale
1.4. Finances publiques	2.4. Consommation de matériaux et recyclage	3.4. Cadre de vie et espace public
1.5. Faisabilité et viabilité du projet	2.5. Gestion et qualité du sol et de l'eau	3.5. Droits et sécurité
1.6. Conformité et adéquation aux besoins	2.6. Qualité de l'air extérieur et intérieur	3.6. Gouvernance, vie politique et associative
	2.7. Changement climatique et risques	





## Economie

### 1.1. Création et distribution de richesses

X - Pas concerné

#### Liste des sous-critères :

Création de valeur / Postes de travail / Productivité de l'activité économique / Différences de revenus / Diversification et répartition territoriale de l'activité économique / Retombées sur l'environnement économique local / Coût de la vie

#### Commentaires :

#### Justification de l'évaluation :

#### Risques de répercussions négatives :

#### Potentiel d'amélioration :

### 1.2. Conditions cadre pour l'économie

X - Pas concerné

#### Liste des sous-critères :

Accompagnement, conseil et appui à la création d'entreprises / Adéquation des infrastructures aux besoins de l'économie / Offre en crèches et parents de jours / Accès au marché international / Fiscalité / Offre de sites pour l'implantation d'entreprises / Respect de la non distorsion de la concurrence

#### Commentaires :

#### Justification de l'évaluation :

#### Risques de répercussions négatives :

#### Potentiel d'amélioration :

### 1.3. Compétitivité de l'économie et innovation

X - Pas concerné

#### Liste des sous-critères :

Capacité d'innovation / Recherche et développement / Qualification des employés / Systèmes de gestion / Accès à l'information

#### Commentaires :

#### Justification de l'évaluation :

#### Risques de répercussions négatives :

#### Potentiel d'amélioration :

### 1.4. Finances publiques

E - Défavorable avec quelques points favorables

#### Liste des sous-critères :

Bilan financier et endettement des collectivités publiques / Justification du besoin d'argent public / Frais induits et risques de coûts différés pour la collectivité / Recettes fiscales provenant des personnes morales / Recettes fiscales provenant des personnes physiques / Capacité d'action de la collectivité publique / Collaborations régionales et suprarégionales

#### Commentaires :

Justification de l'évaluation : Nouveaux postes d'auxiliaires de vie scolaire, mais respect du cadre budgétaire.

**Risques de répercussions négatives :**

**Potentiel d'amélioration :**

**1.5. Faisabilité et viabilité du projet**

**D - Moyen**

**Liste des sous-critères :**

Investissements / Produits et charges d'exploitation / Renouvellement des infrastructures / Risque financier / Contraintes légales

**Commentaires :**

**Justification de l'évaluation :** Analyse des besoins puis négociations budgétaires.

Les investissements sont également analysés chaque année.

Pas de modification des pratiques actuelles.

**Risques de répercussions négatives :**

**Potentiel d'amélioration :**

**1.6. Conformité et adéquation aux besoins**

**B - Favorable**

**Liste des sous-critères :**

Analyse des besoins - adéquation offre/demande / Adéquation avec le programme ou la stratégie concernés / Conformité avec le niveau de qualité souhaité / Exploitation optimale des potentiels / Gouvernance du projet

**Commentaires :**

**Justification de l'évaluation :** But: exploitation optimale des crédits alloués.

Standards de qualité de la CDIP garantis par le canton.

**Risques de répercussions négatives :**

**Potentiel d'amélioration :**

**Environnement**

**2.1. Diversité biologique et espace naturel**

**X - Pas concerné**

**Liste des sous-critères :**

Habitats des espèces rares et menacées / Habitats des espèces courantes / Surfaces proches de l'état naturel / Biodiversité de l'espace habité ou cultivé / Régulation des populations d'espèces sensibles

**Commentaires :**

**Justification de l'évaluation :**

**Risques de répercussions négatives :**

**Potentiel d'amélioration :**

**2.2. Energie**

**C - Favorable avec quelques réserves**

**Liste des sous-critères :**

Consommation d'énergie des bâtiments / Consommation d'énergie des services et de l'industrie / Consommation d'énergie grise / Production d'énergie renouvelable / Sources d'énergie locales

**Commentaires :**

**Justification de l'évaluation :** L'Etat est particulièrement attentif aux dépenses énergétiques. Ses représentants visitent régulièrement les institutions subventionnées pour trouver des éventuelles économies notamment en cas de rénovation ou de remplacement de certains éléments liés au chauffage.

**Risques de répercussions négatives :**

**Potentiel d'amélioration :**

**2.3. Mobilité et territoire**

**X - Pas concerné**

**Liste des sous-critères :**

Densification et revalorisation des centres des localités / Changement de mode de transport vers la mobilité durable / Attractivité des transports publics / Attractivité de la mobilité douce / Intensité des transports occasionnés par l'économie / Centralité des emplois et des services / Niveau de trafic dans les agglomérations / Impacts du trafic aérien

**Commentaires :**

**Justification de l'évaluation :** Les écoles ne sont pas déplacées.

**Risques de répercussions négatives :**

**Potentiel d'amélioration :**

**2.4. Consommation de matériaux et recyclage**

**X - Pas concerné**

**Liste des sous-critères :**

Quantité de déchets / Utilisation de matériaux locaux et abondants / Utilisation de matériaux renouvelables ou recyclés / Modularité, flexibilité, recyclabilité lors de la conception / Taux de recyclage des déchets non organiques / Taux de recyclage des déchets organiques / Traitement des déchets spéciaux / Durée de vie des produits

**Commentaires :**

**Justification de l'évaluation :**

**Risques de répercussions négatives :**

**Potentiel d'amélioration :**

**2.5. Gestion et qualité du sol et de l'eau**

**X - Pas concerné**

**Liste des sous-critères :**

Apport de substances polluantes dans l'eau ou dans le sol / Apport de polluants microbiologiques dans l'eau ou dans le sol / Apport de substances nutritives dans l'eau ou dans le sol / Consommation d'eau / Quantité d'eaux usées / Surfaces construites / Imperméabilisation du sol

**Commentaires :**

**Justification de l'évaluation :**

**Risques de répercussions négatives :**

**Potentiel d'amélioration :**

**2.6. Qualité de l'air extérieur et intérieur**

**C - Favorable avec quelques réserves**

**Liste des sous-critères :**

Emissions d'oxydes d'azote et de soufre (NOx, SO2) / Emissions des poussières fines (PM10) / Emissions d'ozone / Pollution sonore / Pollution électromagnétique, y compris pollution lumineuse / Pollution intérieure dans les lieux de vie et de travail / Polluants nauséabonds

**Commentaires :**

**Justification de l'évaluation :** Pour chaque projet de rénovation du système de chauffage, l'Etat est attentif aux aspects écologiques.

**Risques de répercussions négatives :**

**Potentiel d'amélioration :**

**2.7. Changement climatique et risques**

**X - Pas concerné**

**Liste des sous-critères :**

Emissions de gaz à effet de serre / Energie de provenance nucléaire / Risques de catastrophes naturelles / Risques d'accidents majeurs

**Commentaires :**

**Justification de l'évaluation :**

**Risques de répercussions négatives :**

**Potentiel d'amélioration :**

**Société**

**3.1. Santé et prévention**

**B - Favorable**

**Liste des sous-critères :**

Promotion de la santé et prévention / Qualité et accessibilité des prestations de soins / Coûts de la santé / Lutte contre les maladies / Prise en charge médico-psychosociale / Accidents de trafic, de ménage et professionnels / Activités sportives propices à la santé / Etablissements médicosociaux

**Commentaires :**

**Justification de l'évaluation :** Nouveau: concept de logopédie dans le domaine préscolaire intégrant les aspects de prévention et d'interventions spécifiques.

**Risques de répercussions négatives :**

**Potentiel d'amélioration :**

**3.2. Formation, éducation, activités sportives et culturelles**

**B - Favorable**

**Liste des sous-critères :**

Formation dans le domaine de l'école obligatoire / Formation dans le domaine de l'école postobligatoire / Orientation professionnelle / Encouragement de la culture / Offre culturelle / Offre sportive / Offre de loisirs

**Commentaires :**

**Justification de l'évaluation :** Cette base légale prévoit qu'une attention particulière soit portée durant les phases de transition, notamment entre l'école obligatoire et le postobligatoire. Renforcement de la cohérence de la formation, couverture de 0 à 20 ans.

Le concept prévoit la création d'un poste de travail pour une personne qui assurera l'orientation des élèves ayant un projet intégratif mais ne bénéficiant pas du soutien de l'AI.

**Risques de répercussions négatives :**

**Potentiel d'amélioration :**

**3.3. Cohésion sociale**

**A - Très favorable**

**Liste des sous-critères :**

Lutte contre la pauvreté / Insertion et réinsertion dans le monde du travail / Intégration des étrangers / Intégration des individus marginalisés dans la société / Intégration des personnes en situation d'handicap / Intégration des personnes âgées / Mixité sociale

**Commentaires :**

**Justification de l'évaluation :** L'article 2 de cette loi confirme le principe d'intégration mis en oeuvre dans le canton depuis 1999.

La mise en place des auxiliaires scolaires renforcera encore les solutions intégratives.

**Risques de répercussions négatives :**

**Potentiel d'amélioration :**

**3.4. Cadre de vie et espace public**

**X - Pas concerné**

**Liste des sous-critères :**

Cadre de vie / Qualité de l'espace public / Identité des sites / Appropriation de l'espace par les habitants et la communauté / Revalorisation des paysages culturels / Revalorisation des paysages naturels / Protection du patrimoine / Espaces de détente de proximité / Vitalité culturelle et sociale dans les centres / Développement socioculturel local et régional

**Commentaires :**

**Justification de l'évaluation :**

**Risques de répercussions négatives :**

**Potentiel d'amélioration :**

**3.5. Droits et sécurité**

**A - Très favorable**

**Liste des sous-critères :**

Egalité des chances / Egalité entre hommes et femmes / Stabilité sociale / Sentiment de sécurité de la population / Services d'urgence

**Commentaires :**

**Justification de l'évaluation :** L'ensemble de l'offre en matière de pédagogie spécialisée a pour objectif d'oeuvrer pour l'égalité des chances et, donc, pour la stabilité sociale. On souhaite trouver des solutions pour tous les enfants qui en ont besoin.

L'offre couvre l'ensemble du canton et les deux parties linguistiques.

**Risques de répercussions négatives :**

**Potentiel d'amélioration :**

**3.6. Gouvernance, vie politique et associative**

**B - Favorable**

**Liste des sous-critères :**

Acceptabilité du projet / Participation des acteurs dans les décisions / Vie politique et associative / Structures

d'organisation plus efficaces

**Commentaires :**

**Justification de l'évaluation** : Large consultation - 2012 pour le concept et 2015 pour l'avant-projet de loi - et 14 groupes de travail pour s'assurer de l'acceptabilité du projet.

Il y aura encore d'autres contacts qui seront pris pour faciliter la mise en oeuvre du concept cantonal de pédagogie spécialisée en lien avec la future loi sur la pédagogie spécialisée qui en constituera la base légale.

**Risques de répercussions négatives :**

**Potentiel d'amélioration :**

Projet de loi:  
Pédagogie spécialisée

*Commission ordinaire CO-2016-124 :  
propositions de la commission*

*Présidence* : Katharina Thalmann-Bolz

*Membres* : Gabrielle Bourguet, Antoinette de Weck, Gaétan Emonet, Benjamin Gasser, Nadine Gobet, Madeleine Hayoz, Nicole Lehner-Gigon, Anne Meyer Loetscher, André Schneuwly, Markus Zosso

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de loi.

Propositions acceptées (projet bis)

La commission propose au Grand Conseil de modifier ce projet de loi comme suit :

**Art. 2 al. 1**

<sup>1</sup> La pédagogie spécialisée vise à favoriser l'autonomie, l'acquisition de connaissances, le développement de la personnalité et l'ouverture à autrui des enfants et des élèves présentant des besoins éducatifs particuliers, en vue de leur meilleure participation sociale et professionnelle possible.

**Art. 2 al. 2**

*Ne concerne que le texte allemand.*

Gesetzesentwurf: Sonderpädagogik

*Ordentliche Kommission OK-2016-124:  
Anträge der Kommission*

*Präsidium* : Katharina Thalmann-Bolz

*Mitglieder* : Gabrielle Bourguet, Antoinette de Weck, Gaétan Emonet, Benjamin Gasser, Nadine Gobet, Madeleine Hayoz, Nicole Lehner-Gigon, Anne Meyer Loetscher, André Schneuwly, Markus Zosso

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Gesetzesentwurf einzutreten.

Angenommene Anträge (projet bis)

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf wie folgt zu ändern:

**Art. 2 Abs. 1**

<sup>1</sup> Ziel der Sonderpädagogik ist es, Kinder sowie Schülerinnen und Schüler mit besonderem Bildungsbedarf in ihrer Autonomie, beim Erwerb von Kenntnissen und Fertigkeiten, in der Persönlichkeitsentwicklung und Sozialkompetenz zu fördern, damit sie so weit wie möglich am gesellschaftlichen und beruflichen Leben teilhaben können.

**Art. 2 Abs. 2**

**A1** <sup>2</sup> Sie trägt dazu bei, ~~die~~ das Umfeld der Förderung und Schulung bestmöglich anzupassen.

**A2**

### Art. 3 let. b

[<sup>3</sup> Les principes de base de la présente loi sont les suivants :]

- b) les solutions de scolarisation intégrative ainsi que la proximité des prestations avec le lieu de scolarisation sont privilégiées, cela dans le respect de l'intérêt ~~supérieur~~, du bien-être et des possibilités de développement de l'élève concerné-e et compte tenu de l'environnement et de l'organisation scolaires ainsi que de la coordination avec l'ensemble des autres mesures ; le principe de proportionnalité prévaut ;

### Art. 3 let. c

[<sup>3</sup> Les principes de base de la présente loi sont les suivants :]

- c) le principe de gratuité prévaut dans le domaine de la pédagogie spécialisée ; cependant, une participation financière peut être exigée des parents ou de l'élève majeur conformément à l'article 42 ;

### Art. 5 al. 2 let. b

*[Ne concerne que le texte allemand.]*

### Art. 5 al. 2 let. c

[<sup>2</sup> L'offre couvre les prestations suivantes :]

- c) la psychomotricité, qui s'adresse aux enfants qui présentent des troubles ~~graves~~ de l'interaction entre les domaines de développement de la perception, de la pensée et du comportement, ainsi que de leur expression sur le plan corporel, consiste en l'évaluation de ces troubles, la conduite de thérapies individuelles ou en groupe et le conseil aux parents et aux autres intervenants et intervenantes.

### Art. 3 Bst. b

[<sup>3</sup> Dieses Gesetz beruht auf folgenden Grundsätzen:]

- b) Integrative Lösungen sowie die Nähe des Angebots zum Schulort haben Vorrang, wobei das Kindeswohl, das Wohlbefinden und die Entwicklungsmöglichkeiten der betroffenen Schülerin oder des betroffenen Schülers, das schulische Umfeld sowie die Koordination mit sämtlichen anderen Massnahmen berücksichtigt werden. Es gilt der Grundsatz der Verhältnismässigkeit.

### Art. 3 Bst. c

[<sup>3</sup> Dieses Gesetz beruht auf folgenden Grundsätzen:]

- c) In der Sonderpädagogik gilt der Grundsatz der Unentgeltlichkeit; jedoch kann von den Eltern oder den volljährigen Schülerinnen und Schülern gemäss Artikel 42 eine finanzielle Beteiligung verlangt werden.

### Art. 5 Abs. 2 Bst. b

[<sup>2</sup> Das Angebot umfasst folgende Leistungen:]

- b) Die Logopädie richtet sich an Kinder mit Sprach- und Kommunikationsschwierigkeiten. Die logopädischen Massnahmen umfassen die Prävention und die Abklärung von Sprach- und ~~Kommunikationsproblemen~~ Kommunikationsstörungen, die Durchführung von Einzel- und Gruppentherapien sowie die Beratung von Eltern und beteiligten Fachpersonen.

### Art. 5 Abs. 2 Bst. c

[<sup>2</sup> Das Angebot umfasst folgende Leistungen:]

- c) Die Psychomotorik ist für Kinder mit ~~schweren~~ Störungen in der Wechselwirkung der Entwicklungsebenen Wahrnehmung, Denken und Verhalten sowie in ihrem körperlichen Ausdruck bestimmt. Sie umfasst die Abklärung dieser Störungen, die Durchführung von Einzel- und Gruppentherapien und die Beratung der Eltern und beteiligten Fachpersonen.



### Art. 5 al. 3

<sup>3</sup> Les mesures de l'éducation précoce spécialisée sont dispensées sous forme de mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée (MAO) ou de mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR). Ces mesures peuvent exceptionnellement être ~~prolongées~~ dispensées au maximum deux ans dès l'entrée effective dans la scolarité obligatoire.

### Art. 5 al. 4

<sup>4</sup> Les mesures de logopédie et de psychomotricité, dispensées sous forme de mesures pédo-thérapeutiques, s'adressent aux enfants de leur naissance jusqu'au terme de la première année de l'école ~~primaire~~ obligatoire (1<sup>H</sup>).

### Art. 6 al. 1

<sup>1</sup> Les élèves avec des besoins éducatifs particuliers sont en principe scolarisés à l'école ordinaire. Lorsque existe une entrave aux possibilités de développement de l'élève concerné-e ou que l'environnement et l'organisation scolaires ne permettent pas une scolarisation à l'école ordinaire sans l'engagement de ressources disproportionnées pour répondre aux besoins de l'élève, celui-ci ou celle-ci est scolarisé-e dans une ~~école spécialisée~~ institution de pédagogie spécialisée la mieux adaptée à ses besoins.

### Art. 6 al. 2, phr. intr.

<sup>2</sup> ~~L'école ordinaire offre les mesures~~ Dans le cadre de l'école ordinaire, l'offre couvre les prestations suivantes :

### Art. 6 al. 2 let. c

[<sup>2</sup> Dans le cadre de l'école ordinaire, l'offre couvre les prestations suivantes :]

c) les soutiens spécialisés dispensés par des centres de ressources notamment pour les handicaps visuels ou auditifs (MAR) ;

### Art. 6 al. 3, phr. intr.

<sup>3</sup> ~~L'école spécialisée offre les mesures~~ Dans le cadre des institutions de pédagogie spécialisée, l'offre couvre les prestations suivantes :

### Art. 5 Abs. 3

A7 <sup>3</sup> Heilpädagogische Früherziehung (HFE) erfolgt in Form von niederschweligen sonderpädagogischen (NM) oder verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen (VM). In besonderen Fällen können diese Massnahmen ~~um~~ bis maximal zwei Jahre nach Eintritt in die obligatorische Schule ~~verlängert~~ erbracht werden.

### Art. 5 Abs. 4

A8 *Betrifft nur den französischen Text.*

### Art. 6 Abs. 1

A9 <sup>1</sup> Schülerinnen und Schüler mit besonderem Bildungsbedarf besuchen grundsätzlich die Regelschule. Ausnahmsweise werden sie in einer besser an ihre Bedürfnisse angepassten ~~Sonderschule~~ sonderpädagogischen Einrichtung unterrichtet, wenn in der Regelschule die Entwicklungsmöglichkeiten der betreffenden Schülerin oder des betreffenden Schülers gefährdet sind oder das schulische Umfeld und die Schulorganisation nur mit unverhältnismässigem Aufwand an deren oder dessen Bedürfnisse angepasst werden können.

### Art. 6 Abs. 2, einl. Satz

A10 <sup>2</sup> ~~Die Regelschule bietet folgende Massnahmen an~~ Im Rahmen der Regelschule werden folgende Massnahmen angeboten:

### Art. 6 Abs. 2 Bst. c

A11 [<sup>2</sup> Im Rahmen der Regelschule werden folgende Massnahmen angeboten :]  
c) spezialisierte Unterstützungsmassnahmen, die von Fördereinrichtungen namentlich für Schülerinnen und Schüler mit einer Seh- oder Hörbehinderung erbracht werden (VM);

### Art. 6 Abs. 3, einl. Satz

A12 <sup>3</sup> ~~Die Sonderschule bietet folgende Massnahmen an~~ An den Sonderpädagogischen Einrichtungen werden folgende Massnahmen angeboten:

**Art. 6 al. 3 let. a**

[<sup>3</sup> L'école spécialisée offre les mesures suivantes :]  
a) les mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) ;

**A13****Art. 6 Abs. 3 Bst. a**

*Betrifft nur den französischen Text.*

**Art. 6 al. 3 let. c**

[<sup>3</sup> L'école spécialisée offre les mesures suivantes :]  
c) ~~L'offre de~~ la prise en charge à caractère résidentiel ou en structure de jour.

**A14****Art. 6 Abs. 3 Bst. c**

*Betrifft nur den französischen Text.*

**Art. 7 al. 2**

<sup>2</sup> Les mesures offertes en période postscolaire visent à une autonomie maximale de l'élève ainsi qu'à son intégration future dans le monde du travail. Elles peuvent consister notamment en conseils en orientation professionnelle, en prolongation de scolarisation en ~~école~~ école spécialisée institution de pédagogie spécialisée (MAR) ou en mesures péda-go-thérapeutiques de logopédie et de psychomotricité.

**A15****Art. 7 Abs. 2**

<sup>2</sup> Die im Nachschulbereich angebotenen Massnahmen sind darauf angelegt, dass die Schülerinnen und Schüler eine grösstmögliche Selbstständigkeit erreichen und sich später in die Arbeitswelt eingliedern können. Das Angebot besteht unter anderem aus Berufsberatung, Schulverlängerung in der Sonderschule sonderpädagogischen Einrichtung (VM) sowie aus pädagogisch-therapeutischen Massnahmen der Logopädie und Psycho-motorik.

**Art. 8, titre médian**

Conditions-cadre en matière de ~~prestations de~~ transports scolaires

**A16****Art. 8, Artikelüberschrift**

*Betrifft nur den französischen Text.*

**Art. 8 al. 1 et 2**

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat fixe les conditions-cadre d'organisation et de remboursement des prestations de transports nécessaires à la fréquentation d'une ~~école spécialisée~~ institution de pédagogie spécialisée.

**A17****Art. 8 Abs. 1 und 2**

<sup>1</sup> Der Staatsrat regelt die Rahmenbedingungen für die Organisation und die Vergütung der Schülertransporte, die für den Besuch einer Sonderschule sonderpädagogischen Einrichtung notwendig sind.

<sup>2</sup> Les frais de transports nécessaires à la fréquentation des ~~écoles spécialisées~~ institutions de pédagogie spécialisée sont pris en charge par l'Etat à raison de 45 % et par les communes à raison de 55 %.

<sup>2</sup> Die Kosten der Schülertransporte, die für den Besuch von Sonderschulen sonderpädagogischen Einrichtungen notwendig sind, gehen zu 45 % zulasten des Staates und zu 55 % zulasten der Gemeinden.

**Art. 11 al. 1**

<sup>1</sup> Le canton est divisé en arrondissements fixés par le Conseil d'Etat pour l'inspection des ~~écoles spécialisées~~ institutions de pédagogie spécialisée.

**A18****Art. 11 Abs. 1**

<sup>1</sup> Der Kanton ist für die Inspektion der Sonderschulen sonderpädagogischen Einrichtungen in Inspektoratskreise eingeteilt, die der Staatsrat festlegt.

#### Art. 11 Abs. 2

<sup>2</sup> L'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e est responsable, dans son arrondissement et, dans le cadre des orientations décidées par les autorités cantonales, de la qualité du fonctionnement des ~~écoles spécialisées~~ institutions de pédagogie spécialisée et de la formation qui y est dispensée ainsi que du conseil à l'école ordinaire dans ses aspects pédagogiques, didactiques et éducatifs spécialisés.

#### Art. 11 al. 4

<sup>4</sup> L'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e doit être titulaire d'un diplôme d'enseignement spécialisé reconnu par la ~~CDIP~~ Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (ci-après : la CDIP) et être au bénéfice de plusieurs années d'expérience de l'enseignement spécialisé ainsi que d'une formation complémentaire adéquate.

#### Art. 12, titre médian et art. 12

~~Directions des écoles spécialisées~~ Direction des institutions de pédagogie spécialisée

~~Les directions des écoles spécialisées~~ La direction d'une institution de pédagogie spécialisée exercent les compétences ~~des directions d'une direction~~ d'établissement pour les élèves qui ~~les~~ la fréquentent.

#### Art. 13

La formation initiale du corps enseignant spécialisé et du personnel de la pédagogie spécialisée intervenant auprès des enfants et des élèves est définie dans le droit fédéral, les règlements de reconnaissance ~~des diplômes de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (ci-après : la CDIP)~~ CDIP ou par la Direction.

#### Art. 11 Abs. 2

**A19** <sup>2</sup> Die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor ist in ihrem oder seinem Kreis und im Rahmen der von den kantonalen Behörden beschlossenen Vorgaben verantwortlich für die Qualität des Betriebs der ~~Sonderschulen~~ sonderpädagogischen Einrichtungen und des dort erteilten Unterrichts sowie für die sonderpädagogische Beratung der Regelschule in pädagogischen, didaktischen und erzieherischen Belangen.

#### Art. 11 Abs. 4

**A20** <sup>4</sup> Die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor muss über ein von der ~~EDK~~ Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) anerkanntes Lehrdiplom im Bereich der Sonderpädagogik, über mehrere Jahre Unterrichtserfahrung in Sonderpädagogik und über eine angemessene Zusatzausbildung verfügen.

#### Art. 12, Artikelüberschrift und Art. 12

**A21** ~~Leitungen der Sonderschulen~~ Leitung der sonderpädagogischen Einrichtungen

~~Die Leitungen der Sonderschulen üben~~ Die Leitung einer sonderpädagogischen Einrichtung übt für die Schülerinnen und Schüler, die ~~ihre Sonderschulen diese~~ besuchen, die Befugnisse ~~der Schulleiterinnen und Schulleiter~~ sowie ~~der Schuldirektorinnen und Schuldirektoren~~ einer Schulleitung aus.

#### Art. 13

**A22** Die Grundausbildung des heil- und sonderpädagogischen Fachpersonals, das Kinder sowie Schülerinnen und Schüler unterrichtet, wird im Bundesrecht, in den ~~Anerkennungsreglementen der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (die EDK)~~ Diplom-  
anerkennungsreglementen der EDK oder von der Direktion geregelt.

#### Art. 14 al. 1

<sup>1</sup> ~~Le personnel enseignant de soutien pédagogique intégratif spécialisé et les auxiliaires de vie sont soumis à la législation sur le personnel de l'Etat dans la mesure où la présente loi ou des dispositions d'exécution ne fixent pas de prescriptions particulières ou complémentaires.~~

Le corps enseignant spécialisé et les collaborateurs et collaboratrices pédagogiques spécialisés ainsi que les auxiliaires de vie intervenant à l'école ordinaire sont soumis à la législation sur le personnel de l'Etat dans la mesure où la présente loi ou des dispositions d'exécution ne fixent pas de prescriptions particulières ou complémentaires.

#### Art. 14 al. 3

<sup>3</sup> ~~La répartition des frais liés à l'engagement du personnel enseignant de soutien pédagogique intégratif spécialisé ainsi que ceux qui sont liés à l'engagement des auxiliaires de vie est régie par les articles 66 et suivants de la loi scolaire.~~

La répartition des frais liés à l'engagement du corps enseignant spécialisé et des auxiliaires de vie sont régis par les articles 66 et suivants de la loi scolaire.

#### Art. 18

Il est interdit au corps enseignant spécialisé, au personnel de la pédagogie spécialisée, au personnel des services de logopédie, psychologie et psychomotricité et aux autorités scolaires de divulguer à des tierces personnes non autorisées des informations qu'ils ont reçues dans l'exercice de leur fonction sur des faits relevant du domaine privé des enfants ou des élèves ou de leurs proches.

#### Art. 14 Abs. 1

A23 <sup>1</sup> ~~Die schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen für den integrierten heilpädagogischen Stützunterricht sowie die Assistenzpersonen unterstehen der Gesetzgebung über das Staatspersonal, soweit in diesem Gesetz oder in den Ausführungsbestimmungen keine besonderen oder ergänzenden Vorschriften festgelegt werden.~~

Die schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen und die sonderpädagogischen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter sowie die Assistenzpersonen unterstehen der Gesetzgebung über das Staatspersonal, soweit in diesem Gesetz oder in den Ausführungsbestimmungen keine besonderen oder ergänzenden Vorschriften festgelegt werden.

#### Art. 14 Abs. 3

A24 <sup>3</sup> ~~Die Verteilung der Kosten für die Anstellung des Lehrpersonals für den integrierten heilpädagogischen Stützunterricht und für die Anstellung der schulischen Assistenzpersonen wird in Artikel 66 ff. des Schulgesetzes geregelt.~~

Die Verteilung der Kosten für die Anstellung des heilpädagogischen Lehrpersonals und für die Anstellung der schulischen Assistenzpersonen wird in Artikel 66 ff. des Schulgesetzes geregelt.

#### Art. 18

A25 Den schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen, dem sonderpädagogischen Fachpersonal, dem Personal der logopädischen, psychologischen und psychomotorischen Dienste und den Schulbehörden ist es untersagt, Informationen aus dem Privatbereich der Kinder, Schülerinnen und Schüler oder ihrer Angehörigen, die sie in der Ausübung ihrer Tätigkeit erhalten haben, an unberechtigte Dritte weiterzugeben.

#### Art. 20 al. 1

~~<sup>1</sup> Lorsqu'une mesure est octroyée, les services, y compris la cellule d'évaluation, peuvent échanger, sans le consentement des parents ou de l'élève, des données personnelles, y compris sensibles, sur l'enfant ou l'élève, avec les professionnel-le-s intervenant auprès de l'enfant ou de l'élève, notamment les directions d'établissement et des écoles spécialisées ainsi que le corps enseignant ordinaire et spécialisé.~~

Lorsqu'une mesure est octroyée, les services et la cellule d'évaluation peuvent échanger des données personnelles, y compris sensibles, sur l'enfant ou l'élève, avec les professionnel-le-s intervenant auprès de l'enfant ou de l'élève, notamment les directions d'établissements et d'institutions de pédagogie spécialisées ainsi que le corps enseignant ordinaire et spécialisé. Seules les données nécessaires ou utiles à la mise en œuvre de la mesure peuvent être échangées, dans l'intérêt de l'enfant, même sans le consentement des parents.

#### Art. 24 al. 1 let. c

[<sup>1</sup> Dans le cadre du concept cantonal, la Direction reconnaît les institutions de pédagogie spécialisée qui répondent notamment aux exigences suivantes :]

- c) disposer d'une infrastructure adaptée aux mesures offertes et répondant aux besoins des enfants et des élèves ;

#### Art. 24 al. 4

~~<sup>4</sup> Les institutions de pédagogie spécialisée acceptent tout ou toute élève que leurs missions et leurs équipements permettent de prendre en charge et de scolariser conformément aux conditions d'accès fixées par la Direction.~~

#### Art. 20 Abs. 1

A26

~~<sup>1</sup> Wird eine Massnahme gewährt, können die Ämter, einschliesslich der unabhängigen Abklärungsstelle, ohne Zustimmung der Eltern oder der Schülerin oder des Schülers Personendaten, auch besonders schützenswerte, zum Kind bzw. zur Schülerin oder zum Schüler mit den an der Betreuung beteiligten Fachpersonen austauschen. Dies gilt insbesondere für Schulleitungen und die Leitungen der Sonderschulen sowie für die Lehrpersonen der Regelschule und der Sonderschulen.~~

Wird eine Massnahme gewährt, können die Ämter und die Abklärungsstelle, Personendaten, auch besonders schützenswerte, zum Kind bzw. zur Schülerin oder zum Schüler mit den an der Betreuung beteiligten Fachpersonen, namentlich den Schulleitungen und den Leitungen der sonderpädagogischen Einrichtungen sowie für die Lehrpersonen der Regelschule und der sonderpädagogischen Einrichtungen, austauschen. Dabei dürfen nur Daten ausgetauscht werden, die für die Durchführung der Massnahme nötig oder nützlich sind sowie dem Kindeswohl dienen. Dieser Datenaustausch kann auch ohne Zustimmung der Eltern erfolgen.

#### Art. 24 Abs. 1 Bst. c

A27

[<sup>1</sup> Die Direktion anerkennt im Rahmen des kantonalen Konzepts sonderpädagogische Einrichtungen, die namentlich folgende Voraussetzungen erfüllen:]

- c) Sie verfügen über eine Infrastruktur, die den angebotenen Massnahmen angepasst ist und den Bedürfnissen der Kinder sowie Schülerinnen und Schüler gerecht wird.

#### Art. 24 Abs. 4

A28

~~<sup>4</sup> Die sonderpädagogischen Einrichtungen nehmen alle Schülerinnen und Schüler auf, die sie im Rahmen ihrer Aufgaben und ihrer Ausstattung betreuen und gemäss den von der Direktion festgelegten Zulassungsbedingungen unterrichten können.~~

#### Art. 24 al. 6

<sup>6</sup> Les dispositions générales de la loi scolaire (Chapitre premier) ainsi que ses dispositions relatives au fonctionnement général de l'école, aux parents, et aux élèves et à l'enseignement privé sont applicables par analogie dans les classes spéciales des institutions de pédagogie spécialisée, demeurant réservées les règles spécifiques à la pédagogie spécialisée et aux besoins des élèves concernés.

#### Art. 25 al. 1

<sup>1</sup> La convention-cadre pluriannuelle définit les principes généraux régissant les rapports entre la Direction et l'institution de pédagogie spécialisée concernée relatifs aux prestations de pédagogie spécialisée ou d'hébergement pour les enfants et les élèves présentant des besoins éducatifs particuliers.

#### Art. 25 al. 2

<sup>2</sup> En particulier, elle s'inscrit dans le dispositif visant à promouvoir l'autonomie des enfants et des élèves à besoins éducatifs particuliers, à favoriser leur accès à la formation et leur participation à la vie sociale, économique et professionnelle ainsi qu'à leur garantir des prestations qui correspondent de manière adéquate à leurs besoins.

#### Art. 27 al. 3

<sup>3</sup> ~~L'accès aux prestations en logopédie est demandé conjointement par les parents et le ou la prestataire agréé e, préalablement consulté e, auprès du ou de la spécialiste du service chargé de la pédagogie spécialisée. Sur la base de son évaluation clinique, l'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé e décide de l'accès.~~

L'accès aux prestations en logopédie est demandé conjointement par les parents et le ou la prestataire consulté-e au sens de l'article 23 alinéa 2, auprès du ou de la spécialiste du service chargé de la pédagogie spécialisée. Sur la base de l'évaluation du ou de la spécialiste, l'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e décide de l'octroi d'une mesure.

#### Art. 24 Abs. 6

A29

<sup>6</sup> Die allgemeinen Bestimmungen des Schulgesetzes (1. Kapitel) sowie dessen Bestimmungen über den allgemeinen Schulbetrieb, über die Eltern, sowie über die Schülerinnen und Schüler sowie über den privaten Unterricht gelten sinngemäss für die Sonderklassen der sonderpädagogischen Einrichtungen. Vorbehalten bleiben spezifische Regelungen der Sonderpädagogik sowie diejenigen über die Bedürfnisse der betroffenen Schülerinnen und Schüler.

#### Art. 25 Abs. 1

A30

<sup>1</sup> Die mehrjährige Vereinbarung regelt die allgemeinen Grundsätze der Zusammenarbeit der Direktion und der sonderpädagogischen Einrichtung bei den sonderpädagogischen oder stationären Leistungen für Kinder sowie Schülerinnen und Schülern mit besonderem Bildungsbedarf.

#### Art. 25 Abs. 2

A31

<sup>2</sup> Im Besonderen stützt sie sich auf die Massnahmen, welche die Selbstständigkeit von Kindern sowie Schülerinnen und Schülern mit besonderem Bildungsbedarf fördern, ihnen den Zugang zur Ausbildung und die Eingliederung in das soziale, wirtschaftliche und berufliche Leben erleichtern und ihnen bedürfnisgerechte Leistungen gewährleisten.

#### Art. 27 Abs. 3

A32

~~<sup>3</sup> Logopädische Massnahmen werden von den Eltern und dem vorgängig konsultierten anerkannten Leistungsanbieter bei der zuständigen Fachperson des für die Sonderpädagogik verantwortlichen Amtes gemeinsam beantragt. Gestützt auf den klinischen Bericht der Fachperson entscheidet die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor über die Massnahme.~~

Logopädische Massnahmen werden von den Eltern und dem von ihnen beigezogenen Leistungsanbieter im Sinne von Artikel 23 Absatz 2 bei der zuständigen Fachperson des für die Sonderpädagogik verantwortlichen Amtes gemeinsam beantragt. Gestützt auf die Beurteilung der Fachperson entscheidet die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor über die Gewährung der Massnahme.

**Art. 29 al. 3**

<sup>3</sup> Lorsque l'élève suit sa scolarité dans une institution de pédagogie spécialisée, le suivi est assuré par celle-ci, laquelle en informe chaque année la commune de domicile de l'élève. Les parents en informent chaque année la commune dans laquelle l'élève réside.

**A33****Art. 29 Abs. 3**

<sup>3</sup> Wird die Schülerin oder der Schüler in einer sonderpädagogischen Einrichtung unterrichtet, ~~so stellt diese die Massnahmen sicher. Die Eltern informieren~~ so sorgt diese für die Durchführung der Massnahmen und informiert jedes Jahr die Wohnsitzgemeinde der Schülerin oder des Schülers darüber.

**Art. 30 al. 1 et 4**

*Ne concerne que le texte allemand.*

**A34****Art. 30 Abs. 1 und 4**

*Den Ausdruck « unabhängige/unabhängigen » streichen.*

**Art. 31, titre median et al. 1, 3 et 4**

*Ne concerne que le texte allemand.*

**A35****Art. 31, Artikelüberschrift und Abs. 1, 3 und 4**

*Den Ausdruck « unabhängige » streichen.*

**Art. 31 al. 4**

<sup>4</sup> La cellule d'évaluation peut, le cas échéant, consulter les professionnel-le-s intervenant auprès ~~de l'enfant ou~~ de l'élève, y compris ceux du domaine médical.

**A36****Art. 31 Abs. 4**

<sup>4</sup> [Die Abklärungsstelle] kann gegebenenfalls die ~~das Kind oder die Schülerin bzw. den Schüler betreuenden~~ Fachpersonen, welche die Schülerin bzw. den Schüler betreuen, konsultieren, auch diejenigen aus dem medizinischen Bereich..

**Art. 32 al. 1**

<sup>1</sup> Sur la base du préavis de la cellule d'évaluation, l'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e décide de l'octroi de mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) auprès d'un ou d'une prestataire agréé-e ainsi que, le cas échéant, de mesures auxiliaires de pédagogie spécialisée, notamment sous forme d'octroi d'un ou d'une auxiliaire de vie (MAR).

**A37****Art. 32 Abs. 1**

<sup>1</sup> Gestützt auf die Empfehlung der ~~unabhängigen~~ Abklärungsstelle verfügt die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM) durch einen anerkannten Leistungsanbieter und gegebenenfalls sonderpädagogische Unterstützungsmassnahmen, namentlich durch eine Assistenzperson (VM).

**Art. 32 al. 1**

*Ne concerne que le texte allemand.*

**A38****Art. 32 Abs. 1**

*Den Ausdruck « unabhängigen » streichen.*

**Art. 35 al. 1**

<sup>1</sup> La direction d'établissement ou de ~~l'école spécialisée~~ l'institution de pédagogie spécialisée veille à la mise en place des mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) et de leur suivi, en collaboration avec les professionnel-le-s intervenant auprès de l'élève.

**A39****Art. 35 Abs. 1**

<sup>1</sup> Die Leitung der Schule oder der ~~Sonderschule~~ sonderpädagogischen Einrichtung sorgt in Zusammenarbeit mit den Fachpersonen, welche die Schülerin oder den Schüler betreuen, für die Umsetzung und Begleitung der verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen (VM).

### Art. 35 al. 2

<sup>2</sup> Avant la fin de la scolarité, la direction d'établissement ou de l'école spécialisée l'institution de pédagogie spécialisée appuie les parents dans les démarches nécessaires en vue de la transition vers les formations postobligatoires, le cas échéant auprès de l'assurance-invalidité, en collaboration avec les professionnel-le-s intervenant auprès de l'élève, y compris ceux du domaine médical.

### Art. 35 al. 3

<sup>3</sup> Les représentants et représentantes du corps médical et de la protection de l'enfance intervenant auprès de l'élève sont associés selon les besoins aux réunions de réseaux.

### Art. 36 al. 2

<sup>3</sup> Les représentants et représentantes du corps médical et de la protection de l'enfance intervenant auprès de l'élève sont associés selon les besoins aux réunions de réseaux.

### Art. 36 al. 3

<sup>3</sup> ~~L'accès aux prestations en logopédie et en psychomotricité est demandé conjointement par les parents et le ou la prestataire agréé-e, préalablement consulté-e, auprès du ou de la spécialiste du service chargé de la pédagogie spécialisée. Sur la base de son évaluation clinique, l'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e décide de l'accès.~~

L'accès aux prestations en logopédie et en psychomotricité est demandé conjointement par les parents et le ou la prestataire consulté-e au sens de l'article 23 alinéa 2, auprès du ou de la spécialiste du service chargé de la pédagogie spécialisée. Sur la base de l'évaluation de ce ou cette spécialiste, l'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e décide de l'octroi d'une mesure.

### Art. 36 al. 4

<sup>4</sup> La prolongation de scolarisation en école spécialisée institution de pédagogie spécialisée est demandée par les parents conformément aux articles 30 à 32.

### Art. 35 Abs. 2

A40

<sup>2</sup> Vor dem Ende der obligatorischen Schulzeit ~~trifft~~ unterstützt die Schulleitung oder die Leitung der ~~Sonderschule~~ sonderpädagogischen Einrichtung mit den Eltern und in Zusammenarbeit mit den Fachpersonen, welche die Schülerin oder den Schüler betreuen, auch ~~diejenigen~~ denjenigen aus dem medizinischen Bereich, die Eltern bei den nötigen Vorkehrungen für den Übergang in die nachobligatorische Ausbildung, gegebenenfalls auch bei der Invalidenversicherung.

### Art. 35 Abs. 3

A41

*Betrifft nur den französischen Text.*

### Art. 36 Abs. 2

A42

*Betrifft nur den französischen Text.*

### Art. 36 Abs. 3

A43

<sup>3</sup> ~~Logopädische und psychomotorische Massnahmen werden von den Eltern und dem vorgängig konsultierten anerkannten Leistungsanbieter bei der zuständigen Fachperson des für die Sonderpädagogik verantwortlichen Amtes gemeinsam beantragt. Gestützt auf den klinischen Bericht der Fachperson entscheidet die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor über die Massnahme.~~

Logopädische und psychomotorische Massnahmen werden von den Eltern und dem von ihnen beigezogenen Leistungsanbieter im Sinne von Artikel 23 Absatz 2 bei der zuständigen Fachperson des für die Sonderpädagogik verantwortlichen Amtes gemeinsam beantragt. Gestützt auf die Beurteilung dieser Fachperson entscheidet die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor über die Gewährung der Massnahme.

### Art. 36 Abs. 4

A44

<sup>4</sup> Die Verlängerung der Schulzeit in einer ~~Sonderschule~~ sonderpädagogischen Einrichtung wird von den Eltern gemäss den Artikeln 30–32 beantragt.



#### **Art. 46 al. 2**

<sup>2</sup> Les différends entre une commune ou une association de communes et un inspecteur ou une inspectrice spécialisé-e ou entre une institution de pédagogie spécialisée et un inspecteur ou une inspectrice spécialisé-e sont tranchés par la Direction.

#### **Art. 48**

~~<sup>1</sup> Les dispositions prévues aux articles 24 à 26 seront mises en œuvre par la Direction dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.~~

~~<sup>2</sup> Les dispositions relatives aux articles 23 al. 2 et 3 et 38 al. 5 seront mises en œuvre par la Direction dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.~~

Les articles 23 al. 2 et 3, 24 à 26 et 38 al. 5 seront mis en œuvre par la Direction dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

#### Vote final

Par 10 voix sans opposition ni abstention (1 membre est excusé), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi tel qu'il sort de ses délibérations (projet bis).

#### Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

#### Propositions refusées

Les propositions suivantes ont été rejetées par la commission :

#### **Art. 46 Abs. 2**

**A45** <sup>2</sup> Über Streitigkeiten zwischen einer Gemeinde oder einem Gemeindeverband und einer Sonderschulinspektorin oder einem Sonderschulinspektor oder zwischen einer Sonderschule und einer Sonderschulinspektorin oder einem Sonderschulinspektor entscheidet die Direktion.

#### **Art. 48**

**A46** ~~<sup>1</sup> Die Bestimmungen der Artikel 24–26 werden von der Direktion innert einer Frist von drei Jahren nach Inkrafttreten dieses Gesetzes umgesetzt.~~

~~<sup>2</sup> Die Bestimmungen der Artikel 23 Abs. 2 und 3 sowie 38 Abs. 5 werden von der Direktion innert einer Frist von drei Jahren nach Inkrafttreten dieses Gesetzes umgesetzt.~~

Die Bestimmungen der Artikel 23 Abs. 2 und 3, 24 bis 26 sowie 38 Abs. 5 werden von der Direktion innert einer Frist von drei Jahren nach Inkrafttreten dieses Gesetzes umgesetzt.

#### Schlussabstimmung

Mit 10 Stimmen ohne Gegenstimme und ohne Enthaltung (1 Mitglied ist entschuldigt) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf in der Fassung, die aus ihren Beratungen hervorgegangen ist (Projet bis), anzunehmen.

#### Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

#### Abgelehnte Anträge

Folgende Anträge wurden von der Kommission verworfen :

## Amendements

### **Art. 5 al. 5**

<sup>5</sup> ~~Exceptionnellement, les~~ Les mesures de logopédie dispensées par des prestataires indépendants agréés peuvent être prolongées au-delà de la 1<sup>H</sup>.

**A47**

### **Art. 6 al. 4**

*Biffer.*

**A48**

### **Art. 11 al. 2**

*Biffer.*

**A49**

### **Art. 23 al. 3**

<sup>3</sup> En période préscolaire, des mandats, notamment de prévention primaire et secondaire, peuvent être attribués à des prestataires logopédistes et psychomotriciens indépendants agréés.

**A50**

### **Art. 30 al. 2**

<sup>2</sup> ~~Les parents bénéficient des conseils de professionnel-le-s intervenant au-  
près de l'élève pour formuler leur demande~~ Les professionnel-le-s inter-  
venant auprès de l'élève formulent la demande avec l'aide des parents.

**A51**

## Résultats des votes

Les propositions suivantes ont été mises aux voix :

### Première lecture

La proposition A1, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 8 voix contre 0 et 2 abstentions.

**A1**  
**CE**

La proposition A6, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 0 et 0 abstention.

**A6**  
**CE**

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A90, est acceptée par 8 voix contre 1 et 2 abstentions.

**CE**  
**A48**

## Änderungsanträge

### **Art. 5 Abs. 5**

*Antrag in französischer Sprache eingereicht.*

### **Art. 6 Abs. 4**

*Streichen.*

### **Art. 11 Abs. 2**

*Streichen.*

### **Art. 23 Abs. 3**

*Antrag in französischer Sprache eingereicht.*

### **Art. 30 Abs. 2**

*Antrag in französischer Sprache eingereicht.*

## Abstimmungsergebnisse

Die Kommission hat über folgende Anträge abgestimmt:

### Erste Lesung

Antrag A1 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 8 zu 0 Stimmen bei 2 Enthaltungen.

Antrag A6 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A90 mit 8 zu 1 Stimmen bei 2 Enthaltungen.

La proposition A19, opposée à la proposition A91, est acceptée par 10 voix contre 1 et 0 abstention.	<b>A19</b> <b>A49</b>	Antrag A19 obsiegt gegen Antrag A91 mit 10 zu 1 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A92, est acceptée par 6 voix contre 4 et 1 abstentions.	<b>CE</b> <b>A50</b>	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A92 mit 6 zu 4 Stimmen bei 1 Enthaltung.
La proposition A34, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.	<b>A34</b> <b>CE</b>	Antrag A34 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A93, est acceptée par 10 voix contre 1 et 0 abstentions.	<b>CE</b> <b>A51</b>	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A93 mit 10 zu 1 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
<u>Deuxième lecture</u>		<u>Zweite Lesung</u>
La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A90, est acceptée par 6 voix contre 4 et 0 abstentions.	<b>CE</b> <b>A47</b>	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A90 mit 6 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

*Le 10 juillet 2017*

*Den 10. Juli 2017*



## Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

---

Motion Nicolas Kolly / Romain Collaud

2017-GC-18

### **Modification totale de la loi sur le personnel de l'Etat de Fribourg (LPers FR)**

#### **I. Résumé de la motion**

Par motion déposée et développée le 9 février 2017, les députés Nicolas Kolly et Romain Collaud relèvent que la dernière révision complète de la loi sur le personnel (LPers FR) date de 2001, et son contenu n'est plus « d'actualité ». Cela étant, ils estiment qu'il convient de l'adapter aux réalités actuelles du monde du travail.

Selon les députés, le contenu actuel de la LPers FR compte un certain nombre de lacunes, qu'il convient de corriger dans le cadre d'une révision complète, ceci après une étude approfondie, notamment par une comparaison intercantonale, et après une large consultation, en intégrant le syndicat des services publics.

En cas d'acceptation de la motion, ils demandent que les cinq thèmes suivants soient notamment analysés et, le cas échéant, modifiés : système des paliers ; rigidité de la LPers FR ; amélioration du système d'évaluation du personnel ; détermination des salaires ; adaptation de la loi aux technologies actuelles.

Par leur motion, les députés demandent la modification totale de la LPers FR.

#### **II. Généralités**

Les motionnaires font d'abord valoir, d'une manière générale, que la LPers FR, qui date de 2001, n'est plus d'actualité et qu'il convient de l'adapter aux réalités actuelles du monde du travail.

Le Conseil d'Etat ne saurait adhérer à cette affirmation qui lui semble quelque peu abrupte et appelle donc à être nuancée. Aussi, afin d'appréhender le sujet sur une base commune, il apparaît important de rappeler tout d'abord le contexte et l'évolution des différentes législations en matière de personnel.

Durant les années nonante, un vaste processus de réforme a été entrepris dans les administrations publiques. Celui-ci a été initié par les théories du New Public Management (NPM ; en français : la nouvelle gestion publique) et motivé avant tout par des contingences économiques – l'endettement des collectivités publiques s'accroissait année après année. Ainsi, pour que la gestion des administrations publiques gagne en efficacité et que le découvert soit réduit, on a préconisé l'adoption et l'application de pratiques de gestion inspirées du secteur privé dans le domaine public.

Ce NPM a forcément eu une influence sur les législations publiques du personnel. Depuis le début des années 2000, un bon nombre d'entre elles ont été révisées. A titre d'exemples, la LPers Conf est

entrée en vigueur en 2002, suivie par la LPers FR en 2003. Très souvent, ces nouvelles législations abandonnent le modèle traditionnel du statut du fonctionnaire, remplacé par un contrat de droit public. De nouvelles normes réglementent une procédure de licenciement facilité. La fixation d'objectifs et la qualification des prestations du personnel sont mises en place. Un système de rémunération, qui tient partiellement compte des prestations fournies, apparaît. Une tendance à l'abandon du régime disciplinaire se dégage. La codification du droit de grève est dorénavant autorisée. La LPers FR règle déjà depuis longtemps ces différents thèmes, à l'exception du droit de grève. Un projet d'autorisation de ce droit est actuellement à l'examen dans la consultation sur la révision partielle de la LPers/RPers (infra, au chiffre IV de la réponse à la motion : propositions du Conseil d'Etat).

En outre, les législations du personnel adoptées plus récemment, en 2011 LPers JU (Jura) et LPers VS (Valais), ainsi qu'en 2013 LPers Conf, s'inscrivent toujours dans le cadre des thèmes décrits ci-dessus. Elles n'ont pas véritablement évolué vers un environnement plus « libéral » (dans un sens privatiste). D'ailleurs, dans la législation de droit public du personnel, il existe une limite constitutionnelle à une telle évolution. En effet, l'art. 5 de la Constitution fédérale postule le respect des principes constitutionnels suivants : légalité, intérêt public, proportionnalité, égalité de traitement, interdiction de l'arbitraire et bonne foi. Ceux-ci lient aussi bien le législateur que le juge et les autorités exécutives, soit l'administration (Knapp Blaise, Précis de droit administratif, 4ème éd., Bâle/Francfort-sur-le-Main 1991, N 444, p. 95). Ainsi, une modification législative ne saurait manquer au respect de ces principes constitutionnels.

Au vu de ce qui précède, la LPers FR a été considérée en 2002 comme à l'avant-garde. Aujourd'hui, elle reste toujours actuelle. En effet, elle s'inscrit en adéquation avec les autres législations en matière de personnel, et notamment celles adoptées récemment. Il sied de relever que la LPers FR contient une délégation quasi-totale du pouvoir d'organisation en matière de ressources humaines au Conseil d'Etat et aux directions. Une exception vaut pour les effets financiers qui restent soumis aux compétences budgétaires du Grand Conseil. Toutefois, cela n'empêche pas d'étudier certaines adaptations, par exemple en reprenant l'une ou l'autre particularité des autres législations ou en s'inspirant de nouveaux modèles d'organisation en matière de gouvernance. Sur la question de l'opportunité de le faire, le Conseil d'Etat renvoie au chiffre IV de la réponse à la motion : propositions du Conseil d'Etat (infra).

### **III. Réponses aux questions**

#### ***Système salarial***

S'agissant de la flexibilisation de la politique de rémunération, le Conseil d'Etat relève qu'il n'y a pas lieu de modifier la LPers FR, dès lors que celle-ci et le Règlement sur le personnel (RPers FR) lui donnent déjà une large compétence d'agir sur la politique salariale du personnel de l'Etat. Ainsi, il revient au Conseil d'Etat de fixer les échelles de traitement, le minimum et le maximum de celles-ci restant de la compétence du Grand Conseil (principe de la légalité). Le Gouvernement est également compétent pour déterminer le nombre des classes, le minimum et le maximum de chacune, ainsi que la valeur des échelons et leur nombre. Ce dernier est également habilité à adapter les échelles au renchérissement et à l'évolution des salaires réels, tout en prenant en compte la situation financière de l'Etat. Enfin, la valeur des prestations annexes (gratification, allocations) entre aussi dans la sphère de compétences du Gouvernement. Chaque classe de l'échelle de traitement est

divisée en 20 paliers (art. 89 al. 3 RPers FR). Pour instaurer un système moins progressif d'évolution des salaires, par exemple en modifiant le nombre des paliers comme le suggèrent les motionnaires, le Conseil d'Etat en a aujourd'hui déjà la compétence par une simple adaptation du RPers FR. En revanche, l'abandon même du système de rémunération précité, basé sur les compétences professionnelles minimales exigées ainsi que l'expérience professionnelle et personnelle, pour le remplacer avec tout autre système de rémunération (par exemple au « mérite », basé uniquement sur les prestations fournies) devra faire l'objet d'une décision du Grand Conseil.

Les motionnaires font valoir que le système de l'évaluation des fonctions tient trop compte des « prérequis et des diplômes, mais pas assez du marché du travail ». A cet égard, il y a lieu de relever que la détermination du salaire repose sur trois domaines d'appréciation. 1) D'abord, il dépend depuis 1999 du système EVALFRI. Il s'agit d'un système analytique d'évaluation des fonctions également utilisé dans de grandes entreprises privées. La première appréciation se fait au niveau des exigences intellectuelles (I). C'est ici que l'on fixe notamment le niveau d'exigence de la formation (diplômes), mais également l'expérience professionnelle, les connaissances « métier » spécifiques et les compétences linguistiques. A cela s'ajoutent encore trois autres critères d'examen : les aspects psychosociaux (PS), physiques (P) et la responsabilité de conduite ou pédagogique (R). Il ressort de cette systématique que le niveau de formation n'est pas déterminant puisqu'il est complété et pondéré par les critères des trois autres domaines. 2) Ensuite, lors de l'entrée en fonction d'une personne, l'autorité d'engagement peut reconnaître le même niveau de compétences, en tenant compte de la formation ou de l'expérience professionnelle/personnelle jugée équivalente. 3) S'agissant des prestations liées au marché du travail, l'octroi de l'indemnité due aux conditions du marché du travail est réglementé par la législation (art. 97 à 100 RPers FR). Ainsi, il en est fait usage si les règles ordinaires applicables en matière de rémunération ne permettent pas d'engager, respectivement de conserver la personne. Il en va de même si cette dernière possède des compétences particulières nécessaires à l'accomplissement des tâches qui lui seront confiées.

Les motionnaires font finalement valoir que la révision de la LPers FR devrait également modifier le système d'évaluation du personnel, afin de mettre en place un système plus objectif et qui pourrait être utilisé, tout au moins partiellement, dans l'octroi des augmentations salariales. En fait, il n'y a pas lieu de le faire, dès lors que l'actuelle LPers FR prévoit déjà les dispositions légales pour mettre en œuvre cet instrument. L'art. 22 al. 1 LPers FR demande au Conseil d'Etat d'adopter un système général d'évaluation périodique du personnel. Celui-ci doit comprendre une analyse des prestations, du comportement, des aptitudes et du potentiel de développement des collaborateurs. Ce projet est connu aujourd'hui sous le nom de Perséval (Evaluation des prestations et développement du personnel). Le Conseil d'Etat a autorisé la Direction des finances à le mettre en consultation. Le délai courrait jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 2017. En outre, c'est seulement une fois un projet d'évaluation des prestations et développement du personnel adopté, que le Conseil d'Etat pourra prévoir un système de primes et de récompenses (art. 92 à 95 et 143 LPers FR). Selon le message relatif à la LPers FR (BGC 2001 p. 1010), la possibilité de récompenser le collaborateur qui s'est investi de manière remarquable doit être introduite. De même, l'octroi de l'augmentation annuelle doit être subordonné à la conformité des prestations et des aptitudes aux exigences du poste. Les art. 92 à 95 LPers FR posent une base légale formelle à l'introduction d'un système de prime individuelle ou de prime d'équipe récompensant les prestations dépassant ce qui peut être normalement exigé d'une personne ou d'un groupe de collaborateurs.

### ***Rigidité de la LPers***

Si l'on suit la critique des motionnaires, la LPers FR et ses ordonnances d'exécution fixent de manière détaillée les droits et les obligations des parties, leur laissant que peu de liberté d'aménager la relation de travail, notamment en matière de classification des fonctions et de détermination des salaires.

Dans le domaine de la fonction publique, l'Etat-employeur a effectivement peu de liberté en matière de « négociation salariale ». Afin de respecter le principe constitutionnel de l'égalité de traitement, la rémunération repose sur un système de classification des fonctions et d'échelle de traitements, applicable à l'ensemble du personnel de l'administration centrale et des établissements soumis à la LPers FR. On ne saurait donc autoriser que diverses entités ou établissements régis par la LPers FR soumettent leurs employés à un système de rémunération propre différent de celui valable pour l'ensemble du personnel de l'Etat de Fribourg. Si l'on acceptait cette façon de faire, on pourrait aboutir à une situation contraire aux principes constitutionnels où des employés de l'Etat bénéficieraient d'une rémunération différente, alors que les exigences dans l'exercice de leur fonction sont identiques ou équivalentes.

En ce qui concerne l'ECAB, dès lors que le peuple s'est prononcé, le 21 mai 2017 en acceptant la nouvelle loi sur l'assurance immobilière (ECALEX), il n'est pas nécessaire pour le Conseil d'Etat de revenir sur le sujet.

S'agissant de l'HFR, le Conseil d'Etat a mandaté un groupe de travail chargé de formuler des propositions permettant d'assouplir le cadre actuel. Le Conseil d'Etat ne s'est pas encore prononcé sur ce rapport. A noter toutefois que la loi du 27 juin 2006 sur l'hôpital fribourgeois (LHFR ; RSF 822.0.1) prévoit que « le statut des personnes travaillant au service du HFR est régi par la législation sur le personnel de l'Etat ». Le cas échéant, c'est bien la LHFR qui devrait être modifiée.

### ***Adaptation de la loi aux technologies actuelles***

Les motionnaires font valoir que depuis l'adoption de la LPers FR en 2001, le monde du travail a énormément évolué. Les nouvelles technologies doivent être d'avantage prises en considération. En particulier, les notions de cyberadministration et de télétravail sont absentes de la LPers FR. Cela étant, ils demandent que la législation soit adaptée à ces nouvelles réalités.

Pour l'Etat de Fribourg, les instruments de gestion en matière de ressources humaines et d'organisation sont réalisés ou adaptés en permanence, en correspondance avec les outils les plus adéquats en termes technologiques, ergonomiques et financiers. Ce n'est pas parce que la LPers FR date de 2001 que les instruments sont basés sur des technologies anciennes de plus de 15 ans. Bien au contraire, ces instruments sont en constante évolution en fonction des possibilités financières. L'introduction des instruments de gestion basés sur la technologie « Web », la dématérialisation du dossier du personnel, couplé avec la technologie des « work-flows » informatisés ou encore l'accès du personnel à son e-dossier ne nécessitent pas la fixation de critères particuliers. Citons pour exemple la possibilité qui sera donnée prochainement au personnel d'accéder en tout temps à son relevé de paie et à son certificat de salaire et la possibilité du télétravail réglé par l'Ordonnance du 31 janvier 2017 concernant le télétravail effectué par le personnel de l'Etat (entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2017). La LPers FR n'a pas pour but de fixer des conditions technologiques. Celles-ci sont

en constante évolution et doivent pouvoir être adaptées, sans avoir besoin de modifier formellement la base légale.

Quant à la question de la cyberadministration, cette thématique ne doit pas être réglée par la LPers FR. Rappelons que le Conseil d'Etat a déjà traité cette question l'année passée en adoptant la loi du 2 novembre 2016 sur le guichet de cyberadministration de l'Etat (LGCyb ; RSF 17.4), entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017. Cette législation concrétise les exigences de la stratégie de cyber-administration, en permettant notamment l'utilisation progressive des moyens électroniques dans les procédures administratives. Elle définit les principes des relations avec les communes et les fournisseurs de prestations extérieurs à l'administration. Elle autorise la création d'un identificateur unique des personnes et d'un référentiel cantonal. Elle constitue donc un pas important du développement des prestations fondé sur le plan stratégique de cyberadministration.

#### **IV. Proposition du Conseil d'Etat**

Le Conseil d'Etat a déjà discuté l'opportunité d'une révision de la législation en matière de personnel. Ainsi, lors de sa séance du 28 novembre 2016, il a autorisé la mise en consultation de l'avant-projet de loi modifiant la loi sur le personnel de l'Etat (LPers) et la loi sur les structures d'accueil extrafamilial de jour (LStE), ainsi que du projet d'ordonnance modifiant le règlement du personnel de l'Etat (RPers). Ces adaptations portent notamment sur le droit de grève, le casier judiciaire spécial et le congé allaitement. Le délai de consultation est arrivé à échéance le 31 mars 2017. En fonction des diverses prises de positions, le Conseil d'Etat statuera sur la suite à donner à ce projet.

Entre-temps, le Conseil d'Etat a également mandaté le Service du personnel et d'organisation (SPO) pour consulter les différentes directions et établissements sur l'opportunité d'une révision de la LPers FR de plus grande importance. Ceux-ci avaient un délai au 31 mars 2017 pour donner leur avis. Ensuite, le SPO a été chargé d'établir une synthèse des réponses et d'adresser un rapport au Conseil d'Etat. Ce dernier décidera de l'opportunité de procéder à une telle révision et, si oui, de son ampleur.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat informe ce qui suit concernant l'adoption d'une politique du personnel générale. Le principe d'un concept de politique du personnel a été introduit lors de la révision LPers FR en 2002. Celle-ci distingue le concept général de la politique du personnel, adopté par le Conseil d'Etat, des lignes directrices complémentaires de politique du personnel, adoptées par les directions et établissements. Actuellement, il n'y a pas de documents formellement adoptés et communiqués par le Conseil d'Etat et les directions ou les établissements qui conceptualisent la politique du personnel selon les exigences légales.

En tenant compte de cette situation le Conseil d'Etat a souhaité, dans le cadre du programme gouvernemental 2012-2016, la concrétisation d'une politique du personnel générale, en application de l'article 5 LPers FR. Cette intention n'a pas encore été réalisée jusqu'à maintenant. Il est à relever que le développement d'une politique du personnel pour un employeur de droit public, avec plus de 16'000 personnes travaillant dans plus de 300 fonctions de référence dans des domaines d'activités de nature très diverses, est une mission complexe sur le plan organisationnel, formel et matériel. Le projet visant à développer une politique du personnel va débiter. Il comprendra deux grandes étapes : une phase préparatoire et une phase de réalisation. Cette dernière permettra à un COPIL, nommé par le Conseil d'Etat, de mettre en oeuvre le projet, en fonction du mandat et du cahier des charges approuvés suite à la phase préparatoire.



Etant donné l'enquête effectuée par le SPO sur une révision de la LPers FR et également les démarches qui vont débiter en faveur d'une politique du personnel générale, il est proposé au Grand Conseil l'acceptation de cette motion, dont le périmètre devra encore être déterminé en tenant compte des deux éléments précités. Toutefois, en fonction de ce qui précède le Conseil d'Etat informe d'ores et déjà le Grand Conseil qu'il ne lui sera pas possible, le cas échéant, de respecter le délai légal.

*27 juin 2017*



## Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion Nicolas Kolly / Romain Collaud

2017-GC-18

### Totalrevision des Freiburger Staatspersonalgesetzes (StPG)

#### I. Zusammenfassung der Motion

In einer am 9. Februar 2017 eingereichten und begründeten Motion legen die Grossräte Nicolas Kolly und Romain Collaud dar, dass die letzte Totalrevision des Gesetzes über das Staatspersonal (StPG) auf das Jahr 2001 zurückgehe und nicht mehr «aktuell» sei und das Gesetz ihrer Ansicht somit an die aktuellen Gegebenheiten in der Arbeitswelt angepasst werden sollte.

Den Grossräten zufolge gibt es im geltenden Freiburger StPG einige Mängel, die im Rahmen einer Totalrevision zu beheben wären, und zwar nach einer eingehenden Prüfung, insbesondere mit einem interkantonalen Vergleich, und nach einer breit angelegten Vernehmlassung auch beim Verband des Personals öffentlicher Dienste.

Sie verlangen, dass bei Annahme der Motion insbesondere die folgenden fünf Themen analysiert und gegebenenfalls geändert werden: System der Lohnstufen, starres kantonales StPG, Verbesserung des Personalbeurteilungssystems, Gehaltsfestsetzung, Anpassung an die aktuellen Technologien.

Mit ihrer Motion fordern die Grossräte eine Totalrevision des StPG.

#### II. Allgemeines

Die Motionäre behaupten zunächst einmal ganz allgemein, das StPG aus dem Jahr 2001 sei nicht mehr aktuell und müsse den heutigen Gegebenheiten in der Arbeitswelt angepasst werden.

Der Staatsrat kann sich dieser Aussage nicht anschliessen, die ihm etwas brüsk und zu wenig nuanciert zu sein scheint. Damit vom gleichen Kenntnisstand ausgegangen werden kann, soll zuerst kurz auf den Kontext und die Entwicklung der verschiedenen Personalgesetzgebungen eingegangen werden.

In den neunziger Jahren wurde in den öffentlichen Verwaltungen ein umfassender Reformprozess eingeleitet, angestossen von den Theorien des New Public Management (NPM) und vor allem aufgrund von wirtschaftlichen Belangen – die Verschuldung der öffentlichen Hand nahm Jahr für Jahr zu. Zur Effizienzsteigerung in der öffentlichen Verwaltung und zur Defizitsenkung griff man zu privatwirtschaftlich geprägten Managementpraktiken und setzte sie im öffentlichen Bereich ein.

Dieses NPM hat natürlich die öffentlich-rechtlichen Personalgesetzgebungen beeinflusst. Seit Beginn der 2000er Jahre sind viele dieser Erlasse revidiert worden. So wurde zum Beispiel 2002 das neue Bundespersonalgesetz (BPG) in Kraft gesetzt, das Freiburger StPG folgte im Jahr 2003.

Mit diesen neuen Gesetzgebungen wurde oft das herkömmliche Modell des Beamtenstatus aufgehoben und durch einen öffentlich-rechtlichen Arbeitsvertrag ersetzt. Weiter regeln neue Vorschriften ein vereinfachtes Entlassungsverfahren, es wurden Zielvereinbarungen und Personalbeurteilungen eingeführt sowie ein Lohnsystem, das teilweise den erbrachten Leistungen Rechnung trägt, es zeichnet sich eine Tendenz zur Abschaffung der Disziplinarverfahren ab, und das Streikrecht kann festgeschrieben werden. Das StPG regelt diese verschiedenen Belange, mit Ausnahme des Streikrechts, schon seit langem. Ein Entwurf zur Zulassung des Streikrechts ist gegenwärtig im Rahmen der Vernehmlassung zur Teilrevision des StPG/StPR in Prüfung (s. Ziffer IV der Antwort auf die Motion weiter unten: Anträge des Staatsrats).

Auch die erst jüngst angepassten und 2011 in Kraft getretenen Personalgesetzgebungen der Kantone Jura und Wallis sowie die neue Revision des BPG aus dem Jahr 2013 liegen weiter auf der oben beschriebenen thematischen Linie und haben sich nicht wirklich hin zu einem «liberaleren» (in einem privatistischen Sinn) Rahmen entwickelt. Einer solchen Entwicklung im Bereich der öffentlich-rechtlichen Personalgesetzgebung ist nämlich eine verfassungsmässige Grenze gesetzt. So postuliert Artikel 5 der Bundesverfassung die Einhaltung der Grundsätze rechtsstaatlichen Handelns, und zwar der Rechtmässigkeit, des öffentlichen Interesses, der Verhältnismässigkeit, des Willkürverbots sowie von Treu und Glauben. Diese Grundsätze sind sowohl für den Gesetzgeber als auch den Richter und die Exekutivbehörden, das heisst die Administration verbindlich (Knapp Blaise, Précis de droit administratif, 4ème éd., Bâle/Francfort-sur-le-Main 1991, N 444, S. 95). Eine Gesetzesänderung darf diesen verfassungsrechtlichen Vorgaben demnach nicht zuwiderlaufen.

Vor diesem Hintergrund kann man sagen, dass das StPG im Jahr 2002 als sehr fortschrittlich galt. Es ist auch heute noch aktuell und liegt durchaus auf derselben Linie wie die anderen Personalgesetzgebungen, namentlich die jüngst verabschiedeten. Es ist insbesondere darauf hinzuweisen, dass das StPG eine fast vollumfängliche Delegation der Organisationsgewalt im HR-Bereich an den Staatsrat und die Direktionen enthält. Eine Ausnahme bilden die finanziellen Belange, die weiter in die Budgetzuständigkeit des Grossen Rats fallen. Das heisst aber nicht, dass man nicht gewisse Anpassungen prüfen könnte, etwa die Übernahme der einen oder anderen Besonderheit anderer Gesetzgebungen oder Governance-Ideen aus neuen Organisationsmodellen. Zur Frage, ob dies sinnvoll wäre, verweist der Staatsrat auf Ziffer IV der Antwort auf die Motion: Anträge des Staatsrats (weiter unten).

### **III. Antworten auf die Fragen**

#### ***Gehaltssystem***

Zur Flexibilisierung der Lohnpolitik hält der Staatsrat fest, dass kein Anlass zu einer Änderung des StPG besteht, da ihm dieses Gesetz und das Reglement über das Staatspersonal (StPR) schon sehr viel Spielraum für die Gestaltung der Lohnpolitik des Staatspersonals lassen. So ist es Sache des Staatsrats, die Gehaltsskalen festzusetzen, wobei weiterhin der Grosse Rat deren Mindest- und Höchstbeträge festlegt (Legalitätsprinzip). Es ist ebenfalls Sache der Regierung, die Anzahl der Gehaltsklassen mit den jeweiligen Mindest- und Höchstbeträgen sowie die Höhe und Anzahl der Gehaltsstufen festzulegen. Sie kann weiter die Gehaltsskalen nicht nur an die Teuerung anpassen, sondern auch an die Reallohnentwicklung unter Berücksichtigung der Finanzlage des Staates. Schliesslich fällt auch die Höhe der Zusatzleistungen (Dienstaltersgeschenk, Zulagen) in den Zuständigkeitsbereich der Regierung. Jede Gehaltsklasse der Gehaltsskala ist in 20 Gehaltsstufen unterteilt (Art. 89 Abs. 3 StPR). Will man ein System mit weniger starker Lohnprogression durch

Änderung der Anzahl Lohnstufen, wie die Motionäre vorschlagen, so hat der Staatsrat ebenfalls schon die Befugnis, dies mit einer einfachen Anpassung des StPR zu tun. Soll hingegen das besagte Lohnsystem an sich, das auf den fachlichen Mindestanforderungen sowie der beruflichen und persönlichen Erfahrung basiert, abgeschafft und durch ein anderes System (z.B. Leistungslohnsystem, das einzig und allein auf den erbrachten Leistungen beruht) ersetzt werden, muss dies vom Grossen Rat beschlossen werden.

Die Motionäre machen geltend, dass das Funktionsbewertungssystem zu stark auf Voraussetzungen und Diplome, aber zu wenig auf den Arbeitsmarkt abstelle. Diesbezüglich ist darauf hinzuweisen, dass für die Festlegung des Gehalts drei Faktoren massgebend sind: Beim ersten Faktor handelt es sich um das Funktionsbewertungssystem EVALFRI, von dem das Gehalt seit 1999 abhängt. Es handelt sich dabei um ein System zur analytischen Funktionsbewertung, wie sie auch in Grossunternehmen in der Privatwirtschaft zum Einsatz kommen. Als erstes Kriterium werden dabei die intellektuellen Anforderungen bewertet (I). Hier werden namentlich das Ausbildungsniveau (Abschlüsse), aber auch die Berufserfahrung, die spezifischen Fachkenntnisse und die Sprachkenntnisse festgelegt. Dann kommen noch drei weitere Kriterien hinzu, nämlich psychosozialer Bereich (PS), physischer Bereich (P) und Verantwortung (V), bei der zwischen pädagogischer oder Führungsverantwortung unterschieden wird. Dies zeigt, dass das Ausbildungsniveau, das ja mit der Bewertung der drei anderen Kriterien ergänzt und gewichtet wird, nicht das massgebende Kriterium ist. Dann kann die Anstellungsbehörde als zweiten Faktor beim Arbeitsantritt einer Person unter Berücksichtigung der Ausbildung oder einer als gleichwertig erachteten beruflichen/persönlichen Erfahrung dasselbe Kompetenzniveau zuerkennen. Beim dritten Faktor handelt es sich um die Arbeitsmarktzulagen; hier ist die Ausrichtung einer Entschädigung entsprechend den Arbeitsmarktbedingungen in der Freiburger Gesetzgebung geregelt (Art. 97-100 StPR). Diese Regelung kommt zum Zug, wenn es nicht möglich ist, jemanden nach den anwendbaren ordentlichen Besoldungsvorschriften anzustellen oder zu halten, oder wenn diese Person über besondere Fähigkeiten verfügt, die zur Erfüllung der ihr übertragenen Aufgaben erforderlich sind.

Weiter verlangen die Motionäre, dass mit der Revision des StPG auch das Personalbeurteilungssystem geändert und ein objektiveres System eingeführt werden müsste, das zumindest teilweise bei der Gewährung von Lohnerhöhungen zum Einsatz kommen könnte. Dies ist jedoch nicht nötig, da das geltende StPG bereits gesetzliche Bestimmungen für die Umsetzung dieses Instruments enthält. Das StPG verlangt in Artikel 22 Abs. 1 vom Staatsrat den Beschluss eines allgemeinen Systems zur periodischen Personalbeurteilung. Dieses muss eine Analyse der Leistungen, des Verhaltens, der Fähigkeiten und des Entwicklungspotenzials der Mitarbeitenden umfassen. Dieses Projekt ist heute unter dem Namen Perséval (Evaluation des prestations et développement du personnel) bekannt. Der Staatsrat hatte die Finanzdirektion ermächtigt, den Entwurf bis 1. Mai 2017 in die Vernehmlassung zu schicken. Der Staatsrat kann übrigens erst dann ein Prämien- und Belohnungssystem vorsehen (Art. 92-95 und 143 StPG), nachdem das Perséval-Projekt verabschiedet ist. Gemäss Botschaft zum StPG (TGR 2001, S. 1046) muss die Belohnung von Mitarbeitenden, die sich besonders eingesetzt haben, ermöglicht werden, und die jährliche Gehaltserhöhung soll nur dann gewährt werden, wenn Leistungen und Fähigkeiten den Anforderungen der Stelle entsprechen. Die Artikel 92-95 StPG bilden die formale Rechtsgrundlage für die Einführung eines Einzel- oder Gruppenprämienystems für Leistungen, die über das hinausgehen, was normalerweise von einer einzelnen Person oder einer Gruppe von Mitarbeitenden verlangt werden kann.

### ***Starres StPG***

Weiter kritisieren die Motionäre generell, dass das StPG und seine Vollzugsverordnungen, die die Rechte und Pflichten der Parteien im Einzelnen festlegen, diesen nur wenig Freiheit für die Ausgestaltung des Arbeitsverhältnisses lassen, insbesondere bei der Einreihung der Funktionen und der Gehaltsfestsetzung.

Effektiv hat der Arbeitgeber Staat im öffentlichen Dienst nur sehr wenig Spielraum für «Lohnverhandlungen». Damit dem verfassungsmässigen Grundsatz der rechtsgleichen Behandlung Genüge getan ist, beruht die Besoldung auf einem Funktionseinreihungs- und Gehaltsskalasystem, das für das gesamte Personal der Zentralverwaltung und der Anstalten gilt, das dem StPG untersteht. Es kann somit nicht erlaubt werden, dass verschiedene Einheiten oder Anstalten, die dem StPG unterstehen, ihre Angestellten nach einem eigenen, und somit anderen als für das gesamte Freiburger Staatspersonal geltenden System entlohnen. Würde man dies tun, so könnte dies zu einer verfassungswidrigen Situation führen, indem Staatsangestellte bei gleichen oder gleichwertigen Anforderungen der Funktion anders entlohnt würden.

Was die KGV betrifft, so hat das Volk am 21. Mai 2017 das neue Gebäudeversicherungsgesetz (ECALEX) angenommen, und der Staatsrat muss nicht mehr auf dieses Thema zurückkommen.

Was das HFR betrifft, so hat der Staatsrat eine Arbeitsgruppe mit der Formulierung von Vorschlägen beauftragt, mit denen der geltende Rahmen gelockert werden könnte. Der Staatsrat hat sich noch nicht zum Bericht geäußert. Dabei ist festzuhalten, dass nach dem Gesetz vom 27. Juni 2006 über das freiburger spital (HFRG; SGF 822.0.1) das Dienstverhältnis der im HFR arbeitenden Personen durch die Gesetzgebung über das Staatspersonal geregelt wird. Gegebenenfalls müsste also das HFRG geändert werden.

### ***Anpassung des Gesetzes an die aktuellen Technologien***

Die Motionäre machen geltend, dass sich die Arbeitswelt seit Inkrafttreten des StPG enorm verändert habe und die neuen Technologien vermehrt berücksichtigt werden müssten. Insbesondere würden die Begriffe E-Government und Telearbeit im StPG fehlen. Sie verlangen demnach eine Anpassung der Freiburger Gesetzgebung an diese neuen Realitäten.

Für den Staat Freiburg werden stets die technologisch, ergonomisch und finanziell jeweils geeignetsten Tools für die Entwicklung und Anpassung der Instrumente der Personalführung und Organisation eingesetzt. Dass das StPG aus dem Jahr 2001 stammt, heisst nicht, dass die entsprechenden Instrumente auf über 15-jähriger Technologie basieren. Diese Instrumente werden im Gegenteil entsprechend den finanziellen Möglichkeiten fortlaufend weiterentwickelt. Für die Einführung von webbasierten Managementinstrumenten oder für die Digitalisierung des Personal-dossiers, gekoppelt mit elektronischem Workflow oder dem Zugriff des Personals auf das eigene Dossier braucht es namentlich keine Festlegung von besonderen Kriterien. Beispiele sind etwa, dass die Mitarbeitenden demnächst jederzeit auf ihre Gehaltsabrechnung und ihren Lohnausweis zugreifen können, sowie die mit der Verordnung vom 31. Januar 2017 über die Telearbeit des Staatspersonals geschaffenen entsprechenden Möglichkeiten (Inkrafttreten am 1. Juli 2017). Das StPG ist nicht dazu da, technologische Voraussetzungen zu schaffen; diese wandeln sich ja ständig und müssen ohne Änderung der Rechtsgrundlage angepasst werden können.

Was das Thema E-Government betrifft, so gehört dieses nicht ins StPG. Der Staatsrat hat sich bereits letztes Jahr damit befasst und das Gesetz vom 2. November 2016 über den E-Government-Schalter des Staates (E-GovSchG; SGF 17.4) erlassen, das am 1. Januar 2017 in Kraft getreten ist. Damit werden die Anforderungen der E-Government-Strategie auf gesetzlicher Stufe umgesetzt und insbesondere die schrittweise Verwendung elektronischer Mittel in Administrativverfahren erlaubt. Weiter legt es die Grundsätze der Beziehungen mit den Gemeinden und verwaltungsexternen Leistungserbringern fest sowie die Autorisierung einer User-ID und eines kantonalen Bezugssystems. Dieses Gesetz ist somit ein wichtiger Schritt für die Entwicklung der E-Government-Dienstleistungen, ausgehend von der E-Government-Strategie.

#### **IV. Antrag des Staatsrates**

Der Staatsrat hat bereits über die Zweckmässigkeit einer Revision der Personalgesetzgebung beraten. So hat er in seiner Sitzung vom 28. November 2016 die Ermächtigung erteilt, den Vorentwurf des Gesetzes zur Änderung des Gesetzes über das Staatspersonal (StPG) und des Gesetzes über die familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtungen (FBG) sowie den Verordnungsentwurf zur Änderung des Reglements über das Staatspersonal (StPR) in die Vernehmlassung zu schicken. Diese Anpassungen betreffen namentlich das Streikrecht, den Sonderprivatauszug aus dem Strafregister und die Stillzeiten. Die Vernehmlassung dauerte bis 31. März 2017, und der Staatsrat wird ausgehend von den eingegangenen Stellungnahmen entscheiden, wie es mit diesen Vorhaben weitergehen soll.

In der Zwischenzeit beauftragte der Staatsrat das Amt für Personal und Organisation mit einer Anhörung der Direktionen und Anstalten zur Frage, ob eine umfassendere Revision des StPG sinnvoll wäre. Die Direktionen und Anstalten konnten ihre Stellungnahme ebenfalls bis 31. März 2017 abgeben. Anschliessend wurde das POA damit beauftragt, die Antworten zusammenzustellen und einen Bericht zuhanden des Staatsrats zu verfassen, der dann darüber beschliessen wird, ob und allenfalls in welchem Umfang eine Gesetzesrevision in Angriff genommen werden soll.

Zur Verabschiedung einer allgemeinen Personalpolitik kann der Staatsrat Folgendes sagen: Der Grundsatz für ein Personalpolitikkonzept wurde mit der Revision des StPG im Jahr 2002 eingeführt, wo zwischen dem allgemeinen, vom Staatsrat beschlossenen Konzept der Personalpolitik und den ergänzenden, von den Direktionen und Anstalten beschlossenen personalpolitischen Richtlinien unterschieden wird. Gegenwärtig gibt es keine vom Staatsrat und den Direktionen oder den Anstalten formell genehmigten und bekanntgemachten Dokumente mit einem Personalpolitikkonzept gemäss den gesetzlichen Vorgaben.

Unter Berücksichtigung dieser Sachlage machte sich der Staatsrat im Rahmen des Regierungsprogramms 2012-2016 für eine konkrete Ausgestaltung einer allgemeinen Personalpolitik in Anwendung von Artikel 5 StPG stark, die aber bisher noch nicht erfolgt ist. Die Entwicklung einer Personalpolitik ist für einen öffentlich-rechtlichen Arbeitgeber mit mehr als 16 000 Angestellten in über 300 Referenzfunktionen in verschiedensten Tätigkeitsbereichen organisatorisch, formal und sachlich ein komplexes Unterfangen. Das Projekt zur Entwicklung einer Personalpolitik wird starten. Es wird zwei grosse Etappen umfassen, eine Vorbereitungs- und eine Realisierungsphase. In letzterer soll ein vom Staatsrat ernannter Lenkungsausschuss das Projekt entsprechend dem im Anschluss an die Vorbereitungsphase genehmigten Auftrag und Pflichtenheft umsetzen.

Angesichts der Umfrage des POA über eine Revision des StPG und der eingeleiteten Schritte für eine allgemeine Personalpolitik wird dem Grossen Rat beantragt, diese Motion anzunehmen, wobei der Umfang einer solchen Gesetzesrevision unter Berücksichtigung dieser beiden Faktoren noch bestimmt werden muss. Der Staatsrat informiert den Grossen Rat jedoch bereits jetzt darüber, dass es ihm gemäss oben Gesagtem gegebenenfalls nicht möglich sein wird, die gesetzlich vorgeschriebene Frist einzuhalten.

*27. Juni 2017*



## Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

2017-GC-38

Postulat Romain Collaud / Gabrielle Bourguet

### Concept « Sport-Art-Formation »

#### I. Résumé du postulat

Par un postulat déposé le 8 mars 2017, les deux députés rappellent que le concept « Sports-Arts-Formation » (SAF) du canton de Fribourg avait fait l'objet d'un premier rapport au Grand Conseil en 2013, suite à un postulat déposé en 2008 par le député Eric Collomb et pris en considération en 2010. Ils estiment que ledit concept poserait des problèmes à certains clubs sportifs formateurs et ne serait pas adapté aux besoins du sport de haut niveau. Ils regrettent également qu'il est parfois difficile d'obtenir des allègements scolaires si l'on est une sportive ou un sportif de talent en pleine ascension, mais ne remplissant pas encore les critères d'admission au concept SAF.

Ils demandent au Conseil d'Etat de présenter au Grand Conseil une étude comparative inter-cantonale des différents systèmes que l'on peut regrouper sous le générique «sport-études», incluant notamment les cantons de Vaud, Genève, Valais et Berne et qui analyserait entre autres les points suivants :

1. Conditions d'admission au concept
2. Mesures en faveur des élèves sportifs admis dans le concept
3. Mesures en faveur des élèves sportifs de haut niveau qui ne remplissent pas les conditions d'admission au concept
4. Budgets affectés aux systèmes « sport-études » par les cantons
5. Mise à disposition des infrastructures pour le « sport-études » – tarifs pratiqués
6. Subventionnement cantonal des centres de formation – conditions et montants accordés.

#### II. Réponse du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat estime que la mise en place et l'évolution du programme SAF nécessite du temps et qu'il est encore un peu prématuré pour tirer des conclusions. Il tient à souligner qu'un grand nombre de jeunes profitent du système actuel et qu'en majeure partie, ils en sont satisfaits. Il ne partage pas forcément certaines critiques entendues au cours des derniers mois, même s'il admet volontiers que des améliorations sont sans doute encore possibles.

#### Bref historique

Plusieurs mesures ont été mises en place dans le contexte du postulat pris en considération en 2010. En parallèle au lancement de la phase pilote du programme SAF au début de l'année scolaire 2010/11, le Grand Conseil a adopté, le 16 juin 2010, la nouvelle loi sur le sport (LSport, RSF 460.1), loi-cadre qui fixe les objectifs et les limites de l'intervention de l'Etat en matière de sport.



On y retrouve, ainsi que dans le règlement sur le sport (RSport) adopté en décembre 2011, les bases légales du soutien de l'Etat pour la relève et le sport de performance ainsi que l'instauration du programme SAF. Ce programme propose une formation de qualité, dans le respect des objectifs des plans d'études de la filière choisie par l'athlète/artiste et de même niveau que celle dont bénéficient tous les élèves. Ils leur proposent des aménagements qui respectent les différents types de classes, les degrés et les niveaux des étudiants tout en garantissant un choix complet d'études pour les jeunes talents.

Le rapport au postulat Collomb a été présenté au Grand Conseil en novembre 2013 alors que les travaux en cours sur la loi scolaire ont permis d'y intégrer un article sur le Sports-Arts-Formation, complété ensuite par son règlement d'application du 19 avril 2016. Enfin, la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS) s'est dotée le 25 avril 2017 de directives SAF afin d'unifier la pratique en lien avec le programme SAF dans toutes les écoles de la DICS (cf. [http://www.fr.ch/sspo/files/pdf93/20170425\\_dics\\_directives-saf.pdf](http://www.fr.ch/sspo/files/pdf93/20170425_dics_directives-saf.pdf)). Ces directives vont assurer une égalité de traitement à travers toutes ces écoles du canton. Celles-ci appliqueront ainsi les mêmes principes notamment pour les congés ou les dispenses peu importe où l'élève se trouve.

### **Situation actuelle dans le domaine du sport**

Tous les cycles d'orientation francophones (12) et alémaniques (8) du canton ainsi que les écoles du degré secondaire 2 sont impliqués dans le concept mis en place pour les sportifs de talent. Pour certaines disciplines sportives (sports collectifs en particulier), des mesures unifiées, discutées dans les différentes conférences des directeurs et selon le Programme SAF, permettent aux talents d'être traités sur un pied d'égalité, quel que soit l'établissement où ces derniers sont scolarisés. Une centralisation vers le lieu d'entraînement est aussi possible en accord avec le centre cantonal de formation et la DICS. Les centres de formation sont des structures mises en place par les associations cantonales, régionales ou nationales, reconnues par la fédération nationale concernée et le canton afin d'offrir aux jeunes talents des conditions d'entraînement supplémentaires et d'un niveau de performance plus élevé. Pour les autres disciplines, des mesures individualisées sont accordées aux élèves et étudiantes et étudiants qui satisfont les critères cantonaux pour être considérés comme sportifs de talent dans le Programme SAF. Toutes les écoles secondaires de la DICS ont un coordinateur SAF pour soutenir les élèves dans la conciliation des études qu'ils ont choisies et le sport de haut niveau. Des centres de formation ont été reconnus dans les disciplines suivantes: le basketball (Académie de basketball du Fribourg Olympic et le centre de formation d'Elfic); le football (TEAM AFF Fribourg); le volleyball (SwissVolley Talent School Fribourg et Volley Académie Fribourg); le hockey sur glace (AFHG, MJ Gotteron); le ski, (CRP Ski Romand, Ski Romand et Schneesportmittelland), l'escalade sportive (Centre régional d'escalade sportive de Romandie Centrale). Dans les autres disciplines sportives, une quinzaine de clubs proposent des encadrements adaptés à la formation de sportifs et sportives de pointe.

Le programme SAF offre des aides très variées selon les institutions: dispense d'éducation physique, aménagements d'horaire, soutiens pédagogiques, changement de cercle scolaire ou d'aire de recrutement, dispenses de cours, congés réguliers ou ponctuels, répartition de la formation sur deux ans etc. Les détails du programme SAF et les documents utiles sont disponibles sur <http://www.fr.ch/sspo/fr/pub/sports-arts-formation.htm>.

La liste des critères précis par discipline sportive a été définie et est disponible sur le site internet du [Service du sport](#). Elle a été élaborée d'après les critères de Swiss Olympic pour la promotion des espoirs, les concepts pour la relève des fédérations sportives nationales ainsi que sur la base d'échanges entre les différents cantons, fédérations et associations et elle est mise à jour chaque année par le Service du sport. Swiss Olympic considère comme talents de la relève tous les jeunes ayant été encouragés/formés de manière systématique vers la performance par une fédération nationale selon son concept de promotion de la relève aux trois niveaux de promotion local, régional et national. De nombreux facteurs sont pris en compte pour l'évaluation des talents par leur propre fédération sportive, puis validés par Swiss Olympic pour l'attribution des talent cards. Comme pour les artistes, des évaluations ou tests ont lieu régulièrement afin de déterminer à quel niveau se situe l'athlète/artistes de talent.

### **Les chiffres**

Pour l'année scolaire 2016/17, le Service a reçu 544 demandes d'adhésion au programme SAF et en a accepté 370 dont 213 en statut SAF, 128 en espoirs et 29 hors canton. Dans l'autre sens, 21 élèves proviennent d'un autre canton. De ce total de demandes acceptées, 36 demandes concernent des artistes, dans les domaines de la danse et de la musique. 175 élèves bénéficient du programme au secondaire I et 132 au secondaire II.

Depuis 2005, Swiss Olympic attribue les Swiss Olympic Talent Cards aux athlètes de la relève dont les fédérations nationales disposent d'un concept reconnu de promotion de la relève.

Pour le canton de Fribourg en 2016 :

- > Talent card nationales : 103 pour 31 disciplines sportives (2841 pour la Suisse)
- > Talent card régionales : 332 pour 34 disciplines sportives (6951 pour la Suisse)

Les « Swiss Olympic Talent Cards » sont des instruments importants dans le système sportif suisse, et constituent des références sur lesquelles s'alignent les différents partenaires en présence.

L'accent est mis sur l'encouragement commun et optimal des talents de la relève dans leur parcours vers le sommet. La carte montre aux communes, cantons, écoles et autres partenaires quels athlètes de la relève font partie d'un programme de promotion au sein d'une fédération et doivent être soutenus de manière ciblée.

Au niveau des coûts pour le programme SAF dans le canton, l'Etat investit chaque année environ 150 000 francs en ressources humaines et un soutien financier d'environ 330 000 francs est versé aux talents, aux associations cantonales et aux centres de formation pour les activités effectuées par cette relève. Au niveau intercantonal, le canton de Fribourg travaille avec des conventions intercantionales (« Convention intercantonale réglant la fréquentation d'une école située dans un canton autre que celui de domicile », RSF 410.5, et « Convention scolaire régionale concernant l'accueil réciproque d'élèves et le versement de contributions », RSF 416.4) en se basant sur les concepts des fédérations sportives et de la classification Swiss Olympic ou les échanges entre les conservatoires pour les arts. Il existe aussi des cas particuliers en dehors des conventions lorsque la personne est sélectionnée par sa fédération dans un centre national de performance et qu'elle est en possession d'une « talent card » nationale. Ces cas sont soutenus directement par le fonds cantonal

du sport. Les coûts pour un écolage hors canton se montent entre 15 000 francs et 22 000 francs par élève et par année. Actuellement le total des coûts y relatif s'élève à 580 000 francs par an.

## **Conclusion**

Le Conseil d'Etat tient à relever les efforts entrepris à ce jour pour un grand nombre de jeunes qui profitent d'un soutien ciblé et individualisé. Il insiste sur l'importance d'une formation scolaire complète afin de pallier, le cas échéant, les risques inévitables liés au statut de sportif ou artiste de talent. Préparer au mieux l'avenir de ces jeunes en leur donnant la certitude d'avoir acquis des connaissances et compétences scolaires certifiées représente un objectif primordial. Seule une conduite rigoureuse de l'école, impliquant un véritable programme, est de nature à contrôler un phénomène en nette progression.

Le Conseil d'Etat constate que le canton de Fribourg dispose d'ores et déjà d'instruments qui sont évidemment appelés à s'adapter en suivant l'évolution nationale. Il semble cependant intéressant pour l'Etat de présenter une analyse comparative notamment en lien avec l'externalisation de la Promotion de la relève de l'OFSP (Office fédéral du sport) à Swiss Olympic planifiée pour janvier 2018. Ce rapport cartographiera les conditions d'admission des différents programmes « sports-arts-études », les mesures en faveur des élèves et les implications financières afin de situer le programme SAF dans la nouvelle promotion de la relève.

Au vu de ce qui précède, le Conseil d'Etat propose de prendre en considération ce postulat en y associant celui des députés Dietrich et Savoy (Postulat 2017-GC-51) sur le domaine des arts et de déposer un rapport commun dans le délai légal.

*22 août 2017*



## Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

2017-GC-38

—  
Postulat Romain Collaud / Gabrielle Bourguet  
**Konzept «Sport–Kunst–Ausbildung»**

### I. Zusammenfassung des Postulats

In ihrem am 8. März 2017 eingereichten Postulat erinnern die beiden Grossräte zunächst daran, dass im Anschluss an ein von Grossrat Eric Collomb im 2008 eingereichtes (und 2010 erheblich erklärtes) Postulat im Jahr 2013 ein erster Bericht über das Konzept (Förderprogramm) «Sport–Kunst–Ausbildung» (SKA) des Kantons Freiburg erstellt wurde. Ihrer Ansicht nach bereitet dieses Förderprogramm einigen Sportklubs, die sich für die Ausbildung engagieren, Probleme und sei für die Bedürfnisse des Spitzensports nicht geeignet. Zudem finden sie es bedauerlich, dass es für aufstrebende Sporttalente, die jedoch die Zulassungsvoraussetzungen für das SKA-Förderprogramm noch nicht erfüllen, manchmal schwierig sei, Stundenplan-Entlastungen zu erhalten.

Sie fordern den Staatsrat auf, dem Grossen Rat eine kantonsübergreifende Vergleichsstudie der verschiedenen Systeme, die man unter den Begriff «Sport und Ausbildung» zusammenfassen kann, vorzulegen und dabei insbesondere die Kantone Waadt, Genf, Wallis und Bern zu berücksichtigen. Zudem soll diese Studie folgende Punkte untersuchen:

1. Zulassungsvoraussetzungen für das Förderprogramm
2. Massnahmen zugunsten der ins Förderprogramm aufgenommenen Schülerinnen und Schüler
3. Massnahmen zugunsten von Schülerinnen und Schülern, die Leistungssport betreiben, jedoch die Zulassungsvoraussetzungen für das Förderprogramm nicht erfüllen
4. Von den Kantonen für die Förderangebote «Sport und Ausbildung» bereitgestellte Budgetmittel
5. Bereitstellung der Infrastruktur für «Sport und Ausbildung» – Tarife
6. Kantonale Subventionierung der Ausbildungszentren – Voraussetzungen und gewährte Beträge

### II. Antwort des Staatsrats

Der Staatsrat gibt zu bedenken, dass die Einführung und Entwicklung des SKA-Förderprogramms Zeit benötige und es noch etwas verfrüht sei, daraus Schlüsse zu ziehen. Er weist darauf hin, dass zahlreiche Jugendliche vom gegenwärtigen Angebot profitieren und mehrheitlich damit zufrieden sind. Daher teilt er nur bedingt gewisse Kritiken, die in den vergangenen Monaten geäussert wurden, auch wenn er bereitwillig zugesteht, dass zweifellos noch Verbesserungsmöglichkeiten bestehen.

#### Kurze Rückblende

Im Zusammenhang mit dem Postulat von 2010 wurden mehrere Massnahmen ergriffen. Parallel zur Lancierung der Versuchsphase zum SKA-Förderprogramm auf Beginn des Schuljahres 2010/11

verabschiedete der Grosse Rat am 16. Juni 2010 das neue Gesetz über den Sport (SportG, SGF 460.1), ein Rahmengesetz, in dem die Ziele und Grenzen des staatlichen Handelns im Bereich des Sports festgelegt sind. Darin sowie in dem im Dezember 2011 erlassenen Reglement über den Sport (SportR) sind die gesetzlichen Grundlagen der Unterstützung des Staates für den Nachwuchs und den Leistungssport sowie die Einführung des SKA-Förderprogramms zu finden. Dieses Förderprogramm bietet den Nachwuchstalente eine qualitativ hochstehende Ausbildung, die dem Ausbildungsniveau aller übrigen Schülerinnen und Schüler entspricht und die Ziele der Lehrpläne des von ihnen gewählten Bildungsgangs einhält. Die Angebote sind abteilungs- und stufenspezifisch und berücksichtigen das Niveau der Schülerinnen und Schüler, bieten den jungen Menschen aber dennoch eine vollständige Studienauswahl.

Der Bericht zum Postulat Collomb wurde dem Grossen Rat im November 2013 vorgelegt; zugleich konnte bei den laufenden Arbeiten zum Schulgesetz eine Bestimmung zum Förderprogramm Sport-Kunst-Ausbildung eingefügt werden, die später mit dem dazugehörigen Ausführungsreglement vom 19. April 2016 noch ergänzt wurde. Schliesslich erliess die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport (EKSD) am 25. April 2017 SKA-Richtlinien, um die Praxis im Zusammenhang mit dem SKA-Förderprogramm in allen Schulen der EKSD zu vereinheitlichen (vgl. [http://www.fr.ch/sspo/files/pdf93/20170425\\_eksd-richtlinien-ska.pdf](http://www.fr.ch/sspo/files/pdf93/20170425_eksd-richtlinien-ska.pdf)). Diese Richtlinien sorgen für eine Gleichbehandlung an allen Schulen des Kantons. Dadurch werden überall die gleichen Grundsätze angewendet, insbesondere für Urlaube oder Dispense, unabhängig davon, wo sich die Schülerin oder der Schüler befindet.

### **Heutige Situation im Sportbereich**

Sämtliche französisch- (12) und deutschsprachigen (8) Orientierungsschulen des Kantons sowie die Mittelschulen sind am Förderprogramm für Sporttalente beteiligt. Bei gewissen Sportdisziplinen (vor allem Mannschaftssportarten) sorgen einheitliche Massnahmen, die in den verschiedenen Direktions- und Schulleitungskonferenzen gemeinsam beraten und mit dem SKA-Förderprogramm abgestimmt werden, dafür, dass Nachwuchstalente gleich behandelt werden, egal welche Schule sie besuchen. In Absprache mit dem jeweiligen kantonalen Ausbildungszentrum und der EKSD ist auch ein Schulkreiswechsel zum Ausbildungsort möglich. Die vom betreffenden nationalen Verband und vom Kanton anerkannten Ausbildungszentren werden von den kantonalen, regionalen oder nationalen Vereinen eingerichtet, um jungen Talenten zusätzliche Trainingsmöglichkeiten und ein höheres Leistungsniveau anzubieten. Für die übrigen Sportarten werden den Schülerinnen und Schülern sowie Studierenden, welche die kantonalen Kriterien für die Aufnahme als Sporttalent ins SKA-Förderprogramm erfüllen, individuell zugeschnittene Massnahmen gewährt. In folgenden Sportdisziplinen wurden Ausbildungszentren anerkannt: Basketball (Basketball-Académie von Fribourg Olympic und Elfic-Ausbildungszentrum); Fussball (TEAM AFF Freiburg); Volleyball (SwissVolley Talent School Freiburg und Volley Académie Freiburg); Eishockey (AFHG, MJ Gotteron); Ski, (CRP Ski Romand, Ski Romand und Schneesportmittelland), Sportklettern (SAC-Regionalzentrum Sportklettern Romandie Centrale). Bei den übrigen Sportdisziplinen haben rund fünfzehn Klubs einen geeigneten Rahmen für die Ausbildung von Nachwuchssportlerinnen und Nachwuchssportlern geschaffen.

Das SKA-Förderprogramm bietet je nach Institution eine breite Palette von Unterstützungsmöglichkeiten an: Dispens vom Turn- und Sportunterricht, Stundenplan-Anpassungen, Nachhilfe, Schulkreis- oder Einzugsgebietswechsel, Unterrichtsdispensen, regelmässige oder punktuelle Sonderurlaube, Aufteilung der Ausbildung auf zwei Jahre usw. Die Einzelheiten zum SKA-

Förderprogramm sowie die entsprechenden Unterlagen sind unter der Internetadresse <http://www.fr.ch/sspo/de/pub/sports-arts-formation.htm> zu finden.

Für die jeweiligen Sportarten wurden genaue Zulassungskriterien festgelegt. Die Liste dieser Kriterien kann auf der Website des [Amtes für Sport](#) konsultiert werden. Sie basiert auf den Kriterien von Swiss Olympic für die Nachwuchsförderung, den Nachwuchsförderkonzepten der nationalen Sportverbände sowie auf den Austausch unter Kantonen, Verbänden und Vereinen und wird vom Amt für Sport jedes Jahr aktualisiert. Als Swiss Olympic Talent werden junge Athleten anerkannt, die von nationalen Mitgliedsverbänden mit einem anerkannten Nachwuchsförderkonzept in einer Leistungssportstruktur selektioniert und auf den drei Förderstufen (lokal, regional und national) gefördert werden. Für die Talentabklärung durch den jeweiligen Sportverband werden zahlreiche Faktoren berücksichtigt und anschliessend von Swiss Olympic für die Vergabe der Talent Cards validiert. Ebenso wie bei den Künstlerinnen und Künstlern werden regelmässig Abklärungen oder Tests durchgeführt, um das Leistungsniveau der Talentsportlerinnen und Talentsportler sich zu bestimmen.

### **Das Förderprogramm in Zahlen**

Für das Schuljahr 2016/17 hat das Amt 544 Gesuche um Aufnahme in das SKA-Förderprogramm erhalten und 370 davon gutgeheissen: 213 für den Status SKA, 128 als Nachwuchshoffnungen und 29 für den ausserkantonalen Schulbesuch. Im Gegenzug stammen 21 Nachwuchstalente aus anderen Kantonen. Von all diesen Gesuchen entfallen 36 auf Künstlerinnen und Künstler in den Bereichen Tanz und Musik. Auf der ersten Sekundarstufe (OS) profitieren 175 Schülerinnen und Schüler von diesem Programm und auf der zweiten Sekundarstufe 132.

Seit 2005 vergibt Swiss Olympic die *Swiss Olympic Talent Cards* an Nachwuchsathleten, deren nationale Verbände über ein anerkanntes Nachwuchsförderkonzept verfügen.

Für den Kanton Freiburg im 2016:

- > *Talents Card National*: 103 für 31 Sportarten (2841 für die Schweiz)
- > *Talents Card Regional*: 332 für 34 Sportarten (6951 für die Schweiz)

Die «Swiss Olympic Talent Card» ist ein wichtiges Instrument im Schweizer Sportsystem, an dem sich verschiedene Partner orientieren.

Die gemeinsame und optimale Förderung von talentierten Nachwuchsathleten auf ihrem Weg an die Spitze steht dabei im Zentrum. Die Karte zeigt Gemeinden, Kantonen, Schulen und weiteren Partnern auf, welche Nachwuchsathleten in Verbandsförderprogrammen erfasst sind und gezielt gefördert werden sollen.

Zu den Kosten für das SKA-Förderprogramm im Kanton ist zu sagen, dass der Staat jedes Jahr rund 150 000 Franken in Personalressourcen investiert und den Talenten, kantonalen Vereinen und Ausbildungszentren für die Aktivitäten dieses Nachwuchses Finanzhilfen von etwa 330 000 Franken leistet. Auf interkantonaler Ebene wendet der Kanton die interkantonalen Vereinbarungen an («Vereinbarung über den Schulbesuch ausserhalb des Wohnsitzkantons» (CIIP-Vereinbarung), SGF 410.5, und «Regionales Schulabkommen über die gegenseitige Aufnahme von Auszubildenden», SGF 416.4) und stützt sich dabei auf die Konzepte der Sportverbände und die Einstufung von Swiss Olympic bzw. auf den Austausch unter den Konservatorien für den Bereich der Kunst. Daneben existieren auch Sonderfälle ausserhalb der Vereinbarungen, wenn die betreffende Person

von ihrem Verband für ein nationales Leistungssportzentrum selektioniert worden und Inhaberin einer «Talent Card National» ist. Diese Fälle werden direkt über den kantonaler Sportfonds gefördert. Die Kosten für einen ausserkantonalen Schulbesuch (Schulgeld) betragen zwischen 15 000 Franken und 22 000 Franken pro Schüler/in und pro Jahr. Derzeit belaufen sich die diesbezüglichen Gesamtkosten auf 580 000 Franken im Jahr.

### **Schlussbemerkungen**

Der Staatsrat verweist auf die bisher unternommenen Bemühungen zugunsten einer Vielzahl von Jugendlichen, die in den Genuss gezielter individueller Unterstützungsmassnahmen kommen. Er unterstreicht die Bedeutung einer abgeschlossenen Schulbildung, um den unvermeidbaren Risiken, die mit dem Status von Sport- oder Kunsttalenten verbunden sind, vorzubeugen. Vorrangiges Ziel ist es, die Zukunft dieser Jugendlichen bestmöglich vorzubereiten und ihnen die Gewissheit geben, dass sie sich anerkannte schulische Kenntnisse und Fähigkeiten angeeignet haben. Nur durch eine konsequente Führung der Schule lässt sich eine Entwicklung steuern, die zunehmend an Bedeutung gewinnt. Dies setzt ein gezieltes Programm voraus.

Der Staatsrat hält fest, dass der Kanton Freiburg bereits über Instrumente verfügt, die natürlich mit Blick auf die nationale Entwicklung weiter angepasst werden müssen. Für den Staat wäre es jedoch interessant, eine Vergleichsstudie zu präsentieren, insbesondere in Zusammenhang mit der auf Januar 2018 geplanten Ausgliederung (Outsourcing) der Nachwuchsförderung des BASPO (Bundesamt für Sport) an Swiss Olympic. Dieser Bericht soll die Zulassungsvoraussetzungen der verschiedenen Förderprogramme «Sport–Kunst–Ausbildung», die Massnahmen zugunsten der Schülerinnen und Schüler sowie die finanziellen Aspekte erfassen, um das SKA-Förderprogramm in das neue Nachwuchsförderprogramm einzuordnen.

Aus diesen Gründen empfiehlt der Staatsrat, dieses Postulat anzunehmen, es mit demjenigen der Grossräte Dietrich und Savoy (Postulat 2017-GC-51) zum Bereich der Kunst zu verbinden und innert der gesetzlichen Frist einen entsprechenden Bericht zu unterbreiten.

*22. August 2017*



## Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Postulat Philippe Savoy / Laurent Dietrich  
**Concept Sports-Arts-Formation**

2017-GC-51

### I. Résumé du postulat

Par postulat déposé et développé le 28 mars 2017, les députés cosignataires, après avoir retracé un bref historique du concept « sports-arts-formation » (SAF) et rappelé l'article constitutionnel fédéral du 23 septembre 2012 visant à renforcer la formation musicale en Suisse, considèrent que « *les mesures prévues par SAF ne semblent pas être suffisamment adaptées pour permettre aux musiciens de talent de gérer sereinement leur formation et la pratique exigeante de leur art* ». Ils demandent au Conseil d'Etat de présenter au Grand Conseil « *une étude comparative intercantonale des différents systèmes que l'on peut regrouper sous le générique 'arts-études' (...) et de préciser les raisons qui l'ont encouragé à privilégier l'option actuelle* ». Ils souhaitent en particulier que le Conseil d'Etat analyse notamment les points suivants : conditions d'admission SAF, mesures mises en place et leur adaptabilité aux degrés du secondaire I et secondaire II/formation duale ; mesures pour les élèves artistes de haut niveau mais ne remplissant pas les conditions d'admission SAF ; budgets. Il est à noter qu'un autre postulat, concernant le SAF en sport, a été déposé le 8 mars 2017 par les députés Romain Collaud et Gabrielle Bourguet (2017-GC-38).

#### 1. Contexte du dispositif SAF

Depuis la mise en place des filières préprofessionnelles préparatoires aux études HES, le Conservatoire de Fribourg (COF) est chargé de cette formation en musique, qu'il a élargie ensuite à la danse et au théâtre. Pour soutenir les jeunes talents en alliant formation scolaire et pratique intensive d'un art, le canton de Fribourg a mis en œuvre un projet pilote de concept SAF en 2010, a validé le programme en novembre 2013 et a édité des directives précisant les modalités en mai 2017. Ce dispositif s'adresse aux élèves scolarisés aux niveaux du secondaire I et du secondaire II de formation professionnelle et de formation générale qui souhaitent intensifier leur pratique du sport, de la musique ou de la danse en suivant une formation préparatoire intensive aux études professionnelles. La formation préprofessionnelle en théâtre est organisée différemment, puisqu'il s'agit d'une formation intensive d'une année menée après les études au secondaire II.

En Suisse, les mesures d'encadrement des jeunes talents en musique sont principalement de deux types : 1) ces talents sont regroupés dans des classes spécifiques (avec un aménagement spécifique du programme et de l'horaire scolaire) ou 2) ces talents bénéficient d'un aménagement individualisé de l'horaire scolaire dans les institutions scolaires existantes. Pour les raisons expliquées dans le rapport 2013-DICS-20 dont le Grand Conseil a débattu le 14 novembre 2013, le canton de Fribourg a opté pour le deuxième type. Une approche préservant le libre-choix des étudiants pour la formation scolaire souhaitée, ainsi que la stabilité de leur cursus scolaire, a été privilégiée. L'exercice d'un instrument ou du chant étant essentiellement individuel, et vu le nombre limité de jeunes talents fribourgeois d'une même classe d'âge, les mesures SAF consistent surtout à alléger l'horaire



scolaire pour que l'élève musicien puisse pratiquer et bénéficier de cours supplémentaires au COF. Ces mesures d'encouragement SAF-Arts occasionnent des charges financières minimales de coordination par le Service du sport en partenariat avec le COF et de suivi par les responsables pédagogiques des établissements scolaires en charge des élèves SAF-Arts.

## **2. Brève description du dispositif SAF**

Seuls les jeunes suivant une formation préprofessionnelle bénéficient des mesures SAF durant leur scolarité au secondaire I ou II. Pour cela, ils doivent avoir réussi un examen équivalent au passage en degré certifié au COF. Si les conditions sont réunies, le jeune talent peut passer en bachelier HEM avant même d'avoir terminé son collège, un cas rare jusqu'ici. Pour celle ou celui qui ne remplit pas (encore) les conditions d'admission au programme SAF, il n'existe pas de mesures d'allègement de l'horaire scolaire, et il/elle peut évidemment bénéficier de la large palette d'offre de cours du COF.

Le COF met d'importantes ressources à disposition pour la formation préprofessionnelle, sur laquelle s'appuie le programme SAF. En moyenne, les élèves en musique suivent 4 h 30 de cours par semaine durant quatre ans ; en danse, entre 10 et 15 heures de cours durant environ dix ans. Le programme SAF définit des mesures d'allègement scolaire pour les élèves, de 3 à 5 unités en musique (dont dispense de musique et éventuellement d'éducation physique) ; de 4 à 6 unités en danse (dont dispense totale d'éducation physique). Selon la situation individuelle, d'autres dispenses, congés spéciaux ou heures d'appui peuvent être octroyés. Il faut mentionner également la situation des gymnasiens en *option spécifique musique* au S2 (écoles du secondaire II de formation générale), qui suivent durant trois des quatre années de formation 4 leçons en 2e et cinq leçons de musique en 3e et 4e années. Plusieurs écoles mettent à disposition des salles de répétition pour l'entraînement individuel. Dans ce cadre, le COF dispense un enseignement individuel de chant ou d'un instrument. Enfin, pour les élèves en formation professionnelle duale, le formateur en entreprise seul peut accorder du temps, pour autant que les objectifs de formation soient remplis.

## **3. Bref bilan du programme SAF**

Avec ses 4600 élèves, le COF couvre largement la formation artistique du canton, et la filière préprofessionnelle compte plus de 50 étudiants (30 en musique, 20 en danse et 5 en théâtre), en moyenne. Ce nombre est comparable aux statistiques touchant à l'encouragement des talents en Suisse. Les résultats sont probants: en musique, danse et théâtre, le taux de réussite des élèves préprofessionnels est excellent. Le dispositif SAF fonctionne avec satisfaction mais est encore trop jeune pour tirer des conclusions définitives. Plusieurs optimisations ont d'ailleurs été réalisées dans la récente élaboration des directives SAF<sup>1</sup>. En effet, il apparaît notamment que l'aménagement horaire au niveau du S2 devrait être davantage systématisé pour que le jeune musicien dispose de plages horaires importantes et aménagées (à l'instar de la danse ou des sports collectifs). La synergie entre les filières de formation S2 en Option spécifique Musique et préprofessionnelle COF en Culture musicale peut encore être renforcée.

---

<sup>1</sup> Français : [http://www.fr.ch/sspo/files/pdf93/20170425\\_dics\\_directives-saf.pdf](http://www.fr.ch/sspo/files/pdf93/20170425_dics_directives-saf.pdf)  
Allemand : [http://www.fr.ch/sspo/files/pdf93/20170425\\_eksd-richtlinien-ska.pdf](http://www.fr.ch/sspo/files/pdf93/20170425_eksd-richtlinien-ska.pdf)

## II. Réponse du Conseil d'Etat

Après quelques années de mise en œuvre, le programme SAF en musique semble répondre à l'objectif, en ayant formé de nombreux jeunes talents qui ont pu ainsi se préparer dans de bonnes conditions à une formation préprofessionnelle. Des deux types de programme « art-étude » en cours en Suisse, le dispositif fribourgeois SAF constitue un modèle valable, adapté et économique pour le canton, en particulier en raison de la qualité de son Conservatoire et de la masse critique d'élèves concernés.

Cela dit, comme la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport l'a constaté au cours de l'élaboration des directives entrée en vigueur en mai 2017, plusieurs améliorations devraient être mises en œuvre. Après quelques années de fonctionnement, une évaluation du dispositif semble intéressante et peut aussi s'appuyer sur une comparaison avec d'autres modèles au niveau national. C'est pourquoi le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil de prendre le postulat en considération. Vu qu'un autre postulat d'une teneur proche a été déposé pour le sport, il propose au Grand Conseil la rédaction d'un rapport commun aux deux postulats (2017-GC-51 et 2017-GC-38).

*22 août 2017*



## Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Postulat Philippe Savoy / Laurent Dietrich  
**Konzept «Sport–Kunst–Ausbildung»**

2017-GC-51

### I. Zusammenfassung des Postulats

Nach einem kurzen Rückblick auf die Entstehung des Konzepts (Förderprogramms) «Sport–Kunst–Ausbildung» (SKA) und einem Verweis auf den in der Volksabstimmung vom 23. September 2012 angenommenen Verfassungsartikel zur Stärkung der musikalischen Bildung in der Schweiz stellen die Grossräte in ihrem am 28. März 2017 eingereichten und begründeten Postulat fest, dass die im SKA-Förderprogramm vorgesehenen Massnahmen offenbar nicht genügend geeignet sind, um talentierten Musikerinnen und Musikern die Vereinbarung ihrer Ausbildung mit dem anspruchsvollen Ausüben ihrer Kunst zu ermöglichen. Sie fordern den Staatsrat auf, dem Grossen Rat eine kantonsübergreifende Vergleichsstudie der verschiedenen Systeme, die man unter den Begriff «Sport und Ausbildung» zusammenfassen kann, vorzulegen. Vor allem sollen dabei die Gründe erläutert werden, die dazu führten, dass der heutige Lösungsansatz bevorzugt wurde. Sie möchten insbesondere, dass der Staatsrat folgende Punkte prüft: Zulassungsbedingungen zum SKA-Förderprogramm, angebotene Massnahmen und ihre Anpassungsfähigkeit an die Schulstufen OS und S2/duale Berufsbildung; Massnahmen für künstlerisch hochbegabte Schülerinnen und Schüler, die jedoch die Zulassungsvoraussetzungen für das SKA-Förderprogramm nicht erfüllen; Finanzmittel. Diesbezüglich ist anzumerken, dass am 8. März 2017 von Grossrat Romain Collaud und Grossrätin Gabrielle Bourguet ein weiteres Postulat betreffend das SKA-Förderprogramm im Bereich des Sports eingereicht worden ist (2017-GC-38).

#### 1. Kontext des SKA-Förderprogramms

Seit der Einführung der berufsvorbereitenden Studiengänge für das Studium an einer Fachhochschule ist das Freiburger Konservatorium (KF) für die entsprechende Ausbildung in der Musik zuständig, die später auf die Bereiche Tanz und Theater ausgeweitet wurde. Um talentierte Schülerinnen und Schüler zu unterstützen, damit diese ihre schulische Ausbildung mit dem intensiven Ausüben ihrer Kunst vereinbaren können, führte der Kanton Freiburg im 2010 ein Versuchsprojekt für das SKA-Förderprogramm durch, genehmigte dieses Förderprogramm im November 2013 schliesslich und erliess im Mai 2017 Richtlinien zur Regelung der Einzelheiten. Dieses Förderprogramm richtet sich an Schülerinnen und Schüler der OS sowie der berufsbildenden und allgemeinbildenden Sekundarstufe 2, die ihre Sport-, Musik- oder Tanzkarriere mit einer berufsvorbereitenden Ausbildung verstärkt vorantreiben möchten. Die berufsvorbereitende Theaterausbildung ist anders organisiert, da es sich um eine einjährige Intensivausbildung nach Abschluss der Ausbildung auf der Sekundarstufe 2 handelt.

In der Schweiz werden hauptsächlich zwei Arten von Massnahmen zur Förderung junger Musiktalente angeboten: 1. Diese Talente werden in Spezialklassen zusammengeführt (mit einer spezifischen Anpassung des Unterrichtsprogramms und des Stundenplans) oder 2. die Talente

kommen in den Genuss einer individuellen Stundenplan-Anpassung in den bestehenden Schulen. Aus den im Bericht 2013-DICS-20, den der Grosse Rat am 14. November 2013 beraten hat, erläuterten Gründen entschied sich der Kanton Freiburg für die zweite Kategorie von Massnahmen. Damit wurde ein Ansatz bevorzugt, der den Studierenden die freie Wahl der gewünschten schulischen Ausbildung belässt und ihnen eine stabile Schullaufbahn gewährleistet. Da ein Instrument oder Gesang vorwiegend individuell geübt wird und die Zahl der jungen Freiburger Talente in der gleichen Altersgruppe beschränkt ist, bestehen die SKA-Fördermassnahmen vor allem in Stundenplan-Entlastungen, damit musikalisch begabte Schülerinnen und Schüler üben und am Konservatorium zusätzliche Kurse besuchen können. Diese SKA-Fördermassnahmen im Bereich der Kunst verursachen minimale Mehrkosten für die Koordination durch das Amt für Sport in Partnerschaft mit dem Konservatorium und die Begleitung durch die pädagogischen Verantwortlichen der Schulen für die am SKA-Förderprogramm Kunst beteiligten Schülerinnen und Schüler.

## **2. Kurzer Beschrieb des SKA-Förderprogramms**

Nur Schülerinnen und Schüler, die eine berufsvorbereitende Ausbildung absolvieren, kommen während ihrer Schulzeit in der OS oder der Sekundarstufe 2 in den Genuss von SKA-Fördermassnahmen. Dazu müssen sie eine Prüfung bestanden haben, die dem Übertritt auf die Zertifikatsstufe am Konservatorium entspricht. Sind die Voraussetzungen erfüllt, können Nachwuchstalente in den Bachelorstudiengang der Musikhochschule wechseln, bevor sie ihre Mittelschulbildung abgeschlossen haben. Dieser Fall ist aber bisher selten eingetreten. Für jene, welche die Zulassungsvoraussetzungen für das SKA-Förderprogramm nicht oder noch nicht erfüllen, gibt es keine Stundenplan-Entlastungen und sie können daher natürlich auch nicht von dem breiten Kursangebot des Konservatoriums profitieren.

Das Konservatorium investiert erhebliche Mittel in die berufsvorbereitende Ausbildung, auf die sich das SKA-Förderprogramm stützt. Die Musikschülerinnen und Musikschüler haben im Schnitt während vier Jahren 4.30 Stunden Unterricht pro Woche; im Tanz sind es zwischen 10 und 15 Kursstunden während etwa zehn Jahren. Das SKA-Förderprogramm legt Stundenplan-Entlastungen für die Schülerinnen und Schüler fest: 3 bis 5 Lektionen für die Musik (darunter eine Dispens vom Musik- und eventuell vom Turn- und Sportunterricht); 4 bis 6 Lektionen für den Tanz (mit einer Totaldispensation vom Turn- und Sportunterricht). Im Einzelfall können weitere Dispensen sowie Sonderurlaube oder Stützunterricht gewährt werden. Zu erwähnen ist auch die Situation der Gymnasialschülerinnen und Gymnasialschüler mit dem *Schwerpunktfach Musik* an den Mittelschulen der allgemeinbildenden S2, die während der vier Ausbildungsjahre 4 Lektionen Musikunterricht in der 2. und 5 Lektionen im 3. und 4. Gymnasialjahr besuchen. Mehrere Schulen stellen Proberäume für individuelle Übungen zur Verfügung. Diesbezüglich erteilt das Konservatorium individuellen Gesangs- oder Instrumentalunterricht. Für die Schülerinnen und Schüler in der dualen Berufsbildung kann einzig die Berufsbildnerin oder der Berufsbildner im Betrieb Zeit gewähren, sofern die Ausbildungsziele erfüllt sind.

## **3. Kurze Bilanz des SKA-Förderprogramms**

Das Konservatorium deckt mit seinen 4600 Schülerinnen und Schülern die musikalisch-künstlerische Ausbildung im Kanton weitgehend ab, wobei im Schnitt über 50 Studierende (30 in der Musik, 20 im Tanz und 5 im Theater) den berufsvorbereitenden Studiengang absolvieren. Diese Zahl ist vergleichbar mit den Statistiken zur Talentförderung in der Schweiz. Die Ergebnisse sind überzeugend: in der Musik, im Tanz und im Theater erzielen die Schülerinnen und Schüler der

Vorberufsklassen eine ausgezeichnete Erfolgsquote Das SKA-Förderprogramm funktioniert zufriedenstellend, aber es ist noch verfrüht, abschliessende Schlussfolgerungen zu ziehen. Es konnten im Übrigen bereits mehrere Verbesserungen vorgenommen werden, und zwar bei den vor kurzem erarbeiteten SKA-Richtlinien<sup>1</sup>. So sollte unter anderem die Stundenplan-Entlastung auf der Sekundarstufe 2 konsequenter angewendet werden, damit junge Musikerinnen und Musiker über grössere Blockzeiten verfügen (wie bei Tanz oder bei den Mannschaftssportarten). Die Synergieeffekte zwischen den Bildungsgängen der S2 im Schwerpunktfach Musik und der berufsvorbereitenden Ausbildung am Konservatorium in der Gehörbildung können noch verstärkt werden.

## II. Antwort des Staatsrats

Mehrere Jahre nach seiner Einführung scheint das SKA-Förderprogramm in der Musik seinen Zweck zu erfüllen; es wurden zahlreiche junge Talente ausgebildet, die so unter guten Bedingungen eine berufsvorbereitende Ausbildung absolvieren konnten. Von den beiden Programmarten «Kunst-Ausbildung», die in der Schweiz derzeit angewendet werden, bildet das Freiburger SKA-Förderprogramm ein sinnvolles, geeignetes und wirtschaftliches Modell für den Kanton, insbesondere wenn man die Vorzüge des Konservatoriums und die notwendige kritische Masse an beteiligten Schülerinnen und Schülern berücksichtigt.

Dennoch sollten mehrere Verbesserungen vorgenommen werden, wie die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport bei der Erarbeitung der im Mai 2017 in Kraft getretenen Richtlinien festgestellt hat. Nachdem das Förderprogramm nun einige Jahre in Gang ist, wäre es sinnvoll, die Fördermassnahmen einer Evaluation zu unterziehen und dabei auch einen Vergleich mit anderen Modellen, die in der Schweiz angewendet werden, anzustellen. Daher beantragt der Staatsrat dem Grossen Rat, dieses Postulat als erheblich zu erklären. Da ein anderes Postulat mit ähnlichem Inhalt für den Sport eingereicht worden ist, schlägt er dem Grossen Rat vor, einen gemeinsamen Bericht für beide Postulate (2017-GC-51 und 2017-GC-38) zu erstellen.

22. August 2017

---

<sup>1</sup> Französisch: [http://www.fr.ch/sspo/files/pdf93/20170425\\_dics\\_directives-saf.pdf](http://www.fr.ch/sspo/files/pdf93/20170425_dics_directives-saf.pdf)  
Deutsch: [http://www.fr.ch/sspo/files/pdf93/20170425\\_eksd-richtlinien-ska.pdf](http://www.fr.ch/sspo/files/pdf93/20170425_eksd-richtlinien-ska.pdf)